

ANI LITAL THE DRIVERSITY OF JULIA

LE MONDE NOVEMBRE 1976 N° 272 - 23° année diplomatique Algérie : 5.00 DA Carrada : 1.50 Sc. Espagne : 60 pea. ftalie : 650 lires Abonnements : voir tarif page 11.

Reportage :

Espoir

5, rue des Italieus, 75427 Paris Cedex 09

Par CLAUDE JULIEN

ES gouvernements supportent de plus en plus moi la crimque ; supportent de plus en plus moi la crimque ; systématique », elle témoigne d'un « pessimisme » débilitant, corrusif, qui, entretenant l'inquiétude, démoralise les citayens, paralyse toute action, défait le tissu social. Ils ont raison. Que renaisse la confiance, et tout ira pour le mieux... ES gouvernements supportent de plus en plus moi la critique ; toujours Le mal vient d'une opposition, légale on extra-parlementaire, qui cultive la mécontentement, et d'une presse qui l'exploite à des fins commerciales...

Car, en fait, les signes encourageants ne manquent pas. Aux Etats-Unis, un président dont la réputation d'incompétence n'était plus à faire vient d'être battu par un homme nouveau qui, à défaut de programme cohérent, a présenté au public un inaltérable sourire, prometteur de lendencoins meilleurs. Marquée par des hommes sons scrupules, l'ère nixonienne, avec ses séquelles fordiennes, est bien révolue. Il faut beaucoup de mauvaise foi pour s'alarmer devant la vague montante de l'abstentionnisme dont on se réjouit qu'elle n'ait pas atteint le seuil prévu...

E pessimisme serait d'autont plus déplacé que la reprise économique, annoncée depuis longtemps, est enfin à notre porte. La bonne marche de la libre entreprise ne prouve-t-elle pas la bonne santé de la démocratie? Le taux de participation électorale était pourtant très bos (51 %) en 1928, malgré une prospérité qui inspiraté à Marque une prospérité qui inspirait à Hoover un optimisme à toute épreuve; il monta à 57 % en 1936, non pas, certes, parce que l'Amérique étoit sortie de la crise, mais parce que Roosevelt avait su ranimer l'espérance en sortant des sentiers battus. Le marasme des grandes entreprises qui avaient colonisé la pouvoir politique fuvorisoit un nouvel

Faut-il aujourd'hui assurer la relance en protégeant les privilèges — de groupes sociaux, de professions, d'industries — qui figurent pourtant parmi les facteurs de cette inflation que l'on dit vouloir juguler? Non seulement une telle politique serait économiquement inefficace, mais encore elle aggraverait ce que nos sociétés ont d'antidémocratique. Dans l'Occident tout entier, de larges couches sociales sont tenues à l'écart de la prospérité économique aussi bien que des prises de décisions politiques. L'élimination de cette double injustice offre la seule chance de ronimer la production et d'imprimer simultanément à la démocratie un nouvel élan. Mais, par crointe de se couper de sa base politique, aucun gouvernement n'osa s'engager dans cette voie.

A UX Etats-Unis, une légère reprise a suivi en 1976 l'augmentation considérable
plus d'un quart — du budget militaire. Faut-il rappeler que cette injection
de fonds publics assure aux entreprises qui en bénéficient un taux de profit très
supérieur à celui du secteur civil? Que, solaris on consommateur, le citoyen ne
reçoit que les miettes de ce pactole? L'accroissement de consommation enregistré
au début de l'année a été le fair de lé conche sociale la phis fortunée. Il n'a en
rien convaince les industriels d'invesse et le hourse des parts de convertes. commundes ai la montée du chômage, et la housse des prix de gros va se répercuter des ce mois-ci sur les prix de détail.

Les perspectives qui s'ouvrent en Europe ne sont pas plus sourientes. En Alle-magne, la production intérieure, très liée aux exportations, souffrira nécessairement des plans d'austérité adoptés en France, en Italie, en Espagne, au Portugal, sons que les pays producteurs de matières premières, en proie à de sérieuses difficultés de paiement, puissent stimpler la demande.

Dans des conditions que l'ou ne saurait comparer, l'Italie et la Grande-Bretagne se heurtent pourtant à des difficultés assez analogues : leurs programmes d'austérité entraînent une baisse de la demande intérieure que ne peut compenser de croissance sont nulles, le déficit extérieur s'accroît, d'exception extérieurs ne peuvent accorder qu'un sursis, la lire et la livre iront à la dérive aussi longtemps que les spéculateurs pourront impunément spéculer contre elles.

Pour l'ensemble de l'Occident, les échanges commerciaux avec l'Europe de l'Est, qui paraissaient naguère ouvrir de souriantes perspectives, ne peuvent pas justifier les espoirs de certains milieux d'affaires, en roison notamment du considérable endettement des pays du COMECON à l'égard des pays capitalistes indus-trialisés. La crise est d'abord intérieure, elle se situe ou cœur d'un certain modèle de développement, auquel les systèmes de l'Est n'offrent pas de solution.

Sans doute ne brûle-t-on plus le café dans les locomotives, comme en 1930, mais la production se ralentit. Pourquoi? Parce que tous les besoins seraient satisfaits? Non : parce que, dans l'absurde logique du système, le taux de profit des entreprises est insuffisant. Sans même parler du tiers-monde, qui, dans une logique différente, offrirait d'immenses débouchés, en Europa et aux Etats-Unis des dizzines de millions d'individus vivent dans des conditions très modestes, alors qu'ils constituent un marché virtuel capable d'assurer une relance.

L'AUTE de poser le vroi problème, les gouvernements, qui vondraient bien exorciser la crise, n'ont d'autre recours que de précher l'optimisme. « Nous avons maintenant passé le pire », disait déjà le président Hoover en 1930. Sincère, naîf, aveugle, incompétent? Toujours est-il que, un demi-siècle plus tord, dans un contexte pourtant fort différent, les discours officiels no rendent pas deventage compte de la gravité de la situation. Aujourd'hui comme en 1930, le pire est encore à venir : les mesures prises en divers pays laissent intactes les racines économiques

En deçà comme au-delà des frontières, puissante est en effet la solidorité entre les privilégiés d'un mode de croissance fondé sur des déséquilibres qui le menacent de toutes parts. Peut-on alors croite en J'avenir ? L'optimisme avengle des puissants inspirerait plutôt une véritable panique. Mais en même temps se développe une nouvelle conscience des injustices, de la précarité et des fausses séductions du système. Que l'on envisage avec réalisme les épreuves à venir, que l'on ait le courage de remettre en cause des conceptions qui ont fuit faillite, sons pour autant cêder à la tentation de leur substituer, à gauche, des solutions-miracles qui n'ont jomais rien résolu, et clors il y cura place non pas pour l'optimisme qui conduit à la facilité, mais pour l'espoir que justifie l'effort commun librement

LES PUISSANCES ÉCONOMIQUES QUI SOUTIENNENT J. CARTER

celui d'un homme qui, entouré de quelques fidèles collaborateurs, aurait su rassembler sur son nom une majorité des suffrages exprimés. Pourtant, citace restern la légende d'une fulgurante ascension explicable par la seule aptitude de l'ancien gouverneur de Georgie à exposer des thèses qui touchent la sensibilité du public. La réalité politique s'accommode mal d'une aussi séduiscrite

En réalité, la candidature de M. Jimmy Carter a été préparée de longue main et soutenue jusqu'à la victoire par des hommes qui représentent le plus haut niveau de puissance. Parmi eux, les présidents de la Chase Manhattan Bank, de la Bank of America, de Coca-Cola, Bendix, Caterpillar, Lehman Brothers, Sears & Roebuck, Texas Instruments, Exzon. Hewlett-Packard, C.B.S., etc. Ces hommes, avec quelques universitaires, des syndicalistes (acièrie, automobile) et seulement dix hommes politiques — dont bien entendu M. Jimmy Carter et le nouveau vice-président, M. Walter Mondale, — constituent la branche américaine de la « Commission trilatérale », crêce en 1973 par M. David Rockefeller et dirigée, jusqu'à une date récente, par le professeur Zbignew Brzezinski, principal conseiller de M. Jimmy Carter.

Dans un récent rapport, celte Commission — a trilatérale » parce qu'elle regroupe l'Amérique du Nord, l'Europe libérales tendent à dévenir « ingouvernables », ou'elles sont gravement menacées par les intellectuels et les journalistes, et qu'il convient de renjorcer le principe d'autorité (cf. le Monde diplomatique, mars 1976). Sur le plan mondial, elle souhaite resserrer les liens entre pays capitalistes arances pour faire face au tiers-monde et à la progression èlectorale communiste en Europe de l'Ouest.

Parmı les membres français — qui, bien entendu, n'ont pas eu à intervenir dans le choix de M. Jimmy Carter de la Commission trilatérale, on relète les noms des présidents ou directeurs généraux de Pechiney-Ugme-Kuhlmann, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, E.D.F., U.A.P., Banque de Paris et des Pays-Bas, Compagnie financière (Edmond de Rothschild), mais aussi des syndicalistes (René Bonety, de la C.F.D.T., et Michel Debatisse, de la F.N.S.E.A.) et le c professeur Raymond Barre », entre-temps devenu ministre de M. Jacques Chirac, puis premier ministre. Les hommes d'affaires de la branche américaine de la

Commission trilatérale possèdent des liens traditionnels qu'ils n'ont certes pas rompus — avec le parti répu-blicain, considérablement dévalorisé par le scandale du Watergate et la brève présidence de M. Ford. Ils ont jugé prudent de miser sur un candidat démocrate, et leur choix se fera un jour ou l'autre sentir dans la conduite de la

Une stratégie « trilatérale »

A politique étrangère du nouveau gouvernement américain sera, comme elle l'a été la plupart du temps depuis Truman, le produit d'un consensus des élites qui entrainent la grande majorité des hommes politiques des deux putris Elle sera politiques des deux partis. Elle sera donc « bipartisane ». Mais elle sera aussi « trilatérale ». « Aux Etats-Unis — en tout cus pormi des élites, — le trilatéralisme est devenu pra-— le trilatéralisme est devenu pra-tiquement la position de consensus en politique étrangère », écrit RI-chard Uliman, professeur de rela-tions internationales à l'université de Princeton (1). Ce consensus est l'œuvre de la Commission trilatérale, un groupe de « citoyens privés » formé en 1973 à l'initiative de David Rockefeller, président de la Chase Manhattan Bank (2).

Cette commission est « trilatérale » parce que vouée à une association plus étroite entre les trois centres du capitalisme avancé - Amérique du rd. Europe occidentale et Japon. Ses quelque deux cents memores (3) — dont un nombre important d'in-dustriels et de hanquiers — sont partagés à peu près également entre ces trois régions. Pourtant, constate le professeur Ullman, « le trilatéralisme en tant qu'expression d'un

Par DIANA JOHNSTONE *

ensemble de rapports internationaux est une invention tout à fait améri-caine. La commission trilatérale est caine. La commission trilatèrale est née et a été élevée aux Etats-Unis ». D'ailleurs, « ou de Washington — quelle que « bonnes » que soient ses intentions, — un trilatéralisme efficace tend à se réduire au soutien efficace apporté par les Européens et les Japonais aux positions américaines ». Le trilatéralisme peut donc être

considéré comme une rédition plus élaborée, mieux préparée, plus diplo-matique, de la reprise en main par les États-Unis du « monde libre » annoncée trop brusquement par M. Kissinger en 1973 (« l'année de l'Europe ») et même brutalement par le secrétaire au Trésor du moment, M. John Connaily, C'est aussi une sorte de « new deal » à l'échelle mondiale pour sauver le capitalisme de sa crise grace à un réformisme qui propose des projets d'aide au développement afin de « créer un ordre économique plus équitable » dans le cadre des structures exismonde pour douter publiquement des bonnes intentions des notabilités, et la presse américaine, bien qu'elle accueille des idées et articles emis, par la Trilatérale et ses membres, s'est montrée peu curieuse à l'égard de la commission elle-même, même quand un candidat à la présidence — M. Jimmy Carter — a sure; appa- M. Jimmy Carter — a surg: appa-remment du neant... mais en réalité du sein de la commission trilatérale, dont il était « un membre très actif » (rapport annuel de la C.T.). D'innom-brables journalistes ont écrit de longs reportages sur le candidat démocrate sans jamais suggèrer que la frequentation de M. David Rockefeller et de son entourage ait peut-être joué, dans l'ascension fulgurante de l'angrand role que la sagesse qu'il aurait

tirée du terroir.

aux Etats-Unis, il n'y a que peu de monde pour douter publiquement des

Les études de la Trilatérale sont surtout consacrées à des questions économiques sur lesquelles un accord entre les puissances capitalistes serait particulièrement souhaitable pour éviter de dangereuses compétitions — exploitation des ressources des fonds de mer, problèmes monétaires, etc., — mais aussi à certaines questions politiques qui découlent de sa vision globale, telle « la gouvernabilité des démocraties » (5).

(Lire la suite page 13.)

« Unifier le Nord »

L E but, défini par Zbigniew Brze-zinski, kremlinologue chevronne et premier directeur (4) de la Trilatérale, est de «parvenir à un point de une politique partagé par les organismes gouvernementaux des trois unités », c'est-à-dire des pays capitalistes industrialisés du Nord. « Une raison essentielle pour unifier le Nord est de pouroir négocier plus efficacement apec le Sud », remarque le professeur Uliman, qui ajoute que, dans ses discours sur l'aide aux pays sous-développes, « la rhétorique tri-latérale (comme la plupart des rhétoriques) est parfois faussement

toriques) est parfois faussement cantide n.
Lors de la première réunion de la Trilatérale à Tokyo, le 23 octobre 1973, les Japonais, selon le Washington Post, a exprimèrent franchement la crointe que le leadership triangulaire proposé ne puisse propoquer des ressentiments et de la méjiance de la part des puissances communistes

et des nations plus pauvres du monde non communiste. Ces délégués japo-nais préconisèrent une prudence extrême dans les déclarations publiques de la nouvelle commission ». Les Américains sont plus à l'aise:

(1) Dans un article sur « Trilatera-lism : Partnership For What? » dans la revue trimestrielle Poreign Affairs. avec plus de souplesse que les gouver-nements dans la recherche de meilleures

rements dans la recherche de melleures formes de coopération internationale.
Trialogue, bulletin de la commission trilaterale, novembre 1971.

(3) MM. Esymond Barre, Giovanni Agnelli et Chujiro Fujino, président de Mitsublahi, sont membres de la commission. Parmi les soirante-quatorze membres noviembres porte protesparents se trouvent transbres nord-américains se trouvent trente-deux chefs ou hauts responsables de présidents de banque; ungu intenertuels, y compris dir professeurs, six chefs
d'institutions de recherche ou d'enseignement, les éditeurs de trois publications, y compris Time et Foreign
Polity, et un journaliste, Carl Rowan,
qui aemble étre le « Token Black »
(Noir symbolique) de l'organisation;
trois hauts fonctionnaires; trois syndicalistes; quatorze hommes politiques,
dont un parlementaire canadien, dis
membres du Congrès américain et trois
anciens gouverneurs d'Etat; le président du Conseil national des coopératives agricoles et une ancienne président de la League of Women Voters
intellectuels, fonctionnaires ou hommes
d'affaires, ce sont en général des hommes de l'establishment qui se trouvent
un jour dans le conseil d'administration
des grandes sociétés et, le lendemain,
dans les hauts conseils du gouvernement, ou blen pariois dans une chaire
d'université.

(4) Depuis juillet 1976, pour « se

**Asant-saliage » la Trillatérale n'a nius

d'université.

(4) Depuis juillet 1976, pour e se décentraliser », la Trilatérale n'a plus de directeur. Ernezinski jone toujours un rôle important comme représentant américain au Conseil des programmes (Program Advisory Council), avec un Japonais et un Européen.

(5) The Crisis of Democracy, Report on the Governability of Democracies to the Trilateral Commission, New York University Press, 1975; voir le Monde diplomatique, mars 1975, page 14.



156, rue de Rivoli

MÉTRO : LOUVRE

Dans ce numéro :

• De la lutte contre l'apartheid aux luttes de classes en Afrique australe (Pages 2 et 3)

• La Chine gouvernée au centre ?

(Page 4)

• L'Algérie, de la charte nationale à la consultation électorale

(Page 11)

L'affaire de la baie James

(Pages 20 à 22)

• Contre le terrorisme : quelle Europe se dessine ?

(Page 34)

in tubre 19

De la lutte contre l'apartheid aux luttes de classes

LA DYNAMIQUE DES CONFLITS EN AFRIQUE AUSTRALE

ES services unimmentation la République Sud-Africaine avalent réussi un tour de force : ériger la remarquable stabilité du < pouvoir blanc - en une donnée immuable, au regard de laquelle les analyses les plus cérieuses laissant prévoir la possibilité d'un affrontement à l'Intérieur de la société sudafricaine ne faisaient pas le poids. Tout Justa admettait-on que J'avèement de régimes révolutionnaires en Angola et au Mozambique, modi-fiant l'équilibre des forces en Afrique australe, pourrait influer sur l'irrésistible renforcement de la domination blanche en Afrique du Sud. On guetl'annonce des premiers accrochages entre des groupes de guérilleros et les forces armées de Pretoria. C'étalt accepter tacitement la logique sud-africaine : les grains de sable qui pourraient gripper la machine du développement séparé - seraient forcément introduits par des agita-teurs étrangers liés au « commu-

L'explosion qui frappe les centres urbains, cœur même de la puissance et de l'opulance du monda des ludes et les dogmes sans fondement Il faut sans doute remonter aux dernières « guerres calres », à la lin du dix-neuvième siècle, pour retrouvor trace d'un soulèvement aussi dur que celui qui ensangiante, depuis le 16 juin 1976, les bantieues, puis les centres eux-mêmes, de la plupart des grandes villes sud-africaines.

Sharpeville (21 mars 1960) restait le symbole de la futte des non-Blancs contre l'apartheid. Il faut sacre fut décidé délibérément par l'appareil policier sud-africain, et qu'il ne résulta nullement d'une volonté d'agression de la part des manifestants qui, au contraire, obeisalent à des consignes non violentes. La chaudière n'avait pas explosé. Le bain de sang décidé par les autorités marqualt leur détermina« Guerre des races » ou nouvelle guerre de libération à l'échelle du continent noir?

Par RENÉ LEFORT _

tion à supprimer tout ferment d'agitation. Les organisations nationa listes furent disloquées, les militants exécutés, emprisonnés, bannis ou Naissance féduits à l'exil : la Volonté de résis tance pliée au point que, sauf pour quelques militants et intellectuels d'un prolétariat réfugiés à l'étranger, la révolte a été pour des années étouffée jusqu'à être intériorisée par l'acceptation, de couleur comme inévitable, de la suprématie

La vigueur de la riposte des forces

de l'ordre aux premières manifesta-

tions de Soweto semble au contraire

avoir contribué à multiplier les

ámeutas. Pour la première fois, jour

après jour, semaine après semaine,

la révolte renaît comme si les émeu-

tiers sentalent cette tols qu'au bout

du chemin un changement radical

était juste et possible. Ils ne subis-

sent pas la loi des forces de l'ordre : ils affrontent soldats et

La violence de cette explosion, à

tort, a surpris. Comment expliquer que, maigré les difficultés d'organi-

sation et de circulation, elle ait pu

s'étendre aussi vite à la quasi-

totalité des centres urbains? Com-

ment, malgré la minutieuse atomi-

sation du monde des non-Blancs.

la quasi-totalité des Noirs peuvent-ils

soutenir, ou du moins comprendre,

le soulèvement ? Pourquoi les Métis.

les Indiens, moins démunis que les

Noirs, rejoignent-ils le camp des

ont-elles résolu ce problème de main-d'œuvre ? D'abord, en puisant dans les réserves, rebaptisées « homelands », puis bantoustans. On peut estimes oujour-d'hai que plus de la moitié de la popuet les régions agricoles blanches en vendant su force de travail à des entreprises contrôlées par les Blancs. Mais la deuxième moitié de cette population, installée dans les bantoustans, ne vit pas pour autant en dehors du circuit économique capitaliste : l'agriculture de

subsistance est obsolument incapable de la nourrir. En caricaturant à peine, ne résident dans ces futurs Etats noirs « indépendants » que des femmes, des enfants et des vieillards entretenus surtout par des envois d'argent provenant des travailleurs noirs employés dons les zones blanches; ou bien des ouvriers qui attendent un nouveou contrat pour partir; ou encore des ouvriers qui, par les hasards des nouvelles frontières, yout travailler chaque jour dans les zones blanches et rentrent le soir chez eux.

Cette gigantesque mutation sociale a donc, en quelques années, protétarisé la masse des non-Blancs. Or l'arme principale de la domination blanche est la division des Noirs entre eux et la division entre Noirs, métia et Indiens. Divisions ethniques, tribales, religiouses, géographiques, ont toujours été catalysées sous des « nations bantoues » en maintenant leur autonomie, et traduites dans un arsenal de lois d'une rigidité et d'une étendue sans équivalent dans le monde et qui enserre tous les actes de la vie quotidienne. Cette atomisation de la société des non-Blancs donnaît au pouvoir une Anorme capacité de manipulation utilisée dans un but très clair : isoler toujours le Noir face à la domination blanche.

Mais comment les Noirs pouvaientils continuer à vivre dans des structures et dans un réseau de relations sociales liés à un mode de production qui ne leur garantissait même pas leur survie ? Peu à peu, la masse des non-Blancs a découvert, à la faveur d'une situation uniforme de travailleurs salariés, une identité commune et la conscience diffuse que les conditions de vie qui lui étalent imposées n'étaient pas imputables à une quelconque infériorité intellectuelle, mais à un réseau de conditions socio-économiques érigé par les Blancs.

Les coups portés à la domination plus rudes que cette proiétarisation n'a pas été monolithique. L'importation massive de travailleurs noirs des pays volsins (Lesotho, Swazi-Bolswana, Malawi, Mozamblaue) maintient un volant de chomage qui freine les revendications salariales et engendre une compétition féroce au sein de la communauté poire dans la recherche d'un emploi. Mals l'immigration blanche a toulours été inférieure aux besoins de l'économie. Dès la fin des années 60, les chambres patronales. les chefs d'entreprise, les milieux bancaires, répétaient que le manque de main-d'œuvre qualifiée hypothéqualt gravement la croissance de l'économie sud-africaine, Le système même du « développement séparé » crée artificiellement cet écueil. La mobilité de la main-d'œuvre, engagée uniquement pour une durée limitée et obligée de regagner son bantoustan en fin de contrat, gêne la formation d'ouvriers qualifiés D'autre part, le sacro-saint Job servation Act interdit tous les emplois un oeu spécialisés aux non-Blancs. La classe ouvrière blanche défend ainsi ses privilèges en interdisant toute concurrence que pour-

raient lui faire sur le marché du travall les ouvriers non blancs. Les milieux patronaux en sont quand meme venus, quitte à enfreindre les lois et encourir les foudres de la justice, à former peu à peu une main eristocratie ouvrière recoit, en occupant une fonction identique à celle des ouvriers blancs, des salaires en moyenne cinq fois inférieurs. Devant cette discrimination, elle décienche à partir de 1971 une vague de grèves qui ont fait des entreprises le centre de gravité du combat contre le

Les chefs d'entreprise se trouvèrent en face de structures de dialogue inadaptées, quand elles n'étalent pas inexistantes, ce qui rendait difficile la solution des conflits, mais aussi gênait la répression patronale, qui ne savait où frapper. D'autre part, ils ne pouvalent du jour au lendemain (losnole cette main-d'œuvre qualifiée qu'ils avaient eu tent de mai à recruter et à former. Pour la première fois, certains d'entre eux acceptèrent de négocier avec les grévistes et accordèrent des augmentations aubstantielles de salaires.

Mais les perspectives politiques de ces actions ouvrières restaient ambigues. D'un côté, les syndicats noirs ne sont pas reconnus et la grève est illégale. Le volonté de dégager l'économie de l'emprise trop grande parti nationaliste à constituer un vaste secteur économique nationa-Ilsé. L'Etat est donc le premier Constitution et sa légitimité, il est l'Etat des Blancs : Jamais. comme dans une démocratie occidentale, il ne peut se poser en arbitre d'un conflit capital-travail Les travailleurs non blancs, pour faire aboutir leurs revendications, ne peuvent faire autrement que de placer leur lutte sur le terrain politique. De l'autre côté, faute d'une organisation syndicale des non-Blancs au niveau national et surtout à défaut d'un mouvement polltique capable de porter ses coups au cœur même du pouvoir blanc, cette lutte économique pouvait pau à peu être déviée lusqu'à se cantonner dans une forme purement corporatiste. Les premiers signes de cette évolution étalent apparus, à la fois dans certains syndicats noirs qui demandaient leur rattachement à la TUCSA, la plus grande centrale ouvrière blanche, et dans certains milieux natronaux favorables à la reconnaissance du fait syndical pour désamorcer par la négociation les risques de radicalisation.

La deuxième conséquence de la croissance áconomique, dans le domaine des mutations sociales, est l'apparition d'une closse moyenne noire, qui constitue environ 5 % de la population noire. Plus nombreuse dans les bantoustans que dans les centres urbains, elle rogroupe les commercants, les fonction-noires des affaires bantones et des futurs Etats indépendants, les employés, les professeurs, les instituteurs, les ecclésiastiques, etc. Aux divisions classiques de la societé noire s'ajoutait donc peu à peu une division de classe. La nou-

veou groupe social entretient avec le prolétariet noir des rapports qui sont ceux de toute bourgeoisie. Mais il sait très bien qu'il ne pourra conquerir par ses propres forces les droits démocratiques qu'il revendique. En revanche, il subit avec une humiliation sans égale les contraintes de l'apartheid tout en profitant du rôle qu'il joue et jouere dans les futurs

Cette nouvelle classe moyenne tourne donc en rond sans jamais oser choisir clairement son camp. avec le monde blanc, elle se contente de ruer dans les brancards sans iamals enfreindre la loi.

Mais les enfants de cette jeune bourgeoisle n'ont pas connu la répression qui a suivi Sharpëville. Ce sont eux, lycéens et étudiants, qui forment le gros des bataillons de la SASO (South African Student

Comment les autorités sud-ofricaines People Convention), organisations de la Black Consciousness (Conscience noire), qui a élargi son audience depuis le début des années 60. Ses promoleurs sont, dans le monde des non-Blancs, les seuls qui aient accès à la culture occidentale. Leur perception de l'injustice et de l'iniquité du système vie durant, en est d'autant plus aloué. Elle explique cans doute aussì l'ambivalence de leurs positions : radicale dans les apparences, puisque la Conscience noire rejette toute forme de coopération avec les institutions de développement séparé et refuse même d'accepter que les libéraux blance rejoignent com combat; confuse, si ce n'est utopique, dans sa stratégie dont on discerne mal les fondements (rejet de la culture occidentale et développement communautaire). Mals, dans l'étape historique actuelle, le courage et la détermination de ces militants ont suffi pour mettre le feu aux poudres. La division du monde des non-Blancs s'est estompée par suite de idéologique du système racial a été battue en brèche par l'aristocratie

ouvrière et les enfants de la nou-

l'armée sud-africaine a dû se retirer d'Angola, même si les Cubains et le rapport de forces à l'échelle plané-taire y ont largement contribué, le mythe de l'Invincibilité de l'appareil de répression s'est effondré. Survint venue — l'enseignement obligatoire en afrikaans — et tous les ghettos d'Afrique du Sud se cont embrasés les uns après les autres. Rares sont les Sud-Africains qui

violente. Mais, depuis plus de dix ans, tout le monde s'accordait sur une nécessaire évolution du sys-tème de l'apartheid. Ce n'est pas un hasard si sa dénomination elle-même évoluait au fil des ans : - apartheid - puis - développement séparé », puis « développement muitinational -. L'économie présentait d'inquiétants symptômes. La crise mondiale peut en effet expliquer certaines difficultés conjoncturelles : elle n'est en rien responsable des deux obstacles maleurs à une reprise de la croissance (étroitesse du marché interne imputable aux bas salaires, et manque de main-d'œuvre qualifiée). Dans le domaine politique, il était évident que l'immobilisme complet ne pourrait mener perpétuellement lalaser la population. pour 83 % privée des droits les plus élémentaires. Socialement enfin, l'agglomération autour des zones de résidence bianches d'une - masse de travallieurs, culturellement et racielement disparates, qui dégénéreraient en un proiétariet urbain inassimilable et déreciné - (1), menaçait physiquement les communautés blanches. Le projet des bantoustans était censé désamorcer ce faisceau

Trop peu et trop tard

Sous prétexte de garantir, dans tous les domaines, le développement harmo-nieux des multiples nations qui vivent en Afrique du Sud, Pretoria adaptait au goût du jour l'arme constante de sa domination : la division. La division raciale, pour des raisons intérieures et extérieures, avait fait son temps. On lui substituait une division de classes et de nations. La moitié de la population noire, résidant parfois depuis plusieurs générations dans les zones blanches. devrait obligatoirement rejoindre, dans un invroisemblable exode, la nation à

laquelle d'autorité elle été rattachée pour s'installer définitivement dans le territoire qui lui avoit été attribué. Le contrôle des mouvements de la main-d'œuyre en aurait été facilité, puisque seuls auraient pu résider en territoire blanc les travailleurs migrants nécessaires à la bonne marche des entreprises.

La menace de voit se soulever les ghettos noirs, réalité d'aujourd'hui, aurait été ainsi éliminée. Traitant séparément avec Pretoria. les huit capitales des bantoustans auraient été obligées de se livrer à une compétition achamée pour obtenir -- chacun pour soi -- le plus possible d'avantages. La constitution de nations africaines, artificielles dans leurs frontières et leur morcellement, ressuscitées d'une histoire que les coups de la colonisation ont rendue plus que caduque, dénuées des moyens économiques et politiques qui fondent une Indépendance véritable devrait donner aux Noirs l'illusion qu'ils étaient devenus des citoyens à part entière. La conjonction de l'apparence de pouvoir politique à assumer et d'une miriflque puissance économique à conquerir aurait dù accelerer la formation de cette classe movenne noire, que la perspective du gain et nir la révolte de la masse noire, masquant ainsi les véritables rapports de domination en Afrique du Sud et déplaçant le champ des affrontements. Enfin. et cet aspect du projet est essentiel, la politique l'économie sud-africaine de son marasme. Les Industries à fort inves tissement et de technologie avancé fourniraient les biens d'équipement et les matières premières aux indus-tries légères installées dans les bantoustans ou à leurs frontières. La stabilité de la population noire, et l'absence de la classe ouvrière bianche, rassemblée au centre, rendraient possible la formation d'une main-d'œuvre qualifiée. La croissance numérique de cette nouveile aristocratie ouvrière et de la classe moyenne élargirait enfin le marché

Le moins que l'on puisse dire de ce projet est qu'il manque eingullè-rement d'originalité. Il apparaît en effet comme une tentative pure et simple de décolonisation devant favoriser l'instauration, à l'intérieur d'un seul territoire, d'un ordre néocolonial. Trop peu et trop tard : le projet des bantoustans n'est pas viable (2) et l'ampieur des émeutes

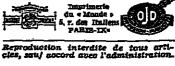
(1) Le développement multinatio-nai en Afrique du Sud : une réalité, publié par le département d'Etat à l'information de Pretoria.

(2) Cf. les articles de Ruth First, de François Froust et de Férial Drosso sur le Transkei dans le Monde diplomatique d'août et d'oc-lobre 1976.

annonce dějà son échec. A aucun moment, il ne s'est trouvé un seul manifestant pour demander son accélération ou pour reconnaître dans l'un ou l'autre des dirigéants tant apte à faire valoir ses exicences. Rien au contraire Pretoria imaginait faire aboutir une réforme adaptée à des conditions économigues et politiques dépassées depuis dix ou vingt ans. Trop peu: le manque de courage et de lucidité avalt engendre un projet tellement édulcoré et timoré qu'il en devenait franchement ridicule si son application n'avait des conséquences sussi dramatiques. Comment Imaginer qu'un ouvrier installé depuis des dizaines d'années dans la banlleue de Johannesburg puisse accepter de quitter sa maison avec armes et bagages pour s'installer dans un bantoustan où il n'a lamais mis les pleds, où il sait qu'il ne trouverait pas de travall, tout cela à la seule perspective d'acquérir une citoyennelé mythique ? Et l'étudient, membre de Conscience noire, peut-il de son peuple pour devenir le fonctionnaire d'un Etat cu'il sait promis



Edité par la S.A.R.I., le Mondelacques Fauvet, directeur de la publication lacques Sauvagent



De Sharpeville à Soweto

Depuis Sharpeville, loin de donner des signes d'essoufflement ou de manifester une volonté d'évolution, la société blanche renforçoit, aiguisait, étendait sa domination. So forme pouvait, certes, changer. Au mois de juillet 1974, le premier ministre, M. Vorster, lançait à a face du monde : « Donnez six mois à l'Afrique du Sud... et vous serez stupéfaits de voir où ce pays en sera à l'issue de cette période. » Mais la noture de cette domination restait immuable. Le même M, Vorster ajoutait, quelques jours plus tord : « Ceux

qui vous font croire que le principe "à chacun une voix" jouera un jour en faveur des Noirs au sein du Parlement blanc vous induisent en erreur. Cela n'arrivera jamais. > Et au mois d'août 1975, les forces armées sud-africaines intervenaient en Angola.

Pourtant, la croissance de la paissance économique sud-africaine et l'illusion d'asseoir de mieux en mieux sa suprématie politique ant ils monguaient.

« La querre des races est commencée en Afrique australe », affirmalt M. Kissinger pour donner plus de poids à sa demière tournée africaine. Ce n'est voir que l'arbre qui cache la forêt, prendre l'apparence pour la réalité. Les Noirs, les Indiens, les Métis ne se sont pas soulevés contre les Blancs à cause de la couleur de leur peau. Ils l'ont fait narce que le système sudafricain les écarte obligatoirement. capacités et au mépris de droits universellement reconnus, de lous les centres de pouvoir économique et politique dont les Blancs se sont assuré le contrôle exclusif cour maintenir leur suprématie. A première vue, l'affrontement oppo Blancs et non-Blancs. Au fond, se haurtent les opprimés et les oppres seurs, les pauvres et les riches, les dominés et les maîtres. Une véritable querre de libération a peut-

Il faut en chercher les raisons dans les contradictions de plus en plus profondes à l'intérieur même de ce système de domination et, en conséquence, dans la conviction de plus en plus large qu'il doit être

combattu, qu'il peut être abattu. Le taux de croissance annuel moven de l'économie aud-africaine a été, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, un des plus élevés du monde : environ 6 %. Il n'a pas affecté uniformément les divers secteurs de l'économie. Les mines, et en particulier les mines d'or, assurent toujours environ la moitlé du produit national brut. Mais l'agriculture modernisée et concentrée. ne représente aujourd'hul que moins de 10 % du P.N.B. contra 14 % en 1940. L'industrie a falt un bond spectaculaire. Entre 1940 et 1970, sa contribution au P.N.B. a pratiquement doublé, passant de 16 % à les besoins de main-d'œuvre, stables dans les mines, se sont considérala construction. Grosso modo le nombre de salariés industriels non sant entre 1981 et 1973 de 800 000 à 1.7 million, Dans l'agriculture, la concentration des exploitations et l'élimination du métayage des non-Blancs ont engendré la formation d'une classe de 1 million et demi d'ouvriers agricoles, noirs et mélis

génération

Une nouvelle

de révoltés

* Les principaux faits de l'actualité française et étrangère. * Un choix des articles de synthèse et de commentaires.

Le Monde

REALISE CHAQUE SEMAINE

réservée à ses lecteurs résidant à l'étranger

* Les grandes enquêtes politiques, écanomiques, sociales.

† Une chronologie des événements.

Renseignements et tarifs : 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09 Téléphone : 216-72-23

classes AUSTRA

Visées économiques sur la

«tierce Afrique» lui a permis d'occèder au rang de sousimpérialisme, relais privilégié de l'Occident en Afrique, mois cussi base d'une exploitation plus methodique de ce que les idéologues sudafricains avoient appelé la etierce Afrique », en opposition à l'Afrique du Nord arabe et à l'Afrique noire du centre.

La formation d'un « marché commun de l'Airique australe», englobant tous les Etats africains situés au sud du Zaire et de la Tanzanie. .appelé officiellement à promouvoir Noirs et des Blancs, devait en réalité tournir à la République Sud-Afriplus vaste et un marché élargi audelà de ses propres frontières. Projet identique à celui des bantoustans, dans ses fondements et sa finalité. et qui devait puissamment contribuer à désamorcer la crise économique et politique en Afrique du Sud. Mais ea réalisation exigealt que l'ensemble des Elats noirs de la région acceptent de s'intégrer à ce marché commun — ce qui exclusit l'arrivée au pouvoir de régimes révolutionnaires - et que la communauté noire dans sa majorité reconnaisse à l'Afrique du Sud son rôle de puissance africaine. Les tentalives pour le faire aboutir se sont concrétisées par l'invasion de l'Angola et par la politique de « dialogue ». La première a échoué. La deuxième est

 Nous sommes des nationalistes sans nation -, almalt à répéter Amilcar Cabral. Le mouvement qui aboutotalité des pays de l'Afrique noire, dans les années 1950-1980, tradulsait beaucoup plus l'aspiration des Noirs à enlever aux colonisateurs les rênes du pouvoir que la volonté de mener

restée inactive sur le plan extérieur. le Lesotho, le Botswana et le Swaziland furent devenus indépendants pour mieux tomber dans l'orbite sud-africaine, Pretoria a affirmó de plas en plus clairement son intention d'assumer un rôle continental. Se puissance économique et militaire, sons équivalent en Afrique, des nations préexistantes à une indépendance réelle. Les petites bourgeoisies qui, en général, dirigealent ces luttes « nationales » louzient sur cette sensibilité pour

Pour surmonter ses difficultés internes, l'Afrique du Sud n'était pas

> obtenir une adhésion des populations. Elles se sont transformées au lendemain de l'indépendance. en bourgeoisie privée et, surtout, en bourgeoisie d'Etat, se chargeant de faciliter l'Intégration des nouvelles nations au système écono-mique occidental. Si elles ont largement profilé de la fin du colo-nialisme, les populations africaines, dans leur grande majorité, n'ont quère vu leur giveau de vie amélloré. L'unanimité cagnée lors des luttes anticoloniales est en train de s'effriter. Les discours « nationalistes » ou anti-impérialistes - des diriticité = et à l' = etricanisation » sonnent de plus en plus creux tandis que les structures tradition-nelles se voient démantelées par l'emprise croissante des modes de production modernes, sans qu'il en résulte un développement àconoles stratifications sociales s'accentuent, les masques tombent et de nouveaux conflits s'ébauchent. Dans cette phase critique de l'évo-

lution du continent noir, des mouvements révolutionnaires ont, après quinze ans de lutte armée, conquis un pouvoir qu'ils veulent exercer à

En Guinée-Bissou, ou Mozombique,

en Angola, les dirigeants entendent

apporter la preuve que la constitution

du président Vorster dans l'affaire modésienne. Réciproquement, le déséquilibre énorme entre la puisloppement angolais et mozambicain est génerateur dans ces derniers pays de crises internes qui, au nom du « réalisme », porteraient au pouvoir les tenants d'une coopération plus étroite avec Pretoria et, de fil en alquille, dévieralent les révolutions de leur chemin pour les entrainer dans la même impasse que d'autres pays - progressistes - d'Afrique. Pretoria ne cache pas que telle est sa stratégie pour infléchir le radicalisme de ses deux voisins.

Le conflit entre Pretoria, d'une part, et Luanda et Maputo, de l'autre, même s'il est en partie différé pour des raisons conjoncturelles, est ouvert. De proche en proche, il pèsera sur les Etats de la région et du continent noir. Ouelles attitudes adopteront les ré-gimes « modérés », si les contradictions entre bourgeoisles et masses populaires vont en s'approfondissant 7 De quels moyens disposera Pretoria si le régime sud-africain est miné par une crise interne? velle division est en train de traverentre les puissances occidentales, les bourgeoisies nationales et les minorités blanches va s'opposer le rassemblement de tous ceux qui, dans les Etats noirs, prennent conscience de leur exploitation, des régimes révolutionnaires et des manifestants d'Afrique du Sud. Les combats des uns et des autres. leurs échecs et leurs succès seroni intimement liés. Dans un discours prononcé au mois de janvier 1976 devant le comité de décolonisation de l'O.U.A., M. Samora Machel déclarait :

- La bataille qui est devant nous est définitive. Elle a pour objet

«petits Blancs»?

Sacrifier



CAVALIERS BOERS DURANT LA GUERRE DU TRANSVAAL La mentalité politique des Blancs n'a pas franchi le seuil du XXº siècle.

l'expulsion de l'impérialisme en Afrique... Le renforcement de la

tialisma l'intensilication de la bataille entre les intérêts du peuple et les intérêts de l'ennemi, conduisent necessairement à des délinitions différentes de l'ennemi et, par sidération des alliances. >

Pendant les prochaines années, le principal champ de cette bataille se situera en Afrique australe, et parti-culièrement dans la République Sud-

Africaine. Celle-ci est confrontée à une évidence : la majorité des non-Blancs ne veulent pas d'une politique de « dével'oppement multinational ». Le régime de Pretoria devra tôt ou tard en tirer les conséquences. Déjà, l'explosion dans les ghettos et les progrès de la guérilla au Zimbobwe ont obligé M. Vorster à socrifier la suprématie de la minorité blanche de Rhodésie qu'il portait pour-

tant à bout de bras depuis qu'elle avait été mise ou ban des nations. Pour la première fois, la solidarité raciale a été battue en brèche. Pour la première fois aussi, le pouvoir a reculé après les émeutes : l'enseignement en afrikaans n'est plus prévu et les Noirs auront, dans certaines conditions, l'autorisation de devenir propriétaires de

dences de ces mesures alors que seul un véritable « new deal », appliqué vite et énergiquement, pourrait peut-être encore éviter le drame? D'un côté. l'unité du monde blanc n'est possible que face à la division du monde non blanc. L'alliance scellée au début de ce siècle entre la classe ouvrière (blanche) et la bourgeoisle sud-africaines ne peut durer qu'aussi longtemps que la division des Noirs entre eux, doublée de la division entre Noirs, Métis et Indiens, permet le maintien d'un système de surexploitation.

Déià les premières lézardes apparaissent. Des volx s'élèvent pour demander l'accélération de la formation d'une bourgeoisle noire el de la promotion des métis et des Indiens. Aux dépens de qui, si ce n'est des privilèges de la classe ouvrière blanche? Le capital national et plus encore le capital International - dont les investissements en Afrique du Sud sont considérables - accentuent leurs pres-

Mais quelles peuvent être les înci- sions pour essayer de sauver l'essentiel, quitte à brader les intérêts des « petits Blancs ». A l'Intérieur quelles chances a-t-elle de se faire

> vement nour le narti national au pouvoir, alors que les représentants des milieux d'aftaires, favorables à le P.A.C., qui ne semblent pas avoir un changement siègent sur les bancs de l'opposition. Comment les dirigeants de Pretoria sacrifieraientils les intérêts de leurs propres électeurs et réussiraient-ils ce - new deal - alors qu'ils ont manqué, après Sharpeville, le coche de la décolodatent d'un autre âge ? Le parti progressiste, situé à l'extrême gauche toujours comme solution aux problèmes de l'Afrique du Sud !'institution d'un vote censitaire basé sur

du monde bisno n'a toutours pas franchi le seuil du vingtième siècle.

A l'inverse, il faut évaluer à leur juste valeur les capacités de l'opposition radical». Le slogan de - pouvoir noir - opposé à l'actuel pouvoir blanc e est très significatif du climat politique dans lequel baignent les émeutiers. Ils se cantonnent toujours dans un champ d'affrontement racial, s'en prenant aux apparences et non aux fondements. Le contraire gût été étonnant. Dans toutes les luttes de libération nationale en Afrique, les dirigeants issus de la petite bourgeoisie ont d'abord posé le problème de l'émancipation des opprimés en des termes beaucoup plus émotifs que politiques. Seul I entêtement des oppresseurs a obligé cette avant-garde à s'allier avec la masse des coorimés et à se radicaliser dans la dynamigue des combats quotidiens. En Afrique du Sud, le rôle qu'a joué aifleurs la paysannerie pourrait être tenu par le prolétanat urbain. Les demléres grèves témoignent que la ionction entre la classe ouvrière non blanche et les intellectuels est en train de se faire, tandis que la masse des paysans semble pour le moment se situer en dehors des

Dans une deuxième étape, un front, une organisation, pourrait se Constituer pour délinir une stratégie organisation populaire. L'A.N.C. et

que du Sud, la mentalité politique joué de rôle important ni dans les emeutes ni dans les greves, aspirent évidemment à assumer cette tonction. Le peuvent-ils encore ? De son côté, la minorité blanche essaiera de rompre cette dynamique unitaire pour maintenir la division du monde des non-Blancs, levier de sa suprématie. Voudra-i-elle et pourra-i-elle s'en donner les moyens ?

RENE LEFORT

Le Monde dossiers et documents

LE NUMERO 35 NOVEMBRE 1976 EST PARU ll comprend

LA TÉLÉVISION **EN QUESTION** et dans la série « Économie »

LA SÈCHERESSE

EN FRANCE Pris de vente, le numero : 2 P. Abonnement l'an (18 numéros) :

pour abonnements groupes expédiés à une même adresse.

Le défi des régimes révolutionnaires

4 3 4 11 19

d'une bourgeoisie nationale n'est pas nécessaire à un véritable développement mois qu'au controire elle l'emun porti réunissant ouvriers, paysons et intellectuels révolutionnaires, un véri-tuble développement est possible s'il est soustrait aux lois du centre de l'économie occidentale, s'il s'appuie sur une véritable mobilisation populaire et s'il s'accompagne d'une révolution culturelle qu'Amilicar Cabral appelait « la noissance d'un homme nouveau »

et que Somoro Machel a définie comme la « décolonisation mentole ». Hors des structures héritées du colonialisme, une alternative au règne des bourgeoisses nationales pourrait donc prendre corps. Et ces dernières en ont très bien senti les dangers. La division de l'O.U.A. à propos de l'affaire angolaise et l'appel d'un certain nombre de chefs d'Etat afri-

cains adressé secrètement à Pretoria pour qu'il envahisse l'Angola en sont les preuves les plus récentes. bièmes à l'Afrique du Sud.

On a beaucoup insisté sur la base arrière que l'Angola et le Mozambique pourraient offrir à une guérilla. Cette possibilité, largement exploitée au Zimbabwe (Rhodésie). ne semble pas toutefois devoir être itilisée rapidement en direction de l'Afrique du Sud. Les enseignements de leur propre histoire ont appris au Frelimo et au M.P.L.A. que la déclenchement de la lutte armée n'était possible que si certaines conditions politiques et organisationnelles étalent réunies : une mobi-lisation populaire assez large et profonde pour que la guérilla dispose d'un minimum de soutien, et la constitution d'un mouvement capable

de diriger de l'Intérieur même du pays la lutte armée.

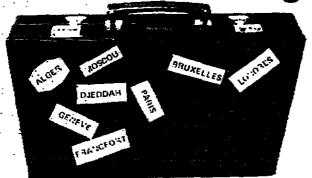
.Or les opposants en Afrique du Sud n'en sont pas là Mais, à long terme, d'autres facteurs rendent la cohabitation entre le régime blanc d'Afrique du Sud et l'Angola et le Mozambique révolutionnaires difficile, si ce n'est impossible. Du côté de Pretoria, la fermeture de l'Angola et du Mozambique à son commerce et à ses investissements, si elle s'accentue, risque de porter un coup sévère à l'économie sud-africaine et d'alguiser du même coup sa crise intérieure. Quelle perspective pourrait offrir ce « marché commun » de la « tierce Afrique » s'il se rédulsait aux seuls Elais qui, d'ores et déjà, sont des protectorats de fait de Pretoria ?

La seule voie de salut qui reste au régime blanc est de réussir coûte que coûte sa parcée vers le nord, en direction de la Zamble et du Zaîre, à travers le Zimbabwe. Cet objectif explique la voite-face du monde blanc, une force favorable à l'évolution existe donc. Mais affrontements. entendre et jusqu'où est-eile prête Les - petits Blancs - votent massi-

l'instruction ou le revenu! En Afri-

98, FAUBS ST-HONORÉ - 26, AV. VICTOR-HUGO 27 505, BOULD RASPAIL - PALAIS DES CONGRÈS PTE MAILLOT





Nous vous offrons comme cela près de 25 pays et de 50 escales. Pas pour l'exotisme, ni pour l'aventure. Pour y alier conclure vos marchés. A partir de Londres, Paris, Francfort, Bruxelles, Prague Genève ou Moscou. Vite. Confortablement. التشوط البوية الجزائية Au rythme de vos affaires.

AIR ALGERIE

INDUSTRIELLE. POUR LE PROGRAMME COMMUN

En vente dans les klosques : 10 F

LE MENSUEL

DU C.E.R.E.S.

Numero 37

UNE POLITIQUE

ABONNEMENTS : France et pays de l'ex-Communanté française (sauf Algérie) 100 F

Etranger 120 F Etranger (par avion) 150 F 13, bd Saint-Martin, 75003 PARIS C.C.P. 34,875,30 J - LA SOURCE

Vient de paraître aux Editions Gujas Kadhafi le livre vert LA SOLUTION DU PROBLÈME DE LA DÉMOCRATIE

LUTTE POUR LE POUVOIR

La Chine gouvernée au centre?

D^E janvier à octobre 1976, en neuf mols, la situation politique en Chine a connu une série de bouleversecomplets. De la mort de Chou En-laí à l'accession de M. Hua Kuo-leng à la présidence du comité central laissé vacante par le décès de Mao Tse-toung, en passant par l'éviction de Teng Hsiaoping, le groupe dirigeant a subi une crise affaçant quelque peu les lignes de partage ordinaires et bioquant le fonctionnement des institutions, L'éviction des membres du « groupe de Changhai », dont M. Wang Hong-wen et Mme Chiang Ching, a été confirmée avec éclat et il y a peu d'incertitude quant à l'orientation duire. C'est selon un scénario classique qu'ont eu lieu la promotion de M. Hua Kuo-feng à la présidence et la mise à l'écart de ses adversaires radiçaux. Le premier événement, d'abord annoncé officieusement par affiches, a fait l'objet d'une confirmation officielle le mardi officieusement diffusée dans les milieux diplomatiques puis communiquée à la population dans des réunions, en attendant d'être précisée officiellement et accompagnée d'éventuelles mises au point. Une campagne d'affiches contre les radicaux bat son plein tandis que les accusations de complot s'amplifient et que de vastes manifestations sont organisées

Bien des données de la nouvelle etuation demeurent vagues. La personnalité de M. Hua et sa carrière fournissent cependant quelques indications. Il est entré au comité central au neuvième congrès et a accédé au Bureau politique avec le dixième, en 1973. Entre ces deux réunions de l'instance suprême du parti, deux groupes ont vu leur représentation se modifier : les militaires, proportionnellement très nombreux au neuvième congrès, l'étaient moins au dixième (diminution de 45 % à 30 % selon les experts). A l'inverse, les cadres provinciaux, firent en 1973 une entrée en torce. M. Hua Kuo-feng est très représentatif de ce groupe.

Homme d'appareil. M. Hua Kuo-feng est aussi un homme d'ordre. Les observateurs ont relevé ses talents d'organisateur lors du récent seisme qui frappa la Chine et lors des obsèques du défunt président. Ancien ministre de la sécurité, administrateur, expert, à ce qu'on dit, des questions agricoles, le nouveau président se distinguait bien évidemment du « groupe de Changhai -, plus porté à l'idéologie et à l'anti-autoritarisme. Beaucoup de cadres provinciaux comme lul se sont jadis trouvés en butte aux attaques des gardes rouges et des rebelles ; ils ont finalement joué un rôle capital dans l'apaisement des remous et l'établissement des comités ee Au Hugan dor en 1966 un des trois plus hauts responsables. M. Hua passe pour avoir durement contré les • gauchistes •, notamment l'or-

ganisation dite du Shengwullan, dont les ecrits ont recu en Occident une vaste publicité. Ce sont ces mêmes hommes qui furent les alliés de Chou En-lai contre Lin Piao, ce qui explique leur spectacu-laire montée au dixième congrès qui suivit la chute de ce demier. Ces cadres éprouvés, mesurés, prisant l'organisation plus que l'idéologie, avaient sans doute bien cale et à accepter son autorité (1). Depuis l'élimination de Teng Hsiso-ping, cette fraction joualt un rôle de poids au bureau politique. La maîtrise de l'appareil de propagande, la direction exercée par M. Wang Hong-wen aur les milices populaires, la présence de M. Tchlang Tchouen-kiao à la tête du département politique de l'armée, l'appui visible du président Mag la placaient en position de force (2). Mais, seion toute vraisemblance, son pouvoir se diluait en province et bien des secteurs échappaient à son emprise. L'écart entre les organismes centraux et les régions. qui affecte de manière chronique l'administration et le gouvernement de la Chine, s'est aggravé avec la révolution culturelle. Ces demiers temps, il a joué contre permanent qui se posera à tout gouver

nement (3).

On peut s'attendre à présent à voir apparaître la prédominance d'une coalition plutôt que d'un secteur particulier des appareils. Il est déjà clairement apparent que des cadres civils sont alliés à des militaires, mais l'armée n'est pas homogène et la question se pose de savoir si elle est unanime en ces circonstances. Sont-ce les commandents régionaux qui appuient M. Hua? Or peut le penser car, de longue date, les cadres provinciaux ont noué avec ces commandants des ilens solides et on les a vus s'épauler pour résister à la contestation des gardes

L'«impersonnalité du pouvoir»

Selon le terme consacré, M. Hua et ses parlisans ne sont pas des « révisionnistes ». Il feut icl se défier des classifications hâtives, de l'Impressionnisme manichéen et 'des exagérations prévisibles. M. Hua Kuo-feng n'est pas Llou Chao-chi. Le maoîsme et ce qu'il implique d'original ne manquent pas de racines, et où serait le téalisme que les commentateurs prêtent si abondamment aux nouveaux venus e'ils suivaient des méthodes de développement « capitaliste », auxqueiles nul ne croit en Chine, ou des méthodes soviétiques dont l'échec est avéré?

La - voie chinoise - — fondée sur le développement équilibré de l'agriculture et des industries lourde et légère, l'auto-suffisance, la décentralisation des investissements, la combinaison d'expériences d'avant-garde et la large mobilisation de l'épargne-travail — devrait demeurer dans ses grandes lignes en évoluant peut-être vers un centrisme fortement soucieux de productivité.

rouges. Sont-ce au contraire les responsables des forces centrales, la tendance dite « protessionnelle », qui le soutiennent de façon prioritaire ? Il se peut que sa position personnelle mette Hua Kuc-leng en position de recevoir l'alde de ces deux parties de l'armée (4). Laquette alors jouera un rôle prépondérant et comment cela peut-ti affecter le processus de centralisation entamé depuis quelques années ? Il n'y a pas de réponse possible à ces questions pour l'instant.

Par JEAN DAUBIER

Les demiers événements rendent Drévisible, mais non certaine, une diminution du rôle de l'idéologie, du moins sous sa forme la plus militante. Nécessaire à l'unité spirituelle du pays, déjà enracinée, la doctrine de Mao Tse-toung continuera sans doute d'être proclamée. Mais les hommes qui émergent aujourd'hul seront vralsemblablement plus prudents, et moins imaginatifs peut-être, dans sa mise en application. Ce facteur, rapproché d'une lassitude certaine de la population à l'égard des campagnes d'étude et de réfutation successives de ces demières années, pourrait favoriser un relatif relachement des tensions et de la mobilisation que certains observateurs disent déjà perceptible. La tentation des hommes de l'appareil sera-t-elle alors de companser une éventuelle baisse des atimulants administratifs et de la discipline? Choi siront-ils plutôt d'augmenter les salaires de favoriser une certaine hausse du niveau de vie? Tout ceix reste hypothétique.

Sur le plan politique, on note déjà la réaffirmation des principes de la lutte de classes et de la dictature du prolétariat. Il est bien évident cependant que la révolution chinoise sans les radicaux n'aura plus le même visage. A travers les flux et les reflux parfois importants de la révolution culturelle, ceux-cl incarnalent un certain esprit : le défi aux tendances burgaucraliques et l'imagination, sans laquelle une révolution est toujours un peu terne.

Le « groupe de Changhai » a fortement diffusé le thème de la lutte contre « la bourgeoisle dans le parti ». C'est au sein du parti en effet que, eelon lui, se manifestaient avec le plus de gravité les tendances à la restauration capitaliste. L'instauration du socialisme, disait M. Tchlang Tchouan-klao, n'a transformé que le régime de propriété. Tout le reste : les rapports entre les hommes, les normes de répartition, les superstructures, reste marqué par les vestiges du passé, le droit bour-

geois et l'inégalité. Une des thèses majeures des radicaux était la lutte contre les privilèges et contre l'apparition d'une nouvelle bourgeoisle. Pour eux, la Chine avait un « État bourgeois sans capitalisme » selon la formule de Lénine.

Piacéa soua leur direction, la presse chinoise reprenzit depuis quelqués mois une citation de Mao, datant d'ailleurs de 1964 : « Entre la classe des bursaucrales et les larges masses ouvrières et paysannes, il existe une contradiction tondamentale. » Pouvait-II sur ce thème d'avant-garde exister un consensus entre militants, gestionnaires, cadres politiques et officiers? On peut en douter. La théorie de « l'État bourgeois sans capitalisme » aliait très loin : Il est improbable que le groupe de Changhai » ait pu largement la faire approuver, si léniniste tût-elle. Il est assez logique désormals d'attendre sa mise en sourdine, compte tenu de ses fortes résonances anti-hiérarchiques.

Mais la situation actuelle serait incompréhensible si l'on n'en soulignait un festations dirigées contre les radicaux ne saurait s'expliquer uniquement par l'esprit grégaire ou des pressions de l'appareil. Au fil des ans, l'extrême gauche est devenue impopulaire : on l'accuse de raideur idéologique, on lui reproche le mauvais fonctionnement des nouvelles institutions. On peut prévoir que lui sera attribuée la responsabilité des axcès de la révolution culturelle, des tensions et des violences inutiles, de l'humiliation des cadres, des inepties de la propagande. Il serait facile d'objecter que les complexes, male l'heure n'est pas, c'est le moins au'on puisse dire, aux nuances, Qui plus est, l'extrême gauche depuis plusieurs années s'est cantonnée dans des luttes d'appareil sans mobiliser les masses.

(1) Le numéro 28 de Pékin Information (12 juillet 1976), selon une habitude aussi typique que pittoresque de la presse chinoise, brossait un vaste tableau de ces conflits sous le couvert d'un article « historique » retraçant la lutte entre confucéens et légistes au huitième siècle. Ce simple extrait en donnera une idée : « Ils (les légistes tanus pour révolutionnaires) se prononçaient pour la réforme, le mainten de l'unité et la centralisation du pouvoir, et contre le partage par les vouverneurs provinciaux et la tyrannie des eunques, ces derniers étant des dignitaires de haute origine. Gouverneurs provinciaux despotiques et eunques avaient accaparé le pouvoir et Han Yu était teur représentant sur le plan politique et idéologique. Déstreux de préserver leurs intérêts acquis et leurs proulièges héréditaires, les conservaieurs s'employaient d'empêcher la réforme et l'obstinaient à maintenir la division et leura « royaumes indépendants ». Un conflit direct était donc inévitable entre ses deux courants. »

(2) Cf. notre article « La gauche mairresse du jeu », le Monde diplomatique, mars 1976.

mars 1976.

(3) Encore n'est-ce qu'un aspect d'une crise beaucoup plus vaste. Désacrallaés pendant la révolution culturelle, le parti, l'Etat, les écoles, la médecine, diverses

Sur le plan extérieur, la politique chihoise est dominée par le conflit avec Moscou. Des éléments contradictoires s'offrent à l'analyse : M. Hua en personne a renouvelé l'expression de son hostilité aux - nouveaux tears - : toutefols, certains URS.S. de la mise à l'écart des changhaiens - tenus pour particulièrement antisoviétiques. Mais n'est-ce pas de leur part confondre idéologie et diplomatie, rapports entre partis et rapports entre Etate ? (5). Sur le plan idéologique. i paraît douteux que la polémique prenne fin car, en un sens, elle aura matière à se nourrir et è se développer aussi long-temps que la vole chinoise différers du dogme soviétique. Bien sûr, chacun comprendra que l'expression pulsse en être modulée différemment selon les périodes et les thèmes choisis.

Sur le plan des rapports étatiques, la détente n'est pas inimaginable mais elle paraît à première vue difficile. Si les confilts territoriaux paraissent n'être que l'accessoire et ne semblent pas, par principe, échapper à la sphère des compromis, on voit mal comment la rivalité sino-soviétique dans le tiers-monde pourra disparaître alors qu'elle a atteint ces dernières années une acuité sans précédent. Le confilt entre la Chine et la Russie est à certains égards un héritage historique et le produit de facteurs géopolitiques dont le poids s'imposerait à tout gouvernement chinois. En ce sens, il transcende les particularités idéciogiques ou politiques de ces gouverne-ments. C'est ce qu'Edgar Snow appelait

Une démonstration de bonne volonté de Moscou — le gouvernement chinois considère comme un gage minimum une réduction de la pression militaire à sa frontière — serait ainsi de nature à inciter Pékin à entreprendre des démarches graduées en vue d'une détente.

remodelés et fonctionnent mai. Des expériences diverses sont en cours. dans l'enseignement notamment, dont la réusaita reste inégale. L'établissement des jeunes diplômés à la campagne suscituées résistances persistantes. Les éliminations successives de dirigents adulés la veille, puis durement atigmatisés, ont engendré le scepticisme et une usure des valeurs morales et idéologiques. Tous les observateurs relèvent les progrès du cynisme et de la délinquance. Il ne manque donc pas de gens pour souhaiter un retour à la «normale», c'est-à-dire, à leurs yeux à la situation d'avant 1966. Mais peut-on exorciser la révolution culturelle?

(4) Cf. notre précédent article : « L'armés chinoise et la succession de Mao », paru dans le Monde diplomatique d'octobre 1976.

(5) Les télégrammes de condoléances envoyés pour la mort de Mao Tre-toung ont été acceptés quand ils provensient des gouvernements des pays de l'Europe de l'Est et retournés lorsqu'ils provenaient des partis e révisionnistes : de ces mêmes pays.

(6) Le 2 novembre, devant les journatistes français, une personnalité du gouvernement a réaffirmé la position de la Chine et exclu un accommodement avec l'U.R.S.S.

Massacre d'étudiants et répression

Le coup d'État donne plus de consistance à l'opposition

N confisquant le pouvoir à leur profit, dans la soirée du 6 octobre, les militaires thallandais ont mis fin à trois années d'une expérience démocratique très aléatoire dès le départ. Les mêmes groupes qui, tout au long, ont en sous-main entretenu le désordre profitent aujour-d'hui d'une remise en ordre brutale. Mais, déjà, la nouvelle équipe est tiraillée entre les tenants d'une rèpression tous azimuts et des éléments plus modèrés qu'effarouchent les arrestations massives, les exècutions sommaires, la torture dans les prisons, les bûchers de littérature jugée subversive en place publique, bref, tout ce qui est susceptible de nuire à l'image que souhaiteraient donner des dirigeants qui, pour l'essentiel, attendent leur salut de l'étranger et, plus précisément, de l'aide du u monde libre ».

a monde libre ».

Aux premières heures du 6 octobre, des centaines de nervis d'extréme d'roite, supervisés par la police complice, ont traqué des manifestants étudiants progressistes coincés dans l'enceinte de l'université de Thammasat à Baugkok. On a dénombre officiellement quarante et un morts. En fait, des temoins oculaires estiment que le nombre des morts a largement dépasse la centaine. Des étudiants ont été lynchés, pendus, brûlés, au cours de scènes d'une sauragerie sans précédent. Si cette extrême brutalité a stupéfié les observateurs, les victimes et même certains acteurs, le coup d'Etat en lui-même n'a pas surpris. Il était attendu depuis des mois (1).

mois (1).

L'opération a été menée par une large fraction des forces armées associée aux milieux civils monarchistes; la nouvelle équipe a au moins deux caractéristiques : son attachement au trône et son orientation résolument pro-américaine.

Contrairement à une illusion répandue, les rivalités entre clans militaires n'ont pas été une garantie suffisante au maintien de la démocratle. Même privé de son chef, le général Krit Sivara, décédé en juio, le « groupe Krit » (où se retrouvaient les deux tiers des militaires d'active), promoteur et bénéficiaire du coup d'Etst, a réussi à neutraliser le clan du général en retraite Pramarn Adireksara, pivot et caution militaire des gouvernements

Kukrit puis Seni Pramot. La mise à l'écart de ce clan a commencé dès avril, lorsque le général Pramarn a commis l'erreur d'abuser de ses fonctions pour tenter de promouvoir ses hommes à la tête des forces armées. Son principal poulain, le général Chalard, se retrouve aujourd'hui en disgrâce; l'ambitieux général Vitoon Yasawat, chel d'une clique apparentée à celle du général Pramarn, s'est vu contraint d'accepter une sinécure au Japon. Changements d'alliances et manœuvres en coulisse se sont cristallisés le 1" octobre avec l'annonce, comme le veut la coutume, des promotions annuelles à la direction des forces armées à l'occasion des départs à la retraite des officiers atteints par la limite d'âge. Le rapport des forces au sein de l'armée étant ainsi provisoirement gelé, les risques de « dérapage » diminualent et l'alliance avec les forces civiles de droite devenait plus facile.

Parallèlement, depuis le debut d'août, on assistait à une savante entreprise de déstabllisation du gouvernement de Mom Rajawong Seni Pramot, dont le parti démocrate, majoritaire, était de plus en plus écarteléentre une aile gauche au poids croissant et une fraction de droite ultra—conduite par le vice-ministre de l'interieur. M. Samak Suntarawet —qui n'a vu son salut que dans une alliance avec l'armée.

Le retour, en août, à Bangkok de l'ancien dictateur Prapat Charusatinien silait jeter un discrédit total sur le gouvernement Seni, accroître les tensions à l'intérieur du parti démocrate, précipiter les réalignements au sein des forces armées et confirmer les étudiants progressistes dans leur dangereuse conviction qu'en manifestant pour l'expulsion du maréchal Prapat ils avaient fortement contribué à son départ. A peine le pays commençait-il à souffler — sans oser tirer les leçons des évènements — que l'autre ancien dictateur, le maréchal Thanom Kittikachorn, se présentait à son tour à Bangkok ten tenue de bonze) et déchainait un nouveau pandémontum

démonium.

Ausstôt, les étudiants manifestaient, avec d'autant plus de hargne que deux des leurs qui collaient des affiches dans la rue étalent pendus sans autre forme de procès par des policiers qui

passalent par là... Victimes depuis plus d'un an des attaques systématiques des nervis d'extrème droite intouchables, redoutant que la police ne se retourne tout à fait contre eux et tenant très naïvement à ne jamais apparaître comme les agresseurs, les étudiants se contentèrent de manifester nuit et jour dans l'enceinte de civil et un militaire pro-américain ont été choisis comme vice-premiers mi-

Qu'un gouvernement civil à forte participation militaire soit désormais sur l'avant-scène ne signifie nullement que l'armée est rentrée dans ses casernes : elle reste, bien au contraire, la véritable maîtresse du jeu, génée

Par KAO TOM

Thammasat où, le moment venu, ils vont être pris — et traités — comme des rats. La reconstitution publique qu'ils font de la pendaison de leurs camarades fournira à la droite le prétexte à son intervention: elle les accuse — à tort — d'avoir prêté à l'un des deux « pendus » les traits du prince consort, crime de lèse-majesté expié dans le sang du 6 octobre.

Le rôle de l'armée

TANDIS que les étudiants aliaient à aveuglément vers ce dénouement affreux, le gouvernement finissait de capoter. Fin septembre, Mom Rajawong Seni Pramot remettait sa démission, la reprenait aussitôt pour former un nouveau cabinet. Il laissait au demeurant ce soin a un comité de six personnes qu'il désignait. La nouvelle équipe, constituée enfin le 5 octobre dans un contexte de crise croissante, consacrait le triomphe de l'aile gauche démocrate sur la droite et l'extréme droite. M. Sumak Suntarawet était exclu du gouvernement. Le lendemain, c'était is tuerie de Thammast: l'armée prenait le pouvoir : M. Samak devenait un des principaux conseillers civils de la junte de vingt-quatre officiers supérieurs provisoirement installée aux commandes. Deux semaines plus tard, le 22 octobre, cette junte s'effaçait avec la formation du gouvernement de M. Thanin Kralvitchien, dont les milieux monarchistes civils et les militaires du « groupe Krit Sivara » se partagent judicleusement les portefeuilles. M. Samak est désormais ministre de l'intérleur ; le chef nominal de la junte, l'amiral Sa-ngad Chalowyo, ministre de la défense. Le premier ministre, juriste doctrinaire de l'anticommunisme pur et dur, est un royaliste convaincu ; un royaliste

cependant par certains éléments monarchistes. Les officiers les plus fidèles aux anciens dictateurs Thanom et Prapat veulent en effet venger les affronts d'octobre 1973 et de leurs années de semi-disgrâce (sans nécessairement porter à nouveau au pouvoir l'un ou l'autre des anciens dictateurs). Leur leader est le général Kriangsak Chamanand, véritable « homme fort » de la junte. Le roi, semble-t-il, s'efforce de maintenir la balance égale

entre ces militaires revanchards et ses propres fidèles, plus pondérés.

Inversement, la cruauté des événements du 6 octobre et des jours suivants, le caractère expéditif de la chasse aux progressistes qui se livre depuis lors (de trente à deux cents arrestations par jour), ne signifient pas nécessairement l'instauration en Thailande d'un régime à la Pinochet, dont les outrances dans la répression sont historiquement étrangères au royaume. En outre, le roi pas plus que les Américains n'ont intérêt à laisser se développer une situation du même

Outre les progressistes et libéraux traqués et emprisonnés, les forces perdantes dans ce coup d'Etat sont assez nettement une fraction au moins de la bourgeoisie féodale (dont le général Pramarn est un bel exemple) et la droite nationaliste qui avait soutenu jusque-là les orientations neutralistes affirmées en politique étrangère par les deux gouvernements précédents.

Sans pouvoir prouver la participation de la C.I.A. au complot aussitôt dénoncée par Hanoi, on doit noter que le coup d'Etat bénéficie trop nettement aux Etats-Unis pour qu'ils ne l'aient pas au moins tolèré, voire encouragé. Dès sa nomination comme conseiller civil de la junte, M. Thanat Khoman, ancien ministre des affaires

étrangères sous la dictature ThanomPrapat et pro-américain notoire,
convenait qu'on aliait assister à un
rapprochement américano-thailandais.
Le fait que le ministère des affaires
étrangères incombe à l'ancien ambassadeur à Washington, M. Udapit
Pachariyangkun, est tout aussi significatif que la remise en cause annoncée par la junte des accords d'éracuation et de restitution à la Thailande
des bases américaines dans le pays.
A l'évidence, le changement de régime
à Bangkok répond aux vœux des militaires américains, dont l'aide active
va être sollicitée dans la lutte contre
le communisme à l'intérieur et aux
frontières, et qui disposeront ainsi
d'une base appréciée pour la déstabilisation des règimes indochinois.

La molitique de normalisation des

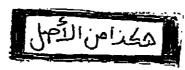
La politique de normalisation des relations avec les pays indochinois a vécu; les nouveaux dirigeants s'ingénient à agresser, verbalement au moins, tant Hanoi que Pékin et Moscou. Du même coup se trouve compromise l'image angélique cultivée par l'ASEAN, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, dont fait partie la Thailande, et affirme l'antagonisme entre l'Indochine socialiste et l'Asie du Sud-Est capitaliste. On atrait tort de sous-estimer cette évolution: des le début de l'année, certains milieux militaires proches du palais évoquaient en privé la possibilité de « dépasser les confuit sur le plan extérieur ». Ce « scénario de l'impossible » envisage rien moins qu'un conflit ouvert avec le Vietnam et le Laos.

L'installation au pouvoir d'une

L'installation au pouvoir d'une équipe anticommuniste musclée va assurément ramener l'ordre, an moins pour un temps, et, de ce fait, peut-ètre aussi une certaine confiance des investisseurs nationaux et étrangers qui, jusque-là, désertaient le pays. Mais on peut douter que les pesanteurs socio-économiques thailandaises permettent un miracle décisif dans ce domaine — surtout si la communauté chinoise, qui tient les rênes de l'économie, continue d'être inquiétée comme c'est le cas à présent.

La monarchie sort renforcée en

La monarchie sort renforcée en apparence de l'intervention partisane accrue de Sa Majesté Bumibon Aduldet dans la vie publique. Mais, si le nouveau régime militaro-monarchiste paraît marquer des points à court



PLURALISME ET CONTESTATION

Le journal mural de Li Yi-zhe

N septembre 1973, trois anciens gardes rouges, usant du pseudo-nyme collectif de Li Yi-she, pla-caient dans les rues de Canton un journal mural qui attaquait vivement Lin Piao. Leur contestation très mor-dente débords il preparent le relitique de Lin Piao. Leur contestation très mor-dante débordait largement la politique du défunt marèchal. Des commenta-teurs y ont vu une forme de dissidence à la soviétique et M. Padoul l'évoqua dans le Quotidien de Paris comme un « samizdat » chinois. Ce texte fut assez largement diffusé, en Chine méridio-nale du moins, et parfois même par des comités de parti désireux de per-metire sa réfutation. Ce document, est connu de tous les spécialistes, mais seuls des extraits en avaient été publiés en français. Les éditions Christian Bourgois en présentent aujourd'hui une traduction complète sous le titre : « Chinois, si vous saviez... » (1).

Cette affiche est révélatrice d'un malaise dont il est toutefois bien difficile d'apprécier l'étendue. L'emprise du maoisme sur la population chinoise s'est-elle amoindrie? Se le on certains observateurs, la révolution culturelle et sa succession de campagnes d'étude et de réfutation aurait engendré une « érosion idéologique » due à la lassitude. Pour d'autres, l'hostilité des dirigeants chinois au bureaucratisme les porterait périodiquement à tolèrer l'expression de ce type d'opinions.

115

Le journal de Li Yl-zhe comprend deux parties. L'une analyse les problèmes politiques qui, selon les auteurs, se posent en Chine et elle se termine par un appel au respect de la légalité socialiste, des libertés individuelles et de la démocratie. Elle date de 1973 et elle est adressée à la quatrième Assemblée nationale populaire, dont la tenue paraissait alors imminente et qui, en fait, eut lieu en janvier 1975. La seconde partie fut écrite dans cet intervalle et prit la forme d'une longue préface précisant l'analyse et justifiant une nouvelle publication du texte en une nouvelle publication du texte en novembre 1974. Plein d'humour et d'ironie, ce journal frise, par moments, la bravade et, parfois, laisse percer une note d'amertume désabusée. On n'a

aucune peine à imaginer les trois auteurs sous les traits de ces jeunes anticonformistes qui abondent au sud de la Chine et à Canton plus qu'en toute autre ville.

Leur affiche contient une violente charge contre la politique menée par Lin Piao de l'été de 1968 au mois d'août 1970, période qui vit monter puis décliner son étoile.

Le « système Lin Piao », comme le désignent les trois jeunes gens, a « saboté » et même « supplanté (la politique) du président Mao », « Nous n'oublions pas, écrivent-le, que la politique primait lout. Quelle politique? Du vent!... Il fallait, jour après jour, sans relâche, étudier, étudier quoi? Réciter le rosaire, ressasser des souraises. Nous n'oublions pas la liturgie ininterrompue et permanente, prière du rates... Nous n'oubtions pas la liturgie ininterrompue et permanente, prière du matin, conjession du soir. Meetings, rassemblements, changements de service... repas même, tout était laqué d'une épaisse sauce religieuse. » Ce passage vise l'habitude de se rassembler avant le traveil devant le portrait du président pour lire ses citations. On faisait de même avant les repas dans les restaurants collectifs. Cette habitude avait été prise dans l'armée; à partir de 1963, elle fut introduite chez les civils par les équipes de propagande militaires.

Les auteurs ne se limitent pas à cet aspect du « système ». Cette époque est, à leurs yeux, celle d'une repression massive qui aurait fait de nombreuses victimes parmi les cadres et dans la population. Ils accusent Lin et ses partisans d'avoir réduit, puis supprime le lopin individuel des paysans, d'avoir terrorisé les intellectuels et saboté l'établissement des jeunes à la campagne. « En eraltant, disent-ils, la théorie du génie (théorie selon laquelle le dèveloppement du marxisme résultait non des luttes de masse, mais de l'apparition de personnages d'exception comme Lénine ou Mao). Lin a interdit toute pensée, toute recherche, toute enquête, toute question sur tout problème et pratiquement supprimé problème et pratiquement supprimé huit cents millions de cerveaux. »

Du «rite» à la «caricature»

D ANS leur adresse à l'Assemblée, les anciens gardes rouges demandent que les droits des ciloyens soient garantis, afin d'empêcher le retour de ce système. Ils appellent le pluralisme de leurs vœux. « Il ne jœut pas craindre, disent-lis, les opposants qui ne se cachent pas, dès lors qu'ils respectent la discipline et s'abstiennent de tout complet à les trois enteurs réclament. la discipline et s'abstienuent de tout complot. » Les trois auteurs réclament aussi la suppression des privilèges et le contrôle du peuple sur l'Etat et la société. Pour commencer, ils veuient que soient vigoureusement châtiés « ceux qui ont commis d'horribles crimes en feignant d'ignorer la loi ou en abusant d'elle pour créer toutes sortes de laux procès, en se servant de leurs positions officielles pour des vengeances personnelles, en instaurant des prisons privées, en faisant de la torture

uns pratique courante et en trailant la vie humains comme un fétu ».

Pêle-mêle, les auteurs exigent ensuite des augmentations de salaire, le rétablissement des primes, la codification de la politique du parti et la réaffirmation du principe dialectique de la négation (principe nià par Mao dont l'implication pratique est considérable : en schématisant, on peut dire que la révolution est la négation du capitalisme et que, pour progresser, elle doit être niée à son tour ; dès lors, la dissidence telle que l'incarne les Li Yl-zhe devient positive). Pour finir, les auteurs font preuve d'optimisme : a Un mouvement viendra; méluciablement, dans un avenir proche, qui Pêle-mêle, les auteurs exigent ensuite ment, dans un avenir proche, qui anéantira le système Lin Piao et saura révelller et faire progresser l'esprit de la première révolution culturelle. »

Cette affiche, dont l'originalité est évidente, a frappe tous les spécialistes des problèmes qu'elle soulève est consi-dérable. On notera cependant que l'exposé est souvent obscur et confus et que l'analyse présente des faiblesses. placard répond, par exemple, fort mal à la question par lui-même posée ; comment le « système Lin Piao » fut-il possible? Dire qu'il résultait des « conditions historiques dans lesquelles se débattait la société chinoise », ou que « le socialisme chinois est l'enfant prématuré de la sociélé féodale et semi-coloniale qui porte les traces idéo-logiques de deux mille ans de domination féodale », revient à évoquer la vertu dormitive de l'opium

L'ambiguité n'est pas non plus absente de cette affiche. Les trois auteurs usent de formules percutantes comme celle-ci : « C'est précisément avec ces rites qu'ils (les linplaoistes) ont gouverné le parti, l'Etat, l'armée, et cela a conduit inévitablement à faire du P.C.C. une caricature du vieux systeme impérial avec son souverain-père absolu ; à jaire de la Chine un Etat social-fasciste d'essence féodale; à faire de notre armée une réplique de la soldatesque de Yuan Shi-kal, » Dans le contexte politique chinois, une telle phrase est tout simplement explosive car, de toute évidence, au-delà de Lin Piso, elle met en cause le régime luimême et le president aujourd'hui décédé. Or les trois jeunes gens s'affirment assez fréquemment maoïstes et cette référence est, il faut bien le dire,. assez déroutante : si elle n'est pas purement formelle et imposée par les nécessités politiques de leurs luttes, elle témoigne alors d'une curleuse ambivalence de sentiments à l'égard du régime et de son fondateur.

Le contenu de ce journal mural a paru inadmissible aux communistes chinois, qui taxeront d'antisocialisme ses auteurs. Comme ceux-ci appellent. en outre, à « répiser les verdicts » (page 68), langage constamment asso-

■ RECTIFICATIF. — Une légère erreur s'est glissée dans l'article de Jean Daubier intitulé : « L'armée chinoise et la succession de Mao » (le Monde diplomatique, octobre 1976). A Monae dipiomatique, octobre 1978). A la page 22, sous l'intertitre « Commissaires et officiers », il fallait lire : « Mao s'est fortement appuyé sur le D.P.G. mais, pour d'obscures raisons, son chef, Hsiao Hua, jut écarté en 1967 et cet organisme n'a plus joué, depuis, qu'un rôle effacé. » cié en Chine à l'émergence des « cou-rants droitiers », cette dernière éti-quette leur sera généreusement

Malgré ses faiblesses et ses ambiguites, ce texte soulève pourtant un problème-clé : Liou Chao-chi puis Lin problème-clè : Liou Chao-chi puis Lin Plao, aujourd'hui stigmatisés comme contre-revolutionnaires, ont accédé aux plus hautes fonctions ; par mo-

Le aroll a puisque n'a rien d'imaginaire puisque l'article 5 des statuts adoptés en 1973 au dixième congrès consacre un certain droit de contestation : « Tout membre du parti a le droit d'adresser des critiques et des suggestions aux organisations et aux dirigeants à tous les niveaux. » Dans le rapport qu'il lut à ce sujet, M. Wang Hong-wen déclarait : « La discipline du parti n'autorise absolument pas à user de pressions si la persuasion est mefficace, et à séquestrer si la pression est inefficace. » Auparavant, il avait dit : « "Un vrai communiste doit (…) oser aller à contre-courant, sans crainte d'être destitué, exclu du parti, jeté en prison, contraint au divorce on passe par les armes. » Le vice-président du parti savait de quoi il parlait ; en 1966, il dirigeant les révoltes ouvrières contre la municipalité de Changhal et celle-ci lança contre lui les policlers des forces de sécurité, qui le contraignirent, pour un temps, à la clandestinité.

On peut se demander pourquoi la

temps, à la clandestinité.

On peut se demander pourquoi la contestation des dirigeants fait courir de pareils risques et ponrquoi il peut être dangereux d'être révolutionnaire dans un régime révolutionnaire. La réponse du journal de Li Yi-zhe est qu'il n'y a pas de démocratie en Chine. C'est pourquoi les trois dissidents demandent que soient codifiés les droits individuels et affermie la légalité socialiste. Socialiste.
Or ces revendications posent un

or ces revenications posent un autre problème : sont-elles compatibles avec le régime socialiste, dont l'évolution tend à réduire les rapports juridiques entre les hommes et le rôle du droit (2) ? Sont-elles compatibles avec la dictature du prolétariat que les manifets proplement et déque les maoistes proclament et dé-fendent?

Non, dit un autre document publié dans ce livre et qui constitue une réponse au journal de Li Yi-zhe. Ce texte typique du langage et du style de certains fonctionnaires du parti est signé d'un pseudonyme et fut également affiché dans les rues de Canton. Il est présenté dans le livre comme émanant d'un collectif de propagande du parti communiste.

Cette deuxième affiche contient des accusations prévisibles. Relevant certains propos excessifs, peu rigoureux ou obscurs des trois jeunes gens, elle les accuse inévitablement de s'en prendre non à Lin Plao, mais au régime socialiste et au président Mao (elle les accuse même de défendre Lin, ce qui est plus curieux). Elle reproche aux trois contestataires de mettre le siere qui est plus curieux. Elle reproche aux trois contestataires de mettre le signe « égale » entre l'U.R.S.S. et la Chine et de prétendre que cette dernière est dirigée par une couche sociale privilègiee. « absurdité risible, car on ne peut absolument pas dire que la for-mation d'une couche privilégiée et la restauration du capitalisme sont inc-

ments, ils ont exercé une influence sensible sur la politique chinoise; leur ascension n'a-t-elle pas bénéficié du fait qu'il était souvent malaisé de contester les dirigeants? Que les critiques des simples militants ou des gens du peuple couraient le risque d'être étouffees et exposalent leurs auteurs à des « représailles » bureau-cratiques? Le droit de critiquer

devenu une réalité a. La réfutation du texte de Li Vi-zhe n'est pas sans lourdeur; elle n'évite pas l'amalgame et procède parfois à de discutables juxtapositions de citations. Pourtant, cette réplique constitue egalement un document intèressant, cur elle contient une argumentation de fond caractédistique du point de vue des communistes chinois avec ce qu'il implique à la fois de massif et de coherent. Li Yi-zhe, disent-ils, estime qu'il faut « appliquer la loi cux criminels de droit commun et la ductature inous pensons qu'il faut entendre ici la privation des droits politiques, J. D. à ceux qui suscitent des luttes armées et organisent des complots ». Or, écrit le collectif, « parmi les opposants que Li Yi-zhe énumère, il n'y a mi la classe des propriétaires ionciers, ni celle des paysans riches, mi la bour-



geoisie, ni les droitiers, ni les contre-révolutionnaires. Ce n'est évidem-ment pas un hasard ». La dictature du prolétariat telle qu'elle est appli-quée en Chine doit donc frapper les classes susmentionnées. En particulier, la privation des droits politiques doit riser certaines personnées pour priviser certaines personnes non en rai-son de la nature de leurs actes (vio-lents ou non. clandestins ou non). mais en raison même de leur apparte-nance de classe. Le texte accuse donc les trois confestataires de rejeter ce principe fondamental (3) de l'orga-nisation étatique et de vouloir affai-

Les inquiétudes de la population

TELLE est la polémique et tels sont les problèmes qui apparaissent à la lecture de ces textes contradictoires. On en perceyra mieux l'ampleur en replaçant le linpiaoisme dans le contexte historique de ces dernières années et en montrant son lien avec la situation actuelle.

En été 1968, les interminables divi-sions groupusculaires des étudiants et des rebelles sont condamnées. Les autorités maoistes vont s'efforcer d'unir la population, de réédifier le parti et l'administration. La menace militaire soviétique (que l'intervention en Tchécoslovaquie vient concrétiser de ma-nière très inquiétante) rend cette tache urgente. L'armée est la seule force demeurée stable capable de mener cette opération. C'est sous son autorité que la révolution culturelle va se poursulvre. Ses équipes se répandent partout. Le pouvoir de son chef. Lin Plao, croît à mesure et sera consacré

par le neuvième congrès, en avril 1989.

Que s'est-il passe en Chine à ce moment-là? La question n'est pas superflue, car cette période est mal connue. Elle commence à s'éclairer et nous avons mentionné ici un livre utile de M. Jack Chen. Inside the Cultural Revolution (4). Alors que se réédifient les comités du parti (très lentement), une sourde rivalité s'aiguise entre Chou En-lai et Lin Piao Avec l'armée, ce dernier dispose d'une base d'appui considérable; si Chou reconstitue l'appareil du parti, il disposera à son tour d'une base il disposera à son tour d'une oase dont tous les principes enseignent qu'elle doit commander à l'armée. Il paraît établi que Lin et ses fidèles se sont efforcés de freiner la reconstitution du parti, notamment en maintenant une forte pression sur de nombenus audens. breux cadres. Sans cadres, pas de parti.

Or la révolution culturelle se deroue alors selon une conception par-ticuliere : il ne s'agit plus de lutter contre des privilegiés et une nouvelle classe dirigeante embourgeoisée, theme radical sur lequel il n'y a pas de consensus, mais de lutter contre des agents de l'impérialisme et du Kouomintang infiltrés dans le parti. En no-vembre 1968, Llou Chao-chi est ainsi désigné comme un « agent de l'en-nemi ». Comme cette doctrine privilègle les facteurs externes de la lutte (l'intervention étrangère), on la croit favorable à l'unité à l'intérieur du

pays.

A partir de là, les choses sont peu claires et l'interprétation reste hypothètique. Organisations du parti et groupes de gardes rouges sont soumis à des contrôles. Il s'agit de détecter dibinoctions de l'experience.

clares et l'inierpretation resie apporthètique. Organisations du parti et groupes de gardes rouges sont coumis à des contrôles. Il s'agit de détecter d'éventuels « agents du Kouominiang et de l'étranger ». Or, dans certains endroits, l'épuration s'ensile et les dossiers s'accumulent. De nombreux cadres seront accusés à tort et à travers, et avec eux des intellectuels et de jeunes activistes (leurs accusateurs sont parfois d'autres activistes de groupes opposés qui se livrent à la surenchere ; à cet égard. le factionnalisme ne disparait pas).

La reconstitution du parti sera longuement bloquée. Selon M. Chen, ces manœuvres, dont on connaît mal les ten ant s'et les aboutissants, se muérent à un moment en terrorisme. Une campagne d'« élimination physique » débuta en certains endroits. On ignore jusqu'où sont allées ces exactions, mais elles firent des victimes et elles ont laissé un mauvais souvenir. Cette ligne fut combattue par Chou En-lai, qui a reçu l'appui de Mao Tse-toung. Elle a évidemment rencontré l'opposition de nombreux cadres et de nombreux intellectuels. Une étude attentive de la politique chinoise de l'époque montrerait que le neuvième congrès fut peut-être moins l'apogée de Lin que le commencement de sa fin. C'est à cette époque, en effet, que fut réclamée officiellement la « matérnalisation des décisions » (luoshi zhengzi). La libération des cadres et la reconstitution des comités du parti en font partie. Peu à peu le parti renait effectivement et Lin Piao va disparaître. Chou Enlai s'appulera sur des officiers hostiles au ministre de la défense et sapera l'assise de son pouvoir : il s'appuiera qu'impatiente la lenteur des provenciaux du parti, des hommes d'appareil qu'impatiente la lenteur des processus de réorganisation. Après le dixième congrès, ils seront largement représentés au comité central. M. Hus Kuo-feng appartient à cette cadres.

Lin a donc été combattu et sa défaite a coîncidé avec la renaissance du parti, mais sa politique a suscité un autre type d'opposition, qu'expriment des gens c

sorte de « libéralisation » et de « dé-gel », comme dans certains pays d'Europe de l'Est (encore que ce type d'analogie puisse n'être qu'approxi-matif). Quelle est l'ampleur de ce courant? Quelle est son audience? Autant d'inconnues pour l'instant, mais les manifestations d'avril 1976 sur la place Tien-An-Men étaient cer-tainement le fait de gens aux motiva-tions semblables. L'élimination de Teng Hsiao-ping et le retour des radicaux leur a-t-il fait craindre un renouveau des pressions idéologiques et des excès de 1969 ? C'est possible, et il a été suggéré çà et là que de hauts responsables, partageant cette inquiéresponsacies, pui encourager à couvert ces manifestations. Ce courant fait peut-être partie désormais du paysage politique chinois.

(1) Chinois, 31 rous saries..., Edit. Ch. Bourgels. • Bibliothèque asiatique 3, 160 p. 18 F.

(2) Voir à ce sujet les très intèressantes remarques d'Yves Viltard dans son étude sur la Constitution chinoise. • Notes et Etudes documentaires 3 du 20 octobre 1975, la Documentation française.

1975. la Documentation Irançaise.

(3) L'article 14 de la Constitution votée en 1975 dispose que « l'Etat, en vertu de la loi, prive les propriétaires fonciers, les capitalistes réactionnaires et les autres éléments maifaisants de droits politiques pour une période déterminée, tout en leur accordant un moyen de gapner leur vie, afin qu'ils se réforment par le travail et devennent des citogens observant la loi et vivant de leur propre labeur ».

141 Volt le Monde diplomatique de languer de languer de languer par la la la la langue de (4) Volt le Monde diplomatique de Jan-vier 1976.

tous azimuts

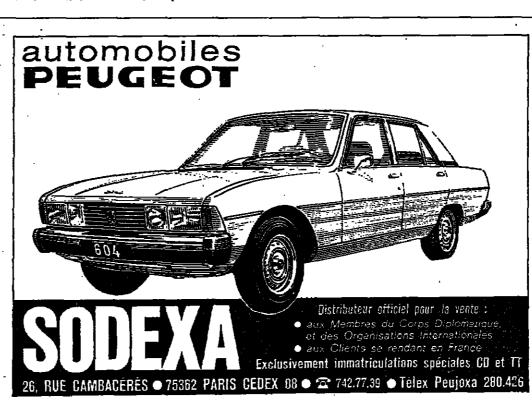
de gauche

l'oppositi

terme, il discredite et continuera de discrediter davantage les valeurs mê-mes à partir desquelles il prétend lutter et que résume le slogan commun à toutes les formations de droite: « Royante, religion, nation. » En lais-sant les forces de droite couvrir de son prestige leurs basses manœuvres, le roi cesse d'apparaître conime le souverain de tous les Thallandais. Son souverain de tous les Thallandais. Son silence devant le massacre des étudiants de Thanmasat est sans doute une faute politique majeure. Du reste, la riposte ne s'est pas fait attendre: des le lendemain du coup d'Etat, la Voix du peuple de Thallandais, organe du parti communiste thallandais, prochinois, plaçait, pour la première fois dans l'histoire, le roi parmi les ennemis du peuple et de la révolution. dans l'historie, le loi parmi les enter-mis du peuple et de la révolution. Quand on sait le handicap que l'énorme prestige, jusque-là inentamé, du souverain imposait aux forces pro-gressistes, on mesure l'ampleur du

En réintroduisant dans la vie poli-tique un manichéisme à la Foster Dulles, en confondant dans la même répression libéraux, progressistes, gau-chistes et communistes, en démontrant chistes et communistes, en demontrant ipro facto que le processus démocratique et la voie parlementaire sont illusoires et dangereux, le nouveau régime ne fournit-il pas des armes à ses ennemis? Déjà, c'est par centaines que les étudiants et personnalités progressistes inquiétés rallient le Laos, d'où ils ne tardéront pas à rentrer dans les maquis du Nord et du Nordest pour grossir les rancs d'un P.C.T. Est pour grossir les rangs d'un P.C.T. dont les règlements de comptes de Bangkok n'ont pas entamé les forces vives Les dissendant internal des forces vives. Les dissensions internes du parti passeront nécessairement au second plan dans la lutte contre l'ennemi commun. Le parti ne peut que béné-ficier de la radicalisation brusale ainsi provoquée. Il en appelle aujourd'hui à l'union des plus larges couches contre les « usurpateurs » de Bangkok et songerait même, dit-on, à fonder un contre-gouvernement. Si les promoteurs du coup d'Etat du 8 octobre entendent faire face à la menace communiste, ils semblent en fait lui avoir donné blectivement une consistence politique.

(1) Voir dans le Monde dipionatique de septembre le reportage de Marcel Barang. « la Thallande et ses défis internes ».



LE PARTI COMMUNISTE, L'UNION SOVIÉTIQUE

Pour la France, (...) une alternance avec une social-démocratie pourrait être envisagée (...) A l'heure actuelle, (...) il n'y a pas de proposition social-démograte pour la France (...) Je crois que. s'il y avait une proposition socialdémocrate en France, elle aurait (...) beaucoup plus de support que la proposition du programme commun (...) Si, le moment venu, (une alternance social-démocrate) était proposée, j'estime qu'elle pourrait s'exercer à l'intérieur de otre cadre institutionnel et de noire conception de la société. » Ainsi s'exprimait M. Valery Giscard d'Estaing le 17 octobre.

De tels propos signifient-ils qu'une alternance ne saurait être acceptée avec le programme commun? Au moins disent-ils claire-ment qu'une telle alternance serait incompatible avec - notre cadre institutionnel et notre conception de la société ». Alors qu'une campagne se développe sur ce thème, il n'est pas sans intérêt d'examiner les arguments de ceux qui, au contraire, pensent que le programme commun lais-serait intacts l'appereil de l'Etat bourgeois et le pouvoir du capi-tal. C'est la thèse que développe ici Jacques Valier, professeur de sciences économiques à l'univer-sité de Paris X, directeur de la revue Critiques de l'économie

E P.C.F. souligne très fréquem-ment que, au-delà de la crise cyclique de surproduction particyclique de surproduction parti-culièrement importante qu'a connue l'économie capitaliste en 1973-1975, se manifeste une crise durable du sys-tème capitaliste: c'est la crise du capitalisme monopoliste d'Etat (C.M.E.) qui, commencée en 1967-1968, marque l'ouverture de ce que le P.C.F. appelle une longue période de suraccumulation durable (1)

A cet égard, on soulignera que, dans la littérature consacrée en U.R.S.S. au C.M.E. (2), fut développée, dans un premier temps, la thèse centrale sui-

vante: de nos jours, la contradiction essentielle, jouant un rôle déterminant vante: de nos jours, la contradiction essentielle, jouant un rôle déterminant dans la lutte des classes, n'est plus entre le capital et le travail, mais entre les deux systèmes mondiaux, capitaliste et socialiste. Face à la concurrence du systèmes socialiste, explique-t-on, le capitalisme a été conduit à « choisir » de s'adapter, et des mesures ont été prises qui, à la fois, le consolident et présentent des aspects jugés « positifs »: le développement du progrès technique qui prépare les bases matérielles du socialisme, et un certain nombre de nationalisations qui mettent en cause la propriété privée des moyens de production — donc, ajoute-t-on de façon abusive en assimilant rapports de production capitalistes et propriété privée, l'existence de la classe bourgeoise.

mocratisation » de l'Etat.

Cependant, la crise durable du système capitaliste et le développement spectaculaire, en Europe occidentale, des luttes ouvrières à partir des années 1982 1983 ellient controllances 1967-1968, allaient contraindre ces

auteurs à introduire quelques nuances. On allait, de plus en plus souvent, parier de crise du capitalisme (même si c'était en termes très généraux) et de révolution socialiste. Mais on maintenait que la contradiction essentielle de notre époque est la contradiction entre les deux systèmes, et que seule était à l'ordre du jour l'instauration de « démocraties avancées », présentées comme phases de transition au socialisme.

Dans les faits, au-delà du verbalisme sur la transition au socialisme, le soutien de gouvernements bourgeois en place en Europe occidentale, la préférence par exemple ouvertement accordée à M. Giscard d'Estaing durant la campagne présidentielle, éclairent particulièrement bien l'ensemble de ces analyses. On voit, en effet, qu'elles ont simplement une fonction apologétique: justifier la politique du « socialisme dans un seul pays », c'est-à-dire, en définitive, justifier le maintien de l'ordre bourgeois dans les pays capitalistes et celui de la domination de la bureaucratie en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est. Toute victoire révolutionnaire, en Europe occidentale notamment, ne serait-elle pas source d'un puissant développement de l'activité politique des prolétariats des pays de l'Est, et donc une menace mortelle pour le pouvoir de la bureaucratie?

Puissance de l'appareil d'Etat bourgeois

FACE aux contradictions exacerbées et durables dans le fonctionnement du capitalisme, le P.C.F., quant à lui, présente en même temps, et de façon contradictoire, une théorie du fonctionnement du C.M.E. (la théorie de la presengant lui dévalories tion. la suraccumulation/dévalorisation du capital) sur laquelle nous ne pouvons nous étendre ici, mais dont l'aboutisnous étendre ici, mais dont l'aboutis-sement logique est la possibilité d'un capitalisme sans crise, et une analyse (plus précise que celle des Soviétiques) de la crise du C.M.E., définie comme crise de suraccumulation durable liée à la baisse du taux de profit et aux limites des interventions de l'Etat pour empêcher cette baisse.

A partir du moment où la crise est définie comme une crise du capitalisme, on pourrait s'attendre que, pour sortir de la crise, la solution envisagée soit d'ouvrir la perspective de la destruction du sys-

tème capitaliste et de l'Etat bourgeois.

tème capitaliste et de l'Etat bourgeois. Or, il n'en est rien.

Dans un premier temps, l'analyse qui nous est présentée par le P.C.F. consiste à expliquer que la crise est due conjointement à la politique des monopoles, que l'on isole du fonctionnement d'ensemble du système capitaliste, et à la politique gouvernementale mise au service des monopoles. Dès lors, pour sortir de la crise, il suffit de nationaliser les principaux monopoles et de changer de gouvernement, dans le cadre du même Etat bourgeois, non détruit mais simplement « démocratisé ».

Nous aurions alors une société de transition au socialisme, caractérisée

Nous aurions alors une societé de transition au socialisme, caractérisée par l'existence d'un Etat qui serait un milieu entre un Etat bourgeois et un Etat ouvrier, et la fin de la domination du capital puisque c'est la « logique des besoins » qui dominerait à l'échelle de l'ensemble de la société. La vérité

est, malheureusement, tout autre :
nous aurions une « démocratie acuncés » où l'application du programme
commun laisserait, en fait, à la bourgeoisie, l'essentiel de ses leviers de commande politiques et économiques.

Tout d'abord, la bourgeoisie conserverait le pouvoir politique. Les marxistes savent, en effet, que l'appareil d'Etat bourgeoise et organiquement lié à la bourgeoise et qu'il ne peut être mis au service de la classe ouvrière. Ils savent que la transition au socialisme ne commence qu'après la destruction de l'Etat bourgeois—administration armée, police, appareil destruction de l'Etat bourgeois — administration, armée, police, appareil judiciaire, etc. — et l'instauration de l'Etat ouvrier, c'est-à-dire de la dictature du prolétariat, permettant (à condition, bien sur, de ne pas dégénérer, comme en U.R.S.S., en dictature d'une esta hyperceratique) la réalinèrer, comme en U.R.S.S., en dictature d'une caste bureaucratique) la réalisation d'une démocratie qualitativement et quantitativement supérieure à la démocratie bourgeoise. Ils savent enfin que, tant que l'Etat bourgeois n'est pas détruit, la bourgeoisie conserve le pouvoir : la présence au gouvernement de partis ouvriers n'y change rien. Elle peut, au mieux, être une étape vers la destruction de l'Etat bourgeois. Mais comme il n'est pas question d'une telle destruction et que, bien plus, on est prêt à gouverner question d'une telle destruction et que, bien plus, on est prêt à gouverner dans le cadre de la Constitution de la V° République, voire à conserver Giscard, on voit que le pouvoir poli-tique de la bourgeoisse a peu à

Outre le pouvoir politique de la bourgeoisie, et contrairement à ce qu'affirme le P.C.F., le règne du capital serait également maintenu. Quatre remarques, à cet égard, peuvent être faites :

faites:

a) _'application, même intégrale, du programme commun, laisserait en place un très important secteur privé. En son sein, de numbreux monopoles subsisteraient: Michelin, Hachette, Shell France, Feugeot, etc. Bref, ni l'économie capitaliste ni le grand capital lui-même ne disparattraient. On notera, d'aillieus, les virages pris par le P.C.F. sur le problème de l'ampleur des nationalisations: favorable, au départ, à vingt-cinq nationalisations, il accepte de se limiter, dans le secteur industriel, à neuf nationalisations et quatre prises de participation, et surtout, durant la campagne présidentielle et immédiatement après, il explique que ce sont des critères

« scientifiques » et « rigorreux » qui ont été pris en compte pour ne pus aller au-delà et que le seuil dont parle le programme commun ne dost pas être une « porte ouverte » (Cahiers du Communisme, n° 9, septembre 1974, pp. 18-19); quelques mois plus tard, il explique que le seuil minimum « ne peut, en aucun cas, être considéré comme un catalogue jigé » (Economie et Politique, avril 1975, p. 24);

b) Le maintien de l'Etat bourgeois et l'existence d'un important secteur privé, y compris monopoliste, ne per-mettraient pas d'assimiler le secteur public à un secteur socialiste. Le secpublic à un secteur socialiste. Le sec-teur public resteralt, comme il l'est à l'heure actuelle, soumis aux lois de la valorisation capitaliste, et les travail-leurs des entreprises nationalisées resteralent soumis à l'exploitation capitaliste, quels que soient les chan-gements prévus dans leur mode de gestion. gestion:

c) A partir du moment où la bour-geoisie conserve l'essentiel de sos leviers de commande, ou bien, elle peut s'opposer au développement des nationalisations à moins que, obligée, sous la pression des luttes, de l'accep-ter elle conserve les myses de raccepter, elle conserve les moyens de revenir en arrière (dénationalisation) à partir en armere (detactionalisation) à partir du moment où les luites ne vont pas jusqu'à la destruction de l'Etat bour-geois et si, de ce fait, elles connaissent tôt ou tard un reflux; ou bien, la bourgeoisie accepte les nationalisations, mais elle a tous les moyens de les utiliser dans le sens de ses intérêts de classe. En 1945-1947, en France, avec le P.C.F. au gouvernement, c'est ainsi qu'elle a utilisé les nationalisaainsi qu'elle a trinse les nationalisa-tions pour reconstruire le capitalisme français. Certes, la bataille pour l'ex-propriation des monopoles est un élément important de tout programme de transition, mais à condition qu'il s'agisse, là aussi, d'un véritable pro-gramme de transition, c'est-à-dire qui se fixe pour perspective la mobilisation

(1) Four une analyse détaillée, cf. Valler, le Parti communiste français et contictime monophiste d'Etat, Petite chection Maspero, Paris, 1976, 222 pages, (2) Cf. notsmment : E. Varga, Estais sur l'économie politique du capitalisme (1967) : V. Tcheptakor, le Capitalisme monopoliste d'État (1969) : N. Inozemtsev. le Capitalisme contemporain (1974) : auteur collectif, l'Economie politique du capitalisme (1974), tous ces livres aux Edit. du Progrès, Moscou.

AU-DELA DES DOGMES ET DE LA CRITIQUE INTEMPORELLE

A critique de l'économie politique est un des fondements du marxisme. Marx ne lui a-t-il pas consacré la majeure partie de sa vie consciente en passant au cribie, minutieusement et avec un acharnement sans pareil, une grande partie de la littérature économique de son temps ? Paradoxalement, c'est pourtant un omaine out est resté, depuis les anné des points faibles de la réflexion socialiste e révolutionnaire. Tout s'est largement pass contentés de reprendre à la lettre certaines affir mations ou prévisions de leur insoirateur sans reconstruire dans toute sa vigueur la démarche intellectuelle qui les sous-tendait. On a sinsi produit un discours mécaniste sur les contradictions croissantes du capitalisme, discours à la fois abstrait et intemporel, dont l'objectif premier est surtout de conforter les militants dans leurs propres croyances. C'est senlement depuis quelque temps — essentiellement depuis les débuts de la crise du stalinisme et l'éclatement des difficultés des sociétés occidentales - que les choses sont en train de changer. Chez les marristes de toutes obédiences, on veut mainte-nant aller au-delà d'une compréhension dogmatique et sommaire de Marx pour chercher à s'assimiler toute la complexité d'une élaboration tout à fait originale et susceptible de misux hors des sentiers battus, le monde

De ce point de vue, il faut saluer la parution en français du premier tome du livre de Roman Rosdolsky, la Genèse du capital chez Karl Marx (1). Il s'agit en effet d'une étude très scrupuleuse des fameux Grundrisse qui permet mis au point ses catégories et comment il entenutiliser. Toute la distance qui sépare est par là fort bien mise en lumière. Il est on ne peut plus vrai que Marx emprunte abon-damment à Smith et à Ricardo — la valeur travail en particulier, — mais la discipline qu'il développe n'a presque rien à voir avec l'économic politique classique. R. Rosdolsky montre particulier que tout l'enchaînement des c gories — marchandise, argent, valeur, capital — no reflète pas une mise en forme ordinaire, un ensemble d'opérations consistant à classer, à trier et à relier des généralisations obtenues à partir de suses observations. Il s'agit, au contraire où les catégories paraissent s'engendrer les unes les autres comme dans un mouvement d'idées. Cela semble contredire le matérialisme dont se réclame Marx, mais R. Rosdolsky indique fort bien que cet emplot systématique d'une méthode remment idéaliste se veut cependant l'ex-ion rigoureuse d'une réalité spécifique, celle pression rigoureuse a a.... de la société capitaliste.

Sans doute R. Rosdolsky ne fournit-il pas toutes les clés pour comprendre le pourquoi de cette transformation des catégories (par rapport à leur signification dans une perspective empiriste), mais il permet d'appréhender un des aspects essentiels de l'analyse marzienne, la mise en évidence de l'extériorité du rapport social de production à l'égard des individus qui en sont les supports, sa dynamique apparemment autonome par rapport aux agents les plus actifs de la production sociale. Les catégories abstraites de l'économie politique sont en qualqua sorta donées d'une vie propre, parce qu'elles échappent, comme les relations économiques qu'elles expri-ment, à toute forme de contrôle social véritable. C'est sa majesté le Capital (et les nécessités de la valorisation) qui même la danse; il impose sa ioi, la force de ses pseudo évideuces, parce qu'il devient — pour des hommes avenglés — l'expression par excellence, trans-historique et exclusive, de l'importance que prennent dans une

Le capital, qui est lui-même un rapport social de capital, qui est in-meme un rapport social, de richesses qu'on ne peut mettre en question sous pelne de mettre simultanément en question le développement des forces productives.

T E marxisme est critique de l'économie poliplier à ce fétichisme et qu'il entend redonner son historicité véritable à la réalité économique en déchiffrant les lois de son évolution. Cel implique évidemment qu'il démontre l'historicit du capitalisme et la vigueur toujours renouvelée des forces qui le contestent de façon globale. C'est la tâche à laquelle s'est attelé Ernest Mandel dans un ouvrage tout à fait remarquable le Troisième Age du capitalisme (2), et qui fera certainement date.

L'auteur, en effet, ne s'est pas contenté d'une énumération des «méfalts» du capitalisme des

des différences entre les compositions organiques des capitaux d'un secteur à l'autre, des écarts souvent considérables qui se manifestent entre les productivités du travail (et donc aussi entre les prix de la force de travail), ou encore des écarts entre les prix (les coûts de reproduction) des éléments qui constituent le capital constant. me la nimert des marristes, Ernest Mande admet que cette dynamique heurtée et contrastée rencontre des difficultés récurrentes, problème de réalisation de la plus-value et surtout baiss iancielle du taux de profit, mais il se garde bien de donner à cette dernière loi, en parti-

culier, une acception mécaniste. La baisse des taux de profit est sans doute la rançon inévitable de la croissance relative du travail mort (le capital constant) par rapport à la stagnation du travail vivant (le capital variable), mais cette élévation de la composition organique no se produit pas dans n'importi

Por JEAN-MARIE VINCENT

profondeur la dynamique du capital, c'est-à-dire tous les mouvements de l'acceptal, c'est-à-dire tous les mouvements de l'accumulation. Pour cela, il se base, bien sûr, sur la loi de la valeur, mais en la dépouillant de tout caractère simpli-ficateur ou unilatéral. Selon lui, il ne faut pas sacrifier aux explications mono-causales, et la loi de la valeur doit être comprise à travers le jeu compilqué de six variables fondamentales : la composition organique du capital en général et dans les différents secteurs de la production; la division du capital constant en capital fixe et en capital circulant; l'évolution du taux de lation ; la vitesse de reproduction du capital ; les relations d'échanges entre le secteur des biens

On ne s'étonnera donc pas que, pour E. Mandel, la marche de l'économie capitaliste ressemble moins à celle d'une machine blen huilée qu'à une suite de mouvements déséquilibrés entrecoupés d'états d'équilibres précaires et provisoires. La dynamique fort complexe du capita-lisme repose effectivement sur Putilisation des inégalités, que ce soit des différences de situa-tion ou de productivité entre les entreprises, les branches et les nations. De façon permanente s'opèrent des transferts de plus-values au béné-tice des capitaux les mieux placés on les plus aptes à tirer temporairement parti de conditions exceptionnellement favorables à l'obtention de surprofits. Tous ceux qui peuvent produire de façon plus productive que la moyenne sociaent reconnue des entreprises recolvent, grâce à une production très améliorée de valeurs d'usage, une partie de la plus-value produite chez leurs concurrents. Le mouvement de l'accu-mulation du capital, la circulation des capitaux d'un point à un autre, se trouvent ainsi marqués par la recherche ininterrompue d'une plus-value supplémentaire soustraite au concurrent. Il se produit sans doute des mouvements d'ensemble significatifs, mais ils sont eux-mêmes très dépen-dants de l'affrontement des capitaux. Lorsque dants de l'affrontement des capitaux. Lors les capitaux sont trop nombreux à vouloir exp ter un secteur donné de la production, il y a effectivement migration massive vers d'autres secteurs jusqu'à ce que la tendance à la péréquation des taux de profit puisse faire valoir

ses droits tout à fait provisoirement.
Cette croissance déséquilibrée qui combine l'accumulation rapide de certains capitans avec la dévalorisation de tous ceux qui ne peuvent des écarts entre les taux de profit, c'est-à-dire

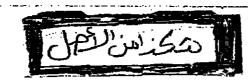
quelles circonstances et surtout pas comme un effet obligatoire du progrès technique. C'est seulement lorsque la substitution du capital au coûts du capital et l'élévation de la productivité du travail ou lorsque la croissa masse et du taux de la plus-value est insuffimasse et du sata ut in proposition esse transce en valeur du capital constant que l'on peut considérer la baisse du profit comme incluetable. C'est d'ailleurs pourquoi E. Mandel rapporte les difficultés qui affectent l'accumulation du capital aux allées et venues de la lutte des classes, non seulement pour le moyen terme (la résistance ouvrière à l'exploitation dans ses affets sur la prospérité, et la dépression dans les cycles écoprosperite, et la depression dans les cycles eco-nomiques), mais aussi pour le long terme, en sonlignant que la longue période de prospérité connue par le mende occidental entre 1943 et 1970 s'explique en grande partie par les défaites historiques subles auparavant par la classe ouvrière face au fascisme ou au cours da la deuxième guerre mondiale. A ce propos, E. Mandel fait une mise au point qu'on peut considérer comme à peu près définitive sur le problème des « ondes longues », c'est-à-dire les mouvements de longue durée de l'économie capitaliste étudie outre durée de l'économie capitaliste étudiés, entre autres, par Kondratieff. Pour lui, il ne peut être question d'accepter l'idée de supercycles de longue durée, de cinquante ou soixante aus, se succédant de façon régulière comme les cycles de durée moyenne. Il y a bien une succession d' « ondes longues », mais sans qu'on puisse faire état de répétitions véritables ou d'un recommencement de processus analogues, comme on peut l'observer à moyen terme. La succession à laquelle on est confronté est une succession de périodes hétérogènes, ayant cha-cune des caractéristiques profondément différentes, même si les condes longues a sont marquées de façon prédominante par l'expansion on la stagnation (comme c'est le cas en ce moment) en fonction de l'évolution des rapports de classe à l'échelle internationale.

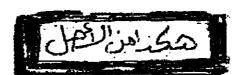
O^N voit tout de suite les objections qui ne manqueront pas d'être élevées contre cette conception de la dynamique du capitalisme, tant du côté bourgeois que du côté marxiste. L'auteur ne néglige-t-il pas les transformations structu-relles du capitalisme contemporain, particuliè-rement celles qui résultent de l'intervention croissante de l'État? E. Mandel a, pourrait-on dire, prévu ces critiques et étudié en fait de très près l'évolution actuelle du capitalisme des du côté bourgeois que du côté marxiste. L'auten-

monopoles. Dans un chapitre très brillant, il montre d'abord que le secteur des armements, le plus souvent privilégié dans l'intervention étatique, ne peut apporter que des solutions provisoires aux problèmes que rencontrent les capitalistes pour réaliser la plus-value ou pour contrebattre la baisse du taux de profit et la surse propuntation du centre la plus propuntation des contrebattres de peuts. Pour propuntation de contrebattre la plus propuntation de contrebattre la plus propuntation de contrebattre la plus propuntation de contrebattre de contreb umulation du capital. Dans un pren temps, les dépenses de l'Etat, lorsqu'elles sti-mulent une production de plus-value supplé-mentaire en mobilisant du capital inemployé, permettent de donner un coup de fonet à la production, mais, dans un deuxième temps, elles ne font que s'insérer dans les difficultés générales de Péconomie (élévation de la composition organique, etc.) sans les surmonter, puisqu'elles ne changent pas fondamentalement les données de l'accumulation. Mais E. Mandel ne s'arrête pas là, il démontre également que le recours à l'inflation de crédits et aux manipulations monétaires n'est pas un moyen de régulariser la croissance capitaliste, voire de la stabiliser. Encore une fois, cela peut permettre d'utiliser du capital inemployé, voire de financer l'utili-sation de capacités excédentaires de production, mais le cycle d'origine monétaire — le développement d'activités économiques à partir du crédit et de la création de monnaie — ne peut échapper et de la création de monnaie — ne peut échapper à son étroite imbrication avec le cycle écono-mique proprement dit (celui des mouvements profonds de l'accumulation). Il faut même tenir compte du fait que l'inflation rampante tend de plus en plus à déraper et à devenir insuppor-table quand la croissance se ralentit. L'auteur en conclut logiquement que les interventions conjoncturelles sont d'une efficacité très limitée, et de toute facen, etremacrites par les contraintes et, de toute façon, circonscrites par les contraintes de la loi de la valeur.

Il est done clair qu'aux yeux d'E. Mandel le capitalisme ira au-devant de difficultés crois-santes dans les années à venir — en particulier parce que la force relative de la classe ouvrière a considérablement eru dans les pays occidentaux et parce que les relations d'échange inégal avec la tiers-monde commencent à âtre bonie le tiers-monde commencent à âtre bouleversées. Même la stroisième révolution technologique », c'est-à-dire l'application accélérée du progrès technique et son extension à de nouveaux domaines — sur laquelle beaucoup fondent encore des espoirs, — ne représente pas dans ce cadre une véritable solution, puisque la substitution massive de travail mort — de processus automatisés — au travail vivant sourait les tation massive de travail more — de processus automatisés — au travail vivant superait les bases mêmes de l'exploitation capitaliste. Une entreprise totalement automatisée s'intégrant à une économie à peu près complètement automatisée serait de fait un non-sens du point de vus capitaliste (plus de main-d'œuvre à exploiter). Cela ne veut pas dire qu'Ernest Mandel prédise un écropiement du capitalisme a dieve containe, ou une sorte d'affaissement progressif et irré-sistible excluant toute perspective de remontée. Blen au contraire, rien n'est plus loin de sa contraire, rien n'est plus loin de sa contraire, rien n'est plus loin de sa un écroulement du capitalisme à brève échéance pensée que des affirmations aussi simplistes. Co qu'il veut faire comprendre, c'est que le capitada'il veut taire compresente, com que aveugle, va lisme, pour continuer sa marche aveugle, va devoir imposer à la masse des coûts de plus en devoir imposer à la masse des coûts de plus en plus élevés et qu'il ne pourra connaître de nou-veau une période de prospérité qu'en redistri-buant les cartes, c'est-à-dire en infligeant des défaites majeures à la classe ouvrière. Le troi-sième age du capitalisme est peut-être celui de sa mort, mais seule la lutte des classes en décidera. Sans politique révolutionnaire, la cri-tique de l'économie politique est impuissante (1). tique de l'économie politique est impuissante (3).

(1) Roman Bosdolsky: la Genère du capital chez Karl Marz, François Maspero, Paris, 1976, 288 pages, 100 F.
(2) Ernest Mandel: le Troisième Age du capitalisme, U.G.E. - 10/18, Paris, 1976, 448 pages. Trois volumes: 16 F l'un.
(3) Voir à ce sujet l'autre ouvrage d'Ernest Mandel paru récemment aux éditions Gaillée : la Langue Marche de la Révolution, Paris, 1976, 320 pages, 44 P.





ET LA CRISE ÉCONOMIQUE

Par JACQUES VALIER

des travailleurs en vue de la destruc-tion de l'Estat bourgeois. On sait que tel n'est pas le but fixé; d) L'existence de l'Estat bourgeois, d'un secteur public toujours soums aux lois de la valorisation capitaliste, et d'un important secteur privé (en partie monopoliste) rend enfin absurde l'idée que la « logique des besoins » serait dominante et affecterait le sec-teur privé lui-même. teur privé lui-même.

serant commante et affecterait le secteur privé lui-même.

Au total, l'application du programme commun, à partir du moment où elle maintient l'existence de l'Etat bourgeois et le règne du capital, ne saurait permetire d'instaurer me société de transition au socialisme et de sortir de la crise du capitalisme. On soulignera, par ailleurs, que la « démocratie apapoée » non seulement ne serait pas une société de transition au socialisme (qui implique préciablement la prise du pouvoir par les travailleurs et la destruction de l'Etat bourgeois), mais ne constitue même pas une étape condnisant à cette prise du pouvoir. Ce que l'on peut, à cet égard, reprocher à la démocratie avancée et au programme commun, c'est non pas d'être une étape vera la prise du pouvoir mais de n'en pas être une. Sans vouloir nous étendre longuement ici, notons simplement qu'une telle stratégie ne peut conduire qu'une telle stratégie ne peut con rement de tout ou partie des revendi-cations. C'est cette politique qui

s'annonçait de façon éclatante durant la campagne présidentielle: le P.C.F. n'expliquait-il pas, en effet, qu'avec un gouvernement « de gauche », il faudrait savoir modérer les revendications (par exemple, accepter un SMIC à 1200 francs, alors qu'à la veille de la mort de G. Pompidou, MM. Séguy et Maire expliquaient que les travailleurs ne pouvaient pas vivre décemment avec moins de 1500 francs par mois), et mettre l'accept sur l'augmois), et metre l'accent sur l'aug-mentation de la production et de la productivité? Après l'élection de M. Giscard d'Estaing, le P.C.F. allait affecter de bausser le ton en matière de revendi-

glissement par rapport à la lutte contre la crise. En l'absence, en effet, de perspectives électorales immédiates, il ne va plus tant s'agir de changer de gouvernement, que de faire pression sur lui pour qu'il adopte une autre politique permettant sinon de sortir de la crise, du moins de lutter contre ses effets et même de a commencer à en sortir ». A cet égard, les propositions faites par le P.C.F. depuis 1974 sont, en réalité, un mélange d'objectifs de lutte en matière de pouvoir d'achat et d'emploi, et de propositions (illu-soires pour partie) de gestion diffé-rente du système capitaliste.

Augmentation de salaires et relance

A INSI propose-t-il le développe-A ment d'un certain nombre de branches de production (dans le sec-teur privé ou public) et demande-t-il au gouvernement des mesures allant dans ce sens. Mais qu'est-ce là, shon une politique qui, au lieu de se fixer comme perspective la suppression du capital se contente de réclamer une allocation différente du capital? Ainsi, surtout, insiste-t-il sur le fait que les augmentations de salaires non seule-ment correspondralent aux intérêts des travailleurs, mais aussi permettralent de commencer à sortir de la crise, grâce à une relance de l'économie par la consommation.

Certes, les augmentations de salaires sont source de débouchés supplémen-taires, mais elles signifient aussi une

atteinte au profit. Dès lors, elles ne peuvent être bénéfiques, en tant que telles, au fonctionnement du système capitaliste. Elles ne peuvent l'être que si la bourgeoisie peut reprendre (par la hausse des prix, l'augmentation des impôts, l'accèlération des cadences, etc.) ce qu'elle a dú accorder au niveau des salaires a certes permis un développement de la production parce qu'il existait de fortes capacités de production inemployées, mais ce résultat n'a pu être obtenu que grâce à la possibilité qu'a eue, en même temps, la bourgeoisie, de « récupérer » ces hausses et d'obtenir en 1969 les taux de profit les plus êlevés de l'aprèsguerre. guerre. Bref, si se battre pour des augmentations de salaires est, bien évidem-ment, une nécessité absolue, par contre il est faux de faire croire qu'en elles-memes, et indépendamment des mesures de «récupération», elles puis-sent être bénéfiques pour le dévelop-pement de l'économie capitaliste.

pement de l'economie capitaliste.

Il est vrai que le P.C.F. ajoute toujours que, pour consolider les hausses de salaires et leur aspect « bénéfique » pour le développement de l'activité économique, il faudrait arracher au régime un certain nombre de nationalisations. Nouvelle illusion qui consiste à faire croire que, sans même changer de gouvernement, il serait possible d'imposer une nouvelle « logique de développement ».

a logique de développement n.

En reprochant au P.S. de proposer un programme de gouvernement alors, prétend le P.C.F., que ce n'est pas d'actualité, il démasque sa voionté de ne pas remettre en cause, sans attendre les élections de 1978, l'existence du régime Giscard. Sa polémique avec le P.S., son verbalisme e gauche n, masquent mal, en fait, une politique qui (pas moins que celle da P.S.) est une politique de collaboration de classes, qui se caractérise par le refus d'œuvrer en faveur de l'unité et de l'indépendance de la classe ouvrière, et de poser, des maintenant, le problème de la mise à bas du régime Giscard, alors qu'une majorité est prête à donner le gouvernement au P.C. et au P.S.

Nous sommes ainsi amené à rappe-

Nous sommes ainsi amené à rappe-ler les conclusions auxquelles nous étions arrivé à propos des analyses des

dirigeants de l'U.R.S.S. Il faut, certes, souligner auparavant que nous assistons à l'heure actuelle, au moment où se développe, notamment en Europe occidentale, une puissante montée des luttes de classes, à une profonde exacerbation de la crise du stalinisme, à un évolutement du blos etalinisme, - à un éclatement du bloc stalinien international, illustré encore récemment, à la dernière conférence des P.C., par l'incapacité de l'U.R.S.S. à imposer ses vues, — et à une accéléra-tion du processus d'adaptation des P.C. à leur propre bourgeoisie.

Les critiques récentes des dirigeants du P.C.F. a l'égard de l'U.R.S.S. s'expliquent dans ce cadre. Mats, quelle que soit l'ampieur des divergences, tous ont pour objectif, en définitive, la défense de l'ordre bourgeois qui, concrètement, peut prendre des formes très différentes.

concrètement, peut prendre des formes très différentes:

— Soit le soutien à des gouvernements en place, comme celui de M. Giscard d'Estaing;

— Soit la venue au pouvoir de P.C. dans le cadre de gouvernements qui restent encore bourgeois par leur programme. D'ailleurs le caractère bourgeois de ces programmes devrait apparaître encore plus clairement à travers les efforts faits par les partis ouvriers pour leur railler des partis bourgeois démocratie chrétienne en Italie, monarchistes 'libéraux et démocrates-chrétiens en Espagne, radicaux de gauche et demain, peut-être, fraction des gaullistes en France, etc.1. Ce ne sont pas de telles coalitions, ni surfout de tells programmes, qui permettront de sortir de la crise du capitalisme.

ÉCONOMIE EN PÉRIL, DISTORSIONS POLITIQUES

La Grande-Bretagne est-elle «au bout de la route»?

L y a sans doute quelque chose de fai dans l'observation d'une nation, il n'y a pas si longtemps la plus pulssante du monde, qui a maintenu intacts — aussi blen à l'intention qui a maintenu intacts — aussi blen à l'intention de l'étranger que de son propre peuple — les signes extérieurs de la gloire passée et qui, en même temps, seroble glisser lentament vers la catastrophe économique. Le décalage est total entre l'impression de sérinité cossue que l'on retire de toute visite dans un ministère, une université ou una grande entreprise et la lecture des « voyants » économiques, porteurs de sombres présages: chute de la livre, déficit du commerce extérieur, montée du chômage. Dans son intervention du » octobre devant le congrès qui payti conservateur. Paneien premier ministre, du parti conservateur, l'ancien premier ministre, M. Edward Heath, usait d'un vocabulaire apocalyptique : « La Grande-Bretsene est maintenant arrivée au bout de la présente route » et envi-sageait une cessation de palements imminente.

Le discours universitaire et journalistique sur la Graude-Bretagne reflète ce pessimisme des militur dirigeants. Il est bien find le temps où le modèle du bi-partisme britannique apparaissait comme l'idéal politique à atteindra. Même à l'Institut des selences politiques, un des hauts lieux de son cuite depuis des décennies, on constate aujourd'hul qu'il est grippé. Quant aux références des commentateurs de droite à la « sagesse » des syndicats britanniques (et allemands et américains, bien sûr) pour mieux fustiger la « politisation » des centrales françaises, elles risquent de constituer un boomerang à tout moment, ear rien ne peut garantir — surtont après la grève des mineurs de l'hiver 1973-1974 — que la classe ouvrière va continuer à accepter passivement une austritté dont elle supporte le poids principal. Il faut donc réviser Le discours universitaire et journalistique sur supports le poids principal. Il faut donc réviser toutes les idées reçues sur le Boyaume-Uni.

F FRANÇOIS DAVID s'y emploie dans Autopale de la Grande-Bretagne (1). L'auteur relève d'abord les facteurs d'explication de la crise actuelle : fajblesse des investissements dans le secteur productif (560 dollars par habitant en 1972 contre 930 en France et 1638 en R.F.A.); productivité notiement au-dessous de la moyenne européenne (26 à 38 %); absence de politique économique à long terme. Il n'est pas plus tendre pour le système politique, marqué par un effacement du Fariement, le renforcement considérable des pouvoirs du premier ministre, la perte de légitimité du bi-partisme (avec le système électoral en vigueur, chacun des deux grands partis travailliste et conservateur a pu gouverner tranquillement le pays sans jamais

présent et l'évocation d'un passé qui l'explique. Il s'agit d'un essal — respirant parfois une atmosphère quelque peu désnéte — mais qui s'appuie sur les dounées les plus récentes. Même analyse en gros que François David, mais une conclusion carrément optimiste, que Pon aurait aimée moins redevable au style éculé des discours officiels : « L'Angletarre amoindrie, mais tou-jours debout et bientôt prête pour une ére nouvelle, nous rappelle que l'homme, au lieu de se laisser emporter par la fatalité, peut et doit, si dur que cela soit, forger son destin. >

Par BERNARD CASSEN

avoir la majorité absolue des suffrages, en avoir la majorité absolue des sufriages, encore moins de l'électorat). Enfin, il souligne que la politique étrangère du Royaume-Uni n'est qu'une application de la ligne décidée à Washington. Sombre tableau, qui n'est égayé que par la dernière partie: le renonveau. Il s'agit du fameux pétrole de la mer du Nord qui devrait fameux petrole de la mer du Nord qui devrait rendre la Grande-Bretagne auto-suffisante en matière énergétique dès 1980. Extraordinaire aubaine, remède miracle, qui peut sauver le malade in extremis. François David pense effec-tivement que la Grande-Bretagne tilent là la chance unique, providentielle, de remetire en ordre son appareil productif à l'abri du matelas de devises que lui procureront (ou lui éviteront de décesses) le métrole et le cre-production. de dépenser) le pétrole et le gaz naturel. Saura-t-elle la saisir?

Dans Messieurs les Anglais (2), René Dabernat composs, d'un pays qu'il affectionne visiblement, un tableau constamment nourri de réflexions et d'intuitions personnelles — parfois même

Avec le Système politique britannique (3) Monica Charlot apporte une nouvelle contribu-tion de grande valeur aux études anglaises en France. Cet ouvrage est un guide détaillé du fonctionnement des institutions politiques d'outre-Manche, chaque chapitre étant complété par une bibliographie commentée et des docu-ments. Instrument précieux pour les étudiants, les professeurs et les journalistes. Mais ce n'est pas que cela. Monica Charlot n'est pas une observatrice neutre, détachée de l'objet de 5a recherche. Rappelant que 4 l'Angleterre est un pays où l'on est libre, où l'on se sent libre, où l'on a toutes chances de rester libre », elle ne cache pas ses préférences idéologiques quand il s'agit de répondre à la question « qui gouil s'agit de répondre à la question a qui gou-verne la Grande-Bretagne? ». Aux explications de type marxiste, elle oppose celle d'un plura-lisme des centres de décision tout en reconnais-sant qu' « il reste dans la société et le régime britanniques de quoi nourrir la thèse de l'exis-tence d'une classe dirigeante ou d'un establishment 2. Le Système politique britannique n'est pas non plus un ouvrage situé hors du temps et de la crise. Tout en analysant méticuleuse-ment les rouages d'un mécanisme qu'elle admire, Monica Charlot craint néanmoins que son fondement même e le consensus, l'accord général et tarite sur lequel est fondé son fonctionnement jusqu'alors harmonieux ne soit en train de se

U terme de sa brillante fresque de plus A U terme de sa brillante fresque de plus d'un siècle d'histoire britannique (4), Fran-cois Bédarida constate que le caractère de classe cois Bédarida constate que le caractère de classe de la démocratie britannique n'a guère changé de nature c à la base il y a toujours la même alliance — maintenant séculaire; c'est-à-dire la synthèse du prestige de la naissance et de la force du pouvoir et de l'argent ». L'auteur ne croit pas encore à une rupture du consensus bien que c le labour s'enlise dans un évident opportunisme » et que c les aspirations authentiquement ouvrières trouvent de moins en moins tiquement ouvrières trouvent de moins en moins d'écho au sein du travaillisme officiel a. Il en discerne tependant les germes.

Quatre ouvrages, quatre tempéraments, un constat ou un regret presque identique : l'absence d'un projet collectif britannique. De Gaulie disait déjà à Audré Mairaux en 1970 : « Mème les Anglais n'ont plus d'ambition nationale. » Personne ne peut s'en réjouir, tant il est vrai que l'Europe ne peut facilement se passer du substrat démocratique que continue à représenter mairé comprensissions et affairements.

(1) Prançois David, Autopsie de la Grande-Bretagne, Hachette, Faris, 1978, 272 pages, 39 F.
(2) René Dabernat, Messieurs Les Anglais, Robert Laifont, Paris, 1978, 294 pages, 45 F.
(3) Monica Chariot, le Système politique britannique, Armand Colin, Paris, 1978, 232 pages, 55 F.
(4) Prançois Bédarids, la Société anglaise 1851-1975, Arthaud, Paris, 1976, 382 pages, 75 F.

Dans les revues...

El Un très beau numéro d'EUROFE sur le Chili. Le titre, qui est celui de l'emcellent texte de présentation de Pierre Gamarra, — « Une culture, un combat » — indique déjà qu'il s'agit de quelque chose de plus que l'anthologie d'une littérature étrangère. Les textes littéraires choisis et rassemblés, plus encore que les études qui les commentent, témoignant de cette culture, bism évidemment, mais aussi de ce combat. Le numéro s'ouvre par le dernier appel de Salvador Allende, et il se ferme sur une chronologie où le lecteur prandra une vue de l'histoire et de la culture chiliennes. (N° 570, ectobre 1976, mensuel, 28 F. – 21, rue de Richelleu, Paris-1°-.)

. -:

El Dans les ETUDES, sous le titre « Ruptures et rapprochament dans l'Oriant arabe », le général P. Rondot présente des vues et des analyses intéressantes sur les positions, pariois brusquement renversées, des uns et des autres, et sur la « discrétion » de la politique soviétique dans cette région. (Octobre 1976, measuel, 13 F. – 15, rue Monsieur, Paris-7.)

E LA REVUE FRANÇAISE D'ETUDES
POLITIQUES AFRICAINES apporte deux
nouvelles pièces importantes au dossier
qu'elle avait ouvert naguère sur la banque
en Afrique. L.P. Nègre décrit la Banque
africaine de développement et P.C. Damiba
traite de la Banque ouest-africaine de
développement dont les activités intéressent six Etats (Bénin, Côte-d'Ivoire,
Haute-Volta, Nigar, Sénégal, Togo). Dans
le même numèro, J.-P. Bayart s'essaye à
c l'esquisse d'une problématique » quant
à l'avenir des régimes autoritaires d'Afrique noire. (N° 128, mensuel, 20 F. - 32,
rue de l'Echiquier, Paris-18°.)

de la problème de l'avenir du socialisme dans les Caralbes se trouve posé dans un entratien avec Walter Rodnez que public

CAP D'ANTIBES Près EDEN ROC
Situation exceptionnelle
Le Bais des Millardaires
Les PIEDS dans L'EAU PROPRIETE Style Ancien à ranover Living - Récotion + 5 chambres RLR 93.55 - 704.88.48 BACE AND CLASS, L'historien et militant gusyanals y analyse en particulier la portée et les limites des raformes entre-prises par le gouvernement de M. Burnham, en tenant compte des structures de classe et des contraintes entérisures qui pésent sur tout projet de développement visiment socialiste dans les pays de la région. (Vol. XVIII, n° 2, autonne 1976, trimestriel, 1,50 livre. - Institute of Race relations, 247-9 Pentonville Road, Londres NI.)

E ESOPE (Etudes sociales, politiques, économiques) s'interroge sur l'avanir de la Chine après is mort de Mao, présentant des textes de Jean Pasqualini sur Mao Tas-boung, Paul Turot (l'économie), Michel Garder (la succession) et de R.P. Léon Trivière (e la Chine après Mao Tas-boung 3). (N° 38), 15 septembre-15 octobre, 16 F. – 12, rue, du Quatre-Septembre, Paris-2°.)

El Sous la titre « Pétrole et politique en Chine », LE COURRIER DES PAYS DE L'EST a publié en juin une étuda de Michèle Rodière et Sung-Beh Chung faisant la point des counaissances dont on dispose maintanant sur les réserves de la Chine en pétrole, la progression de la production, les conditions d'exploitation des gisements, etc. (N° 197, juin 1976, Il numéros par au, 22 P. Documentation française, Jl, quai Voltaire, 73346 Paris Cedex 67.)

Il la revue RELATIONS INTERNA-TIONALES, éditée par la Société d'étodes historiques des relations internationales contemporaines et par des universités française et suises, conserce ses numéros 8 (été 1976) et 7 (à paraître) à divers aspects de l'impérialisme du début du vingtième siècle jusqu'à la déuxième guerre mondiale. Au sommaire du n° 6: des articles sur les impérialismes allemand et italien avant 1914, le commerce France-supire colonial 1880-1912, les intérête financiers francais en Roumanie, les empire colonial 1880-1913, les intérête financiers français an Roumanie, les exportations de capitaux français de 1919 à 1939. On s'est trop longtemps contanté (au mieux) du livre de Lénine sur l'impérialisme pour caractériser une période qui n'est pas sans rappeler par bien des aspects celle que nous vivons. Les recherches des collaborateurs de la revus sont donc actuelles, leurs articles courts et blen écrits. (Quatre numéros par au, 25 F. - Librairie Sollec, 1, rue de Médicis, Paris-6*.)

El Dans un numéro spécial sur la « stra-tégie révolutionnaire en Europe occiden-

tale, CRITIQUE COMMUNISTE fait une bonne place à l'Italie avec trois études sur l'extrême gauche face au P.C.I. (Henri Webar), sur le rôle des forces prolétariennes et populaires dans la solution de la crise (document présenté par Avanguardia Operaia), et sur la stratégie révolutionnaire dans ce pays (interview de Lulio Magri, secrétaire général du parti d'unité prolétarienne pour le communisme). (N° 8-9, septembre-octobre, 10 numéros par an, 15 F. - 18, impasse Guemenée, 75004 Paris.)

El Dans la « revue de culture néerlan-daise » SEFTENTRION, Mana Ruys, universitaire et journaliste flamand, auteur d'un livre au titre significatif : Fin de la Beligue, et pour qui les Fla-mands « appartiennent à la communauté néerlandaise », aborde une question qui est non moins politique que linguistique et culturelle : celle du « mêmage Fla-mands-Wallons ». Continuità de la vie commune, ou — il écrit le mot — divorce ? La réponse, selon lui, sera donnée avant la fin du siècle. (Septembre 1976, trois numéros par an, 15 F. – Marissensirant, 160; B SSM, Rekkem, Belgique.)

S L'APPEL donne toujours la parole au général Binoche, qui y marque l'anniversaire d'une prise de position qui fit du bruit et lui valut sa mise à la retraite. Il dénonce l' « Europe silomande » et exprime le verq « que les arbres américains, voire soviétiques, si hauts soient-ils, ne nous cachent pas la forêt teutonne et sa permanente embuscade ». En tête de ce numéro, M. Léon Noël, ancien président du Conseil constitutionnel, rappelle à l'ordre de la Constitutionnel, rappelle à l'ordre de la Constitutionnel, rappelle à l'ordre de la Constitution : sur la rôle propre et autonome du premier ministre et du gouvernement; sur la podis du Parlement, au moins égal à celui du président; sur la « notion condamnable de majorité présidentielle »; enfin. sur le « présidentialisme », et la « conception abusive de ses atributions » que s'est faite le président de la République, « de nature à provoquer des difficultés insolubles ». (N° 28, memsuel, 8 F. - 89, rue de Lille, Faris-7°.)

GLES DOSSIERS DE L'INSTITUT DES SCIENCES JURIDIQUES DE DÉVELOP-PEMENT reprennent le texte d'une confé-rence donnée en 1974 par le professeur Michel Virally sous le titre : « Où en est le droit international de développement? » L'auteur se posait déjà la question de savoir si le « droit de coopération » n'est pas remis en question dés lors que l'on entre dans une période de « guerre

E Un numéro très riche d'AUTREMENT sur les « contre-pouvoirs dans la ville » dresse le bilan de quelques expériences d'action militante dans des villes de France et de l'étranger. (N° 6, trimestriel, 30 F. - 73, rue de Turbigo, 75083 Paris.)

& Publiée par le centre de recherche or Publice par la centra de recherche sur les idéologies de la révolte, la revue LES REVOLTES LOGIQUES rappelle l'abominable condition faite aux « enfants du capital » au siècle dernier, intégrés dès l'âge de huit ans dans la force de travail. Avac des documents officiels à l'appui, tel ce texte signé de la main de Louis-Philippe précissant que tout travail de nuit est interdit pour les priants en désours de traite ans enfants en-dessous de treize ans... (Automne 1976, n° 3, trimestriel, 15 F. -1, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris.)

B Le dernier des CARNETS DE L'EN-FANCE, organe de l'UNICEF, est consacré aux problèmes de la nutrition dans le tiers-monde, plus précisément sur le plan local : moyens d'améliorer la nutrition des femmes et des enfants, même dans les villages les plus reculés, par l'étude de six cas précis, choisis dans diverses régions, (N° 35, trimestriet, 6 F. - UNICEF, Palais Wilson, C.P. II, 1211 Genève.)

E TRAVAIL ET SOCIETE, que publie l'Institut international d'études sociales à Genève, consacre son dernier numéro aux travaux du colloque mondial sur les implications sociales d'un nouvel ordre économique international organisé à Genève en janvier dernier. (Vol. I. nº 3-4, juillet-octobre 1976, trimestriel, 12 francs suisses. - Institut international d'études sociales - Case postale 6 - CH. 1211 Genève 22.)

E LA REVUE INTERNATIONALE DES SCIENCES SOCIALES, que publie l'UNESCO en français et en anglais depuis 1969, aura désormais une édition complète en espagnol. Le premier numéro parti dans cette langue correspond à une livraison consacrée à « l'économis de l'information et l'information pour les économistes ». (Vol. XXVIII. n° 3, 1976, 16 F. -7, place de Fontenoy, 75700 Paris.)

🗗 Un numéro hors série du Nouvei Observateur : ATLASECO, qui fait large place aux textes de présentation et aux tableaux statistiques exposent le situation áconomique et politique de chaque pays. Les cartes, en revanche, y sont traitées sommairement. (Les Cahiers du Nouvel Observateur, n° 8, 1976, miss à jour an-nuelle, 20 F. - 9, rue d'Aboukir, 75002 Paris.)

E Le dernier numéro de la NOUVELLE REVUE CRITIQUE est presque tout entier consacré à des vues sur la psychanalyse, d'une part, sur l'architecture d'autre part, d'une part, sur l'architecture d'autre part,
— ce qui no saurait aller sans politique
au sens le plus propre ou, si l'on préfère,
le plus élevé. — La partie traditionnellement réservée à la politique internationale a, cette fois, pour objet l'Algérie :
un « Voyage » de F. Cohen, et un « Guide », article collectif, qui sont, en fait, deux petites monographies (N° 97, octobre 1976, mensuel, 18 F. - 2, place du Colonel-Fablen, Paris-19°)

— Un e fidèle lecieur » nous signale la traduction en français, par ses soins, d'un essai de D.T. Wieck sur la e Négativité de l'anarchisme » dont nous avions annouse la publication dans le nº 6 de la revue e INTEREGGATIONS ». On obtiendra le texte en français en s'adressant à la revue, 32, passage du Désir, 25010 Paris.

Calendrier des lêtes nationales

16-30 NOVEMBRE 19 MONACO Fête nationale 22 LIBAN Anniversaire de

24 ZAIRE
24 ZAIRE
25 LA BARBADE
28 MAURITANIE
29 ALBANIE
29 YOUGOSLAVIE
Anniv. de la proel.
de la Rép. socialiste fédérative 1e-15 Decembre

1 REPUBLIQUE Fêts de l'indépen-CENTRAFRI- dance CAINE 2 EMIRATS 2 EMIRATS Fête nationale
ARABES UNIS
5 TRAUANDE Anniversaire du

6 FINLANDE roi
6 FINLANDE Fête de l'indépendance
11 HAUTE-VOLTA Fête nationale
12 KENYA Anniversaire de l'indépendance

L'EGYPTE et l'ouverture politique

Le retour au libéralisme économique impliquait une forme de multipartisme qui sert les aspirations conservatrices et contraint les courants de gauche à préciser leur stratégie

Reportage de MARIE-CHRISTINE AULAS

Les 28 octobre et 4 novembre derniers, les élections du nouveau Parlement égyptien se sont déroulées selon un processus devant conduire à un retour progressif au multiportisme. Bien que leurs résultats assurent une très large majorité à la tendance gouvernementale, cette expérience, tant constitutionnelle que politique et sociale, serait-elle le prélude à une évolution beaucoup plus large?

Certes, la tendance au libéralisme politique se manifeste aussi en d'autres pays : en Thaïlande en octobre 1974, aujourd'hui au Sénégal et en Espagne. Mais le cas égyptien mérite une attention particulière de par son rôle historique d'avant-garde dans le mond orabe et le tiers-monde.

L'initiative du gouvernement égyptien intervient à un moment où la tendance antidémocratique s'affirme de plus en plus bettement dans le monde arabe. Les rares États connaissant jusque-là un certain libéralisme se sont, tour à tour, heurtés à des épreuves qui en annulent les effets. Au-delà du Liban, déchiré par la guerre civile, on a vu Bahreïa en août 1975, puis Koweït un en plus turd, dissoudre leur Parlement. L'Egypte serait-elle le seul pays de la région à relever le défi ? Et pourquoi maintenent ?

"OILA plus de vingt ans que l'Egypte abandonnait son multipartisme, hérité d'une longue tradition parlementaire. Six mois après la révolution de juillet 1952, le groupe des e officiers libres » qui venait de prendre le pouvoir abolissait la Constitution de 1923 et prenaît une série de mesures visant à liquider l'ancien système. Les partis étaient finalement alors une période transitoire de trois ans pour trouver et mettre en place les nouvelles structures politiques du régime. Mais quel système chaisir? l'atmosphère postcoloniale qui commençait sur les rives du Nil, la réponse devait être inédite. Elle allait conduire à une scission au sein du Conseil de la révolution. Les partisans de la démocratie comme le général Neguib et le major Khaled Mohieadine se heurtèrent à l'opiniatreté du colonel Gamal Abdel Nasser. Devenu premier ministre le 17 avril 1954, celui-ci les écarta du

Il semble qu'à l'époque Nasser n'ait pas eu d'idée précise sur l'avenir politique qu'il entendait réserver au pays. Sa décision était essentiellement motivée par le refus d'un retour au système des partis qui avait conduit à la faiblesse et à la désintégration de l'Etat.

Après deux années pendant lesquelles Nosser affirma son autorité tant à l'intérieur (abrogation du traité de 1936 avec la Grand nationalisation du canal de Suez) qu'à l'extérieur (conférence de Bandoung et refus du pacte de Bagdad), une Constitution était promulguée. Elle mettait sur pied un parti d'Union nationale créé en mai 1957, puis dissous en mars 1958 à la suite de l'union avec la Syrie. L'idée d'une coalition populaire avait commencé à se préciser. Elle devait s'affirmer aux lendemains de l'échec de l'union égypto-syrienne lorsque Nosser proposa à la population la Charte nationale, qui devait faire office de Constitution. Il s'ensuivit, dans les villes et villages, des discussions et débats qui étaient repris par la presse et la télévision et auxquels participait le chef de l'Etat. « Ce fut le débat populaire le plus authentique que le pays ait connu » (2). Le 30 juin 1962, la Charte nationale était adoptée et l'Union socialiste arabe, qui constituait la seule organisation politique légale du pays, était mise en place au cours des années

Pour Nasser, l'Union socialiste arabe (U.S.A.) n'était pas un parti unique au sens classique, mais l'organe de rassemblement des forces populaires qui pouvaient s'exprimer à chacun des différents échelons, Cependant, tandis qu'une école de formation des cadres était créée pour animer la vie politique, on mettait parallèlement sur pied une organisation secrète, l'Avant-garde, dans le but d'orienter et de contrôler

l'activité des membres et des différents organes du pouvoir et de l'information. Aussi, les objectifs visés par la création de l'organisation étaient-ils annulés par la méfiance dont elle faisait preuve à l'égard de la population. La démocratie était bafouee. L'Union socialiste arabe ne servait qu'à fournir des assises politiques à un régime dont seul le leader incarnait l'idéologie et cristallisait les aspirations populaires. Elle se bornoit à être un appareil d'enregistrement et d'application des décisions venues d'en haut.

La défaite de 1967 allait conduire l'Egypte à une sévère autocritique qui se traduisait tant par le ton de la presse que par les discussions qui n'épargnaient aucune couche sociale. L'U.S.A., par contre, ne se mit pas elle-même en question, n'entama aucun débat. L'opinian populaire, jugulée, s'exprima alors dans de violentes manifestations à Alexandrie et dans d'autres villes. Pour la première fois, le régime nassérien était dénoncé par la rue. Au cours du discours qu'il prononça le 30 mars 1968 (3), Nasser décida la rénovation de l'apparell politique par des « élections libres de la base au sommet ». Le programme approuvé le 2 mai par un référendum avec une majorité de 99,98 % prouva, en quelque sorte, que rien n'avait vraiment changé.

Elections truquées et référendum unanime

E décès du leader allait achever de faire perdre à l'U.S.A. sa raison d'être. Ce n'était plus qu'un corps sans âme Mais l'impartance de ses structures et de ses mmilications à l'échelle nationale donnait à ses dirigeants un pouvoir occulte susceptible de tenir en échec le gouvernement et son président. Les débats houleux qui s'y déroulèrent ou cours de l'hiver 1971 confirmèrent les rivalités entre héritiers de Nasser Le président Sadate joua de main de maître lorsque, le 15 mai 1971, il élimina les « centres de pouvoir » (4) tant de l'Union socialiste arabe que des autres rougges où ils étaient infiltrés. L'organisation secrète l'Avant-garde était supprimée, ses leaders internés, tout comme les autres membres du « complot ». Sadate consolidait son pouvoir à la faveur de l'épuration qui s'ensulvit, et annonçait la fin de la censure ainsi que le retour oux libertes démocratiques lors d'un autodaté des bandes magnétiques qui avaient servi de pièces à conviction lors du procès des conjurés. C'était le début du « mouvement de rectification >.

Le 20 mai 1971, le chef de l'Etat proclamait devant le Parlement son Intention de réorganiser l'Unian socialiste arabe. En fait, on se borna

à tenir de nouvelles élections qui donnérent lleu à de très nombreuses irrégularités. Plusieurs villages furent « le théâtre d'incidents parfois violents et révélateurs d'une certaine tension » (5). Rien n'avait changé au niveau des structures et des buts de l'Union socialiste, sinon que les nouveaux représentants du peuple étalent désormais plus dociles à l'égard de la politique du président. Et si M. Sayed Marei, nommé secrétaire général de l'U.S.A. après le 15 mai, n'hésita pas à critiquer l'organisation dès son premier discours en déclarant : « Les relations des responsables avec population ne sont pas claires », il n'en demeure pas moins que l'U.S.A. resto totalement en marge de la vie politique. Plus que jamais, elle se limitait à son appareil bureaucratique, ne jouant plus aucun rôle dans la nation. Les manifestations populaires (6) qui se succédèrent au cours des trois premières années de la présidence de Sadate allaient en être le signe le plus

Dans la ligne de la réorganisation de l'administration annoncée par le chef de l'Etat, d'autres élections eurent lieu au cours de l'été 1971. Le 11 septembre, une Constitution permanente était soumise à référendum et ratifiée par 99,98 % des électeurs : « Le nouveau texte accentue notamment le caractère islamique, d'une part, présidentiel, pour ne pas dire autocratique, d'autre part, du réglame égyptien (7). » Le 28 octobre, les Egyptiens retournaient aux urnes pour élire trois cent cinquante députés à l'Assemblée notionale, reboptisée « Assemblée du peuple » depuis les événements de mai. Comme autrefois, les candidats devaient être membres de l'U.S.A. Aussi les listes furent-elles « préparées par le ministère de l'intérieur selon les directives de la présidence de la République. Tous les candidats jugés tant soit peu progressistes ou gauchisants ont été soigneusement éliminés (8) ».

La nouvelle Chambre allait être, dans son immense majorité, composée d'hommes fidèles à une certaine conception du régime et au président. C'est pourtant elle qui, un an plus tard, devait critiquer sévèrement le programme du chef du gouvernement, M. Aziz Sidky. La fronde parlementaire, dirigée par des éléments situés à droite du régime, révélait la remontée des forces réactionnaires et la réactivation du Parlement au sein de la vie politique.

A la veille de la guerre d'octobre 1973, la vie politique égyptienne était caractérisée tant par l'absence de l'U.S.A. que par l'émergence d'une droite qui parvenait de plus en plus à imposer ses vues au sein du Parlement. Le retour à la démocratie, annoncé le 15 mai, était sérieusement affecté tant par les manipulations électorales que par les épurations que connut la presse au cours de l'hiver 1973.

octif à l'Assemblée du peuple, devait être le premier à prendre une initiative concrète dans le sens d'un retour au multiportisme. Au mais d'actobre 1975, il annonça la création d'une « mambar » (tribune) dite « tribune démocratique et socialiste ». Une semaine plus tard, M. Mustopha Kamel Mourad, chef de file de l'opposition de droit e u Parlement, créait la « tribune des socialistes libéraux », suivie par la « tribune de la gauche nationale progressiste », animée par M. Khaled Mohieddine, président du comité égyptien du Canseil mondial de la paix, connu pour son attachement aux idées progressistes.

Au cours des mois d'actobre et novembre 1975, on assista à une prolifération débridée des « tribunes» aul atteignit un chiffre proche de la cinquantaine. Outre le fait que cette initiative sortalt du cadre constitutionnel, puisque rien n'avait été légalement précisé quant à leur crèation, leur rôle et leurs liens avec les structures politiques existantes, certaines d'entre elles annonçaient des tendances qui mettaient en question l'idéologie affichée par le gouvernement, en particulier la « tribune socialiste passériste », dirigée par Kamal Rifaat. Comment le président Sadate, héritier légitime de la révoution de juillet et se déclarant à chaque discours fidèle aux principes du nassérisme, pauvait-il admettre qu'une autre tendance nossériste existat en dehors de lui? La création de cette « trib allait pousser le chef de l'Etat à prendre lui-même les choses en main. Peu de temps après son retour d'un voyage officiel aux Etats-Unis, il annonça, le 20 novembre, la dissolution des « tribunes » lors de la réunion du comité central de l'U.S.A.

Entraves juridiques et économiques

A LORS que la question d'un retour au multi-partisme dominait la vie politique intérieure, le président n'offrit, sur le moment, aucune alternative à l'expérience des « tribunes ». On pouvait d'ailleurs se demander si, dans le fand, il était lui-même favorable à une pluralité de partis, car son passé de militant nationaliste laissait peu de traces d'une adhésion aux libertés démocratiques. Membre du parti fasciste Misr El-Fatåt dans sa jeunesse, Sadate eut, des le début de la seconde guerre mondiale, des contacts avec les forces de l'Axe, avec les Italiens puis avec les agents de Rommel. Le 8 octobre 1942, il était arrêté par les Britanniques pour espionnage au profit de l'Allemagne nazie. A sa sortie du camp de détention de Minah, il rejoignit l'association des Frères musulmons et servit ensuite d'agent de liaison entre celle-ci et le groupe des « officiers libres ». Lorsqu'en 1953 se posa le problème de l'avenir politique de l'Egypte Sadate était partisan de la suppression des partis.

Mois, dans le contexte actuel, le chef de l'Etat devait être amené à de nouvelles options pour faire foce tant à la pression des individus et des groupes qu'à l'échéance des prochanes élections à l'Assemblée du peuple, prévues par la Constitution tous les cinq ans. Au cours de l'important discours qu'il fit le 14 mars dernier, le président déclara : « L'expérience débutera par la constitution de trois tribunes représentant la droite, le centre — le centre étant la tendance essentielle dans notre pays — et la gauche. »

Pourquoi trois tribunes? M. Sayed Marei nous a répondu : « L'Egypte est comme n'imparte quel autre pays. Il y a une aile de droite, une aile de gauche et un centre. C'est vroi partout. L'aile de droite a des idées précises sur l'économie. L'aile de gauche a des idées sur le secteur public et a son idéologie. Le centre a des idées basées sur la révolution de juillet. La création de ces trois tribunes vient d'une analyse des tendances de la base. Les gens n'ent pes dit qu'ils se rapprochaient en fonction des trois tribunes, mais nous voulons tracer la voie d'un retour au multi-

(1) Sauf les Frères musulmans, constitués à l'époque en parti politique et momentanément épargnés.

(2) Nasser's Egypt, P. Manafield, Penguin African Idbrary, Londres 1969, page 229.

(3) Connu sous le nom de « Manifeste du 30 mars ».

(4) Qualificatif utilisé par le régime pour désigner le groupe dirigé par all Sabri. Charaoui Gomsa. Sami Charaí.

(5) La Monde, 3 juillet 1971. Il s'agit des villages d'abou Kabir. dans la province de Zagazig, et de Kamchiche, proche du village natal du président Sadate.

(6) Entre autres les manifestations d'étudiants et d'ouvriers au Caire en janvier 1972, à l'université du Caire en décembre 1971.

(7) Le Monde, 12 septembre 1971.

Des limitations qui favorisent le centre au pouvoir



Aux lendemains de la traversée du canal, la nouvelle stature acquise par le président Sadate laissait prévoir une évolution dans l'arganisation de la nation; elle devoit s'affirmer au niveau économique par la politique d'auverture clairement annoncée. Mais cette nouvelle liberté économique na pouvoit

pas ne pas avoir son corollaire en politique. Le capital privé souhaitait en effet obtenir des cautions politiques et ne plus être soumis à l'Etapotron. D'autre part, la « dé-nasserisation », commencee lentement dès le 15 mai, affichée oprès la guerre d'octobre, devait atteindre les structures politiques comme elle avait atteindre les structures politiques comme elle avait atteint les structures économiques. Tous les changements — en matière économique, sociale, psychologique — introduits alors appelaient à leur tour une réorganisation de la vie politique. Ét, au-delà de cette conjonction de facteurs internes favorables au retour à une certaine démocratie, les nouvelles alliances avec les poys capitalistes occidentaux n'exerçaient pas une influence moins décisive sur l'orientation à prendre.

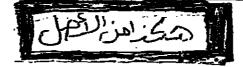
L'initiative d'un retour au multipartisme revint non pas au gouvernement, qui mit en place l' « infitah » (ouverture), mais au courant politique de droite, qui faisalt ouvertement son apparition sur la scène publique. A la faveur des changements introduits dans la presse au début de l'année 1974, les journalistes Ali et Mustapha Amine, jusque-là chassés d'Egypte par Nasser pour collusion avec la C.I.A., furent réintégrés et nammés à la tête de leur quotidien, El Akhbar. C'est par le biais de ce journal, l'un des plus importants du pays, qu'ils demandèrent « la retour de l'apposition et l'abolition du parti unique, car, si ce système pouvoit donner des résultats, l'Amérique et l'Europe l'adopteraient ». Cette attitude, partagée par les nouvelles couches de la grande bourgeoisie, comme par l'élite sociale antérieure à la révolution, avait pour buts la libéralisation de la vie politique et économique, l'abolition des interventions de l'Etat, et donc la suppression des séquelles de la période nassérienne (Charte - Manifeste de 1968, etc.).

L'idée, latente, du retour à la démocratie fut

L'idée, latente, du retour à la démocratie fut largement reprise dans les débats et discussions de l'époque. Au mois de septembre 1974, le nouveau rédacteur en chef d'Al Ahram, Ahmed Baha Eddine, publia une série d'articles où il ne ménagea pes ses critiques à l'égard de l'Union socialiste. « L'Egypte est l'un des rares pays du tiers-monde à avoir des traditions démocratiques », écrivait-il; puis il énumérait les lacunes de l'U.S.A. : les élections au comité exécutif du

parti étalent en fait des nominations, les règlements de l'U.S.A. n'ont jamais été appliqués, celle-ci n'était qu'un appareil d'enregistrement des volontés gouvernementales, on ne lui a donné aucun rôle social à jouer. Tout en reconnaissant que l'U.S.A. avait été « une grande école où de larges secteurs de la population ant fait l'expérience de la discussion et de la défeuse de leurs droits et de leurs intérêts », M. Boha Eddine proposa qu'à l'avenir toutes les tendances de la nation soient vraiment représentées en son sein. A côté de cette approche, partagée par les libéroux, la gauche se montrait divisée entre la tendance nassérienne, fidèle à l'U.S.A., qui demandait sa réactivation, et la gauche non nassérienne, favorable à la pluralité des partis. Le débat était tel que le caricaturiste d'Al Ahram, Salah Jahine, résuma alors la situation en montrant deux Egyptiens qui disaient : « Nous voulons un parti unique qui ne soit ni une union socialiste, ni une union crabe. »

Dans cette atmosphère, le comité central de l'U.S.A. fut amené à auvrir une discussion sur le sujet sons aboutir à des résultats concrets. Il y eut de même des comités de consultation au sein de l'Assemblée du peuple. Au cours des neuf séances de débats organisées avec les différentes « forces populaires », on remarqua que « la majorité des travailleurs et des paysans étaient lostiles à l'idée des partis », comme nous l'a déclaré M. Abou Wafia. Cependant, M. Abou Wafia, beau-frère du président Sadate et député





..... iiitee dese fi

3 27 PG 485

. . . :--

77 241 22 de p

Egypte 22 Cn e ve F

partisme basé sur une idécologie. » M. Sayed Marei, président de l'Assemblée du peuple en exercice, ne participe pas aux élections dans le cadre des « tribunes », mais en tant que candidat

Quelles qu'aient pu être les consultations populaires effectuées au préalable, il est clair, en fait, que l'initiative vient d'en haut et reste dans le cadre de l'U.S.A. Ces trois tendances, décidées par le président, font en effet partie de l'Organisation, où elles remplacent, en quelque sorte, les cinq a forces laborieuses » qu'étaient les travallleurs, les paysans, la petite bourgéoisie nationale, les syndicats et l'armée. Aussi est-ce l'U.S.A. qui a la charge de conduire cette « opération difficile qui marque la fin de l'étope de la légitimité révolutionnaire et le début de celle de la légitimité constitutionnelle (9) ». A cette fin, elle a fait libérer des locaux pour chacune des « tribunes » sur les bords du Nil, au centre du Caire. Au-delà, chaque « tribune » est libre de conduire sa cam-pagne dans les limites politiques, juridiques et démocratiques qui lui sont assignées "de jure "

Limites politiques : dans le discours annonçant leur création, le président Sadate avait pris soin de préciser que « l'U.S.A. doit se charger du main-

tien et de la souvegarde de trois éléments :

> 1) L'unité nationale ;

> 2) L'inéluctabilité de la solution socialiste, c'est-à-dire qua les droits des paysans et des ouvriers soient garantis ainsi que l'enseignement

> 3) La paix sociale, c'est-à-dire qu'aucune classe ni groupe ne peut imposer sa valonté aux

Plus tord, Sadate ajouta qu'il se réservait les domaines de la presse, de la politique étrangère, des organisations de jeunesse et des organisations

Les limites juridiques sont, quant à elles, évidentes pulsque les « tribunes » n'ont aucune

existence légale. Non prévues par la Constitution, on peut les supprimer du jour au lendamain. D'autre part, l'Egypte est encore sous le coup de la loi d'exception imposée à la suite de la défaite de 1967 et qui n'a toujours pas été abrogée. En fait, l'article nº 74 de la Constitution votée en septembre 1971 va qu-delà puisqu'il permet au président d'agir en dehors de la Constitution dans une situation exceptionnelle. Sous Nasser, l'application de ce texte nécessitait, au préalable, un référendum. De même le Parlement na peut plus désormais renverser légalement le gouvernement, comme c'était le cas autrefais. Les limites démocratiques font que la compagne électorale n'offre pas les mêmes opportunités à chacune des trois « tribunes ». Les restrictions apportées à la liberté d'expression en sont le signe le plus manifeste et certainement le plus nuisible à l'expérience en cours. En effet, la presse, qui avait été nationalisée sous Nosser (10), reste la propriété de l'U.S.A. Elle avait ainsi été progressivement amenée à devenir le porte-parole du régime, qui décidait des changements rédaction-

Monopole de la presse

nels, fort nombreux depuis la guerre d'octobre.

COMME l'écrivait, début avril, Solah Gowdat, rédacteur en chef de l'hebdomadaire El Moussawar, proche du président : « A qui appartient la presse d'Égypte avec tout ce qu'elle compte de tendances sociales, politiques et idéologiques? Nous appartenans à un soul grand patron, de quelque couleur que nous soyons : nous sommes la propriété de l'Union socialiste crobe. (...) Mais cette union dans sa nouvelle forme groupe trois tendances. (...) Les journaux devront-ils en dépendre selon leur couleur? Et, s'il en est ainsi, comment concilier cette triple appartenance avec une apportenance anique? >

Cette question délicate méritait d'être posée à la veille de la consultation électorale, et c'est

une réponse appropriée que l'on attendait lorsque le président Sadate déclara le 14 mars : « Je se toucherai pas à la liberté de la presse, mais il est nécessaire de former tout de suite de nouveaux conseils d'administration.

Or, le 27 mars, il attaqua severement les journalistes qui venaient de présenter des revendications solariales par le canal de leur syndicat et, le tendemain, un décret présidentiel pramulquait la recomposition des conseils d'administration des organes de presse. Des personnalités et journelistes proches du régime étaient nommés à la tête des trois principaux quotidiens : Moussa Sabri à Al Akhber, Youssef El Seboi à El Ahram, Abdel Moneim El Sawi à Al Goumourhia. La plupart d'entre eux affichaient ouvertement leur apporte-nance à la « tribune » du centre et leur volonté de ne refléter que les opinions de celle-cl.

Il a bien été proposé que les trais journaux soient répartis entre les trois « tribunes », mais le président refusa. Il a, par contre, suggéré que les leaders des trois « tribunes » aient une reunion quec le Conseil supérieur de la presse pour pouvoir disposer d'un quelconque espace rédoctionnel ou iein des trois journaux. Cette reunion a toujours été refusée par le premier ministre, M. Mamdouh Salem, par ailleurs président de la « tribune » du centre. En fait, la droite et la gauche ne disposent d'aucun quotidien de large diffusion pour s'exprimer pendant la compagne électorale.

La gauche possède encore le mensuel d'analyses El Tali'a qui a subi des mesures discriminatoires au début de l'année, ainsi que l'hebdomadaire Rose El Youssef. Soumis à un approvisionnement limité en popier, celui-ci a augmenté son prix fin ooût en annonçant à ses lecteurs qu'il devait acheter son papier au cours du marché paralièle pour pouvoir poursuivre sa parutian normalement. A côté de cette discrimination, on note le transfert ou la mise à l'écart de plusieurs journalistes connus pour leurs opinions progressistes, qui sont désormais interdits de publication (11).

chaque « tribune » ou sein d'une même « dai'ra » (circonscription) (17). Cela élimine de la « tribune » du centre un grand nombre de personnalités qui se présenteront tout de même mais en tant qu'indépendants et contre le centre puisque la raison essentielle qui les avait amenés à y adhèrer était l'espoir d'en être les représentants.

Quelle que soit la diversité des courants d'opinion qui voient le jour à travers la compagne électorale, pout-on dire que l'expérience solt significative d'un retour à la démocratie? L'arbitraire des trais « tribunes » et les limites qui leur sont assignées donnent plutôt à penser qu'il s'agit d'une manœuvre du pouvoir pour contrecorrer l'opposition à l'intérieur et donner une image libérale à l'extérieur. En effet, si beaucoup de conditions justificient aujourd'hui un retour à une vie libérale, le régime n'était pas à même de se lancer dans l'aventure sans perdre l'essentiel de ses prérogatives. Un retour en arrière, comme le souhaitait la droite, était impossible puisque cela serait revenu à dénoncer ouvertement la révolution de Juillet. Un multipartisme impliquait la création d'un parti nassérien homogène ; dans ces conditions, que serait-il resté d'un régime qui ne peut s'exprimer à travers un programme cohérent? Le maintien de l'Union socialiste arabe sous sa forme antérieure n'était, à son tour, plus compatible avec la nouvelle situation. Aussi la formation de « clubs politiques » au sein de l'U.S.A. était-elle l'issue la plus habile pour endiguer l'évolution. En créant arbitrairement trois « tribunes », le but était de permettre à l'U.S.A. de se réinstaller au centre, justifiant son existence par la présence de deux petits partis, sans acti-

L'entreprise tend aussi à empecher l'opposition de s'exprimer. Certes, l'opposition de droite ne sera pas plus génée qu'autrefois puisqu'en réalité la « tribune » de droite s'est révélée, dans la pratique, être le porte-parole du centre en matière economique, et M. Mourad a toujours pris l'initiative et la défense des mesures économiques que le gouvernement n'était pas en mesure d'assumer ouvertement. D'autre part si, dans le précédent Parlement, les députés devaient être obligatoirement membres de l'Union socialiste grabe et ne pouvaient, délibérément, se déclarer hostiles à la Charte, aux nationalisations, à la réforme agraire, etc., désormais, cette condition n'étant plus exigée, un grand nombre de changements pourront avoir lieu

Les trois "tribunes" et les "indépendants"

Pour M. Marndouh Salem, « le point important sur lequel insiste l'organisation (du centre) est l'équilibre entre l'intérêt de l'individu et l'intérêt da peuple. S'il n'y a pos cet équilibre, l'un des intèrêts dominera. Ainsi la tendance de droite ne tient pas à garder cet équilibre puisqu'elle favorise l'intérêt de l'individu. Quant à la tendance de gauche, en mettant l'accent sur l'intérêt général et l'accroissement de l'intervention gouvernementale, elle conduit à geler les initiatives person-

nelles (14) ». Au-delà de l'imprécision, on assiste à une inflation verbale, les tenants de la « tribune » centriste agitant des slogans de gauche pour réaliser une politique de droite. Par exemple, le programme évoque la protection du secteur public. mais le gouvernement, qui n'a jamais remis en cause le secteur public en lui-même, l'a totalement dépouillé de son rôle dirigeant au cours des trois dernières années. De même, le slogan de l'éducation gratuite à tous les niveaux se heurte à l'encouragement et à la participation croissante du capital privé dans le domaine de l'éducation. En fait, la politique réalisée jusque-là par le gouvernement correspond davantage aux buts affichés par la « tribune » de droite qu'à ceux qu'annonce la « tribune » du centre.

Compromis entre les tendances de gauche

J 'ORGANISATION de gauche, ou « Organisation des progressistes unionistes », s'est regroupée autour de M. Khaled Mohieddine, figure historique de la révolution de Juillet 1952. Musulman pieux et manxiste, M. Khaled Mohieddine fut parmi les douze « officiers libres » l'un des plus proches de Nasser au début de la révolution. Les divergences d'opinion qui devaient l'éloigner du pouvoir en 1954 n'empêchèrent pas Nasser de lui garder une profonde amitié qui devoit lui assurer une certaine immunité : contrairement aux autres marxistes, M. Khaled Mohleddine ne connut pas les geôles nassériennes.

La creation de la « tribune » de aauche devalt être l'un des événements les plus intéressants de l'expérience du retour au multipartisme. Au niveau du gouvernement d'obord qui, pour la première fois depuis de très nombreuses années, donnais à la gauche la possibilité de s'exprimer, mais aussi au niveau des tendances progressistes aui, jusquelà divisées, devaient trouver une base commune en surmontant leurs divergences. Certes, la « tri-bune » de gauche n'offre pas un panorama complet de l'ensemble de l'opposition progressiste puisque certaines tendances participent aux élections en tant qu'indépendants, mais l'essentiel des forces nationalistes s'y trouve réuni.

Ainsi note-t-on, ou sein de la coalition de nassériens qui représentent 75 % des effectifs de la « tribune » (15), la présence de marxistes (représentés par trois membres au sein du secrétariat général qui en comprend trente-hult), de membres de la gauche religieuse, de la gauche libérale, de syndicalistes et d'éléments de l'opposition progressiste. Dans le dernier Porlement, le courant politique de cette « tribune » était représente par trois députés. Seront-lls plus nombreux dans la prochaine Assemblée du peuple? Tel est certainement l'enjeu, mais sans doute pas le but étant données les nombreuses restrictions de la compagne électorale.

Les quatre-vingt-cinq mille adhésions à la tribune > enregistrées fin septembre représentent déjà un succès du fait des pressions diverses qui sont exercées sur eux. Il est vroi que les membres du comité fondateur de l'organisation ne ménagent pas leurs efforts pour tenir des meetings populaires où M. Khaled Mohieddine est accueilli aux cris de « Zaïm, zaïm » (16). Mais, au-delà de l'échéance électorale, la « tribune » cherche à jeter les bases d'une opposition organisée. L'adhé-sion des membres conduit à leur porticipation au sein des unités de base progressivement mises en place à travers le pays pour donner oux militants une formation politique et leur confier des responsabilités. D'ores et déjà, la « tribune » progressiste dispose d'assises populaires importantes dans certaines régions comme la Nubie, où le représentant de l'Union socialiste arabe à l'échelle du gouvernorat d'Assouan est le seul d'Egypte à avoir adhérer à la « tribune » de gauche. Il est vrai que la population de Haute-Egypte vous un attachement fidèle à Nasser et à Khaled Mohieddine, qui fut le premier leader de la révolution à les avoir visités en 1953 et après leur installation à Kom Ombo (à la suite de la construction du grand barrage).

D'autres régions à caractère industriel, comme Alexandrie, Hélouan, Choubrah El Khayma, Dokahlia, Mehalla El Kobra, constituent, elles aussi, des secteurs favorables à cette tendance. Mais la stratégie progressiste vise surtout des objectifs à long terme comme en témoigne le programme préliminaire aù dominent les choix socialistes avec prééminence du secteur public. Le programme définitif sera établi à la suite du Congrès national qui doit, en principe, se réunir à la fin de l'année, après les élections. Actuellement, les discussions du projet de programme se font au niveau des unités de base, dont les résolutions sont réunies à l'échelon des gouvernorats.

C'est donc un des buts de la compagne électorale que de préparer l'ovenir, susciter la réflexion critique, comme l'engagement politique, mals aussi de répliquer aux attaques. Si l'accusation d'athéisme, reprise en chœur par l'ensemble des mosquées d'Egypte dès le vendredi 7 mai, a légèrement diminué d'intensité, les invectives adressées quotidiennement par les organes d'information ont conduit la « tribune » de gauche à s'interroger sur sa participation aux élections en tant qu'organisation. Pour certains membres, les conditions électorales imposées favorisent le pouvoir, qui a besoin de l'existence d'une opposition limitée et contrôlée; ils souhaitent donc s'en détacher et se présenter en indépendants. Après un important débat interne, les dirigeants de l'organisation ont le 18 septembre dernier : « Malgré tous les défauts de certoins organes et l'irrégulorité de la campagne, nous allons participer aux élections comme organisation politique, responsable devant le peuple et l'histoire. »

Francs-tireurs de tous bords

QUANT à la masse de ceux dont les courants d'opinion ont été délibérément écartés par la création des trois « tribunes », on les qualifie généralement d'indépendants, faute de pouvoir leur donner le nom d'organisations qu'ils n'ont pas la possibilité de créer. Ils peuvent représenter un phénomène sans précédent dans l'histoire du parlementorisme égyptien. En tant qu'individus ou courants d'opinion, ils bénéficieront des fai-blesses et des contradictions du système actuel et, par leurs alliances, donneront une orientation imprévue et inédite au prochain Parlement. Dans leurs rongs, on trouve d'onciens politiciens du parti ward, des personnalités antérieures à la révolution qui jouissent encore d'influences traditionnelles dans le « rif », de même que certains des grands noms du régime comme M. Sayed

Parmi ceux qui, du point de vue politique et sacial, appartiennent à la gauche, on trouve les groupes d'extrême gauche hostiles à l'expérience des « tribunes », car, pour eux, il s'agit « d'ane manipulation pour décorer le régime en décadence ». Ils ne font pas partie de la « tribune » de gauche mais sollicitent son aide. Sans doute se retrouveront-ils à ses côtés au sein du prochain Parlement, tout comme le courant représentant une partie de la jeunesse de la révolution de juillet qui, lui non plus, n'a pas voulu adhérer à la « tribune » de gauche.

Manquant de figure politique à leur tête, puisque Kamal Rifaat a rejoint la « tribune » progressiste et que M. Hassanein Heykal (ancien rédacteur en chef d'Al Ahram) refuse de participer aux élections, ces nasséristes, animés par le jeune député d'Alexandrie Kamal Ahmed, refusent toute alliance pour préserver leur authenticité nassérienne. Mais le président Sadate a opposé un refus total à la création d'une « tribune » nassériste en déclarant : « S'il y a une quatrième tribune nassériste, nous n'avons plus de taison d'être. » C'est pourquoi l'assemblée générale de l'Union socialiste arabe qui, comme chaque année, devait se tenir le 23 juillet, a été annulée. L'éventuelle création d'une « tribune » nassérienne devait en effet v étre évoquée.

L'autre phénomène intéressant soulevé par les indépendants est celui des centaines de personnes inscrites à la « tribune » du centre dans l'espoir d'être choisies comme ses candidats. Mais deux condidats seulement peuvent être présentés par

La taçade et les finances

QUANT à l'opposition de gauche, une fois reconnue publiquement, elle peut être mieux cernée et, par là même, isolée. On comprend pourquoi le gouvernement jette dés à présent l'anathème aux quelques marxistes inscrits à la « tribune », qualifiant l'ensemble « d'athées, anti-nationalistes au service d'une puissance étran-gère », et reprochant aux nassériens progressistes d'adhérer à la « tribune » de gouche. A cet égard, M. Abou Wafia nous déclarait : « Je préfére que la gauche reste la gauche sons se lier aux nassériens. Mais, malheureusement, ils avaient besoin des nassáriens pour augmenter leur popu-larité. Ils n'avaient pas de bases populaires, tandis que les nassériens en ont une. » Consciente des limites qui lui sont Imposées et des risques qu'elle court, l'opposition de gauche tente une habile stratégie mais, dans ce contexte, la marge de manceuvre très étroite dont elle jouit implique souvent des compromis qui ne sont pas toujours approuvés par l'ensemble de ses membres. Malgré cela, l'avenir ne réserve-t-il pas à la gauche égyptienne, qui partage déjà le sort des forces progressistes arabes, une issue de type thaïlan-dais? Dans la forme, sûrement pas, car les épurations sanglantes n'ont guère leur place dans l'histoire égyptienne, mais, dans le fond, la question mérite de retenir l'attention

S'il convient de faire des rapprochements avec ma type tentées pillours c'est parce que cette évolution de la vie politique égyptienne n'est pas seulement motivée par des raisons intérieures. Les nouvelles alliances conclues par le régime depuis la guerre d'octobre le poussent à accepter les conditions requises par ses nouveaux partenaires. Les pays occidentaux capitalistes, comme les Etats pétroliers du Golfe, souhaitent en effet voir l'Egypte prendre une coloration « libérale » assortie d'anti-progressisme. En motière économique, c'est une condition de leurs investissements ou prêts comme de leurs relations avec le capital privé local. En ma-tière politique, c'est une certaine sécurité pour l'avenir de la région et pour un règlement définitif

Après les manœuvres électorales qu'ont connues l'Italie et le Portugal, est-il possible de croire que l'Egypte, située au cœur d'une zone stratégique de première importance, soit libre de conduire le jeu politique comme elle l'entend? Le point de convergence de ces différentes données vise à donner à la vallée du Nil une apparence libérale sons contenu signifiant, ce qui, à certains égards, rappelle l'élection du premier Parlement égyptien en 1866, à l'époque d'Ismaîl Pacha. La décennie pendant laquelle le khédive commença cette expérience constitutionnelle vit la pénétration du capital étranger en Egypte à travers l'entreprise de de Lesseps. L'un des buts de la création du quatrième Parlement du monde était « d'afficher une façade constitutionnelle pour gagner la sym-pathie et les prêts de la France et de la Grande-Bretagne (18) ».

(Lire la suite page 10.)

(9) Discours du président Sadate, 14 mars 1976. (10) A l'exception du quotidien de deux pages en ngue française, le Journal d'Egypte, connu pour a potina mondains, les Alexandrinages. (11) Herald Tribune, 18 septembre 1976.

(12) Beroul Trioune, 18 septembre 1978.

(12) Usqu'à ces dernières élections, le Pariement n'était pas réparti entre différentes tendances puisque tous les membres appartenaient obligatoirement à l'Union socialiste arabe. Le nombre de députés indiqués ici, et plus loin pour d'autres tendances, se réfère aux chiffres publiés dans « L'ans'yse des forces qui participent aux élections », Al Tali'a, septembre 1978.

(13) Entretien avec l'auteur, Le Caire, septembre 1976. (14) Interview de M. Mamdouh Salem, Al Ahram,

(15) Chiffre indiqué par M. Khaled Mohieddine et M. Kamal Rifaat lors de la conférence de presse tenue par leur « tribune » le 18 septembre 1976. (16) € Zařm > : leader. Terme jusque là réservé

(17) Parmi les deux candidats élus dans chaque (1) racini es deux camulats clus dans chaque circonscription. l'un représents les ouvriers et les paysans en fonction des définitions indiquées dans la Charte nationale de 1962, et amendées par le Manifeste de 1968; l'autre candidat représente les « professionnels ».

(18) Egypt and the Fertile Crescent, P.M. Holt, Cornell University Press, 1988, page 204.

leur création par le président Sodate, les trois « tribunes » commencèrent à s'organiser autour du leoder le plus représentatif de la tendance qu'elles étaient censées représenter. M. Moustapha

Dès l'annonce de

Kamel Mourad, ancien officier ayant participé à la révolution de juillet, aujourd'hui directeur d'une société cotonnière

d'Etat, prit la tête de la « tribune » de droife dénommée « Organisation libérale socialists ». Cette organisation, qui comprend seize députés dans le dernier Parlement (12), attire les hommes d'affaires et certains politiciens actifs avont 1952. Plusieurs de ses membres sont à l'origine des lois votées depuis la guerre d'octobre, qui ont donné ce caractère de plus en plus « libéral » à l'éco-nomie égyptienne. Au niveau politique, cette « tribune » souhaite un régime « pleis démocratique », de type occidental. Selon ce que nous a déclaré M. Mourad, « les éléments fonda-mentaux pour accéder à cette politique sont : un président élu et non un plébiscite — un gouun président élu et non un plébiscite — un gou-vernement parlementaire, — un pouvoir jadiciaire plus i=dépendant ». Dans le domaine économique, socialisme marxiste. (...) Il faut libérer toutes les voies au capital privé. (...) L'entreprise libre doit étre autorisée dans tous les domaines. Le secteur public doit se limiter à l'industrie lourde et aux questions stratégiques. (...) Nous voulons que les copitoux étrongers viennent par des investissements privés et non par des prêts seulement ». Au-delà de ces options, M. Mourad ne ménage

pos ses critiques à l'égord du gouvernement c'est parce qu'ils n'ont fait qu'en parler mais rian de concret n'a été réalisé, » Il pense que sa « tribune » de droite représente la majorité : « Nous avons au moins 70 % de la population qui va voter pour nous »; il n'hésite pas pour celo à faire des meetings populaires « de Louksor a Alexandrie ».

La « tribune » du centre, dite « Organisation orabe socialiste », a choisi comme président le premier ministre, M. Mamdouh Salem, à la demande de M. Abou Wafia et d'un certain nombre de députés et de membres du Comité central de l'Únion socialiste arabe. Le centre représente, en fait, la tendance gouvernementale, le président Sadate en étant le chef spirituel comme l'a déclaré M. Mamdouh Salem. De ce fait, et compte tenu de la nature de la campagne électorale, l'organisation dispose de toutes les facilités de l'oppareil de l'État à l'échelle du pays. Dans le « rit » (campagne), 98 % des possibilités de l'Union socialiste arabe sont à son service ; dans les villes, ce sont les personnalités politiques qui se présenteront comme candidats. Les influences exercées, entre autres, sur les cherkhs qui dépendent du ministère des wagts (biens religieux), sur les instituteurs et professeurs, sur les coopératives et calsses agricoles, sur les « 'orndeh » (maires des villages), avec le concours de l'ensemble des organes d'information, expliquent l'adhésion de nombreux membres à cette tribune » ils sont évalués à près de cinq cent

En fait, le centre ne fait pas de campagne électorale en ce sens qu'il n'organise pas de meetings populaires à travers le pays. Certes, les déplacements du premier ministre sont annoncés par la presse et la radio-télévision comme étant ceux du chef de la « tribune » du centre, mais ils recoupent en fait les activités habituelles du chef du gouvernement. Il est difficile de parler d'homogénéité intellectuelle au sein de cette « tribune » puisque l'on y trouve des membres qui, socialement, se situent à l'extrême droite, et d'autres qui sont connus pour leurs sympathies à la révolution de juillet. Cette ambiguité se reflète dans le programme de l'organisation qui révèle un manque de précision et de nombreuses contradictions.

Pour M. Abou Wafia, « les principes de la fribuno du centre reposent sur la révolution de juillet 1952 et le mouvement de rectification de mei 1971. La tribune du centre ne croit pas en une seule révolution mais dans les deux (13) ».



Les Frères musulmans en quête d'une base politique

Au-delà de l'expérience électorale, les grands courants populaires égyptiens se situent ailleurs, dans leur aptitude à mobiliser réellement eux, le courant religieux, Inhérent à la personnalité de la ma jarité: la masquée, beaucoup plus proche de la

via quotidienne que l'Eglise dans une société chrétienne, et l'éducation islamique du plus grand nombre, font partie intégrante de l'univers de tout Egyptien, à la ville comme à la campagne, avant comme après la révolution. Une situation économique et sociale catastrophique vient grossir le courant des dévotions populaires où beaucoup cherchent un pollic-

tif aux difficultés croissantes de la vie quotidienne. Dès l'arrivée au pouvoir du président Sadate, une certaine liberté était accardée aux Frères musulmans relâchés des geôles nassériennes. Les alliances conclues avec la Libye d'abord, avec l'Arabie Saoudite ensuite, devalent favoriser l'extension du courant religieux. Le pouvoir a tenté de s'en faire un allié en (ul accordant plusieurs concessions, comme le caractère islamique accentué de la Constitution, le gel de la loi sur le statut personnel, qui avait suscité des manifestations organisées par des éléments religieux, le décret sur l'interdiction de l'alcool dans les lieux publics (19). Aussi le gouvernement s'est-il attoché, à l'accasion de la campagne électorale, la majorité des huit mille chelkhs, fonctionnaires du ministère des waqfs, qui utilisent leurs sermons du vendredi pour railier la population à la c tribune » du centre. Est-il pour autant en mesure de contrôler cette force potentielle? Plusieurs indices donnent à penser que le régime tend de plus en plus à être dépassé par elle et ne peut plus la dominer.

La confrérie des Frères musulmans, qui sort de la torpeur de ces vingt dernières années, tente de conquérir des bases politiques, et elle y parvient. D'ores et déjà, sa revue mensuelle El Dawa paraît régulièrement, de même que sa publication estudiantine, Sout El Gama'a, la seule à ne pas avoir été interdite à l'Université (20). Le nom

du « morched » (chef suprême) a été annoncé par des circuits détournés et l'on note de plus en plus l'infiltration des Frères musulmans dans les sphères supérieures du pouvoir Leur retour à l'activité publique les conduit progressivement à devenir une force politique de première importance. Jusqu'à présent, ils ont cherché à imposer une situation de foit; au-delà ils tentent de retrouver les assises politiques qui avaient fait d'eux une des premières forces nationalistes avant la révolution.

Evidemment, certaines de leurs conceptions idéologiques les rendent aptes à être entraînés par les forces réactionnaires dans des alliances conjoncturelles. Mais jusqu'où peut aller leur collusion avec un pouvoir, même de droite? La tendance fanatique ne peut se satisfaire d'une action politique tactique et n'a qu'une olternative: la croyance ou l'athéisme. Or être un bon musulman conduit à être contre tout ce qui existe dans la société égyptienne actuelle: les banques, les compagnies d'assurances, les prêts, le jeu, sans parler des conséquences au niveau de la politique étrangère, qui nécessite un soutien systématique aux pays islamiques (être avec la Turquie contre Chypre, avec le Pakistan contre l'Inde, etc.). En fait, il paraît impossible dans une société moderne de trouver une coexistence pacifique entre un règime quel qu'il soit et un groupe tel que les Frères musulmons.

Islam et socialisme

A U cours des dernières années de son existence légale (21), une partie des membres de la confrérie s'était rapprochée du courant progressiste sous l'influence de leur philosophe, Sayed Kobd (22), qui tenta d'interpréter le monothéisme dans le sens d'une libération de l'homme, Il déclarait : « Je respecte les communistes quand ils sont nationalistes... Ce sont des gens honnétes. Il faut combattre leurs idées par des idées, leurs arguments par des arguments et non par le fer et le feu. » Il laissa de nombreux auvrages sur la parenté entre islam et socialisme, la dissonance entre islam et capitalisme. Mais cette tendance progressiste, qui commençait à voir le jour à la veille de la dissolution des Frères musulmans, semble avair disparu aujourd'hui du mouvement qui renaît.

Les héritiers spirituels de Sayed Kobd ont été attaqués par la revue El Dewa, qui les a accusés

de matérialisme, de communisme. Aussi ont-ils rejoint les rangs de la gauche religieuse au sein de la « tribune » progressiste. Si la représentation sociale de cette dernière est relativement limitée, son rôle est important par la démystification de l'interprétation réactionnaire de l'islam qu'elle tente de faire auprès des masses. A travers cette gauche religieuse s'opère un retour à la tradition ancienne de l'islam, proche du rationalisme des moto zélites (231. La situation actuelle de l'Egypte lui fair retrauver les accents réformistes des grands penseurs de l'islam de la fin du dix-neuvième siècle.

Nourrie de l'expérience, et face au contexte actuel, la gauche religieuse refuse les critères d'analyse européens que beaucoup tentent de lui imposer. Pourquoi parier d'interprétation marxiste de l'islam puisque l'histolre, l'action, le travail sont des catégories autochtones, et non des catégories importées? Pourquoi ne pas dépouiller l'islam de ses scories réactionnaires imposées après le quatrième colifat pour retrouver sa force révolutionnaire, qui existe tout comme dans le christianisme de Camilla Torres? Minoritaire, cette tendance progressiste est appelée à un avenir certain tant en Egypte que dans le monde arabe. Déjà quelques cheikhs s'en font les interprètes, de même que certains journalistes comme Fahmi El Wedi d'Al Abram, désormais interdit de publication. Au Koweit, la publication trimestrielle Al muslim al muassar, du même esprit, commence à avoir une certaine audience.

A côté de ce courant religieux, le courant progressiste possède, lui aussi, d'importantes ossises populaires. Hérité de la pensée politique et de l'histoire nationale de ce dernier siècle, on retrouve les réflexions de Rifa'a Badawi Rafi' Al Tahtawi (24), les accents de Moutapha Kamel (25), comme les enseignements des révo-lutions de 1919 et, bien entendu, de 1952. Ce courant progressiste, cristallisé dans le nassérisme, prend une extension de plus en plus large par réflexe nationaliste. Depuis quelques années, on assiste à un retour aux conceptions nassériennes. d'autant plus surprenant qu'il émane d'individus jusque-là hostiles au leader. Mais, outre le fait que cette tendance se heurte aux manœuvres du régime, elle pêche toujours par son absence d'idéologie précise et son manque de leadership. Malaré tout, elle apparaît comme une force nationaliste de première importance, capable à son tour de mobiliser les masses

Le gouvernement compte beaucoup sur le capital arabe et paraît s'impatienter devant son hésitation persistante à investir dans le pays. Alors que « l'Egypte a besoin de 12 milliards de dallars pour financer ses projets industricis et agricoles de 1976 à 1980 », le président Sadate obtenait, lors de la réunion de Djeddah, le 18 juillet demier, la création d'un fands intitulé « Autorité du Galfe pour le développement de la République arabe d'Egypte », qui attribuait à l'Egypte 2 milliards de dollars. Une semaine plus tard, le chef de l'État lançait un nouvel appel à ses partenaires arabes et demandait à la population égyptienne « d'attendre quelque temps encore ». Mais, comme l'écrivait un journaliste koweitien dans un article publié par la revue « Rose El Youssef » (32), « pourquoi le capital arabe investiraitil en Egypte alors que le capital privé égyptien, qui dispose de moyens conséquents, n'y investit pos lai-même? »

Le capital occidental ferait-il la même analyse? En dehors des secteurs terfiaires — banques, compagnies d'assurances, tourisme, — le capital privé paraît peut intéressé à investir en Egypte, en dépit des encouragements qui lui sont prodigués. On voit surtout arriver des prêts accordés par des gouvernements et des institutions internationales et assortis de conditions qui affectent l'indépendance de l'économie nationale. De même qu'au niveau politique, on assiste au niveau économique à un processus comparable à ce qui se déroulait à la fin du dix-neuvième siècle et dont Rosa Luxemburg a fait l'analyse dans son livre « l'Accumulation du capital ». A la suite des emprunts faits par les khédives ismail, puis Tewfick, l'Egypte était en état de cessation de paiement : « Un emprant chasse l'autre, les intérêts des emprunts anciens sont couverts par des emprunts nouveaux. On paie les énormes commandes foites au capital anglais et français avec l'argent empranté au capital anglais et français avec l'argent empranté au capital anglais et français avec l'argent empranté au capital européen n'était pas effrayé par l'état désespéré de ce pays en feillite, mais offrait sons cesse de nouveaux prêts considérables pour le sauver... » (33).

Une double impasse

I MPASSE politique malgré l'expérience électorale, impasse économique de l'« infitah »: ces deux causes expliquent la dégradation sensible du climat intérieur. Depuis le début de l'an-née, de violentes révoltes papulaires n'ont cessé d'éclater tant dans la capitale que dans le « rif ». Les rues du Caire, comme les villes de Manzalah, Damiette, Damanhour, Qena, ont été le théâtre d'affrontements entre la police et la population, à un rythme inhabituel et avec une violence peu coutumière. Dans les centres industriels, les grèves ne se comptent plus, bien que le gouvernement rappelle à chaque occasion que, dans un pays socialiste comme l'Egypte, le droit de grève est interdit. Il est certain que l'« infitati» a oublie de « liberer » ce domaine... A Alexandrie, cent cinquante ouvriers du secteur textile ont été arrêtes après une grève de deux semaines ou mois d'août. La grève des conducteurs d'autobus du Caire au mois de septembre a été imputée aux communistes, et la vague d'attentats à la bombe du mois de juillet a servi d'accusation contre la Libye. Dépuis, tous les lieux publics de la capitale sont soumis à une stricte surveillance.

Qu'en est-il des scandales qui n'ont cessé d'éclater durant ces demiers mois? Lorsque, dans l'enceinte de l'Assemblée du peuple, le député de droite M. Mahmoud El Qadi a accusé M. Osman Ahmed Osman, ministre de l'hobitat et de la reconstruction, d'avoir reçu 10 millions de francs en dessous de table de l'Arabie Saoudite et d'avoir exporté du ciment alors que le pays en manquaît (34), le chef de l'Etat a lui-même répondu : « Il est inadmissible que les débats de ce Parlement se contentent de répéter des rumeurs. » Peu de temps après, le détournement de fonds de la compagnie d'Etat Egyptair était, à son tour, évoqué par l'Assemblée du peuple. Actuellement, deux importantes affaires de détournements de fonds publics sont étudiées par des commissions d'enquête : il s'agit de l'utilisation privée des biens waafs, et de l'Union générale des coopératives agricoles, présidée par le député Ahmed Younes, Cette corruption est souvent critiquée dans la presse par les journalistes d « Al Akhbar », qui se font les défenseurs de l'honnéteté sans pourtant s'attaquer aux racines du problème. Face à la montée de la délinquance, de la criminalité et de l'agitation de la rue, la police n'intervient plus

Que se passe-t-il donc? On n'a plus le temps de vivre et, surtout, on ne fait plus de « nokta » (35). Si les Egyptiens n'ont plus l'occasion de sourire de leurs propres infortunes, cela mérite réflexion.

(Copyright Marie-Christine Aulas et le Monde diplomatique.)

(19) Décret présidentiel du 2 soût 1976. L'interdiction de l'alcool est, en fait, peu respectés. Elle prive aurtout les pétits marchands de blère de laurs revenus.

(20) La publication des étudiants nassériens de l'université du Caire, Sou't el talabat, a été interdite; celle de l'université d'Alexandrie n'a pas poursuivi sa parution.

poursuivi sa parution.

(21) Les Prères musulmans ont été dissous le
14 janvier 1954. Une large et très dure répression
démantels l'organisation à le suite de l'attentat
dirigé par les Prères musulmans qui visait Nasser
le 23 juillet 1954 en Alexandrie.

(22) Tuté par les services nassériens au cours de la répression contre les Frères musulmans. (23) La « mu'taxlia » a fait de la raison le moyen par excellence pour arriver aux dernières vérités et voit en elle le critère auquel Allah lui-même devait se conformer.

(24) Précurseur du socialisme en Egypte, 1801-1873. (25) Fondateur du parti national en 1906 (1874-1908).

(26) Une livre égyptienne égale 8 P.P. au prix c'éncouragement », 13 F.P. au prix officiel.

(27) Le salaire minimum des fonctionnaires du gouvernement est fixé à 12 L.E., somme dont il faut soustraire les taxes et impôts divers. Beaucoup d'Egyptiens n'atteignent pas ce revenu mansuel.

(28) Les développements autérieurs ont été analysis dans le Monde diplomatique de janvier 1976.

(29) Herald Tribuns, 4 mai 1976.

· Italian Indiana

. 2

(30) Article de Adel Hussein dans Al Tali'a, septembre 1976.
(31) Herald Tribune, 4 mgi 1976.
(32) Rose El Youssei, no 2518, 13 septembre 1976.
(33) Rosa Luxemburg, l'Accumulation du capital, Tome II, pages 150-106, éditions Maspero, Paris 1807.

(34) Le Monde, 5 mars 1976.
(35) Anecdots humoristique à contenu généralament politique, la c nokta » est un élément typique de la vie égyptienne.

Le marasme économique et les mirages du libéralisme



Aussi, les électi an s législatives ont-elles un impact très relatif sur la population. To u t d'abord la situation du plus grand nombre limite l'intérêt politique de l'expérience. La population est analphabète pour 60 à 70 %. La jeunesse, qui re-

présente 60 % des trente-huit militans d'Egyptiens, n'a pas le droit de voter avant vingt et un ans, et les candidats doivent avoir au moins trente ans. Le nombre des députés, quant à lul, n'a pas été ougmenté depuis 1956 en dépit de l'accroissement démographique. Vingt onnées de dictature ont fini par créer à l'égard des élections une certaine métiance que n'a pas ébranlée le récent plébiscite présidentiel avec 99,93 % des suffrages exprimés.

Ensuite, les difficultés croissantes de la vie quotidienne dominent les préoccupations de la majorité des Egyptiens. « Madame, la pauvreté est plus terrible que la guerre civile », disait un chaufteur de taxi cairote à une réfugiée libanaise. La situation économique et sociale a pris une tournure tellement inquiétante que les chiffres parviennent difficilement à en situer l'ampleur. Estimer la hausse des prix depuis cinq ans à 120 %, comme l'a fait le sous-secrétaire à l'économie, Gamal El Nasser, ne rend pas compte de l'impossibilité de trouver un emploi, un lagement, un moyen de transpart. Qui, parmi 95 % des Egyptiens, a connu une telle augmentation de salaire? Le diplômé, sorti de l'Université, ne commence à gagner que 20 L.E. par mois (26), encore fait-il partie de ceux qui ont l'espoir d'améllorer leur sort. Comment vivre sol-même et ses enfants lorsque l'on ne dispose que de

10 LE par mois (27) et que l'on travaille de huit à dix heures par jour?

C'est à ce type de question que, pour la première fois, des « Egyptiens sans voix » ont répondu dans la série d'interviews que le mensuel El Tali'a publie depuis le mois de janvier. Ecouter la femme de salle d'un hôpital cairote, le petit paysan du delta ou l'emplayé des transports dépasse l'évocation de la misère des années 30 par le grand romancier Naguid Maghfouz. La lecture de ces récits a suscité une forte émotion parmi l'élite progressiste qui a accès à la revue. On n'ignorait pas le sort difficile de la majorité mais on ne pouvait imaginer qu'il atteignit de tels extrêmes. En fait, il faut admettre que l'Egypte est en cours d' « indianisation », ce qui n'étalt pas le cas vailà seulement trois ans.

L'appauvrissement

POUR certains, la seule solution est l'émigration qui permet de faire vivre les membres de la famille laissés sur les rives du Nil. Le gouvernement encourage d'ailleurs, par tous les moyens, ce qui prend l'allure d'un phénomène social. Les visos de sartie sont accordés rapidement et sans restriction géographique (ce qui n'était pas le cas auparavant). De nouveaux bureaux de délivrance des passeports ont été auverts pour répondre à une demande croissante, et il est desormais possible d'obtenir des congés spéciaux pour se rendre à l'étranger afin d'y chercher un emploi. Par ce moyen, l'État espère remédier au problème du chômage et surtout obtenir des devises; c'est pourquoi Il autorise le ropatriement des salaires des émigrés au toux du change parallèle. Mais ce système, d'une part, accroît l'inflation et, d'autre part, prive le pays de sa main-d'œuvre la plus qualifiée puisque ce sont essentiellement les cadres et les ouvriers spécialisés qui peuvent « bénéficier » de certe solution.

Aujourd'hui, on n'évoque plus le terme d' « infiliah » (ouverture) qui ovait inspiré les changements économiques introduits ces trois dernières années. Comme l'écrivait Salah Gallal, journaliste au quotidien Al Akhbar : « A force d'employer le mot « infitah » et de constater l'absence de tout résultat, même marginal, les déclarations des responsables sont devenues des rèves, des souhaits, des mirages. > Le gouvernement aurait-il envisagé une autre orientation èconomique? C'est ce que l'on pouvoit croire lorsque le premier ministre annonce le 28 ianvier dernier, devant l'Assemblée du peuple, la mise en application d'un plan d'austérité économique. Trois mois plus tard, le président Sadate mettait, à son tour, l'accent sur une politique d'austérité. En fait, aucun plan ne fut mis en route, ni le plan d'austérité, ni le plan guinguennal qui devait commencer en janvier 1976.

Pourtant, à l'occasion de la conférence annuelle des économistes égyptiens, qui s'est tenue au Caire début mars sur le thème : « L'impact des relations internationales sur l'économie intérieure », l'ensemble des spécialistes présents, quelles que soient leurs options politiques, ont reconnu la nécessité d'une planification impérative. Parmi eux se trouvalent les ministres en exercice, intéressés par la question. Néanmoins, les mesures prises au cours de la dernière année (28) reflètent une orientation totalement opposée.

A la demande du secrétaire américain au Trésor, M. William Simon, et des institutions internationales telles que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale (29), le gouvernement égyptien a décidé de libérer la livre en la laissant « flotter » sur le marché international. Cette loi, votée par le Parlement au début de l'été, à l'initiative de M. Mourad, revenait à admettre une dévaluation de plus de 50 % de la monnaie nationale. Mais il fut aussitöt décidé de suspendre son application afin de procéder à des études plus poussées. En fait, cette mesure visait essentiellement à favoriser l'arrivée d'investissements étrangers, gênés par le problème du change officiel qui leur fait perdre la moitié de leurs bénéfices ou moment de rapatrier les capitaux. La faiblesse des réserves en devises et l'importance de la dette extérieure ne permettent pas

à l'Egypte de faire face à cette èchèance.

Economie précaire, puisque la production est incapable de satisfaire les besoins de la consommation. Si l'on a fait de sérieux efforts au cours des demières années en matière d'industrie chimique, qui vont permettre l'exportation d'engrais, c'est sur les revenus du canal de Suez, du pétrole et du tourisme que l'on compte pour sortir de l'impasse à l'horizon 80. En fait, ces secteurs, dépendant de facteurs politiques, sont aléatoires et peu productifs. Aussi, pour remédier aux difficultés immédiates, l'Etat égyptien a de plus en plus recours au financement par déficit. Tandis que la production nationale augmente de 3 %, la masse monétaire s'accroît de 20,9 % (30). Le ministère des finances a dépassé le plafond de son compte à découvert auprès de la Banque centrale, et ce en dépit de la loi.

Le gouvernement cherche à restreindre ses dépenses pour faire face à la crise, c'est pourquoi, sur les conseils de la Banque mondiale et du F.M.1., il a diminué de 20 % ses subventions aux produits de première nécessité, tels que le blé, la farine, le sucre, le maïs, etc., qui s'élevaient cette année à 1,3 milliard de dollars (31). Cette décision affecte ceux qui n'ont pas les moyens de s'approvisionner au marché parallèle, autant dire la majorité de la population.

La première publication française exclusivement consacrée au monde arabe

Des rubriques politiques, culturelles, économiques et le supplément "France-Palestine"

En vente dans les principaux kiosques, les drugstores, à Paris en province et au Maghreb : 4 F

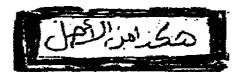
Spécimen sur demande : 12-14, rue Augereau 75007 PARIS — Tél 555.27-52 - 705.81-45

Centre France-Pays Arabes à LYON : 36, rue Tramassoc, 69005 Lyon — Tél. : 37-16-63

Centre France-Pays Arabes à NANCY : 45, rue de Metz, 54000 Nancy

FRANCE CE

PAYS ARABI





De l'élaboration d'une charte nationale à la consultation électorale

Le pays se donne les moyens d'être maître de lui-même

ELECTION du mésident et de l'Assemblée nationale populaire, prévue pour la fin de l'année 1976, doit marquer une étape importante dans l'évolution amorcée le 19 juin 1975 lorsque le président Boumediène annonça l'élaboration d'une charte nationale et le vote d'une Constitution. La charte elle-même définit les grandes conceptions des institutions qui doivent ainsi être mises en place.

BIBRE PREMINE

Control of the contro

= = moase

Après la création d'une commission supérieure de la charte nationale, le 1s novembre 1975, un avant-projet était rédigé pour la fin du mois d'avril et discuté jusqu'au 20 juin 1976. Le texte définitif était alors rédigé par une commission de trente-neul membres, voté et adopté le 27 juin (1), publié au Journal officiel le 5 juillet 1976 (2).

let 1976 (2).

La charte nationale, dont les rédacteurs ne sont pas officiellement connus (3), comporte une introduction d'une dizaine de pages qui donne le ton général du document. Elle rappelle l'existence de textes antérieurs (4) à la suite desquels elle s'inscrit normalement, « poursuivant la thehe de clarification politique et de progrès idéologique qui se développe depuis plus de vingt ans (p. 7) ». Elle présente ensuite une hrève analyse historique et sociologique de l'Algérie, insiste sur la nécessité de vaincre l'inertie des mentalités, propose une morale. Sept titres suivent : l'édification de la société socialiste, le parti et l'Etat, les grands axes de l'édification du socialisme, la défense nationale, la politique extédéfense nationale, la politique exté-rieure, les orientations principales de la politique de développement, les grands objectifs du développement.

la politique de développement, les grands objectifs du développement.

La force et la profondeur des débats qui se sont déroulés pendant plus d'un mois ont, à l'époque, surpris les observateurs. Tous les signes montralent pourtant depuis plusieurs années que le pouvoir désirait un débat politique qu'il aurait voulu spontané et permanent mais qu'il fallut institutionnaliser pour qu'il ait lieu.

Par instruction spéciale de la présidence, il était précisé que nul ne pouvait être inquiété pour des opinions émises au cours du débat sur la charte, et que les discussions sur l'avant-projet devaient se dérouler en dehors des structures existantes. Ainsi se sont tenues des réunions au niveau des entreprises, des sociétés nationales, des domaines autogérés, des villages socialistes, des ministères, ou même de groupements spontanés d'individus, dont le seul objet était la discussion du contenu de la charte, sans que ni le parti, n' l'administration, ni aucune autre instance ait officielement la charge d'organiser le débat. Les rénniens out fait l'objet de procès-verbaux dont la synthèse à abouti à la présidence. Il était donc possible, et le cas de certaines sociétés nationales le prouve, de réaliser des discussions démocratiques, avec élection de la commission de rédaction du procèsverbal, vote sur toutes les propositions émises, classement des suggestions (« unanimes », « majoritaires », « minoritaires », « tindividuelles ») a v e cengagement nominal dans chaque cas. On très grand nombre de ces débats ritaires», et « individuelles») a ve c engagement nominal dans chaque cas. On très grand nombre de ces débats ont été enregistrés et longuement retransmis à la télévision. Enfin, un abondant courrier était reçu à-la pré-sidence et largement reproduit dans les colonnes du quotidien El Moud-jahid. Dans l'ensemble, on pouvait considérer que le pari de l'exercice

de la « démocratie » et du respect de l'expression populaire avait été tenu, bien que les éléments les plus progres-sistes se soient souvent abstenus d'insistes se soient souvent abstenus d'in-tervenir et que des groupes conserva-teurs, qui ont commencé à s'organiser vers la fin de la période de débats, se soient réveillés trop tardivement pour avoir un impact réel. Ainsi, le débat et les conditions dans lesquelles il s'est déroulé n'ont pas été récusés par la très grande majorité des Algé-riens; tout a été dit ou presque avec un engonement évident (5).

un engonement évident (5).

Que l'on ne se trompe pas sur la qualité du climat qui a présidé aux discussions. Le ton a souvent été vit : walls, ministres, responsables d'administrations diverses ont été dans bien des cas nommément et longuement mis en cause. Une anecdote publique, parmi beaucoup d'autres, donne l'umbisince : un travailleur à qui l'on reprochait d'être « hors du sujet » dans son intervention répondit qu'il était justement venu pour discuter de « ce qu'il y avoit entre les lignes » et non de ce qui était déjà écrit, que, par définition, le débat portait pour ainsi dire exclusivement sur tout ce qu'êtait « hors sujet » depuis longtemps, demandant par exemple s'il était possible de savoir pour quelle raison un certain nombre d'entreprises de l'Estat, et non des moindres, ne toléraient pas de section U.G.T.A. (6) sur leurs chantiers alors que le droit syndical était formellement reconnu par ailleurs.

L'avant-projet lui-même était, sans

L'avant-projet lui-même était, sans complaisance, analysé, disséqué et vigoureusement attaqué. On pouvait trouver dans des études critiques signées et envoyées à la présidence des phrases telles que :

e Tout au long du terte, chaque jois, en ejjet, qu'une question est abordée, l'élément dominant de la réponse est que l'industrialisation, avec ce qu'elle implique (bouleversement du milieu, acquisition de la technique...), va tout résoudre...»

«Le discours techniciste, avec ce « Le discours techniciste, avec ce qu'il implique : primat de la technique, croyance aux effets puissants, presque souveruins, des seules « structures », l'emporte de loin sur le discours politique. A croire que les forces sociales, c'est-à-dire les hommes, à qui sont proposées ces structures constituent un bloc idéologique homogène, exempt d'aspirations contradictoires...»

tement et à laquelle il convient que le parti et l'Etat apportent une réponse correcte est la suivante : quelle est dans l'Algérie actuelle la fonction sociale de l'islam? L'islam du peuple, celui qu'il pratique et auquel il est attaché, pas celui des lettrés, des exé-gètes et autres prétendus docteurs de la tradition...»

Nation algérienne et patrie arabe

L A réflexion a été nourrie. Les sug-La renexion a etc nomine. Les sug-gestions, propositions, corrections, remarques, ont été rassemblées dans des rapports de synthèse traités systé-matiquement au niveau de la prési-dence. Plusieurs types d'opérations ont alors été effectuées : une analyse des relevances des reprositions critique des alors été effectuées : une analyse des fréquences des propositions suivant les différents titres de la charte, un classement des suggestions par thè-mes (7), l'analyse de la fréquence des thèmes, le croisement du thème avec les catégories socio-professionnelles (blen que sommairement définies), enfin le croisement de l'ensemble de ces données avec le découpage admi-nistratif du pays.

nistratif du pays.

Les résultats, qui n'ont pas été rendus publics, fournissent pour la première fois, et quel que soit le degré de formalisme attaché à ce type de travail, une « image » politique quantifiée de l'Algérie. La découverte de celle-ci n'est pas sans surprise. Telle wilaya qui passait pour indéfectiblement réactionnaire, celle de Médéa, se révélait politiquement mûre et prête au changement : d'autres, comme celle d'Annaba bénéficiaire de l'effort d'industrialisation et conçue pour être un des pôles de développement du pays, révélaient au contraire une certaine médiocité d'aspirations et de conscience politique.

clence politique.

Autre événement : le traitement des documents, qui établissaient de fait la nomenclature des idées dominantes par groupe social, menait consciemment ou non à la connaissance ou à la reconnaissance de la structuration des classes sociales en Algérie, même s'il s'agissait là d'une contribution à l'élaboration des mesures propres à obtenir un consensus maximum.

Dius gurorposente était resut-être la

Plus surprenante était peut-être la découverte que les options socialistes du régime n'étaient pas réellement au centre du débat. Celui-ci s'est en effet centre du débat. Celui-ci s'est en effet déroulé soit en decà, soit au-delà du choix idéologique. Pour la masse, qui n'est pas apolitique mais qui reste encore arc-boutée au Min (8) après la longue période d'occupation coloniale, la mise en cause des difficultés de la via quotidienne, de la bureaucratia, de l'abus de pouvoir, de la corruption et du népotisme constitue la priorité essentielle. Le senil de la préoccupaon nepotassie constitue la préoccupa-tion des orientations idéologiques n'est atteint que d'une manière indirecte par le désir d'une justice sociale dont la référence est la lettre du Coran.

Pour la catégorie des éléments « instruits » du pays, les exigences formulées ont concerné l'organisation concrète des institutions et des rouages d'un l'état conforme aux principes socialistes qu'il affirme, sur lesqueis apparemment on ne revient pas, mais en réclamant parfois des choix modernistes peu réalistes, détachés du contexte algérien, et finalement peu progressistes. Ces attitudes ne somt pas fondamentalement antagonistes; elles sont seulement, en queique sorte, éloignées dans le temps; en revanche, elles portent chacune leur ambiguité. Dans cette mesure, le discours de Dans cette mesure, le discours de mise au point du président Bourne-diène (19 juin 1976), le texte définitif de la charte, les décisions prises récemment, constituent une clarifica-

tion qui tranche dans les contradic-tions de ces deux types de réaction car, en réalité, le débat ne s'est pas situé entre islam et socialisme mais entre les concepts de nation et d'Etat et chacun des deux termes précédents.

entre les concepts de nation et d'état et chacun des deux termes précédents. La première ligne du titre I rappelle: « Le peuple algérien se rattache à la patrie arabe dont il est un élément indissociable », mais la seconde ligne affirme aussitôt : « L'Algérie est une nation », avec la définition suivante : « La nation, c'est le peuple lui-même pris en tant qu'entité historique et agissant consciemment dans la vie quotidienne et dans un cadre territorial bien défini en vue de réaliser avec tous les citoyens qui le composent les tâches communes d'un destin solidaire et partager ensemble les mêmes épreuves et les mêmes espérances » (p. 19) (9). Une telle définition consacre une évolution essentielle par rapport à la conception politico-religieuse des Etats musulmans toujours fondus dans la grande nation arabe. Il est même précisé plus loin que « l'Algérie n'est pas de création récents », que c'est sous Jugurtha que « s'était dessiné le cadre géographique » et que « commençait à se forgèr le caractère national » (p. 19).

caractère national » (p. 19). La nation algérienne ainsi que l'Etat préexistent donc à l'expansion musnimane et à l'arrivée de l'islam. Aussi nuancée que puisse être cette analyse historique reconnaissant l'importance décisive de l'apport de la civilisation puscipare le conclusion s'unose musulmane, la conclusion s'impose. Elle apparaît au titre II : « Le peuple algérien est un peuple musulman » et a l'islam est la religion de l'Etat »

(p. 21) (10), ce qui signifie que désormais l'islam est dans l'Etat et non l'inverse.

A ce titre, l'islam est désormais A ce titre, l'islam est désormais compatible avec un Eiat révolution-naire. Alnsi, a l'islam dans son esprit bien compris n'est lié à aucun intérêt particulier, à aucun clergé spécifique ni à aucun pouvoir temporel. Ni le féodalisme ni le capitalisme ne peuvent le reucndiquer ou s'en prévaloir » (p. 21). Et plus loin : « Le monde musulman n'a qu'une issue, dépasser

Par RAOUL WEEXSTEEN

le réjormisme et s'engager dans la roie de la révolution sociale » (p. 21). Enfin : « Toute entreprise qui se fire aujourd'hui pour objectif une reconstruction de la pensée musulmane doit, pour être crédible, renvoyer obligatoirement à une entreprise beaucoup plus vaste : la rejonte totale de la société... » (p. 21).

En d'autres termes, l'islam en Algérie est devenu « constitutionnel » au

L'Etat et le parti

S I l'idée de nation algérienne était ainsi dégagée auprès des masses populaires, l'idée d'Etat était clarifiée auprès des éléments « évolués » de la population. Le nouveau système politique du pays est défini par un ensemble d'affirmations : « Le système institutionnel algérien est basé sur l'unicité du parti » (p. 43), « les fonctions déterminantes de la direction de l'Etat sont détenues par des membres de la direction du parti » (p. 44), « le l'Etat sont détenues par des membres de la direction du parti » (p. 44), « le contenu démocratique et populaire de l'Etat algérien s'est ainsi développé peu à peu en contenu socialiste; de ce fait, se trouvent écartées les pers-pectives d'un Etat de type bourgeois dominé par les propriétaires privés des moyens de production aux dépens des transilleurs, permetant gines au des travailleurs, permettant ainsi au peuple et à sa direction politique d'instaurer un Etat de type nouveau, d'instaurer un Rtat de type nouveau, l'Etat socialiste » (p. 43). Cette définition coupait court aux spéculations sur les institutions nécessaires à un Etat moderne et en particulier sur le pluralisme des partis, dont chacun représente par définition les intèrêts d'une catégorie sociale.

d'une catégorie sociale.

Même le sigle du parti (F.I.N.), dont on avait pu croire un moment qu'il était devenu inutilisable parce que trop galvaudé, au point qu'il avait disparu de l'avant-projet, était formeltement réaffirmé : « Le développement accéléré du pays, l'édification d'une société socialiste ne se jont pas spontanément. Ils ne sauraient être menés par les seuls appareils administratifs. Ils ne peuvent être que le menes par les seuis appareils adminis-tratifz. Ils ne peupent être que le résultat d'une action consciente des masses sous l'égide d'une direction révolutionnaire. Cette action restera vaine si elle n'est pas systématique-ment organisée au sein d'un vaste mouvement politique animé par un parti d'avant-garde : le FLN. » (p. 44).

(p. 44). Ainsi il était explicitement rappelé, aux uns qu'ils appartenaient à la nation algérienne, aux autres qu'ils vivaient dans un Etat socialiste. A tous il était proposé d'être d'abord des

tous il était proposé d'être d'abord des citoyens.

Pour les masses populaires, long-temps méprisées et ignorées, une telle offre était inespérée. Les mettre en branle constituait bien une entreprise progressiste. Elle nécessitait cependant la conscience des ruptures qu'elle impliquait avec le nature des responsabilités et des comportements de l'univers dans lequel elles vivaient précédemment. Pour la première fois on s'adressait à des individus et à des groupes qui, à travers de multiples vicissitudes (dont les formes les plus variées de l'oppression coloniale), s'étaient organisés pour durer en reconstruisant et en restaurant inlassablement des modes d'existence, dans les gourbis, en exil, dans les hidonvilles, en prison, etc., qui leur avaient assuré la survie dans la dignité. Il y avait là un noyau dur fait d'orgueil, d'intégrité, d'inflexibilité qui ne céderait pas à n'importe quelle sollicitation. Il fallait les convaincre du bien-fondé du « développement », ce qui, en définitive occupett pas de le motitié du « développement », ce qui, en définitive, occupait près de la moitié du texte de la charte (13).

Les intentions exprimées étaient le plus souvent convaincantes: « Cette conception du développement, qui postule la consolidation de l'indépendance nationale, vise jondamentalement à réaliser la promotion des masses populaires par leur accès à tous les bénéfices du progrès, sur le plan matériel, social et culturel, afin que notre société soit débarrassée de toutes les caractéristiques propres au sous-développement et que l'homme algérien soit libéré des contraintes matérielles de la vie ainsi que de l'incertifude du lendemain et qu'il accède au plein épanouissement de set potentialités et de ses aspirations dans la plénitude de ses valeurs intrinsèques et de la spiritualité islamique » (p. 120).

Mais la formulation était parfois plus souvent convaincantes : « Cette

(p. 120).

Mais la formulation était parfois maladroite: « Le fléau le plus pernicieux qui accompagne la misère réside sans aucun doute dans la mentalité d'assisté et dans son corollaire, l'oistveté. » Il y avait même quelque chose de brutal dans la manière de définir les individus comme des « travailleurs », des « producteurs », des « consommateurs », et leurs femmes comme des « réserves de travail » : « L'ennagement intensif de la popula-L'engagement intensif de la popula d'Irangagement intensif de la popula-tion active dans la production pose le problème de l'emploi de la femme. Les jemmes représentent la mottié de la population active et constituent une réserve appréciable de la jorce de travail du pays dont l'immobilisation ne peut avoir d'autre signification que selle des la foccasie et celle d'une faiblesse dans l'économie et d'un retard dans l'évolution sociale »

sens où l'entendaient les constituants français de 1790, promoteurs de la Constitution civile du ciergé (11). La politique d'unification de l'enseigne-ment du Coran, de la fonctionnarisa-tion de l'enseignement complique de tion de l'enseignement coranique, de la nationalisation des biens religieux (habous), de la formation des théolo-giens par l'État dans les instituts islamiques, menée depuis plusieurs années, trouve ici son couronnement. Seule la force inscupeonnée mais peu probable d'un « islam réfractaire » pourrait y porter atteinte.

D'une certaine manière, le choix de D'une certaine manière, le choix de l'arabe comme langue nationale procède de la même volonté politique : « Nous avons opté pour le renforcement de l'unité du peuple et de la nation tout en poursuitent sans relàche la politique d'arabisation »; et, d'une manière plus prècise encore : « Il existe des partisans de dialectes et de langages parlès qui différent d'une région à une autre. La question est de savoir ce qu'il adziendrait du llen national après cinquante années si les dialectes étaient pris comme base » (12).

De telles formulations, pour juste que soit l'analyse des nécessités économiques, ne sont pas de nature à emporter facilement une adhésion qui constitue l'enjeu même du projet progressiste. En définitive, si l'on avait parfaitement analysé ce que l'on voulait obtenir et les moyens d'y parvenir, on s'était peut-être insuffisamment penché sur ce qui allait être détruit dans le cours de l'opération. Les masses populaires étaient mieux que personne sensibles à la contradiction qui consistait à faire de leurs rertus ancestrales le garant de la réussite du développement économique et de la

qui consistait à faire de leurs vertus ancestrales le garant de la réussite du développement économique et de la construction de la nouvelle société, alors même que le processus qui y menaît leur porterait atteinte.

Par ailleurs, il était dit pour les autres catégories sociales : « Entre les masses populaires et la tendance néobourgeoise, (...) les couches moyennes restent encore ouvertes à tous les courants mais elles sont dans leur majorité favorables aux options nationales du pays » (p. 35).

Cette constatation mène à la définition du statut que l'on va proposer au citoyen-artisan et au citoyen-petit propriétaire. La charte distingue deux sortes de propriété privée : la propriété exploiteuse et la propriété non exploiteuse, ainsi définies:

« La propriété exploiteuse est celle où la détention d'un capital, entreprise agricole, industrielle, commerciale ou de service permet d'exploiter le travail d'autrui et d'en tirer un profit qui enrichit le propriétaire au détriment du travailleur » (p. 30). « La propriété non exploiteuse concerne les biens dont l'individu peut disposer pour son travail, pour son logement, pour sa culture, sa santé, ses loisirs et, d'une manière générale, pour son usage personnel et familial. »

De plus, il était prêcisé que le maintien de ces activités — artisanat de production ou de service, commerce de détail, petite propriété du paysan on de l'éleveur, unité du petit fabricant ou du petit entrepreneur de

cant ou du petit entrepreneur de

(1) Les résultats du vote sont les suivants : 91,6 % de participants, 98,5 % de oui : trois cent un mille Algériens ont voté en France.

(2) Ordonnance n° 76-57 du 5 juillet 1976, article 1" : « la charte nationale, source suprême de la politique de la nation et des lois de l'Etat, et dont le texte suit, prend ejfet à dater de sa publication ».

cation ».

(3) On avance les noms de MM. Mostela Lacheral, Benyahia, Redha Malek, Abdesslam, Bouteflika, Hamdani; la traduction en arabe auralt été effectuée par M. Maccount zouni.

(4) L'appel du 1^{rt} novembre 1954, la plate-forme de la Soummam en 1956, le programme de Tripoli de 1962, la charte d'Alger de 1964, la proclamation du 19 juin

programme de Tripoli de 1962, la charte d'Alger de 1964, la proclamation du 19 juin 1965.

(5) à Les statistiques que vous avez soumises à cette conjèrence jont état de la participation d'entiron quatre millions de citoyens et citoyennes à ces débats organisés au sein de plus de cent mille réunions, parallèlement à ce qui a été écrit, publié, diffusé par l'ensemble des organes de presse nationale », Boumediéne, discours du 19 février 1976.

(6) U.G.T.A.: Union générale des travailleurs algériens.

(7) Les propositions qui échappaient aux grands thémes ont été classées à part. Citons par exemple celle qui demandait de remplacer dans la plupart des cas le mot e indépendance » par l'expression e libération nationale ». Cette suggestion, retenue, doit être comprise à la lois comme la conscience d'un combat qui n'est pas terminé et de la dimension proprement nationale et algérienne de la lutte qui s'ouvre désormais contre un ennemi mieux situé idéologiquement : l'impérialisme

(8) e Garde le Mim, le Mim te gardera » (Garde ta capacité de refus, elle te préserven), vieux précepte, à la fois musulman et nationale et algériens pendant la période coloniale.

(9) Cette définition est le resultat d'un important débat qui s'est déroulé autour des expressions arabes extrémement difficiles à remûre en français de « Oumma arabia », c'est-à-dire tout à la fois communauté — civilisation, — patrie, ambe, et c'haab dezeurle » signifiant peuplemates de le l'auteur des services de l'auteur peupleman aigérien.

munatre — civilisation. — patrie, arabe, et e chaeb dezeniria » signifiant peuplenation algérien.

(10) Cette sfürmation n'existait pas dans l'avant-projet.

(11) Pour comprendre ce processus, citons un commentaire du grand historien de la Révolution française sur la Constitution civile du clergé : « Les constituants ménageaient évidemment les curés patriotes et, comunissant le prestige du clergé, redoutaient d'aixrmer les populations; d'ailleurs, ils estimaient qu'il faut une religion tout au moins pour le peuple. Il n'en est pas moins évident qu'ils ne se formatent pas une idée claire de la laicité. Au contraire, légistes pour la plupart, les représentants du Tiers tenaient que l'Egisse est dens l'Etat et que celui-ci pouvait la réglementer à condition qu'il ne touchdt pas au dogme universellement admits par les fidèles; encore les gallicens à cet égard faisaient-üs à l'Etat la part assez large. Ce legs de l'Ancien Régime

travaux - c n'obéit pas à un choix conjoncturel mais à un choix ideolo-gique ». Ainsi l'existence d'un secteur privé national n'est pas contradictoire avec le secteur socialiste mais s'opavec le secteur socialisse mais s'op-pose à un secteur privé parastiaire ou compradore défini essentiellement « par sa liaison avec les firmes néo-colonialistes et les monopoles capita-listes étrangers auxquels il sert d'intermédiaire ou de paravent »

d'intermédiaire ou de paravent a (p. 31).

Une telle analyse n'est pas neuve, mais elle est ici complétée au plan culturel par la dénonciation « des goûts faciles et attitudes mimétiques inspirées pendant longiemps des modèles ennemis les plus accessibles et impliquant des Algériens issus de tous les mulieux...» (p. 64).

En définitive, être un citoyen algérien constitue un choix progressiste qui n'admet ni recours contre les principes de l'économie nationale en construction, ni alternative à l'algérianité, ce qui jusqu'à présent était loin d'être toujours intériorisé.

Cependant la problématique du

construction, ni alternative à l'algèrianité, ce qui jusqu'à présent était loin d'être toujours intériorisé.

Cependant la problématique du citoyen et du non-citoyen sous-jacente à l'ensemble du texte de la charte, pour progressiste qu'elle soit, ne pose pas la question de l'origine lointaine ou récente du corps social algérien existant. Or c'est lui qui conditionne l'ampleur et la rapidité des changements prévus. C'est lui aussi qui pèrennise la reproduction des « modèles ennemis les plus accessibles », à travers toute une conception de la culture, du mode de vie, de l'aménagement de l'espace rural ou urbain, des relations sociales.

Cette contradiction est dépassée par le rôle du parti dont on convient « qu'il doit se débarrasser de tous ceux qui transgressent les principes de la révolution ou en compromettent les idéaux » et qui ouvre désormais ses portes à tous les éléments conscients tendus vers la réalisation d'un même but (_!, dont l'objectif ultime est le triomphe du socialisme », « Seuls ceux qui combattent inlassablement pour le triomphe du socialisme », « Seuls ceux qui combattent inlassablement pour le triomphe de l'option socialiste définie dans la charte (...) peuvent être membres du parti » (p. 46).

Enfin, « l'expérience révolutionnaire de l'Algérie, son originalité ainsi que son nècessaire approfondissement militent en faveur d'un travail idéologique créateur dont le parti sera l'artisan injatigable. Cette fonction idéologique est vitale pour la cohésion des forces révolutionnaires, le renforcement et l'extension de la conscience socialiste, la mobilisation permanente du révolution » (p. 47).

Ainsi apparaissent l'intérêt et l'importance de la charte nationale que l'Algérie a voulu se donner. Ayant à répondre, d'une part, aux pressions extérieures exercées directement ou indirectement par l'impérialisme et, d'autre part, à la complexité sociologique interne (en partie héritée des séquelles d'une récente histoire violente) qui ne peut être ramenée à de simples antagonismes de classes, l'ensemble

lente) qui ne peut être ramenée à de simples antagonismes de classes, l'ensemble du texte montre dialectiquement de quelle manière les Algé-riens veulent tenter de faire continu-ment la révolution sans exclure

inspira la Constitution civile du clergé, radicalement contraire en soi à la laïcité de l'Étai et qui devint pourtant le jerment de l'évolution de ce dernier, parce que le schisme qu'elle engendra, après avoir porté les révolutionnaires à traiter les révactaires en ennemis, les détachs progressivement des constitutionnels et jinalement du christianisme lui-même. » La Révolution française, Georges Lefebvre, coll. « Peuples et civilisations », tome XIII, page 555, P.U.P., Paris, 1968, 130 P

(12) Bounediène, discours du 18 juin 1976. El Moudjahid du 23 juin 1976.

(13) Soit exactement quatre-vingt-trois pages sur cent quatre-vingt-dix.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Rubert BEUVE-MERT Directeur de la publication : JACQUES FAUVET Rédacteur en chef : CLAUDE JULIEN Rédactrice en chef adjointe : MICHELINR PAUNET

Prix de l'abonnement annuel
(en francs)
France, DOM, TOM, Centrafrique,
Congo, Côte-d'Ivoire, Daboney,
Gabon, Mauritanie, République
maigache, Mall, Niger, Sénégal,
Tchad, Haute-Volta, Cameroun,
Togo, Guinée, Tuniste, Poste
militaire, Poste usvale, Andorre,
Monaco

PAR AVION

PAR AVION

Rédaction et administration :
5, rue des Italieus.
5, rue des Italieus.
(Chéque postel : Paris n° 4207-23)
Tél. Rédaction : 246-73-23
Tél. Abonnements : 820-63-03
Télex : Le Monde 650-372 Paris
Adr. télégraphique : Jourmonde Paris



Algérie: un peuple et ses images

Les structures économiques delà des thèmes des œuvres ef l'originalité évidente du cinéma

algérien. De tous les pays d'Afrique, l'Algéria demeure en effet l'un des rares à avoir complètement nationalisé le sectour cinématagraphique. Ceci, on l'imagine, ne s'est point réalisé sans de considérables résistances, malgré la prudence du processus de natio-

Dans un promier temps, vers 1964, l'Etat s'approprie les trois cent cinquante salles du pays et en confia, trois ans plus tard, la gestion aux municipalités. Ces deux mesures permettaient à la fois e planifier l'exploitation des films et de déculpabiliser l'acte de laisir le plus populaire de ce pays en révolution (1), car les bénéfices des séances furent consacrés à la réalisation de projets communaux.

L'Office national pour le commerce et l'industrie cinèmatog phiques (ONCIC), créé en 1967, se vit ensuite accorder, vers 1969, le monopole de la production et, surtout, celui de la distribution, encore au pouvoir des grandes compagnies américaines. Celles-ci, qui, au moyen de la M.P.E.A. (Motion Picture Exportation Association), contrôlent la marché mondial du film, décidèrent, en retour, d'interdire la vente de leurs films à l'Algéric.

Ces années de boycottage (1969-1973) allaient être très dures pour le jeune Office algérien, dont la préoccupation prioritaire sera alors de maintenir en activité, coûte que coûte, les salles du pays pour garantir, au moins, l'emploi des quelque trois mille cinq cents personnes qui en vivent directement.

Comme Cuba naguère, l'Algérie vérifia qu'il n'est point aisé de contourner efficacement le boycottage des exportateurs américains. Tenu d'importer près de trois cents longs métrages par an, l'ONCIC chercha à s'approvisionnes auprès d'autres pays producteurs. Ceux-ci allaient se montrer soit plus avides de gains que les Américains eux-mêmos (ce fut le cas de la France), soit moins autes à fournir des films aussi séduisants que ceux auxquels le public algérien demeurait attaché (ce sera le cas des pays socialistes d'Europe). La pénurie interdisait cependant une sélection trop sévère, et los écrans d'Algérie proposèrent, à l'époque, les films les plus disparates. La fréquentation des salles din

La fermeté de l'ONCIC a eu raison, depuis, des pressions américaines; la M.P.E.A. s'est résignée dernièrement à passer avec l'Office algérien un protocole d'accord pour la vente, à un prix forfaitaire, de cent cinquante films de la période 1969-1973. La première tranche de soixanto-quinze films se trouve déjà en exploitation dans les salles algériennes.

Cet accord a allégé les controintes de l'importation. La qua-lité et la diversité des films importés se sont, en conséquence, radicalement accrues ; au cours de notre séjour, au mois d'actobre dernier, les cinquante-quotre salles d'Alger présentaient entre autres : La dernière tombe à Dimbaza, l'Arrangement, Léonor, Touki-Bouki, Macadam Cow-boy, la Sirène du Mississipi, le Retour de l'enfant prodigue, etc. Aucun western italien ou film de karaté n'était à

Dans le domaine de la production, ces années de boycottage auraient du encourager les responsables à multiplier le nambre des réalisations algériennes; mais elles furent marquées par certaines indélicatesses et même par de regrettables abus de pouvoir. Des cinéastes qui cumulaient la fonction de réalisateur et celle de haut fonctionnaire (comme MM. Ahmed Rachedi et Mohhamed Lakhdar Amina, directeurs respectivement, à l'époque, de l'ONCIC et de l'Office algérien des actualités), mirent au service de la première les avantages et influences que leur conférait la seconde. Ils réalisèrent des super-productions jugées vaines et ruineuses comme l'Opium et le Bâton, Décembre ou la Chronique des années de braise (qui devait coûter près de 12 millions de dinars (2).

L'actuelle direction de l'ONCIC, mise en place en 1973, s'est proposé d'emblée de mettre un terme oux « confusions, appetits et ambitions » qui avoient caractérisé la gestion précédente. C'est cette nouvelle équipe qui a fait plier la M.P.E.A. Elle a établi une politique du « plein emploi des ressources humaines » et se proposa de maintenir en activité permanente (en assurant le tournage canvel d'une dizaine de longs métroges et d'une quarantaine de courts métrages) l'ensemble des techniciens et des réalisateurs algéricas dont un nouveau statut a fixé, en juin dernier, les traitements mensuels (qui ont été triples en trois aus), lesquels oscillent entre 1 400 DA et 2 400 DA, sons compter les primes ; celles-ci peuvent aller, pour un scénario de long métrage par exemple, jusqu'à

Bien que l'ONCIC demoure un outil structurel encore perfec-tible (comme l'indique ci-dessous le critique algérien Mauloud Mimoun), ses responsables actuels appliquent déjà leur nouvelle stra-tégie ; elle prévoit une production sensible à des thèmes notionaux, luction privilégiée avec-le monde arabe, la conquête de marchés élorgis pour le film algérien, une distribution indépendante des contraintes impérialistes, une exploitation liée aux nécessités des communes, des cinéastes soulagés des préoccupations financières, des techniciens, anfin, associés plus étroitement ou travail de la

Par une telle avancée tous aximuts, les nouveaux gestionnaires èrent prouver aux réalisateurs eux-mêmes que l'ambition de faire un cinémo politique juste exige une juste politique da cinéma. IGNACIO RAMONET.

(1) L'Algérie possède le taux de fréquentation annuel par habitant le plus éleré d'Afrique; il est de l'ordre de six films par an et par habitant alors que, par exemple, celui de la France n'est que de trois et demi (chiffres publién par le Film Français, n° 1648 du 22-10-1976). (2) Le budget moyen d'un film algérien est actuellement de l'ordre de 2 millions de franca. Le film de M. Lakhdar Amina aura donc coûté autant que aix longs métrages. I DA vant 1,14 F.

Chroniques du temps présent

ONGTEMPS, on reprocha aux cinéastes algériens de n'aborder qu'un seul sujet, celui de la guerre de liberation nationale, et de négliger les problèmes contemporains. Vers 1972, deux films vinrent fracturer un telle continuité thématique : le Charbonnier, de Mohamed Bouamari, qui, avec un regard d'ethnologue, proposait une critique des résidus conservateurs dans une société en mutation : et le très beau Noua (1), d'Abdelaziz Tolbi, qui effectuait, dans un style rappelant par endroits les grands maîtres soviétiques, une dramatique description de la misère et de l'humiliation des « khammes » (paysans sans terre) pendant la période coloniale. Ces deux longs métrages contribuèrent, les premiers, à soutenir l'effort de mobilisation (décidée en 1971), qui demeure encore le thème dominant dans le cinéma algérien d'aujourd'hui.

Les longs métrages terminés depuis deux ans confirment, en effet, cette tendance: le Vent du Sud, de Slim Riad, les Nomedes, de Sid Ali Mazil, et les Dédirectement ou indirectement les motifs de la révolution agraire, ainsi d'ailleurs que les Pêcheurs, de Ghouti Bendeddouch, quoique, dans ce film, la lutte contre la néo-féodalité se déroule dans un autre milieu : celui de la pêche côtlère. Même le film-métaphore de Mohamed Bouamari l'Héritage, dont le propos est plus vaste, comporte des allusions précises aux

Les origines historiques de la paupérisation rurale constituent le sujet des Déracinés ; son auteur rappelle dans quelles circonstances et avec quelles arguties les cultivateurs de la région de l'Ouarsenis furent, vers 1880, dépossédés de leurs meilleures terres au profit des colons européens et des calids collaboraleurs. Ce film soutient le bien-fondé des deux premières phases de la révolution agraire qui recommandent de distribuer aux khammès les terres abandonnées par les colons ou récupérées sur

La troisième phase de cette révolution voudrait organiser, our des bases socialistes, le pastoralisme. « Dans l'Algèrie de demain, précise la charte nationale, Il n'existera plus de berger exploité et lamélique ; le socialisme donnera à chaque berger les moyens nécessaires alin qu'il possède ses propres troupeaux. » Ces récentes résolutions furent illustrées, dès 1975, par Sid Ali dégradation et l'exploitation des bergers du Sud algérien : il montre leur lutte contre les grands éleveurs et leurs efforts pour constituer, avec l'aide de l'Etat. une coopérative. Un berger pauvre, en révolte contre son patron et contre le conservatisme de son milieu, est aussi le personnage principal du Vent du Sud, de

Dans les Pêcheurs, le propriétaire de la conserverie sent bien ce que son attitude à l'égard des marins a d'analogue à celle des féodaux de la campagne : aussi critique-t-il amèrement les objectifs de la révolution agraire. Ses ouvrières et les pécheurs exigeront, comme les bergers

D'autre part, tous ces films récents foisonnent de remarques critiques à l'endroit d'institutions ou de pratiques contraires au projet socialiste de l'Algéria. Ainsi, l'Héritage illustre, en un plan magistral, un détournement de la religion au profit de la minorité féodale : en prière, regroupée autour du caïd, les

hommes de celui-ci chargés de bottes de paille (destinées au marché noir), que l'Etat avait pourtant mises à la disposition du peuple. Le Vent du Sud relève l'assimilation sacrilège de la religion à une superstition qui permet aux - talebs - de prétendre guérir en faisant brûler des bouts de papier portant inscrits des versets coraniques. Cette magie blanche est également dénoncée dans les Nomades. Slim Riad. toulours dans le Vent du Sud note les réticences de certains religioux à admettre le socialisme islamique; un cheikh n'y perçoit qu'un simple effet de langage : « Le socialisme, déclare-t-il, est le nom d'action du verbe. La grammaire est la ciel de toutes les sciences. . « Le socialisme, lui répondra un instituteur, ce n'est pas le nom d'action, c'est l'action elle-même. »

E problème de la libération des femmes Dans l'Héritage, Bouamari fait de la femme la garante de la continuité des traditions, la gardienne de la mémoire et de la culture populaires; il la situe à l'origine de toutes les prises de conscience. Slim Rlad montre que la femme a su conserver les pratiques artisanales (poterie, tissage), culinalres ou rituelles pour mieux sauvegarder l'homogénéité culturelle d'un peuple. Bendeddouch, dans les Pêcheurs, donne un role politique offensif aux femmes qui, les premières, déclenchent une grève et s'organisent contre le pouvoir patronal.

Souvent mariée contre son gré, ballottée de l'autorité du père à celle du mari, surveillée, enfermée, toujours mineure dans la société conservatrice, la tentation est grande pour une jeune fille de fuir en ville étudier, comme le fait Néfisse dans le Vent du Sud, quitte à revenir, comme les étudiantes volontaires des Nomades pour aider les paysans à constituer des coopératives. La jeune fille moderne peut cependant se révéler, pour l'homme de la campagne, une source d'égarements ; ainsi, le héros des Pécheurs, devenu amoureux d'une belle automobiliste rousse, négligera son épouse, lra s'égarer dens la grande ville et sombrera dans la

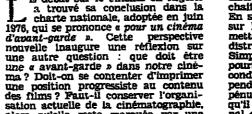
Corollaire du précédent, le thème du machisme (la - rejla -, dit-on en Algérie) n'est point frequemment abordé : aussi le long métrage que termine actuellement Allouach Merzak, Omar Getlato, suscitet-il déià un vil intérêt. Ce film, dont nous n'avons vu qu'une seule séquence, se situe entièrement à Alger et ses personnages principaux sont de petits fonctionnaires désœuvrés, passionnes de musique = chaabi =, de football et de conversations, sur les femmes, dans les catés. « Le machisme, nous a déclaré le réalisateur, est un phénomène du sousdéveloppement. » La sur-virilité prétendue d'Omar Getlato finira par le tuer symboliquement, par le rendre impulssant,

Les méthodes bureaucratiques, que la charte nationale critique, sont aussi dénoncées par certains films : dans les Nomades, par exemple, un berger siniscaisse de prévoyance pour obtenir un prêt urgent se volt répondre qu'il devra fourun copieux dossier, lequel sera examiné par une commission - dans six

T OUTES ces notations critiques, et d'au-tres, confèrent sans doute aux films algériens récents un contenu politique alerte et ambitieux. Ces œuvres se voien avec intérêt car on les sent préoccupées de soutenir les projets socalistes de la révolution algérienne. Il n'en demeure pas moins que la plupart d'entre elles (l'Héritage est une exception) constituent des

illustrations malhabiles de scénarios

En dehors de propos contondants, allusions à des thèmes politiques majeurs (dont nous avons proposé ci-dessus un rapide inventaire), la mise en scène ne semble guère avoir été méditée; le thème paraît flotter dans un trop vaste volume filmique dont les signes ne sont point maîtrisés; le récit est inutilement laborieux, les ellipses capricieuses la photographie souvent plate (2), l'harmonisation des couleurs dédarquée : le montage vainement large; les comédiens peu dirigés; nul plaisir de réalisation ne se décèle dans ces œuvres stylistiquement páles, besogneuses.



E débat sur le cinéma en Algèrie

alors qu'elle reste marquée par une forme de marché héritée de la période coloniale? C'est en ces termes que le problème est le plus souvent posé.

Dans les faits, la confrontation des opinions des cinéastes et de celles des responsables administratifs permet de relever quelques points d'accord:



FATEMA BEL HADJ DANS « LES PECHEURS ». (1976) DE GHOUT! BENDEDDOUCH Elle organisera la lutte contre le pouvoir patronal.

Nombre de réalisateurs algériens devraient effectuer une autocritique et se noment d'entreprendre la réalisation d'un (ilm, de préparer celle-cl avec une la photo, le décorateur, le compositeur, le directeur de production et les comédiens sergient étroitement associés au travail de création. Il faudrait également songer à consulter le public (3) pour envisager de réaliser, sans crier à l'avilissement et sans faire de conçassions pelltiques, des films populaires : mélodrames critiques ou comédies offensives.

Dans un pays qui, dans les domaines militaire, politique et économique, a fait s'effriter tant de certitudes suranné beaucoup de réalisateurs algériens pourraient se défaire d'une attitude qui repose sur le vénérable concept bourgeois d' « auteur » et qui, par la suffisance qu'elle leur confère, menace de les isoler, de les exclure et de les aigrir.

(1) Nous doit sortir à Paris dans le courant du mois de novembre. Pour le Charbonnier, voire le Monde diploma-tique, Juin 1973. (2) A l'exception de celle des Nomades, d'une grande beauté plastique, due à Mahfoud Lakenal, dont le travail remar-quable a déjà été publiquement salué par Youssef Chahine, dont Lakeual int l'opé-rateur pour le Retour de l'eujant pro-dique.

(3) Le public d'Algérie contribue direc-tement au soutien financier du cinéma algérien puisqu'il acquitte un supplément de 1 DA à l'occasion de la projection de films nationaux. Pour les autres films, le prix des places demeure gelé depuis 1962.

d'abord, le film est de plus en plus considére comme un produit de pre-mière nècessité culturelle, même si on convient qu'il n'est guère un produit de première nécessité économique. On admet aussi le besoin de rationaliser la production, de la rendre régulière, pour passer du stade artisanal au stade industriel ; on estime indispenstate indistrier, of estime indispen-sable, en consèquence, de mettre bientôt en place un complexe cinéma-tographique (laboratoire, auditorium, etc.). Dans la phase transitoire, on espère atteindre un certain nombre d'objectifs précis, notamment l'allège-ment des formalités et des mécanismes ment des formalités et des mécanism de production, faute de quoi les lour-deurs administratives entraveront l'effort d'expansion quantitative. On constate enfin, avec satisfaction, une tendance, encouragée par l'ONCIC, à la diversification et à l'actualisation des sujets abordés par les cinéastes. Cela révèle une meilleure compréhension des proccupations des miblies par les cinéastes. sion des préoccupations des publics

Jusqu'à présent, à quelques exceptions près, les films algériens ont suscité auprés des spectateurs des débats insuffisants; or, dans une perspective d'avant-garde, un rapport actif et critique avec le public est souhaitable.

souhaitable.

A d'autres égards, d'une analyse de la courte histoire du cinéma algérien on retire des impressions contradictoires, mélange de satisfactions nées de la lutte victorieuse contre la M.P.E.A. et de déceptions devant les faiblesses de la production nationale, en quantité comme en qualité. Pour quoi donc la prise en main de l'industrie cinématographique (qui constitue un acte légitime de souveraineté) n'a-t-elle guère favorisé l'épanouissement d'un cinéma national? En concentrant tous les efforts sur la

Nos écrans à venir

distribution, on a montré qu'on s'atta-chait surtout à l'aspect économique. En supprimant la mainmise étrangère sur les salles de projection, on per-mettait un contrôle progressif de la distribution par l'organisme national. Simple en apparence, cette tâche s'est pourtant révélée accabiante dans les conditions qui prévalaient après l'indé-pendance ; l'absence de traditions, la pénurie de cadres, etc., étalent telle-qu'il failut dissoudre le Centre natio-nal du cinéma et apporter un certain nombre de correctifs. La gestion des salles fut alors cédée aux communes ; ensuite fut crée l'ONCIC, dont les pré-rogatives, limitées à la production et à la distribution, en font un organisme plus opératoire.

L'amélioration de la programmation, la diversification des approvisionne-ments et une meilleure maîtrise des mécanismes du marché devraient au-jourd'hui laisser les efforts s'orienter vers la production, dont il convient de repenser l'articulation avec la distribution. L'attention portée à ce secteur se manifeste dans la décision de produire dix longs métrages par an Les huit films actuellement en chan-tier autorisent d'ailleurs des espoirs, qui devront se confirmer au-deià de l'année 1977. De même, la coproduction, après quelques errements, semble avoir trouvé son orientation en se tournant vers le monde arabe, où le film progressiste reste marginal, ce qui a încîté l'Algérie à soutenir des auteurs égyptiens comme Youssef Chahîne et Salah Abou Seif. Cette politique permet d'autre part un brassage de techniciens de diverses origines nationales et prépare la dif-fusion du film algérien sur le marché

Les changements intervenus depuis trois ans dans la direction de l'ONCIC et l'assainissement de la gestion de cet organisme ont sans doute favorisè la définition plus claire des objectifs actuels du cinèma algérien. Cependant, des problèmes demeurent, liés à la législation hybride et esduque qui législation hybride et caduque qui régit encore notre cinématographie nationalisée (a in s i, par exemple, l'ONCIC, qui doit s'autofinancer, ne reçoit que 18 % de la « recette guichet »). Les limites et les imprécisions de cette l'établishers de cette législation entravent la vo-ionté d'intégrar, d'homogénéiser et de contrôler plus en profondeur les mé-canismes subtils du marché national

Toutes ces questions demeurent liées aux problèmes du développement de la production culturelle et à ceux, specifiques, de la création, dont la charte nationale s'est préoccupée en réaffirmant le principe nécessaire de la liberté d'expression. C'est en reflétant, de manière critique et, pourquoi pas, polémique, les problèmes d'une société en pleine évolution que nos écurans gagneront l'adhésion du public. L'élaboration d'un cinéma national constitue une tâche complexe et il nous faut espèrer que, dans les faits, les cinéastes et les responsables administratifs envisageront des orientations Toutes ces questions demeurent Hées

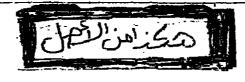
nistratifs envisageront des orientations audacieuses et des solutions concrètes pour faire de cet exaltant projet une réalité culturelle.

MOULOUD MIMOUN.

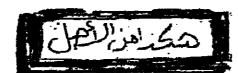


Spécimen sur simple demande

11 bis, bd Haussmann, 75009 PARIS.



WWW.



Priorité à la défense des intérêts économiques

Le véritable vainqueur de l'élection présidentielle aux Riais-Unis n'est pas M. Jimmy Carter: c'est le camp des abstentionnistes qui, une jois de plus, mais avec une majorité accrue; a recuelli le plus grand nombre de « suffrages »: abstentionnistes 46,7 % de l'électorat potentiel, J. Carter 27 %, G. Ford 25 %. Mais les chiffres ne suffisent pas à rendre compte de la gravité du phénomène. rendre compte de la gravité du phénomène : comme le montre l'article de Marie-France Toinet (page 17), le plus préoccupant est bien que l'on s'obstine à ne pas en recher-cher les véritables causes.

Plus profonde qu'on ne veut bien le croire, la nature de cette crise politique s'éclaire si l'on tente de répondre aux questions suivantes : pourquoi l'appareil du parti républicain, aussi peu démocratique que tous les appareils, a-t-il choisi de se battre sous la bannière de Gerald Pord dont chacun avait pu constater la médiocrité? En nertu de quel principe, de quelle tradition. vertu de quel principe, de quelle tradition, le choix devait-il nécessairement se porter sur le président sortant?

Du côté démocrate, les questions qui se posent ne sont pas plus rassurantes.

L'article de Diana Johnstone a le mérite de rappeler que l'homme qui entre à la Maison Blanche, quelle que soit son éti-quette, doit tenir compte des puissances economiques qui l'ont soutenu et qui, elles, ne sont jamais exposées au jugement des électeurs. On ne saurait ici parler de c pou-poir occulte » tellement il est ostensible... Et tellement connu qu'il décourage des

millions de citoyens de se rendre aux urnes. Ces puissances industrielles et financières ont toujours su, comme l'indique l'article

de Joyce Kolko (page 15), infléchir la polide Joyce Koiko (page 13), inflectiv la pon-tique intérieure et extérieure des Étais-Unis selon les besoins non pas seulement de l'économie américaine prise comme un tout, mais des grandes sociétés qui lui impriment ses grandes orientations. D'au-tres « groupes de pression », dont Charles Zorchie écone les principaux (page 18) Zorgbibe évoque les principaux (page 16), exercent souvent une influence considérable. De telle sorte qu'une autre question se pose : si les abstentionnistes constituent le camp majoritaire, le principal raincu n'est-il pas finalement l'électeur lui-même?

une certaine comédie dans laquelle le

secrétaire d'Etat, souffrant d'une indéniable usure du pouvoir, aurait

Constituer avec l'Europe et le Japon un bloc

face an tiers-monde

(Suite de la première page.)

Pour cette tâche, elle recourt à des idéologues officieux américains comme Samuel Huntington (génial inventeur du concept d' « urbunisation forcée » pour caractériser les effets sociologiques des bombardements américains sur les campagnes sud-vietnamiennes), oui pousse un ments américains sur les campagnes sud-vietnamiennes), qui pousse un cri d'alarme devant le danger que représenteraient pour la «démocratie» (gouvernable) « les intellectuels orientes par des valeurs » (« value-oriented intellectuals »); ceux-ci suscitent, selon lui, un irrespect pour le pouvoir, et les effets néfastes de leur action devraient être temes en échec par un contrôle de l'information aux sources (pour réduire la nocivité de la presse) et une sélection plus rigoureuse dans l'enseignement.

Mais le principal idéolegue de

Mais le principal idéologue de la Trilatérale est Brzezinski; comme il sied à un professionnel aspirant à prendre la succession d'un collègue qui a trop bien réussi et se trouve sur le déclin, il cherche à se distinguer autant que possible de M. Kissinger, dont la Realpolitik flagrante, peu accordée aux traditions idéologiques américaines, a fini par lui aliéner les Américains de droite comme de gauche.

comme de gauche.

« Le capitalisme dans un seul pays est le potentiel propre au modèle a méric a in », écrivit Bræzinski.

« Comme dans le cas du « socialisme dans un seul pays » de Staline, l' pourrait inspirer en Amérique une mentalité d'assièpé et, encore comme dans le cas soviétique, largement autoprovoquée. » Selon Bræzinski, la tendance générale des sociétés à évoluer vers des modèles « probablement plus étatistes » que les Etatz-Unis n'a rien pour effrayer les Américains, du moment qu'ils reconnaissent que du moment qu'ils reconnaissent que cela ne signifie pas un glissement vers le modèle soviétique. Il faut donc sortir de la perspective

Il faut donc sortir de la perspective de l'inévitabilité de la division du monde en deux blocs — perspective qui mène à un certain défaitisme à l'égard de l'influence soviétique (quand, par exemple, M. Kissinger aurait pour un instant cru le Portugal « perdu») — et fonder la politique étrangère sur une appréciation de la valeur du « pluralisme », c'estadire de « la diversité, et non pas une progression vers un monde homogène basé sur un seul modèle idéologique ».

Cette acceptation d'un « pluralisme » est ambigué. Théoriquement,

Lire pages 14 à 19 :

- P. 14-15. Une strotégie e frilatérale », suite de l'article de Diana Johnstone. — Intérêts économiques disparates contre stratégie globale, Joyce Kalko. P. 16-17. — Suite de l'article de Joyce Kelko. — Le taux d'abstention témoigne d'un profond scepticisme à l'égard du système politique, Marie-France Toinet. L'influence des groupes éco-nomiques et ethniques, Charles Zorgbibe.
- P. 18-19. Suite des articles de Marie France Toinet et de Charles Zergbibe. — La prudence du Kremlin devant la compétition pour l'élection présidentielle, Bernard Féron.

Voir aussi nos précédents articles :
« Le phénomène Carter dans l'Amérique en crise « (Stanley Aronostiz, fuin 1976) et « Les internationalistes libéraux et le rôle mondal des Riats-Unis » (Richard Falk, septembre 1976).

man swa.

Par DIANA JOHNSTONE

elle pourrait signifler une attitude plus cuverte envers les efforts de progressistes du tiers-monde pour atteindre un certain degré d'indépendance économique. Mals, en pratique, les « trilatéralistes » pronent un développement organisé à travez les institutions — Banque mondiale, FMI— dont les exigences suscitent des dictatures militaires (comme au Chili ou en Argentine). L'ambiguïté n'est pas mois marquée en ce qui concerne l' « surccommunisme » à l'italienne et la possibilité de gouvernements de gauche en Europe méridionale car, malgré une tolérance déclarée pour le pluralisme et une dépréciation de la menace de l'expansionnisme soviétique, la Trilatérale a été formée précisément pour assurer à l'égard du reste du monde une coordination des politiques économiques des pays développés, politique qui serait sans doute sérieusement mise en question par tout gouvernement européen vraiment indépendant et de gauche.

Sur l'Italie et l'Europe notamment, les détats du ces derniers mois mis pays européens d'aller dans le même sens », et d'antre part d'une attaque commune contre cette attitude par trois importants « trilatéralistes » : MM. Brzesinski, George Ball et Paul Warnke. Le New York Times nota que ces « trois anciens hauts fonctionnaires d'administrations démocrates » étalent en train de donner leurs conseils aux quatre démocrates — Carter, Humphrey, Jackson et Udall — qui avaient alors les melleures chances d'être nommés candidats à la présidence par leur parti, mais le journal ne mentionna pas

Sur l'Italie et l'Europe notamment, les débats de ces derniers mois, qui superficiellement opposèrent M. Klssinger aux e trilatéralistes », révèlent davantage de différences de forme que de fond, différences qui ont peut-être été exagérées par un certain jeu spectaculaire destiné à persuader le public (américain d'abord) qu'une époque d'immoralisme est en train de céder la place à une résurrection des principes et de l'optimisme propres aux grandes traditions américaines. Ainsi, le 13 avril dernier, à Washington, l'Association américaine des rédacteurs en ches (American Society of Newspaper Editors) eut des redacteurs en cher (American Society of Newspaper Editors) eut droit au spectacle, d'une part de M. Kissinger se montrant pessimiste sur une éventuelle participation des communistes au gouvernement italien, ce qui pourrait « tenter d'autres

mais le journal ne mentionna pas l'appartenance des trois à la Trila-térale.

Cet encadrement des démocrates par des spécialistes de la Commission pourrait faire croire qu'elle est dérintivement liée à ce parti. Ce n'est pas tout à fait vrai. La Trilatérale est là pour influencer quiconque se trouve au pouvoir. Elle a été reuse trouve au pouvoir. Elle a été reque par le président Ford, qui a loue sa contribution à l'établissement de l' « ordre du jour de la discussion internationale d'une façon hautement constructive ». Elle a influencé M. Kissinger lui-même, dont les derniers discours sont cités par Ullman et par le rapport annuel de la Commission comme autant de preuves du triomphe du « trilatéralisme ». Parmi le petit nombre d'hommes politiques triomphe du « trilatéralisme ». Parmi le petit nombre d'hommes politiques membres de la Commission (?), la mottié sont républicains, et l'un d'entre eux, l'ancien gouverneur de Pennsylvanie, M. William Stranton, a déjà été nommé par le président Ford ambassadeur aux Nations unies pour remplacer le démocrate Moy-nihan, dont la démagogie aggressive n'était pas du goût des « trilatéra-listes ».

Contre la «polarisation idéologique»

La Trilatérale préfère sans doute un président démocrate, seul capable de s'assurer le soutien des syndicalistes (8) et des diverses minorités qui composent la classe ouvrière américaine pour mener une politique étrangère forte. Dans l'étude citée, Huntington déplorait la l'étitie citée, Hunangton déplorait la politisation des années 60, qui prit la forme d'un s défi général aux systèmes d'autorité en place » et rendit les Américains « plus conséquents idéologiquement », créant ainsi une « polarisation » qui affaiblirait tout gouvernement. Huntington soulignait on un convernement faible serait.

gouvernement. Huntington soulignait qu'un gouvernement faible serait incapable de poursuivre une politique économique internationaliste, produisant un « unilatéralisme » qui « pourrait affaiblir encore plus les alliances entre les pays trilatéraux et les rendre plus unilatérables aux pressions économiques et militaires du bloc soviétique ».

Le parti républicain, déja minoritaire depuis longtemps et fort ébranlé par le Watergate, ne paraissant guère capable de produire un président assez fort pour rétablir le leadership américain du « monde libre », on se tournait naturellement vers le parti démocrate. Mais celuici, plus populaire et donc plus touché par la politisation des années 60. ci, plus populaire et donc plus touché par la politisation des années 60, souffrait de cette malheureuse « polarisation idéologique », personnifiée par MM Wallace (droite populiste) et McGovern (gauche libérale). Certains sages, tels que M. Averell Harriman, auraient vu le remède dans le choix d'un homme à la fois du Sud (comme M. Wallace) et assez progressiste, mais idéologiquement assez vague pour calmer la tension entre « libéraux » et « conservateurs ». Par bonheur, un tel homme se trou-Par bonheur, un tel homme se trou-vait dans la Commission trilatérale.

« Je ne suis pas un idéologue, et on ne peut jamais dire à l'avance quelle position je prendrai », dit M. Jimmy Carter sans fausse modestie. De telles considérations auralent peut-être incité un autre homme politique membre de la Trilatérale, mieux connu mais identifié comme libéral, à retirer sa candidature — le sénaleur Walter Mondale, du Minne-sota. De toute façon, il a été choisi sots. De toute façon, il a été choisi par M. Jimmy Carter comme co-listier.

a Carter exprime le nouveau con-« Carter exprime le nouveau con-sensus en politique étrangère améri-caine qui est en train de naître », écrivit Daniel Yergin, de Harvard, dans le Los Angeles Times (9). « Carter prône une collaboration et une consultation plus serrées avec les principaux alliés de l'Amérique en Europe occidentale et le Japon », collaboration rendue nécessaire par « des problèmes de récession, d'infla-

(6) Dans son livre America In a Rostile World, à paraître bientôt aux éditions Basic Books, et dont des extraits ont été publiés par Foreign Policy, été 1976.

(7) Les dix membres du Congrès américains se répartissent ainsi : deux représentants démocrates, deux réprésentants républicains, trois sénateurs démocrates et trois sénateurs républicains.

cains. (8) Si la Commission trilatérale n'a (8) Si la Commission trilatàrale n'a pu attirer que fort peu de participation syndicaliste, la raison principale en serait, suggère Uliman, e l'hostilité ouvrière à la vision d'une économie internationale où le chômage sera peutètre le prix à payer pour le jait que le travail n'est pas en pratique aussi libre de traverser les frontières nationales que les marchandises, le capital ou la technologie »

(8) Le 18 juillet, 1976; repris dans Gurrent, septembra 1976.

(10) Le 11 avril 1976.

Une stratégie «trilatérale»

tion et de taux de change moné-taire... ». D'où l'ancien gouverneur de l'Etat de Georgie a-t-il tiré cette sagesse?: « Avouant librement son manque relatif d'expérience, Carter a fait appel aux conseils d'une large gamme de spécialistes. Deux person-nes ont joué des rôles clés dans la formation de la pensée de Carter : les professeurs Zbigniew Brzezinski et Richard Gardner, de l'université de Columbia... Brzezinski a suriout tra-vallé sur les questions de sécurité columbia... Brzezinski a suriout travaillé sur les questions de sécurilé
avec Carter, tandis que Gardner s'est
concentré sur les problèmes économiques. Carter s'est auss! servi de la
pensée d'anciens hauts fonctionnaires démocrates, tels que Cyrus
Vance, George Ball et Paul Warnke,
ainsi que Henry Owen, de la Brookings Institution. > Dens une rare
mention de la Trilatérale, Yergin dit
que Brzezinski en a été directeur,
mais ne dit pas que tous les hommes
de cette « large gamme de spécialistes » — Gardner, Vance, Ball,
Warnke et Owen — sont aussi membres de la Commission trilatérale,
ainsi que Carter lui-même et son ainsi que Carter lui-même et son colistier. Pendant la campagne élec-torale, M. Carter reprenait les argu-ments déjà avancés contre M. Kis-singer par ses maîtres à penser de la Trilatérale.

L'authenticité du débat > entre M. Kissinger et l'équipe trilatérale est difficile à juger, étant donné qu'il était entendu depuis des mois que M. Kissinger abandonnerait bientôt sa charge quel que soit le résultat des élections. Dans ce contexte, il avenit étà putôt habile de monter. aurait été plutôt habile de monter

serretaire d'Etat., Sointrait une indéniable usure du pouvoir, aurait affirmé certaines positions — par exemple la « doctrine Sonnen/eldt » acceptant la domination soviétique sur l'Europe de l'Est — que la prochaine administration, quelle qu'elle soit. se verrait obligée par « l'opinion publique » d'abandonner. Car un aspect du « pluralisme » de Brzezinski est de considérer que l'influence soviétique non seulement n'est pas en fatale expansion mais est susceptible d'être réduite même à l'intérieur du bloc soviétique. C'est sans doute pour cela que Moscou a montré une méfiance marquée pour la candidature de M. Carter.

Les premiers mots du débat amorcé le 13 avril pourraient laisser croîre que le pluralisme trilatéral serait aussi plus disposé à accepter un abandon de la « doctrine de la souvermineté limitée », à l'Ouest comme à l'Est du « rideau de fer », puisque les « trilatéralistes » ont tous attaqué M. Kissinger nour avoir déclaré que les « trilatéralistes » ont tous attaqué M. Kissinger pour avoir déclaré que l'entrée des communistes Italiens au gouvernement remettrait en question le fonctionnement de l'OTAN. MM. Ball, Warnke et Brzezinski ont critique la corruption de la démocra-tie chrétienne italienne et ont souligné que les Etats-Unis devraient garder des rapports normaux et corrects avec tout gouvernement ita-lien. L'exemple de l'Italie mérite d'être ici examiné en détail, car il est

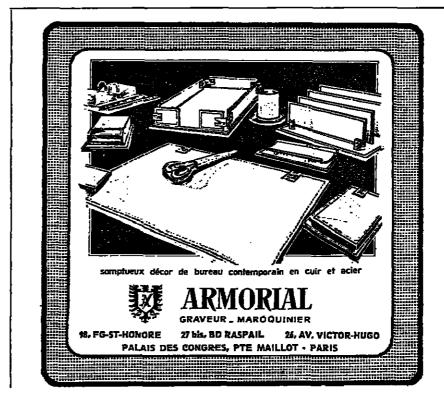
La C. E. E. pour stabiliser l'Italie

P OUR montrer la relative tole-rance des démocrates, l'hebdo-madaire italien l'Espresso (10) publia une interview d' « un des plus pro-bables successeurs de Kissinger n, M George Ball, qui affirma que la participation des communistes au gouvernenne italien serait au début « un peu génante » pour l'OTAN mais ne créerait aucune « difficulté insurmontable ». De la lecture de

« tous les discours et écrits » de c tous les discours et écrits » de M. Berlinguer et de ses collègues, M. Ball n'avait pu déduire avec certitude si le P.C.I. respecterait ou non « les règles du jeu » une fois au pouvoir, mais il considérait que Washington devait baser sa politique sur l' « inévitabilité » de cette participation et ne rien dire qui puisse compromettre les relations futures.

révélateur de ce que serait toute politique américaine à l'égard d'au-tres pays européens dans la même situation.

(Live la suite page 14.)



M. Kissinger et ses collègues avaient, dit M. Ball, fait des déclarations « absurdes », peut-être dues aux ressions de certains cercles italiens. Mais c'est une erreur de céder à de telles pressions, avant tout parce que (ces déclarations) constituent une ingérence dans une question politique que les Italiens doivent pouvotr résoudre librement », jugea-t-il. Titrant l'interview « L'italie est adulte, elle marche toute seule », l'Espresso paraissait rassuré. Un peu

En effet, dans un long et impor-tant article publié dans le Wash-ington Post le 30 mai, M. George Ball n'avait plus de doutes quant au P.C.I. n'avait pius de doutes quant au P.C.I.

1 écrivait : « Malgre tous les beaux discours sur « les différentes voles au socialisme » et le « marxisme humaniste », (...) il n'y a aucune raison de croire que le parti communiste italien, une fois au pouvoir, adopterait de telles hérésies. Il est clair que les professions de libéralisme de Ber-linguer sont une tactique pour ga-gner le pouvoir; une fois ce but atteint, elles seront immédiatement ietées par-dessus bord. M. Ball, pour montrer à ses compatriotes le règne de terreur qui menace les Italiens, tira de sa lecture de « tous les dis-cours et écrits de Berlinguer » ce qu'il y tronvait de plus violent : < Si des groupes rétrogrades se montrent trop récalcitrants », Berlinguer a fait comprendre que : nous autres com-munistes n'aurons jamais peur d'avoir recours au scalpel si nécessaire. >

Ce que M. Ball reprochait à M. Kissinger, c'était d'avoir proféré des menaces concernant la sécurité de l'Europe alors qu'il fallait tout simplement « prévenir le peuple ita-lien que l'entrée des communistes au gouvernement mettrait en danger leur bien-etre économique. Pour produire son effet, un tel avertissemen doit venir des voisins européens de l'Italie plutôt que des États-Unis, bien qu'il doire faire partie d'une stratégie coordonnée », conseilla M. Ball. « Voici un cas où il est clair que l'Amérique doit faire tout son possible pour développer une stratégie en concertation avec ses alliés occidentaux, se contentant pour une fois d'un rôle de figurant suencieux. Il est clair que la C.E.E. a la capa-cité de réduire serieusement le niveau d'activité économique de l'Italie par l'imposition de restrictions sur les importations agricoles à l'arrêt des aides régionales. Comme ultime sanction, les autres membres pourraient expulser l'Italie de la Communauté.»

Voici du « trilatéralisme » moins abstrait, et qui sera blentot mis en pratique par M. Kissinger lui-même et par M. Ford à la conférence de Porto-Rico (11), comme on l'apprit ensuite par les déclarations du chancelier Helmut Schmidt au mols de juillet.

« Quand MM. Kissinger et Ford ont menace l'Italie de l'exclure de

l'OTAN si les communistes venaient au pouvoir, c'était le plus sûr moyen de faire élire des communistes », déclara à son tour M. Jimmy Carter, a J'estème que c'aurait été une menace pour l'OTAN et pour la solidatité qui doit unir les nations d'Europe. L'attitude convenable a été celle d'Helmut Schmidt, qui a dit que l'aide allemande à l'Italie serait remise en question (...). J'estime que si les pays démocratiques s'expriment franchement, énergiquement et ouvertement, ils ne font qu'exercer veriemeni, ils ne joni qu'exerces légitimement leur influence (12).

Un point d'accord entre le George Ball de l'Espresso et le George Ball du Washington Post: pas de panique devant la perspective du P.C.I. au gouvernement. Mais les motifs de sa sérénité ressortent mieux dans l'article du journal américain.

« Que se passerait-il en fait si les communistes faisaient partie d'un gouvernement de coalition en Italie? Déjà, la seule perspective de cet évenement a déclenché une fuite massive de capitaux ; la réalité signifierait l'exode non seulement de capital mais de beaucoup de person-nalités parmi les plus marquantes de la finançe et de l'industrie du pays. L'investissement se tarirait ; les compagnies multinationales essaie-

DANS un débat sur « la stabilité politique de l'Italie », tenu à huis clos en avril dernier au Centre des études stratégiques et internationales — dont le directeur, David Abshire, est membre de la Trilatérale — de l'université de Georgetown à Washington (comme l'a raconté le correspondant de l'Europeo, Guido Gerosa), la journaliste américaine Claire Sterling auralt informé un public choisi de quelque cinq cents fonctionnaires, spécialistes

cinq cents fonctionnaires, spécialistes

et personnalités (13) que les chefs du P.C.I. étalent indépendants de Moscou et que M. Berlinguer ferait tout pour maintenir la liberté dans

tout pour maintenir la liberté dans son pays... mais que le vrai problème n'était pas là. « En réalité, le parti communiste ne dirige pas la masse des travailleurs en Italie. Il la suit », aurait-elle dit. « N'oubliez pas que le mouvement ouvrier italien est le groupe politique le plus combatif et le mieux organisé du monde. Les ouvriers italiens sont les seuls à vouloir vraiment détruire le cantialieme

loir vraiment détruire le capitalisme,

tandis que leurs chess communistes ne s'y intéressent pas, même vague-

ment, et ne cherchent qu'à mettre la main sur l'industrie capita-liste. » Pour sortir l'Italie de sa crise,

il serait nécessaire, selon l'analyse de la journaliste, d'exiger de la classe ouvrière de très lourds sacrifices, qui

ne manqueraient pas de provoquer la colère des travailleurs. Le P.C.I.

veut partager le pouvoir avec la D.C. pour expliquer des mesures anti-populaires en blâmant les démo-

crates-chrétiens ; mais si le P.C.I. se trouvalt obligé, dans un gouverne-

L'utilité de l'endettement DANS un débat sur « la stabilité

ment de gauche, d'en assumer toute la responsabilité, « rien ne pourroit le sauver de la colère de la classe ouvrière ». L'Italie deviendrait « ingouvernable ».

Cette situation n'est évidemment pas autre chose que le moment du scenario classique où un gouverne-ment de gauche modére, comme celui d'Allende, se trouve dépassé par les espoirs qu'il a suscités sur sa gauche, et maîtrise de moins en moins les événements... le moment que la gauche révolutionnaire voudrait saisir pour faire la révolution malgré réformistes et révisionnistes. Le mo-ment aussi des coups d'État militaires pour « rétablir l'ordre ».

ritalier (...) Le mouvement ouvrier italien est aujourd'hui le plus militant de l'Europe, et dans ses rangs se trouvent de jorts éléments extrémistes. Si, donc, des chejs communistes dans un gouvernement italien prenaient des mesures pour sauver l'économie italienne en pieine désagrégation comme la journeliste. grégation, comme la journaliste Claire Sterling l'a signalé, Moscou Claire Sterling l'a signalé, Moscou lui-même pourrait entreprendre de financer et encourager une faction communiste plus radicale, parce qu'il ne peut pas accepter le risque d'un parti communiste occidental qui trait vers le « collaborationnisme bour-geois », par crainte de créer un malaise projond dans les régimes de l'Eurone orientale. » l'Europe orientale, »

Nous revoici devant la menace soviétique, qui surgit juste où on l'attendait le moins (14). A la réunion de Georgetown, l'ancien ambassadeur à Rome, Mme Claire Boothe Luce, veuve du fondateur de l'hebdodaire *Time,* aurait insisté sur le fait qu'il faudrait utiliser « tous les moyens» sauf l'intervention mili-taire américaine pour sauver l'Italie de la menace communiste, et aurait de la menace communiste, et accau-fait une suggestion pratique : donner à la presse américaine les « lignes principales à suttre » pour expliquer la situation à l'Américain moyen. L'article de M. Ball serait-il un premier effort dans ce sens?

A cette même réunion, l'ancien directeur de la C.L.A., M. William Colby, aurait insisté sur a les bonnes vieilles méthodes » de pression économique qui avaient si bien marché dans le passé, tout en reconnaissant qu'il y avait un problème : le parasitisme de la D.C., qui tient les postes-clès de l'économie et empêcherait le démantèlement de structures improductives.

Quoi que disent les uns et les autres, toutes les habitudes d'analyse autres, toutes les habitudes d'analyse et d'action risquent de conduire n'importe quel gouvernement américain à faire le pire en Italie. Le choix d'un scénario de «déstabilisation» paraît d'autant plus probable que tel est en fait le jeu qu'on joue déjà depuis un certain temps, peut-être sans le reconnaître. Pour ceux dont le but principal est de briser l'influence grandissante du P.C.L et

(11) Cette réunion fut citée par le rapport annuel de la Commission tri-latérale comme une indication que les gouvernements prenaient conscience du besoin d'une coopération trilatérale;

besoin d'une coopération trilatèrale:

(12) Playboy, édition française, novembre 1976. Dans la même interview, le candidat démocrate prône une politique étrangère plus « ouverte », c'est-àdire avec moins de « sales tours » de la C.I.A. et plus de pressions économiques franchement appliqué es. M. Carter dit qu'il n'aurait pas fait ce que la C.I.A. a « sans doute » fait au Chill. « Mus, en ce qui concerne les conditions de nos prêts, le calendrier des remboursements, les taux d'intérêt, la nature des produits vendus, ce sont là cutant d'options que je maintiendrais en fouction de la compatibilité d'un gouvernement étranger avec le nôtre », ajouta-t-II.

(13) Parmi l'assistance se seraient

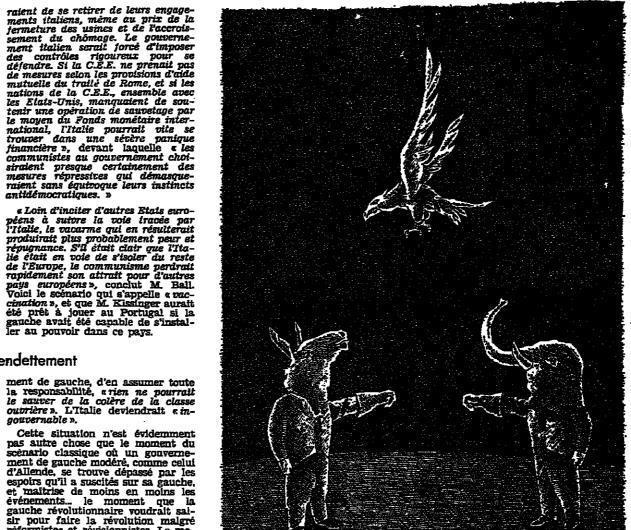
ger avec le nôtre », ajouta-t-II.

(13) Parmi l'assistance se seraient trouvés les conseillers en politique étrangère (Foreign Advisory Board) du président, des hauts fonctionnaires de la C.I.A., quelques journalistes tallens et diverses personnalités politiques, notamment M. John Connally qui, ayant déjà pu montrer sa tendresse pour le vieux continent en 1973, fonda plus récemment une « Allance des citoyens (américains) pour la liberté de la Méditerranée » ayant pour but de « sauver la liberté » de l'Italie... au besoin coure les Italiens eux-mêmes.

(14) Dans un discours à la Triptérale.

beson contre les italiens eux-memes.

(14) Dans un discours à la Trilatérale,
le 31 mai 1975. Binezinski consista un
changement récent dans la perspective de l'Union soviétique qui, au lieu
de s'attendre à des modifications
mondiales des intes de libération nationale, regarderait plutôt vers la crise
générale des pays avancés, notamment
le Fortugal, l'Espagne, l'Italis et la
France, comme source de changements
fondamentaux.



(Dessin de Julem.)

l'élan du mouvement ouvrier italien. leian du mouvement ouvrier italien, in y a aucune raison d'attendre l'arrivée des communistes au pou-voir pour créer un gâchis tellement énorme que les communistes italiens ne sauront jamais reussir quol que ce soit dans les limites de la modération qu'eux-mêmes veulent res-pecter. Après tout, au Chīli, c'était bien l'énorme dette étrangère accumulée sous le régime democrate-chrétien d'Eduardo Frei qui facilità l'étranglement du régime de son successeur Allende. Pour l'instant, en Italie, il suffit peut-étre de maintenir Italie, il suffit peut-ètre de maintenir la D.C. au pouvoir aussi longtemps que possible pour que le pays s'enfonce de plus en plus dans la ruine économique, la démoralisation et les dettes. Dans cette perspective, les promesses d'aide économique de la C.E.E. à l'Italie pour soutenir un representation de la commentation de la commenta gouvernement ne sont pas contraires à une éventuelle « déstabilisation » d'un pays fortement endetté et dépendant

Et le dénouement du scénario? Une «ingouvernabilité» qui dure le temps nécessaire pour persuader les forces armées de « faire leur devoir » et de balayer communistes et démo-crates-chrétiens ensemble, c'est-àdire tous les « politiciens » respon-sables du désordre. A ce moment-la, les prêts étrangers, loin d'être argent perdu, assureraient un nouveau contrôle sur l'essentiel de l'economie italienne. Après une période de « purification », on pourrait peut-être envisager de « restaurer la démocratien sous une forme moins démo-cratique, par exemple par un régime présidentiel fort.

Les choses ne sont certainement pas aussi claires et aussi simples que cela. Dans le apturalisme » de la Commission trilaterale, il semble blen y avoir une certaine hésitation devant l'a eurocommunisme ». Pour-tant, il ne s'agit pas uniquement de l'Europe. a Des structures économiques intérieures différentes pour-raient aussi créer des attitudes différentes envers les attitudes dif-férentes envers les revendica-ions économiques du tiers-monde », ob-serve le professeur Ullman dans son article sur le « trilatéralisme ». Ce qui est vralment en jeu, c'est la solidarité des pays industrialisés envers les pays pauvres — objectif primordial de la politique dite «trilatérale».

DIANA JOHNSTONE.

Capitalisme en crise cherche nouveau Keynes...

e en échouent dans une prévention durable du chômage, mais se trouve être à long terme la cause d'un chômege beaucoup plus important que celui qu'etle

C'est en ces termes que F.A. von Hayek explique le succès soudain de ses propres théories qui, après une éclipse de quarante ans, lui ont valu le Prix Nobel en 1974. C'est aussi l'argument présenté par Christian Schmidt pour justifier la publication, aujourd'hui, en français d'un recueil de quatre conférences de Hayek (1), publié à Londres en 1931 et considéré à l'époque par Keynes comme « le plus horrible mélange que j'al jamais lu ».

Kevnes, théoricien miracle qui a permis au capitalisme de s'en « sortir » en 1929, a donc échoué à empêcher une nouvelle crise. A bas Keynea, donc, et vive l'anti-Keynes, c'est-à-dire un Hayek!

Le raisonnement peut paraître simpliste. D'autant plus que la pensée économique de Hayek ne peut guère faire pièce à celle de Keynes. Les démonstrations présentées dans Prix et production, pour prouver le caractère néfaste des interventions « arbitraires » des pouvoirs publics, n'arrivent même pas à convaincre Christian Schmidt, qui se voit contraint de qualifier de « paradoxes » les nombreuses et surprenantes contradictions qu'il y relève.

En fait, l'intérêt soudain qui se manifeste pour Hayek témoigne de l'anxiété avec laquelle le capitalisme cherche actuellement un théoriclen-miracle. Né en 1899 en Autriche, directeur de l'Institut autrichien d'études économiques de 1927 à 1931, professeur à Londres de 1931 à 1950 (naturalisé britannique), puis à Chicago et à Fribourg (Allemagne de l'Ouest), Hayek est « l'un des hérauts les plus courageux et obstinés du grand courant doctrinal néo-libéral », « dans la grande tradition du marginalisme autrichien », comme l'écrivait récemment le professeur Gaston Leduc. li a écrit plusieurs ouvrages de polémique, notamment la Route de la servitude, publiée en 1944 à Chicago, et que Emile James résumait en ces termes : « Tout repose sur l'idée que le sacrifice de la liberté économique (2) entraîne l'avène

Hayek est souvent cité aux Etats-Unis par les adversaires de ceux qui veulent Introduire un peu plus d'égalité dans la société américaine. De ce côté-ci de l'Atlantique, la France s'est donné un premier ministre, M. Raymond Barre, qui doit avoir attentivement lu Hayek pulsqu'il a traduit un de ses ouvrages (Scientisme et sciences sociales, essai sur le mauvais usage de la raison, publié en France en 1953).

Si Hayek paraît donc bien adapté, politiquement, au rôle qu'on veut lui faire Jayes parat une den adapte, politiquement, au rôle qu'on veut lui faire jouer, néanmoins il n'a pas la stature théorique nécessaire pour être le nouveau Keynes. Son aversion pour l'intervention bureaucratique dans l'économie ne risque guére de contaminer nos bureaucrates. En revanche, sa dénonciation des politiques « arbitraires » des pouvoirs publics qui cherchent à éviter le chômage par l'expansion du crédit, conduisant ainsi à un « glissement » injustifié de la demande, des biens de production vers les biens de consommation, plaira à ceux qui trouvent que le partage salaires/norifité en France demande, les partages salaires/norifité en France de consommation, plaira à ceux qui trouvent que le partage salaires/profits en France favorise trop les salariés.

On la voit, les justifications théoriques d'une politique d'austérité sont en train de mijoter dans la marmite des économistes. La potion magique que Milton Friedman prépara naguère pour Pinochet n'est-elle qu'un coup d'essai ?

(1) F. A. von Hayek, Prix et production, éditions Calmann-Lévy, coll.

C Farspectives de l'économique », Paris, 1976, 199 pages, 35 F (traduit par Tradecom, préface de Christian Schmidt).

(2) Sur l'usage du concept de liberté économique au Chili, voir l'article d'Orlando Leteller, le Monde diplomatique, octobre 1976.

service concernant l'emploi INFORMATION-PROFESSIONS

Dresse chaque semaine le tableau récapitulatif des offres d'emplois encadrées, parues dans "Le Monde" concernant chacune des principales fonctions ou professions.

C'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper

Le Monde information-professions je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou les fonctions suivan

TARIF DES ABONNEMENTS (sa Francs)

Hombre de Ionations demandées	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
e semaines	20	39	57	74	90	105	119	132	144	155	165
13 semaines	48	78	114	148	180	210	238	264	288	310	330
26 semaines	20	136	199	259	315	368	416	462	504	54z	STZ
52 Seinaines	120	234	342	444	540	630	714	792	864	930	996

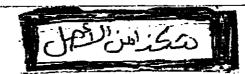
Le tarif de l'abormement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sons pli letmé soit au domicile soit au

nents complémentaires, téléphoner au 874.72.05, ou écrire :

"LE MONDE" INFORMETION-PROFESSIONS - 5, rue des Ballens, 19809 PARIS _or SOCIETÉ :_ NOM:

Joindre le réglemant par ch. bancaire à l'ordre du «Monde» ou ch. postal (CCP4207-23 Paris) ETRANGER - envoi dérien : + 1 F. par fonction et par semaine

M.D. - Nov. 1978



Une contradiction interne de la diplomatie américaine

Intérêts économiques disparates contre stratégie globale

OUT au long de l'histoire de la politique extérieure américaine, on retrouve un certain nombre de constantes. Un Etat, de par sa nature, doit servir l' « intérêt national », suphémisme qui désigne les intérêts de la classe dominante. Et, pour les Etats-Unia, la priorité des priorités a toujours été et reste encore que le capitalisme americain puisse assouvir sans entraves son immense appétit de profit sur toute la surface du globe. Ainsi défini, cet objectif fondamental entraîne pour corollaire que la politique américaine est toujours intrinsèquement contre-révolutionnaire. Telle est la base de tout, et il en trait de même pour n'importe quel Etat capitaliste dont la puissance et les intérêts atteindralent de pareilles dimensions. La protection de l' - Intérêt national - et sa perpétuation achoppent forcement sur une difficulté de taille : l'impossibilité de définir, d'une manière collective, la masse sans forme des intérêts parcel laires qui se trouvent en jeu. Il n'est d'ailleurs pas rare qu'ils soient en conflit, et les actions entreprises par le gouvernement en faveur de l'un

peuvent porter préjudice à un autre. Historiquement, le département d'Etat et les gouvernements successifs ont été les représentants de la branche la plus puissante du capitalisme américain, dont les intérêts s'étendent au monde entier. Ils peuvent formuler une stratégie d'ensemble, mais cette stratégie doit s'adapter à la répartition des forces dans le monde, et elle sera constamment remise en cause par les dissensions entre les groupes d'Intérêts américains et par les fluctuations du Congrès. Bien entendu, en examinant séparément certains secteurs d'activités blen définis, on trouvers souvent le culière qui dicte au département d'Etal sa politique, jusqu'aux actions les plus ponctuelles : ainsi de l'ex-United Fruit et des compagnies minières en Amérique latine, des compagnies pétrolières partout où le pétrole est en leu, des groupes d'intérêts agricoles dans les échanges internationaux, etc. Cependant, la planification strategique d'ensemble reste déterminée par les objectifs fondamentaux et par le climat économique et politique qui prédomine à l'échelle

Le torpillage récent de la politique du département d'Etat par le Congrés n'a rien de bien nouveau. Dès sa création, le Congrès s'insérait de telle façon dans le contexte des institutions possible de menacer le capitalisme américain dans ses fondements, mais il a toujours constitué l'élément le moins les prises de décision, et il est toujours directement intervenu en politique étrangère. Composé de petits-bourgeols Individualistes et chauvins, soumis à des groupes de pression économiques et ethniques très divers au sein de leur électorat, voità bien longtemps que son influence limite la marge de manœuvre du département d'Etat pour mettre sur pied une politique étrangère cohérente. Puisque les membres du Congrès tiennent les cordons de la bourse, puisqu'ils ont le pouvoir de promulguer des lois ou des amendements concernant le commerce extérieur, le gouvernement américain s'est constamment trouvé dans l'obligation de réviser sa politique étrangère afin d'obtenir du Congrès ce qu'il désire (généralement des fonds) en échange de concessions aux préjugés de ses membres - pour la plupart ultra-

Pendant les années 60, avec la vague d'expansion économique due à la guerre du Vietnam, le Congrès renonça presque complètement à intervenir dans les affaires extérieures, d'autant que la quasi-totalité de ses membres souscrivaient à la justification idéologique de la guerre. Plus tard, quand il apparut clairement que le conflit risquait de porter préjudice aux intérêts américains, le Congrès se remit à agir comme il l'avait fait précédemment. Ce revirement tenait aussi à d'autres initiatives du gouvernement Nixon, notamment la politique de « détente » avec l'U.R.S.S.

La - détente -, si essentielle à la realisation de certains objectifs américains, n'en a pas moins largement entamé la crédibilité de plusieurs administrations auprès d'un Congrès partirelif et sourcilleux quand il s'agissait de débloquer des fonds. Le Co nellement réticent à donner de l'argent à des « étrangers », mais il suffisalt d'habitude à l'administration d'avancer des arguments idéolopour qu'il s'y résolve. A cet égard, le changement d'attitude du Congrès est devenu évident quand M. Kissinger ne put lui faire voter les crédits indispensables à la poursuite de la guerre en Indochine pendant les ultimes semaines du conflit. Situation qui s'est reproduite quand le département d'Etat a tenté d'arracher l'assentiment du Congrès à une intervention militaire en Angola. Parallèlement, il était vital pour l'avenir de la « détente » de répondre au très vif désir des Soviétiques d'entamer des échanges commerciaux avec les Etats-Unis et de profiter de la technologie américaine. Quolque les multinationales américaines puissent passer des contrats avec l'U.R.S.S. par l'Intermédiaire de leurs tillales étrangères, le Congrès eabota avec succès bon nombre de tentatives par l'esquelles M. Kissinger voulait se donner les moyens de sa diplomatie.

Mais la réaction cocardière du Congrès à l'attaire du Mayaguez a vite dissipé les illusions qu'avait pu susciter son changement d'attitude à la fin de la guerre du Vietnam. Et c'est ce Congrès que certains voyaient déjà rajeunl et moins réactionnaire qui refusa au département d'Etat les crédits nécessaires à une renégociation de l'accord sur le canal de Panema — geste qui compte parmi les plus arrogants de la puissance américaine. Rien n'a changé en ce qui concerne les motivations, les rintérêts et les desseins des Etats-Unis. Ou plutôt, ce ne sont pas les évaluetions subjectives qui ont changé, c'est la réalité objective qui s'est trans-

Le Congrès nourrit toujours de nombreuses contradictions. Ainsi, sous la pression de la communauté gracque aux Etats-Unis, plus importante que communauté turque le Conorès a moplus qu'on attribue à la Turquie la responsabilité de la détérioration des grandes villes américaines et les forfaits des criminals qui contrôlent le marché de la drogue, comme el les paysans turcs qui cultivent l'opium étaient l'unique cause du fléau. Il y a aussi, bien sûr, un lobby sioniste particulièrement influent, qui parvient à faire sensiblement restreindre les ventes d'armes aux pays arabes du Proche-Orient et sape toutes les tentatives d'accord avec l'U.R.S.S. En outre, les pressions exercées par les groupes d'intérêts particuliers, qui depuis toujours pesent très lourdement sur la politique commerciale, s'intensifient en période de crise économique.

Enfin, au dehors des canaux de la diplomatie formelle et de la politique extérieure, les relations entre nations épousent des contours de plus en plus complexes, qui transforment peu à peu la configuration de l'échiquier mondial. Ainsi, quand des entités privées étendent leurs intérêts au monde entier, quand des multinationales amé-ricaines révèlent qu'elles ont versé des pots-de-vin à des fonction étrangers, quand le gouvernement américain intervient subrepticement dans les affaires intérieures d'autres nations pour les torcer à changer de régime, lorsque leurs gouvernements prennent des mesures économiques répondant à leurs besoins intérieurs, et quand tout cels a lieu dans le cadre

De la Corée au Vietnam

PENDANT cette période, la lutte entre l'administration et le Congrès fut particulièrement intense. Contrairement aux responsables du département d'Etat, les membres du corps législatif ne parvinrent jamais à comprendre qu'à l'époque il était indispensable au capitalisme américain d'exporter des dollars afin de combier le déficit en dollars des partenaires commerciaux des Etats-Unis, ce qui permettrait de preserver un semblant de prospérité à l'intérieur du pays. En 1949, au moment où la récession prenait mauvelse tournure, le Congrès refusa l'accroissement des importations en provenance de l'Europe, Interdisant par là même aux pays européens la possibilité d'acquérir des dollars sans passer par l'aide américaine. Il ne consentait à

desserrer les cordons de la bourse que lorsque l'on faisait appel à son anticommunisme militant, ce qui fut le cas quand il fallut voter des crédits pour financer d'abord un programme de réarmement complètement artificiel, puis la guerre, que le Congrès soutint

réarmement en Europe et à la guerre de

très énerglquement.

Le guerre de Corée mit fin à la récession et, du même coup, la tendance excédentaire se renversa, suscitant, chez les investisseurs, un intérêt nouveau pour les matières premières du tiers-monde, ce qui aggrava les difficultés économiques de la France et de l'Angleterre. En revanche, les économies du Japon et de l'Allemagne s'en trouvèrent fortement stimulées, et c'est ainsi que le « miracle » économique débuta dans ces deux pays.

Par JOYCE KOLKO

d'un système capitaliste intégré à l'échelle mondiale, les répercussions sur la politique internationale sont immédiates et elles se traduisent par l'apparition de problèmes nouveaux qui ont fatalement des contrecoups au niveau diplomatique.

Dans ce contexte historique, la mise en pratique des objectifs définis par les Etats-Unis et leur ordre de priorité sont constamment remis en cause. Mais les objectifs fondamentaux restent toujours les mêmes. Cet aspect crucial de la politique étrangère américaine est mis en lumière par certains développements caractéristiques de l'évolution survenue depuis la deuxième guerre mondiale.

De nos jours, malgré toute une propagande, il est assez communement admis que le plan Marshall n'avait rien d'une entreprise philanthropique, mais qu'il répondait en fait aux besoins de l'économie américaine, qui voulait reconstituer pour se les approprie des marchés durement éprouvés par la querre et fournir à d'autres les dollars qui leur manqualent pour absorber le flot grandissant des exportations américaines. Mais le plan Marshall avait aussi un autre espect, beaucoup plus important, et que l'on comprend généralement d'autant moins bien qu'il n'a guère laissé de traces dans les mémoires : la forme de reconstruction capitaliste qu'il alimentait engagea un processus d'ensemble doué d'une dynanique très particulière. Non que le plan Marshall n'alt pas été conforme à l'orthodoxia économique : après tout, il ne s'agissalt que de mettre au point des modalités propres à enrayer l'inflation, de rendre plus « solldes » les nonnaies européennes, d'équilibrer les hudgets et les dépenses, de faire renaitre des échanges excédentaires et de ralentir la demande par le blais de la baisse du niveau de vie et de l'accroissement du chômage. Mais les contradictions inhérentes à toutes ces actions déflationnistes, loin d'aboutir au relèvement économique et à l'élargissement du marché, provoquèrent une récession en Europe et au Japon (où l'occupation américaine avait introduit les mêmes pratiques), qui déclencha par vole de conséquence un marasme aux Etats-Marshall, l'impossibilité d'atteindre ses objectifs par des movens striclement économiques, aboutirent à la fois au

Les Américains ne s'étalent certes pas lancés dans la guerre de Corés afin de résoudre leur dilemme économique ; elle les décharges quand même d'una bonne partie de leurs problèmes Leur réaction au conflit fut largement déterminée par la conjoncture économique mondiale. Ils auraient adopté n'importe où aitleurs. Car la querre de Corée, en donnant à la - guerre froide une nouvelle intensité, offrait une très commode justification à la noursuite des exportations de dollars en direction des pays d'Europe et d'Asie, cette fois sous forme d' « assistance militaire ». de trais d'entretien - des milliards de des troupes américaines envoyées sur place, etc. Toutefols, dans la lin de la guerre de Corée, les investissements privés américains restèrent aux Etats-Unis ou allèrent soutenir la production de matières premières dans

les pave du tiers-mond La fin de cette guerre coincida avec l'apparition de nouvelles tendances inflationnistes dans l'économie américaine, qui découlaient directement du conflit. Du coup. les Etats-Unis revinrent sur leurs premières évaluations stratégiques des guerres terrestres en Asia, et le débat s'orienta sur la dissussion nucléaire, qui impliquait le recours à des armements et à des méthodes dont les effets inflationnistes sur l'économie générale seraient considérablement moins graves. Tous ces facteurs jouaient en dehors du champ des relations diplomatiques formelles entre les gouvernements, et même parfois contre elles, mais finalement ce sont eux qui faconnèrent l'évolution mondiale.

Les développements ultérieurs de l'économie capitaliste aux Etats-Unis et dans le monde transformèrent à nouveau tout le cadre de rétérence de la politique étrangère américaine. En 1957, afin de réduire le déficit et de freiner les tendances inflationnistes de son économie, le gouvernement américain prit un cernistes, assez similaires à celles qu'il devait prendre ensulte en 1969 et en 1973, et qui déclenchérent la récession aux Etats-Unis. Au même moment, les pays d'Europe créalent la C.E.E. et rendaient leurs monnales convertibles en dollars, ce qui, dans le contexte d'une récassion aux Etats-Unia, exerçait une force d'attraction très considérable sur le capital privé américain; c'est ainsi que la pénurie de dollars devint piéthore. Ensulte, l'économie américaine resta stemente lusqu'en 1964, avec, blen sûr. des hauts et des bas conjoncturels; ainsi, la - crise - du Spoutnik ranima flambée passagère.

Il ne fait pas de doute que la renalseance générale de l'économie américaine, la reprise des investissements à l'intérieur du pays et la réapparition d'une formidable demande d'importations qui stimula considerablement l'économie mondiale furent directement fonction de la guerre menée par l'Amérique au Vietnam entre 1965 et 1968. Encore une fois, !'Amérique n'était pas intervenue au Vietnam dans le dessein de résoudre ses problèmes économiques internes. motivations formalent une trame extrêmement complexe où se mêlalent l'économie, la stratégie, la « théorie des dominos », la « credibility gap »; la somme de tous ces facteurs était finalement plus importante que n'importe lequel d'entre eux pris isolément. Il se peut qu'au début les objectifs de l'entreprise alent été beaucoup moins nombreux, mais la prolongation du conflit et sa dynamique firent apparaître des dessein américain.

Bien que très profitable au départ pour tous les intérêts en jeu, le processus ainsi enclenché contenaît en germe ses propres contradictions. Car, en réalité, les cycles périodiques du capitalisme ne sont pas sans fien avec les événements politiques mondiaux. De fait, la guerre d'indochine a provoqué la lente érosion de l'économie capitaliste à l'échelle mondiale, ella a altéré la puissance américaine et transformé, directement et indirectement, les rapports entre les Etats-Unis et le reste du monde.

Au « boom » Initial succédèrent bientôt les crises monétaires. l'inflation. la récession, et une certaine tension se fit jour entre les Etats-Unis et ses partenaires d'Europe et du Japon au tur et à mesure que l'hégémonie américaine sur les échanges internationaux se corrodait peu à peu. Ce bouleversement des relations économiques mondiales contribua, aux Etats-Unis mêmes, à renforcer ies tendances favorables à un nouveau tournant diplomatique en direction de la « détente » avec l'U.R.S.S. et la Chine. L'industrie américaine exerca des pressions dans ce sens, dont l'influence fut décisive au moment de la récession de 1970-1971. Elles s'accordaient d'ailleurs fort bien à la stratégie qui consistait à réduire les mouvements révolutionnaires dans l'ensemble du globe en - neutralisant » les deux grandes puissances qui les soutenaient. Les événements survenus tout au long

de ces décennies ont modelé la ligne de conduite des Etats-Unis en politique étrangère, et c'est pour cela que tout énoncé formel d'une « stratégle globale », toute tentative de formulation de l' « intérêt national » et de ses priorités sont voués à rester purement académiques. Mais si l'on veut trouver un fil directeur à la politique extérieure des Etats-Unis pendant cette période, ce sera forcément la nécessité constante de protéger les intérêts américains (il faut insister sur ce plurfel) dans un monde en perpétuelle mutation, et son corollaire logique. la contre-révolution.

神学 の日

The state of the s

A DESCRIPTION OF THE PROPERTY OF THE PROPERTY

La dimension contre-révolutionnaire

A contre-révolution est le réflexe automatique de Washington à chaque fois que des intérêts américains se trouvent menacés quelque part. C'est une très vieille histoire, et elle est suffisamment blen connue pour qu'il ne soit pas nécessaire de revenir sur ses détails. Mais les bains de sang, la torture et la répression sont devenus le pain quotidien de la politique étrangère américaine à partir de l'écrasement du mouvement d'indépendance progressiste en Corée pendant l'occupation et le

eont restés jusqu'au renversement du gouvernement Allende au Chill, en passant par la liquidation des Huks aux Philippines, la répression en Grèce, la renversement de Mossadegh en Iran, celul d'Arbenz au Guatemala, l'intervention en Indochine aux côtés des Français, le renversement de Goulart au Brésil, celul de Soekarno en Indonésie, les assassinats de leaders politiques en Afrique, l'invasion de Saint-

(Lire la suite page 16.)

Quand l'intégration européenne devient souhaitable...

Ul sont les membres européens de la Commission trilatérale? Parmi les premiers dans l'ordre alphabétique figurent MM. Giovanni Agnelli et Raymond Barre. Du côté français, à côté de banquiers et de grands patrons tels que MM. Jacques de Fouchier (Banque de Paris et des Pays-Bas), Pierre Jouven (Péchiney-Ugine-Kuhlmenn), Roger Martin (Saint-Gobain-Pont-Andusson), Edmond de Rothschild, Paul Delouvrier (E.D.F.), Michel Gaudet (Fédération française des assurances), Pierre Esteva (Union des Assurances de Paris), Pagezy (La Paternelle), on note la présence d'hommes politiques et de syndicalistes: MM. Michel Debatisse (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) et René Bonety (C.F.D.T.), ainsi que de hauts fonctionnaires de la Communauté économique européenne.

Dans sa déclaration d'intentions, la Commission proclame qu'en se tondant sur « l'analyse des principaux problèmes auxquels doivent faire face les régions de l'ensemble tritatéral, la Commission a cherché à développer des propositions pratiques d'action commune (...). La rénovation du système international est une tâche de dimension trilatérale aussi bien que globale. Dans cet effort global, les démocraties industrielles restent une communauté identifiable et un noyau vital. Leur objectif, cependant, ne doit pas être la préservation du statu que mais la recherche d'accords qui, progressivement, embrassent le tiers et le quart-monde dans un effort de coopération pour assurer un ordre mondial plus équitable ».

Il n'est pas sur que des consultations accrues suffisent à résoudre la compétition entre les démocraties industrielles, mais cette déclaration, reprise per M. Jimmy Carter, témoigne d'une volonté d'élaborer une stratégie globale pour le monde capitaliste et d'abandonner la politique des « petits pas » et la pratique des accords bilatéraux menées par M. Kissinger.

des accords bilatèraux menées par M. Kissinger.

Ainsi, dans un rapport intitulé « Energy : A Strategy for International Action ».

Ile Commission trilatèrale recommende l'adoption d'une stratègie d'ensemble Amérique du Nord-Japon-Europe de l'Ouest sur trois points principaux : les relations d'ensemble avec les pays producteurs de pétrole ; les divisions suscitées par l'embargo pétrolier au sein de la « communauté trilatèrale » et de la C.E.E. allemème, et les problèmes économiques et sociaux d'ajustement à l'Intérleur de chaque pays. Le document souligne que « la liberté de manœuvre (des Etats-Unis) a été entravée par l'affaiblissement de leurs partenairés européens et japonais » (p. 11), en particulier à cause de leur extrême dépendance énergétique, et que le problème de leur dépendance à l'égard des pays de l'OPEP « doit être pris en compte par le Canada et les Etats-Unis dans le développement de leurs riches ressources en énergle fossile ».

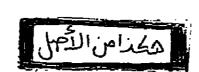
La Commission trilatérale critique la politique sulvie par les Etats-Unia pendant et après l'embargo, dans la mesure où leurs propositions sont restées

à mi-chemin, dans une perspective à court terme de pression eur l'OPEP, et n'ont

A U plan européen, la Commission regrette que l'accent ait été - mis continuellement, lors de la prise de décision, eur les mécanismes intergouvernementaux plutôt que sur les institutions de la Communauté européenne -, ce qui a
empéché - la C.E.E. de répondre rapidement à une situation de crise ou d'adopter
une politique à long terme ». Elle note en particulier que la recherche d'échanges
bilatéraux avec les pays producteurs de pétrole affaiblit - la possibilité de
résoudre le problème de l'énergie dans le proche tutur ou à long terme ».
Instatant sur la concertation trilatérale, la Commission évoque le renforcement et
l'institutionnalisation des consultations politiques au sein de l'O.C.D.E. et préconise la création d'une - commission politique trilatérale » chargée de « chercher
les moyens de coordonner les activités de politique étrangère. Il serait demandé
à la Commission de la Communauté européenne de désigner le représentant
européen aurorès de cette commission ».

Dans tous ses travaux, la Commission trilatérale souhaite des institutions européennes plus représentatives de l'Europe ; pour les veloriser, le gouvernement américain devraît renoncer è consulter séparément la France, l'Allemagne de l'Ouest ou la Grande-Bretagne : « L'organisation encore incomplète de l'Europe de l'Ouest tait que, pour le Japon et l'Amérique, elle reste un partenaire un peu gauche » (« Report of Task Forces to the Trilateral Commission », n° 12, 1976, p. 9). Dans l'optique d'une stratégie globaie des pays capitalistes développés s'appliquant au conflit Nord-Sud, l'intégration de l'Europe devient donc un tecteur important et, cette, fols, on s'efforcera de l'encourager tant sur le plan politique qu'institutionnel. Selon M. Jimmy Carter, les relations Nord-Sud constituent en effet un problème intrinsèque, qu'il faut traiter en tant que tel et non plus — comme le taisait M. Kissinger — en fonction de la rivalité soviéto-américaine : « Il est probable que dans un proche avenir les problèmes de guerre et de paix relèveront davantage de problèmes économiques et sociaux (entre le Nord et le Sud) que de problèmes de sécurité militaire (entre l'Est et l'Ouest), lesquels ont dominé les relations internationales dans le monde depuis la seconde guerre mondiale. A cet égard, les rapports soviéto-américains dépendront de l'attitude qu'adoptera l'Union soviétique à ce sujet : M. Carter s'est déjà déclaré prét, dans le cas d'un - nouvel Angola », par exemple, à « suspendre toute relation commerciale avec l'Union soviétique ». Décidément, la stratégie globale de la Trilatérale semble blen annoncer qu'une nouvelle période est en train de s'ouvrir dans l'instinire des relations internationales.

H. D.



(Sutte de la page 15.)

Domingue, le putsch militaire grec de 1967. Au Brésil et en Indonésie, l'intervention américaine fut un succès, en partie dù au falt que l'installation au ouvoir dans ces deux pays de régime compradores » coîncidait avec la reéconomique mondiale qu'avait provoquée l'escalade américaine de 1965 au Brésil, économiquement parlant, il y a dix ans, ne l'est plus aujourd'hui au calement différent

A n'en pas douter, la faveur des Etats-Unis Irait plutôt à des - compradores - libéraux comme Figueres au Costa-Rica, et Betancourt au Venezuela. als, la plupart du temps, les régimes de ce genre se révèlent incompatibles avec leurs objectifs primordiaux. On en trouvera un exemple particullèrement évident dans la politique adoptée par Dominicaine dans les années 60 : après avoir eux-mêmes organisé l'assassina de Trujillo, les Américains se virent contraints d'envabir le pays et d'installer un nouveau régime dictatorial pour se prémunir contre un glissement vers la gauche qui n'entrait pas dans leurs

Lorsqu'il s'agit de pays faibles et

dépendants, le réformisme n'est, aux yeux des Etats-Unia, quère plus tolérable que la révolution. D'ailleurs, les réformistes ne parviennent généralement qu'à mobiliser contre eux toutes les forces conservatrices, à l'intérieur comme à l'extérieur, tout en restant dépourvus de la base de classe qui serait nécessaire à leur survie. Les couvernements renversés par des putschs patronnés par les Etats-Unis n'avaient rien de révolutionnaire ; ils étaient formés de réformistes et de modérés qui ne visalent à rien de plus qu'à élever le niveau de vie de leurs populations et à gommer les aspects les plus régressifs du néocolonialisme. Mais cela les mettaient automatiquement en conflit avec les capitaux étrangers qui dominaient leurs économies. Certains, comme le couvernement chilien d'Unité populaire, tablérent aur l'hypothèse erronée qu'il leur suffisait de se placer sous la protection de la Constitution, d'agir loyalement à l'égard de toutes les classes de la société et de faire appel au nationalisme des masses pour contrer efficacement les menées du capital international. Mais, dans une telle situation, la bourgeoisie locale finit toujours par faire passer ses intérêts de classe avant son nationalisme et s'empresse d'aller charcher à l'extérieur des protections contre la menace qui pèse sur elle à l'intérieur. Washington n'a pas renoncé à sa quête théorique de régimes - compradores > libéraux : mais, dans la pratique, les Américains finissent toulours par conclure que la seule véritable alternative dans les pays du tiers-monde est entre la réaction et la révolution.

Et pourtant, l'entreprise contrerévolutionnaire la plus massive, la plus longue et la plus systématique que l'Amérique ait Jamais montée s'est sche-A 227 U20

sanciante. Le peuple vietnamien lui-même, et logique, volt dans les transformations internes du pays et dans la victoire remportée sur l'intervention étrangère l'aspect crucial de sa révolution. Mais, pour le reste du monde. la révolution vietnamienne est une des plus importantes, non pas à cause du nombre d'hommes qu'elle a libéres ou de la dimension de la société qu'elle transformée, mais parce qu'elle a infligé une défaite sans précédent à

une très grande puissance impérialiste et parce qu'une longue lutte a prosystème économinue mondial dans ses fondements mêmes. Car l'impact de la guerre du Vietnam est beaucoup plus dévastateur qu'il n'aurait semblé de prime abord. Kissinger a parfaitement ralson de dire que celle-cl a modifié de fond en comble la perception qu'ont les autres pays de la puissance américaine. Après cette défaits. Washington ne peut pas se contenter d'apporter à sa politique extérieure quelques réalustements de détail. L'élément déterminant est la transformation des conditions objectives, oul affaiblit considérablement la puissance américaine. Il ee

Stabiliser le rapport mondial des forces

 $B^{\,\rm IEN}$ entendu, la contre-révolution ne se limite pas aux pays du tiersmonde. La réception officielle aux Etats-Unis du fasciste italien Almirante et toutes les révélations sur les menées souterrainge de la C.I.A. en Italie, l'intervention probable des Américains en Grande-Bretagne au moment des grèves de 1973 et 1974, 1es menées de la C.I.A. au Canada pendant la crise québécoise de sont que quelques exemples récents du genre d'actions que suscite de leur part la moindre éventualité d'un glissement vers la gauche - dans des pays Industrialisés. A l'occasion du congrès des partis socialistes européens. au mois de février, le département d'Etat avertissait les socialistes français qu'il ne - toiérerait pas - la participation du parti communiste au gouvernement en France. Cette menace à peine vollée a des implications qu'il est facile d'imaoiner en se référant aux actions passées dans des contextes analogues. Même les sociaux-démocrates allemands ont en butte aux ingérences de M. Kissinger.

La détermination des Etats-Unis à ne pas laisser les partis communistes occidentaux accéder au couvernement de leurs pays respectifs s'explique par un certain nombre de raisons. L'une paraît être d'ordre idéologique : M. Kissinger volt dans ce phénomène le signe symbolique d'une modification globale du statu quo.

Car ei les capitalistes concevalent les bénéfices de la politique « de détente » comme une fin en sol, M. Kissinger, lui, n'y voyait qu'un moyen. Son objectif ultime est de stabiliser définitivement le rapport mondial des forces dans sa configuration actuelle. Il faut restent en place. Et l'accession au gouvemement des partis communistes occidentaux représenterait une faille intolérable dans les perspectives globales de la détente. M. Kissinger état du même argument en ce qui concerne l'Angola : pour lui, le M.P.L.A. risqualt de remettre en cause le statu quo en Afrique, même si certains groupes d'intérêts américains comme la Gulf, estimaient que le M.P.L.A. était un partenaire aussi valable qu'un autre. Il s'agit ici de la superstructure idéologique, et, même el M. Kissinger a luimême accordé une certaine validité à

Crise économique et politique étrangère

A UJOURD'HUI, ce sont les problèmes économiques qui déterminent la politique étrangère américaine, et leur rôle devrait être encore plus déterminant dans les mois à venir au fur et à mesure que les phénomènes économiques concrets feront ee délabrer le bel édifice de la « grande stratégie politique .. M. Charles Robinson, cous-secrépeut même que le aguvernement américain finisse ultérieurement par se résoudre à faire la paix avec des nations comme Cuba et le Vietnam, comme fini par le faire avec la Chine et I'U.R.S.S., sous la pression d'une industrie de plus en plus avide d'échanges dans un monde où les marchés s'épuisent. Cela dit, il n'acceptera jamais de gouvernements dominés par les partis de gauche ou fortement influencés par eux dès lors qu'ils ne seront pas déjà détenteurs d'un pouvoir absolu. Il est prêt à user de tous les moyens dont il dispose pour monter des opérations de subversion contre les gouvernements de ce type, comme au

ces théories, il y a forcément, sous l'idéologie, quelque chose de plus réel. Aux yeux du gouvernement américain, ement vers la gauche qui se profilalt en Angola falsalt peser une dans l'ensemble de l'Afrique australe. A cet égard, peu lui importait de savoir qui soutenait le mouvement nationatiste. Il s'agissalt surtout de tirer parti des ressources de la nouvelle nation africaine, et dans ce sens l'installation au pouvoir d'un régime néo-colonial dépendant des Etats-Unis et donc susceptible de se plier à leurs exigences paraissait beaucoup plus profitable que celle d'un régime nationaliste et Indépendant, orienté à gauche qui plus est. En outre, l'Angola occupe sur le continent africain une position stratégique qui peut décider de la survie des intérêts impérialistes dans toute l'Afrique australe, et notamment en Rhodésie et en Afrique du Sud. Aussi, même si l'éventualité que la Gulf réalise des accords fructueux avec le M.P.L.A. n'était pas exclue, un autre type de régime étalt préférable à tous autres egards. Les Etats-Unis misèrent donc sur le F.N.L.A.

En Italie, malgré le réformisme du P.C.I., et bien que ses édiles administrent depuis des années une bonne partie du pays, la crise économique est toujours à l'ordre du jour, et les conséquences politiques qu'elle pourrait entrainer restent imprévisibles. La - fuite des capitaux - n'est qu'un symptôme parmi d'autres de la peur de la oisie italienne en face d'une crise politique de plus en plus possible au fur et à mesure que les conditions écomiques empirent. Dans le contexte de la crise économique mondiale l'important n'est pas de savoir qui participera à la gestion de l'Etat en Italie, d'autant plus que cet Etat est criblé de dettes et talonné par ses créanciers internationaux. L'Italie n'a pas d'« homme providentiei », et aucun parti, aucune combinalson de partis n'y est capable de réformer le evstème économique. De même, aucun gouvernement ne peut longtemps qu'il ne disposera pas d'un pouvoir absolu. C'est la leçon la plus importante que l'on puisse tirer des événements du Chill, et elle est valable

taire d'Etat aux affaires économiques, déclarait d'ailleurs, au moment de con entrée en fonctions : « Jai immédiatement décidé que la politique étrangère et la politique économique étaient une seule et même chose. Les questions économiques prennent de plus en plus d'importance dans les relations internaCela n'a rien de nouveau, bien sûr. Mais aujourd'hui les rivalités, les tensions et la course à la puissance vont s'intensifier sur le plan international. Cette intensification apparaît déjà dans la compétition sur les marchés, dans les manipulations monétaires, dans la for mation de blocs d'intérêts, dans les récercussions internationales qu'entralnent les mesures économiques prises au plan national dans chaque pays, et dans les tentatives des Etats-Unis de colmater les brèches de leur hégémonie en uti-lisant les positions débitrices d'autres nations. Dans tous ces secteurs, les événements prennent une tournure extrêmement imprécise, et les initiatives politiques et diplomatiques dolvent toujours nir compte de l'économie mondiale.

C'est dans le domaine des échanges et dans la lutte pour la conquête des marchés que les rivalités apparaissent aujourd'hui au grand jour ; et cette lutte ne peut que s'intensifier, puisqu'il n'y a aucun indice de reprise dans le commerce international. Bien au contraire, les espoirs de débouchés autres que le marché traditionnel qui avaient surgi en 1975, quand des partenaires nouveaux des marchés, butent à présent sur les effets que l'évolution de la dépression a eus sur ces pays et qui se sont traduits par des annulations et des reports de commandes délà passees. Ce fait contribue à expliquer le déficit du commerce américain au début de 1976. Les Etats-Unis se montreront sans doute plus agressits = qu'auparavant dans leurs échanges internationaux, qu'il s'agisse de la conquête de marchés extérieurs ou de la protection de Jeur propre marché intérieur. Car Jeur-ligne de conduite politique est entièrement tributaire de leurs impératifs économiques, ainsi qu'on a pu le voir au Proche-Orient, où la tactique américaine est passée, en moins d'un an, des menaces de guerre sur les matières premières à la recherche de nouveaux débouchés.

le monde industriel, spécialement aux Etats-Unis, la reprise des demiers mois, ce qu'elle a de londamental, reste menacante et continue de faconner la Etats-Unis, la reprise des derniers mois surestimée mais réelle dans le secteur de la consommation, tient aux dépenses du tiers le plus riche des consommateurs. Les rapports indiquent que cette phase touche à sa fin sans avoir pu encourager une modification des prévisions de dépenses du secteur industriel, qui se montre plus sceptique. Une modification du comportement des consommateurs décourages encore davantage les prévisions de l'industrie. Si le marché intérieur se contracte une nouvelle fois, les pressions exercées sur le commonétaires s'intensifieront encore. Entretemps, le chômage reste supérieu: de pendant que les municipalités et les Elats sont en déficit. En même tamps, la crainte d'une nouvelle poussée inflationniste conduit délà les gouvernements et les banques centrales des pays industrialisés à envisager des mes tionnistes qui ne peuvent du'accélérer cette évolution négative dans le secteur privé Bref, il n'y a de bases solides pour une reprise ni aux Etats-Unis ni dans les autres pays capitalistes, les uns et les autres étant contraints à se battre pour s'assurer quelques avantages particuliers alors qu'ils sont tous imbriqués dans le même cycle économique. L'échec de la reprise con seulement intensifie la guerre des marchés dans le reste du monde, mais sure également pour conséquence que les mesures économiques prises par le gouvernement américain sur son propre sol continueront à avoir, comme précédemment, des répercussions très rapides sur le plan international.

Malgré les signes d'une reprise dans

Une position avantageuse de créanciers

C'ETAIT déjà évident quand les varia-tions abruptes du cours du dollar porterent gravement préjudice aux exportations de nombreux pays au momen précis où il était crucial pour eux d'accroître le volume de leurs ventes. La chute du dollar était due, pour une bonne part, aux efforts du couverne ment américaln, qui voulait stimuler son économie en diminuant les taux d'intérêts : mals, loin de favoriser les investissements dans une économie trop compromise par la dépression, cette tentative aboutit à une pluie de doilara eur les marchés étrangers, qui provoqua de nombreux conflits diplomatiques. Les problèmes monétaires, partie intégrante de la querre commerciale. continueront d'affecter gravement les relations internationales, et l'incapacité à définir des solutions à long terme devrait accroître les tensions dans le court terme, puisque les questions monétaires débouchent directement sur les problèmes de l'emploi, des échanges et du profit.

Les Etats-Unis restant très conscients de la position politiquement avantageuse que leur confère leur situation de créanciers à l'égard d'autres nations, et ils s'efforcent d'en tirer parti. Ainsi, la Grande-Bretagne n'a pratiquement plus aucune liberté d'initiative dans le domaine politique dans la mesure où ses élections économiques internes et une bonne part de sa politique étrangère lui sont dictées par ses créanclers étrangers, principalement par les

Au moment de la crise pétrolière de

1974, les Etats-Unis tentèrent de rétablir leur hédémonie sur l'Europe en proposant la création d'un fonds de - solidarité = de 25 mililards de dollars pour parer d'urgence su déficit budgétaire des pays en cause et pour constituer, sous l'égide américaine, un front uni contre les pays de l'OPEP. Cette protiel et très provisoire, puisque ce succès ne dura ou'aussi longtemps que la crise du pétrole parut être la plus grave des urgences pour les pays industrialisés. Mais, à partir de 1975, l'évolution de la dépression prit le pas sur la crise du pétrole pour devenir le premier sujet d'inquiétude des pays européens, qui tendaient tous a en attribuer la responsabilité non plus à l'OPEP, mais aux Elats-Unis et à leurpolitique économique intérieure aussi

Dans la pratique, le passage d'une politique de confrontation à una politique dite de « conciliation » evec le tiers-monde n'a amené qu'une légère caine, assortie de la décision de participer désormais à des confér auparavant boycottées. Les Etats-Unis entendaient ain si faire prendre une orientation nouvelle aux efforts economiques des pays du tiers-monde et faire dévier leurs exigençes de transformations dans les échanges internationaux vers des institutions bien établies qu'ils avaient bien en main, comme le F.M.I., afin d'augmenter encore leurs dettes et leur état de dépendance. Les actions des pays de

L'INFLUENCE DES GROUPES ÉCONOMIQUES ET ETHNIQUES

Par CHARLES ZORGBIBE

18.

A politique étrongère des Etats-Unis est conforme aux plus hauts critères de morolité», affirmait M. Gerald Ford, le 6 octobre, ou cours du débot télévisé de San-Francisco. Et M. Jimmy Carter de rétorquer : « J'ai remarqué que M. Ford n'a pas fait de commentaire au sujet des prisons chi-liennes... » A certains égards, l'après-Kissinger semble avoir commencé sous M. Kissinger : l'opinion publique américaine ne se reconnaissait plus dans une diplomatie de l'équilibre —
« trop froide, trop anti-idéaliste pour être merée par une démocratie », prédisait Tocqueville — transposée du dix-neuxième siècle ien, contraire à toutes les traditions américaines, au « style national » des Etats-Unis. Non pas que la politique étrangère américaine ait été particulièrement « angélique » à travers les deux derniers siècles : mais même interventions armées et les plaidoyers pour la sécurité nationale — tels caux d'un Theo-dore Roosevelt — étaient présentés en termes

Le rejet de la greffe européenne de l'ère Kissinger est sensible parmi les experts amé-ricains de politique étrangère : les grandes ligaes d'une nouvelle diplomatie biportisane apparaissent, révélant un plus vif întérêt pour le dialogue Nord-Sud, le souci de renforcer les liens « trilatéraux » avec les alliés traditiond'intensifier la compétition idéologique avec le blac soviétique. Il importe surtout de reconsidé-rer la part des impératifs géopolitiques et celle du combat transpotional pour les droits de l'homme dans l'action américaine : M. James Chace, rédacteur en chef de Foreign Affairs, rappelait devant nous l'efforement des mi universitaires et d'une fraction de la classe politique devant les révélations sur le coup d'Etat chilien — ce « Watergate » de politique étrangère ; et la modification des positions oméricaines sur l'Afrique australe, si elle peut s'expliquer, en termes d'équilibre, par la nécessité de répondre à la percèe soviétique dans les États nés de la décolonisation portugaise, n'en consacra pas moins la réapparition officielle des « préoccupations morales ». Sans doute est-il trop tôt pour dessiner les

contours de la future poli ricaine : les thèmes dominants des platesformes électorales peuvent se consumer rapi dement aux mille feux du jeu international. La campagne présidentielle n'est cependant pas sons incidence sur la conduite de la diplomotie américaine. M. Richard Neustadt a souligné les problèmes que pose le « cycle quadriennal » : hésitant dans la première année de sou mandat, car il lui faut réunir une équipe et établir des priorités, le président est controint, trois ans plus tard, à une prudence excessive et à un attentisme qui peut tourner à l'irresponsabilité, comme le montre la stratégio du président Eisenhower et du secrétaire d'État Dulles lors de la crise de Suez en 1956 ; ou, ou contraire, le chef de l'exécutif est éoccupé de se conformer aux attitudes énergiques adoptées au cours de la compagne oinsi s'expliqueraient la mésoventure de la baie des Cockons, au début de la présidence de John Kennedy, ou les réactions de Lyndon Johnson à l'incident du golfe du Tonkin, en août 1964, à la veille du renouvellement de

son mandat.

Pendant la course à la présidence, le futur
« maître Jocques » de la Maison Blancha est
"---inion nublique, plongé dans le obsédé par l'opinion publique, plongé dans le bain populaire, soumis à de multiples pressions internes: ne devro-t-il pas, plus tard, pour rétablir le consensus sur lequel sont fondées les institutions américaines sans sombrer dans l'immobilisme, aller jusqu'à dramatiser la décision à prendre et pratiquer cette « diplomatie de crise » que M. Stanley Hoffmann a

dépeinte avec acuité, retrouvant au passage les accents de Marcuse pour analyser la fanc-tion de légitimation de la presse libre et des mass media manipalés par les milieux offici anxieux de cimenter l'orthodoxie nationale? Mais le chef de l'exécutif court-il réellement le risque d'être aliéné au corps électoral et de sacrifier à l'humeur du public l'élaboration de sa politique étrangère? La course à la ice éclaire les facteurs internes de la politique étrangère américaine — leur impact, mais aussi leurs limites.

Démocratie et politique étrangère

A OUT 1976 : interrogé, à Plains, sur ses A choix de politique étrangère, M. Jimmy Cartes préfère mettre l'accent sur la démocra-tisation des processus de décision :

 Souvent, dans le passé, les décisions ont été prises dans la coulisse, sans que le peuple soit consulté ou informé... En faisant participer le peuple américain et le Congrès à nos décisions en matière de politique étrangère, nous obtiendrons un soutien beaucoup plus ferme de nos prises de position. »

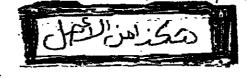
Pure rhétorique électorale? Ou problème central de politique étrangère, dans la mesure où l'usage excessif des prérogatives présiden-tielles et le culte du secret ont suscité un réveil de l'opinion publique et du Congrès Paradoxal retoumement pour les hérauts de la Realpolitik, partisans d'ane stricte séparation des politiques étrangère et intérieure : la politique étrangère est souvent, pour le meilleur et pour le pire, la résultante du jeu des forces internes ; elles subit l'impact des moyens d'information de masse. Dans la tourmente de l'affaire du Watergate, M. Kissinger est contraint de s'adresser à l'opinion publique américaine, par l'intermédicire de Newsweck, le 30 juillet 1973, pour la mettre en garde contre le danger d'altération d'une pa étrangère « positive ». En refour, dans l'élan de l'affaire du Watergate, certains des censeurs de l'administration républicaine s'en prennent à la diplomatie « discrète » du secrétaire d'Etat : le sénateur Jackson accuse M. Kissinger d'avoir conclu des arrangements secrets avec les Soviétiques sur la limitation des armements stratégiques — soucieux d'obtenir des résultats spectaculaires lors des négociotions

de 1972, M. Richard Nixon agrait informé les Soviétiques que les Etats-Unis n'avaient pas l'intention d'atteindre le chiffre maximal de missiles sous-marins autorisé, ce chiffre fictif n'étant inscrit dans l'accord qu'à la seule fin

de ne pas inquiéter les alliés de l'Amérique. L'administration républicaine avait pourtant été heureuse à ses débuts : face à une opinion publique divisée sur le problème du Vietnam et profondément déçue par la politique extérieure en général, elle avait rétabli un certain consensus national grâce à ses succès initiaux à Pékin et à Moscou. Mais, confrontés au Congrès et à l'opinion publique, elle a bien-tôt éprouvé des difficultés telles que son entreprise diplomatique s'est trouvée mei sout mené qu Sénat par le « parti jacksonien » symbolisait la conjoncture de deux courants: les nostalgiques de la « guerre froide », qui tiennent la défente pour un piège tendu par les Soviétiques, alliés oux porte-parole de l'intelligentsio, qui ont mis tous leurs espoirs dans le développement des rapports entre l'Est et l'Ouest et réagissent au durcissement intérieur de l'Union soviétique. Mais, au-delà du grand débat sur les rapports avec l'Est — à l'acte de foi de M. Henry Kissinger dans un sus historique, à son espoir que le développement de la coopération avec l'Est suscitera, à long terme, une modification de la structure des sociétés communistes, les « jack-soniens » répondent par le souhoit d'une utilisation tactique des conditions présentes percent de très anciennes frustrations. Ainsi, la multiplication, depuis des décennies, des «accords exécutifs » non soumis à la procédure de ratification des traités, ne tend-elle pas à enlever au Sénat la connaissance de problèmes fondamentaux. Les Etats-Unis ant conclu, en 1930, vingt-cing traités et neuf accords exécutifs, — en 1971, dix-sept traités et deux cent quatorze accords... La distinction traditionnelle du traité et de l'accord exécutif, instruments d'un engagement majeur dans le premier cas, mineur dans le second, tend à premier cas, mineur cans ne secona, cire inversée: pour le sénateur Fulbright, en 1972, l'accord exécutif était comparable à

1

Selon les commentateurs classiques, l'action de l'exécutif jouit d'une sorte d'im ment où la critique serait utile. Plus tard, en cas d'échec, le Congrès sa fivrera à une vaine « vendetta rémospective »; après le





l'OPEP, réunis en un seul bloc, et les accords séparés qu'ils avalent entamés avec les pays de la C.E.E. avaient provoqué una inquiétude très viva chez les Américains et les avaient convainces de modifier leur tactique et d'accepter le « dialogue » afin de mieux faire obstacle à la tournure peu favorable qu'avaient prise les événements. Comme le falsalt observer un des aasis-tants de M. Klasinger à l'ONU l'automne dernier : • Le dialogue est ja mellieure manière de tenir en main les pays les moins développes. . Mais. dialogue ou pas, le monde continue à

Au stade où nous en sommes, la querelle Nord-Sud est principalement une affaire de famille qui oppose entre eux les différents secteurs du capita-

« Choisis si tu l'oses... »

(Cornelle, Heracitus, acte IV, scene IV.)

lisme mondia), bien qu'elle prenne partois les aspects d'un combat du monde riche contre le monde pauvre. Elle n'en est pas moins âpre. Il s'est tout au plus operé une passation de pouvoir des bourgeoisies « compradores » aux smes nationaux. Mais une volonté de contrôle nationaliste sur les ressources et la développement économique des pays du tiers-monde, bien qu'elle soit à l'opposé du contrôle socialiste, peut menacer l'exploitation néocolonialiste et impérialiste et déclencher um conflit international tout aussi sérieux. Même si la menace ne porte pas sur la propriété privée, mais seulement sur la domination étrangère, le danger est très réel pour un Etat érialiste comme les Etats-Unis. M. Kissinger a aussi laissé clairement

entendre que l'aide américaine et les échanges avec l'Amérique seraient foncdes rencontres internationales ». Pour l'instant, les Etals-Unis peuvent faire louer leur mainmise sur le « pouvoir taire - dans leurs rapports avec les autres nations. Partout, ils s'efforcent d'exploiter au maximum les faiblasses économiques relatives pour s'assurer des gains politiques et économiques. Mais il s'agit là de pratiques dévaluées, d'attitudes traditionnelles qui ne répondent plus à la condition générale de crise devant laquelle les Etals-Unis sont aussi vulnérables que n'importe quelle autre nation. Car, outre les américaine doit faire face, les banques

Par MARIE-FRANCE TOINET *

tique fut pleinement efficace: les Noirs, par exemple, électoralement affranchis par le quinzième amendement (adopté en 1870), ne recouvreront le droit de vote, qui leur est de fait dénié à la fin du dixneuvrème siècle, qu'à la suite de la loi sur le droit de vote de 1965. Encore la situation n'est-elle pas parfaitement satisfaisante. En effet, « les ciloyens noirs sont exclus des réunions de parti locales, omis à tort des listes d'inscription, intimidés par les présidents de bureau de vote et génés par l'insufficance des bureaux de vote (...). Les électeurs noirs reçoivent des informations erronées et sont techniquement disqualifiés de facon discriminatione (3) ». Troy technique, l'explication « mécanique est aussi insuffisante. Car une augmentation de la participation aurait dû correspondre à la suppression des obstacles électoraux. Il n'en a rism été. En effet, si l'affranchissement de nouvelles catégories d'électeurs tout au long du vingtième siècle s'est traduit, dans un premier temps, par une participation accrue des nouveaux électeurs. l'enthousiasme s'est bien vite éteint. A l'heure actuelle, alors que l'accès aux urnes est plus facile

vite éteint. A l'heure actuelle, alors que l'accès aux urnes est plus facile que jamais — an total, il est mainte-nant relativement plus simple de s'inscrire sur les listes électorales aux

Elats-Unis qu'en France, — l'absten-tion atteint des niveaux particuliè-rement élevés.

américaines ont de plus en plus souvent affaire à des débiteurs insolvables, et les débouchés dont les exportations américaines ont de plus en plus besoin se rétrécissent sans cesse. Le fait reste miques des autres nations, au lieu de renforcer la puissance américaine, tendralent plutôt à la miner encore

La politique étrangère est partout confrontée à la réalité de la crise économique, qu'il s'agisse des pressions qui s'exercent à l'intérieur ou de la modification du rapport des forces à l'extérieur, et c'est à partir de ce contexte que se décideront ses acles tuturs. Mais, quoi qu'il advienne, la polià répondre aux bescins multiples et

Le taux d'abstention témoigne d'un profond scepticisme

à l'égard du système politique

contradictoires du capitalisme américain et à se conformer au modèle strategique d'ensemble de la contre-révolution. Pourtant, les éléments disparates de cette politique étrangère, bien qu'ils soient tiés et agissent les uns sur les autres, n'ont jamais constitué et ne constituent toujours pas une stratégie globale et cohérente. Il se peut que les penseurs du département d'État aient formulé dans leur tête cette stratégie globale, mais il ne leur sera jamais possible de la traduire en actes dans le contexte d'un monde en perpétuel bouleversement, C'est ce contexte qui, en revanche, définira les formes d'action auxquelles ils autont recours dans le cadre général de leurs objectifs impérialistes et contre-

JOYCE KOLKO.

Phénomène d'une ampleur exceptionnelle dans les démocraties libérales

DX dernières élections législatives américaines, en 1972, 36 % seulement des électeurs potentiels ont pris la peine de voter : record d'abstention depuis les élections législatives de 1946, alors que des millions d'Américains, encore mobilisés, n'avaient pu participer au scrutin. Aux élections de 1976, l'abstention constitue un record depuis les élections présidentielles de 1948. Certes, la participation a été un peu plus forte que les sondages ne l'avaient prévu : ils estimaient qu'une moitié sculement de l'électorat se rendrait aux urnes. Mais on est loin moitié sculement de l'électorat se rendrait aux urnes. Mais on est loin de la participation a massive » que, prenant leurs désirs pour des réalités, les observateurs ont cru pouvoir relever. A moins, évidemment, que l'on ne considère une participation de 53,3 % — chiffre provisoire — comme particulièrement importante. Techniquement, il est difficile aux Etats-Unis de calculer l'abstention : tous les Etats n'ont pas d'inscription électorale ; le bureau du recensement — qui calcule les chiffres de participation — en est encore à modifier en 1976 de quelques dixièmes de point les chiffres d'abstention pour les précédentes présidentielles. En tout état de cause, d'après les derniers ohiffres connus, la participation cette sunée sera inférieure à celle de 1972. année sera inférieure à celle de 1872, qui était la plus faible depuis 1948. On s'interroge sur le triomphalisme que dénotaient les premiers commen-

taires.
On considère parfois que « l'indif-férence, le scepticisme, l'abstention-nisme sont des maux universels (1) ».
Pourtant, la participation électorale se hisse à des niveaux jamais atteints en Europe occidentale. Au deuxième tour des élections prési-ABSTENTIONS AUX ELECTIONS

DEPUIS 1960 (en pourcentage par rapport au nombre d'électeurs potentiels)

	Présiden- tielles	Législa- tives
1960 1962 1965 1968 1972 1974 1976	36,5 38,2 39,3 44,5 46,7	53,7 54,8 56,2 63,9

- 4.7

, e estado

.

.

20.00

dentielles françaises de 1974, l'abstention totale tombe à 12.06 % des inscrits, ce qui ne s'était pas vu depuis 1848. Aux élections législatives qui ont eu lieu en 1976 en Italie (20-21 juin), en Suède (19 septembre) et en Allemagne (3 octobre), la participation a constamment dépassé 90 %.

L'abstentionnisme électoral nous parait donc une facette particullèrement caractéristique de la démocratie américaine et non un mal universel. Le phénomène, aux EtatsUnis, n'est d'affigurs pas récent,
même s'il prend une ampleur croissante depuis 1960, comme on peut
le constater à la lecture du tableau
ci-contre.

le constater à la lecture du tableau ci-contre.

Pendant fort longtemps, les analystes se sont efforcés d'expliquer la forte abstention américaine par des raisons mécaniques : aux Etats-Unis, « les difficultés d'inscription ont fait que de nombreux citoyens s o n'i devenus des non-inscrits (2) ». En fait, l'explication est peu satisfaisante. Tout d'abord, elle est par trop technique. L'inscription obligatoire, les tests d'alphabétisation, la taxe électorale et les exigences de résidence ont été établis aux Etats-Unis à-la fin du dix-neuvième siècle. Officiellement, il s'agissait d'éviter la fraude électorale. En réalité, on souhaitait en même temps empêcher l'accès aux urnes des « indésirables », tels les Noirs, les Asiatiques, les Européens du Sud et, plus tard, les Portoricains ou les Méxicains. Cette poli-

Un électorat pourtant subtil

L'ARGUMENT « mécanique » nous que les électeurs américains ne sont aucunement en opposition systématique à l'égard de la participation électorale. Ainsi, William Flanigan a pu montrer, à partir des sondages du Survey Research Center de l'université de Michigan, qu'une « proportion assez réduite de l'électorat national potentiel ne vote jamais, environ 15 % dans les a n é es récentes (4) ». C'est dire que 85 % participent au moins épisodiquement. Quand ils s'abstiennent, il doit donc bien y avoir un sens politique à ce geste. Car cet électorat est capable d'une syrtéme subtilité les rècles du d'une extrême subtilité. Les règles du jeu sont complexes — notamment en ce qui concerne les primaires, — le maniement des bulletins de vote compliqué. Or l'électeur moyen est . parfaitement à même de s'en accommoder. Il va plus loin : alors que les règles qui régissent le vote ne

facilitent pas de telles méthodes, il « panache » de plus en plus-volontiers son bulletin de vote, exprimant par exemple une préférence pour les républicains au niveau présidentiel et une préférence pour les démocrates au niveau sénatorial. Ainsi, en 1932 deux cent terminet une présent de la langue et la langue de la langue et la langue de la langue et l crates au inveau sénatorial. Ainsi, en 1972, deux cent trente et une circonscriptions sur quaire cent-trente-cinq ont « panaché » leur vote en ce qui concerne les seules élections présidentielles et de représentants. Ce « panachage » correspond à une volonté politique tout à fait claire et dont sont parfaitement conscients les électeurs : en 1976, 59 % des électeurs qui ont déclaré vouloir voter pour le président Ford ont donné pour le président Ford ont donné comme l'une des raisons qui déterminent un tel choix leur souhait de voir un congrès démocrate contrôlé par un président républicain (5). Et pointant ce raffinement de

* Chargée de recherches à la Fonda-tion nationale des sciences politiques.

l'électorat dans son ensemble n'est guère ressenti par les anaiystes américains. Bien souvent, l'interprétation politique qu'ils donnent de l'abstention constitue, en fait, une justification de la situation américaine. Au mieux, l'abstentionnisme est considéré comme une responsabilité individuelle détachée de tout contexte social, l'abstentionniste décrit comme un citoyen e passif 2, a grathique 2, voire c emique 2. Au pire, l'abstentionnisme est considéré comme un bien, car une trop forte participation risquerait de metire le système politique en danger puisqu'elle impliquerait le concours d'éléments cyniques, hostiles à la démocratie et, par conséquent, désta-

mocratie et, par consequent, désta-bilisateurs. bilisateurs.

Ces deux explications ne nous semblent aucunement rendre compte de la réalité, car elles négligent des problèmes fondamentaux : l'électorat ne s'abstient-il pas parce qu'il a mesuré les limites du processus électoral, parce qu'il s'est rendu compte de l'absence presque totale d'alternative politique que lui offre le système américain? Cet électorat, en effet, continue, à juste titre, d'accorder toute son importance — plus que hien des spécialistes de science politique — au vote : en 1976, il estimait der toute son importance — plus que hien des spécialistes de science politique — au vote : en 1976, il estimalt à 77 % que a le rote était encore le moyen le plus important dont disposaient les Americains pour influencer le gouvernement (6) ». Et pourtant, moins d'un tiers des électeurs concernés ont participé aux élections primaires présidentielles de 1976, moins 54 % environ ont voté lors des élections de novembre. S'il y a une telle distance entre l'idéal et la pratique, entre ce que pensent et ce que font les électeurs, n'est-ce pas en raison de ce que l'on doit peut-étre appeler une aliénation à l'égard d'un système politique dont la pratique semble justement fort loin de l'idéal enseigné à l'école ? Les Américains, pour leur part, semblent en être convaincus, qui portent un jugement de plus en plus dur sur le système politique. Alors qu'en 1964, 76 % d'un échantillon nationalement représentatif avalent confiance dans le gouvernement de Washington pour agir correctement toujours ou la plupart du temps, ce pourcentage est tombé à 33 % en 1976 (7). D'aurès le Surrev du temps, ce pourcentage est tombé à 33 % en 1976 (7). D'après le Survey Research Center de l'université de Michigan, le pourcentage de ceux qui estiment que le gouvernement est dirigé par quelques grands intérêts pour leur propre bénéfice et non pour le bien de tous est passé de 29 % en 1964 à 58 % en 1972. Enfin, selon un sondage du Cambridge Survey Research, « quatre personnes sur dir earch Center de l'université de

interrogées estiment qu'il n'y a aucune différence quel que soit le vainqueur (8) ». Bref, une forte pro-portion d'Américain semblent d'accord

portion d'Américain semblent d'accord avec ce coupeur de canne à sucre noir interrogé en Louisiane par le Wall Street Journal: « Je ne vote pas, parce que (...) celui qui serneiu ne s'intéressera pas à moi de toute façon. Quelle différence cela ferait-fl? (9) ».

Cela n'en ferait guère. Les deux grands partis américains ne proposent pas — ou si peu — de visions fondamentalement différentes de ce que devraient ètre la société américaine et son rôle dans le monde. Ce qui ne veut aucunement dire que ces partis sont « désidéologisés ». Comme le notent très justement Françoise et Claire Masmats: « Ce n'est pas parce que deux partis ont une conception Claire Masmata: « Ca n'est pas parce que deux partis ont une conception identique du monde que l'on peut en conclure à une absence d'idéologie... Les partis américains sont des partis défendant en commun une certaine idéologie (10). » Sur la plupart des problèmes, les deux grands partis sont, en réalité, séparés par des nuances. La preuve en est, par exemple, que le pouventage des par des nuances. La preuve en est, par exemple, que le pourcentage des votes du Congrès où une majorité des démocrates votent contre une majorité des républicains n'atteint jamais 50 %, quelle que soit la session étudiée. Même un Congrès c en s é idéologiquement polarisé comme celui élu en novembre 1974 n'a vu une telle situation se produire que dans 48 % des cas.

(Lire la suite page 18.)

(1) Ct. Fontaine (A.), c is Désacralisation du pouvoir s. le Monde,
16 octobre 1978.

(2) Gosnell (H. F.), Why Europe
Votes, Chicago, University of Chicago
Press 1930, page 183.

(3) Sénateur Mathias (républicain
du Maryland), c Amendment to the
Voting Rights Act of 1965 s. Hearings
before the Senate Subcommittee on
Constitutional Rights of the Judiciary Committee, Government Printing Office, Washington, 1970, page 9.

(4) Flanigan (W. H.), Political behavior of the American electronic, 2° édition, Boston, Allyn and Bacon, 1972,
page 22.

(5) c The Race Turns into a Dead
Heat s, Time, 11 octobre 1976, page 38.

(6) Alpern (D. M.), c The Skeptical
Voters s, Neuesweek, 12 avril 1976,
page 32.

(7) Ibid, page 32.

page 32.

(7) Ibid, page 32.

(8) Cité in « A Pessimistic Public »,
Wall Street Journal, 2 février 1976.

(9) Shaffer (R.). « Left Behind : for
a Plantation Land, Progress of Blacks
Seems far Removed », Wall Street
Journal, 17 octobre 1974.

(10) Masnata (F. et C.), Pouvoir,
société et politique aux Elats-Uniz,
Payot, Paris, 1970, page 184.

pénétration américaine au Cambodge, au prinpenerreuron americante au Campoage, au prin-temps 1970, le Sénat tente de reprendre, per l'amendement Cooper-Church, le contrôle du pouvoir de guerre du président. Les premiers pas de l'administration Ford out pu leisser supposer que le « réveil du Congrès » n'étuit que provisoire : les crédits demandés pour la défense et le Vietnam avaient été accordés sans difficulté. Mais un nouvel équilibre ne ricuines sont toujours entreposées en Italie et en Turquie, malgré ses ordres antérieurs : le contrôle par le président de son propre appa-reil administratif...

L'action internationale des syndicats

L A démocratisation de la politique étrangère, L M. George Meany, président de la confé-dération syndicale American Federation of Labor - Congress of Industrial Organizations (A.F.L.-C.L.O.) l'avait, par avance, approuvée. Trois ans plus tôt, devant la convention de son organisation, il avait rejeté le point de vue selon lequel la politique étrangère « serait le domaine réservé d'une álite de politiciens, de professeurs et de dirigeants des puissantes entreprises multinationales : ce sont les travailleurs qui paient les impôts qui permette l'action internationale du gouvernement ; ce sont leurs fils qui sont appelés à combattre dans les guerres résultant des échecs de la sécurité collective ». De manière plus générale, « notre sort dépend de la survie de la liberté dans ce monde difficile. Parce que, sons liberté, sons démocratie, le syndicolisme ne peut se développer » ; et le leader du mouvement syndicul oméricain de préciser : « Un monde sons syndicats deviendrait un voste atelier de travail forcé, dont les services, offerts au rabais, menaceraient notre propre niveau

Mais l'action de l'A.F.L.-C.I.O. ne se réduit pas à une participation au processus de déci-sion américain ; elle s'épaneuit en une véritable « diplomatie paralièle », aussi efficace dans les rapports transnationaux que celle du département d'Etat dans la société interéta-

राज्य हुए भेन्य सार्व अपूर्ण हुए समार्थ है।

tique. Ses animateurs out acquis une grande notoriété : M. David Dubinsky, chef de file de l'International Ladies Garnment Workers Union (I.LG.W.U.) - place forte du syndicolisme new-yorkais, — après avoir organisé, pendant la seconde guerre mondiale, l'impor-tant effort d'aide aux syndicalistes européens victimes du nazisme, contribua longtemps au financement de l'organe central du parti socialiste S.F.I.O.; M. Jay Lovestone, ancien secrétaire général du parti communiste américain exclu sur l'ordre de Staline, et devenu anticommuniste militant, exerça, jusqu'à sa retraite en 1974, une influence prépondérante sur la politique internationale de l'A.F.L.-C.I.O.; M. Irving Brown, représentant permanent du syndicalisme américain en Europe, puis en Afrique, tint sur les fonts baptismaux, en 1947, la confédération Force Ouvrière, s'attacha à dégager un syndicolisme non commu-niste en Italie et en Grèce, avant de créer, en 1964, le Centre de coopération syndicule américais, qui devait organiser plus de deux cents programmes de formation de respon-sables syndicaux en Afrique; M. Semfino Romualdi, militant antifasciste italian, réfagié aux Etats-Unis en 1923, bête noire des péro nistes, fut le très influent délégué oux relations avec les confédérations latino-américaines.

La diplomatie parallèle du syndicolisme méricain s'est déployée dans les combats de la guerre froide et de la décolonisation. L'A.F.L.-C.LO. fit preuve alors d'un anticoloniolisme déterminé — l'ambassodeur Henri Bonnet essaya un cuisant échec, en 1954, lorsqu'il tento d'exposer la politique tanisienne de a France a MM. Meany, John Lewis et Walter Reuther — et d'un anticommunisme intransigeant, souvent dénoncé par les libéraux améri-cyins. M. John Kenneth Galbraith classait, il y a quelques années, la politique étrangère des dicats à la droite de celle du républicain Gerald Ford; et l'historien de la nouvelle gauche, M. R. Radosh, l'expliquait por une « dévotion servile » aux thèses des milienx industriels qui dépendent, pour leurs profits, de la continuation de la « querre froide ». De fait, sa passion anticommuniste a parfois entraîné l'A.F.L.-C.I.O. en de douteux combats : ainsi, lorsqu'elle prit parti, en 1954, contre le gouvernement Arbenz qui, au Guatemala, tentait de réaliser une réforme agraire oux dépens de l'United Fruit...

Pourtant, les critiques de gauche de l'A.F.L.-C.I.O. ont le tort de voir dans l'anticommu-nisme syndical un opportunisme : il s'agirait, selon eux, pour la grande centrale, de donnes des preuves de son adhésion aux valeurs américaines afin de se faire accepter du monde des offaires et d'obtenir ainsi, pour les travailleurs, une plus large part du revenu natio-nal. En réalité, le comportement de l'A.F.L.-C.I.O. envers les régimes communistes semble fondamentalement lié à la vision du monde de ses dirigeants: dès 1917, les syndicalistes oméricains analysaient l'expérience comme une tyrannie qui réduit à l'esclavage la classe ouvrière, du fait de l'abolition de tout syndicalisme libre, auquel sercient substituées de véritables « agences d'Etat ». Et la fidélité à cette vision, loin de permettre un opportus rapprochement avec les milieux éco-nomiques, isole qujourd'hui l'A.F.L.-C.I.O.: M. Meany ne dénonçait-il pas récemme l'employeur « qui savoure la perspective de marchés commerciaux avec les Soviétiques tandis que sa secrétaire réserve des places pour le ballet chinois > ?

La grande centrale syndicale américaine fait aujourd'hui figure de citadelle assiégée. Lorsan'elle se retire de l'Organisation internationale du travail — à la création de laquelle le père fondateur de l'A.F.L., M. Samuel Gompers, apporta en 1919 une contribution essentielle pour protester contre la « nouvelle majorité, composée largement de forces illégitimes », elle influence immédiatement le gou-vernement de Washington qui s'apprête à abandonner à son sort la vie genevoise; mais lorsque l'A.F.L.-C.LO. rompt, en 1969, avec la Confédération internationale des syndicats libres et dénonce, en janvier 1974, la conférence syndicole pan-auropéenne qui réunit, pour la première fois depuis 1948, syndicalistes de l'Est et de l'Ouest, elle exprime un refus total de la détente qui ne correspond ière à la politique officielle des Etats-Unis. Refus total que combattit, à partir de 1966, Walter Reuther, président (jusqu'à sa mort en 1968) de l'United Auto Workers, et ancien président du C.LO. — et qui imprime une grande ambiguîté à la position du syndica-lisme sur l'échiquier politique américain : l'A.F.L.-C.I.O. assure au parti démocrate l'appui de ses fonds et de ses bataillons électoraux ; on ne peut pas dire pour autant qu'elle

se soit rolliée à la politique étrangère des

Groupes ethniques et «fovers nationaux»

T RADITIONNELLE surenchère pour capter le vote des minorités ethniques : à la fin septembre, MM. Jimmy Carter et Gerald Ford, devant la convention nationale des Polono-Américains, brossent les grandes lignes de leur « politique vers l'Est » et éssumèrent la liste de leurs collaborateurs directs d'origine polonaise — mais, quelques jours plus tard, les déclarations télévisées de M. Gerald Ford sur l'indépendance « réelle » du gouvernement de Varsovie lui font perdre plusieurs millions de voix. En revanche, le 11 octobre, en annoncant la livraison d'équipements militaires per-fectionnés à Israël, le président sortant ménage

l'important vota julf américain...

A certains égards, la nation américaine apparoit moins comme le produit du mythique « melting pot » que comme une fédération d'ethnies séparées, reliées entre elles par un réseau de valeurs communes. Simples proies, lors des premières vagues d'immigration, des machines partisones des grandes aggloméra tions, les diverses communautés ethniques ont su, ou fil des décennies, tirer une véritable influence de leur poids électoral. Plusieurs générations plus tard, subsiste un vif attache ment à l'endroit de la « terre notale », du < foyer national », rarement visité, toujours idéalisé. Les ethnies ont donc eu naturellement tendance à se constituer en autont de groupes de pression, avec pour ojectif principal le déve-loppement de relations positives entre les litats-Unis et leur pays d'origine : aînsi, les Polonais, les Italiens, les Irlandais d'Amérique ont-ils su créer un climat général favorable à leurs anciennes patries. Qu'une crise politique, qu'une catastrophe naturelle affectent le loin-tain foyer national, le groupe américain concerné multiplie les appels aux pouvoirs publics — comme le montrent la réaction des Hongrois d'Amérique à l'intervention sovié-tique de 1956 à Budapest, ou l'émotion des Italo-Américains devant le séisme en Italie de

(Lire la sutte page 18.)

(Sutte de la page 17)

La presse elle-même note comblen rares sont les problèmes qui séparent les candidats aux diverses élections : « La campagne s'avère inhabituellement vide de dialogue sérieux sur les problèmes », ècrit un journaliste du New York Times. L'adverbe seul nous semble trop optimiste : le phénomène n'est pas récent. Editorialistes et hommes politiques font écho à ce thème. Mais peut-être les électeurs eux-mêmes souhaitent-ils une telle absence de débat, un tel manque de différenciation entre candidats. En

Un impressionnant dossier à charge

En fait, des qu'ils entrevoient une apparence de concurrence, les électeurs participent immédiatement électeurs participent immédiatement en plus grand nombre. Aux élections de 1974 à la Chambre des représentants, par exemple, l'abstention atteint 62 % en moyenne. Nous avons calcule qu'elle atteint 79 % quand il y a un candidat unique (quarante-trois cas), tombe déjà à 72 % quand il y a opposition d'un simple tiers parti (dix-sept cas) et n'atteint plus que 50 % quand moins de dix points séparent les candidats simple tiers parti (dix-sept cas) es n'atteint plus que 50 % quand moins de dix points séparent les candidats des deux grands partis (quatre-vingt-treize cas). L'observation n'est pas récente : elle confirme l'étude qu'avait faite l'un des meilleurs politologues américains de la participation aux élections de 1920 et de 1924. Comme le notait H. F. Gosnell. « lorsque la proportion du tots recupar le parti vainqueur dans un Etat donné approche 50 %, le pourcentage des suffrages exprimés par rapport aux suffrages potentiels augmente dans cet Etat (12) ». C'est en particulier ce qui nous semble expliquer une participation un peu plus élevée qu'on ne l'avait prédit : les derniers sondages ayant souligne combien les résultats seraient serrés, la compétition en a semblé plus ouverte, l'enjeu plus important, le vote plus tentant.

Nous voyons une preuve supplémentaire de la défance à l'écard

Nous voyons une preuve supplénentaire de la défiance à l'égard du système politique que constitue-rait, dans une très large mesure, l'abstentionnisme américain dans le fait que les citoyens américains ont par ailleurs un niveau de participafait, l'apathie qui caractériserait l'électorat nous semble d'autant moins réelle que les sondages indiquent un intérêt certain pour la politique. Dans l'enquête (1976) de Neusueck que nous avons citée plus haut, 42 % des personnes interrogées déclarent s'intéresser plus et 28 % autant à la politique qu'en 1972. Une enquête Yankelovich (11) va dans le même sens : alors que 61 % des interviewés déclarent n'éprouver que qu'en d'enthousiasme n'éprouver que « peu d'enthousiasme pour l'un ou l'autre candidat, les trois quarts ont cependant pris la peine de regarder le premier débat télévisé Carter-Ford ».

tion politique tout à fait comparable à celui de leurs homologues euro-péens. Conscients que le système politique est bloqué au niveau élec-toral, voire, en conséquence, au niveau gouvernemental, les Américains ten-tent d'avoir une influence sur leur environnement politique ner d'autres tent d'avoir une influence sur leur environnement politique par d'autres biais que les processus politiques classiques. D'où l'importance des groupes de pression, que caractérise une étonnante diversité. Il est, à cet égard, très significatif de retenir l'exemple de la minorité noire. Son abstentionnisme est particulièrement élevé. Mais l'ampleur de sa participation politique a pourtant attiré èlevé. Mais l'ampleur de sa partici-pation politique a pourtant attiré l'attention de plusieurs observateurs. Ainsi, Robert Dahl a-t-il pu noter : « Les Noirs à New-Haven, une mino-rité de 10 à 12 % environ de la popu-lation, opèrent à un niveau de participation bien plus élevé que n'importe quel groupe de la commu-nauté (13. »

Un tel type de participation a ses limites, pour efficace qu'il pulsse être, et il l'est parfois. En effet, ne visant que la réforme de points limités, ses résultats sont aisément incorporés par la société dans son ensemble, laquelle continue de fonctionner suivant les mêmes schémas, en perpétuant les mêmes inégalités, en excluant les mêmes groupes. Pour les classes dominantes, il a au moins pour avantage de donner un sentiment d'efficacité à des groupes que leur impuissance politique et leur incapacité d'accéder au pouvoir au niveau le plus



élevé pourraient autrement pousser à une remise en cause du credo américain. Cette « soupape de su-reté » ne serait-elle pas un des éléments d'explication pour l'incapa-cité permanente à s'implanter des partis ouvriers?

Quoi qu'il en soit, puisque l'on ne peut attribuer l'abstention à l'apapetit attribuer l'abstention à l'apathie de l'électorat, il faut se demander si ce n'est pas le système politique lui-même qui est cause d'abstention. Il est malaisé de répondre sans nuances par l'affirmative. En effet, comme blen souvent aux Etats-Unis, chacun des indices relevés est relativement bénin. Mais leur accumulation, touious dans le leur accumulation, toujours dans le même sens, finit par constituer un dossier à charge impressionnant. Electoralement, on peut d'abord souligner les obstacles à la candi dature : à tous les niveaux, on remarque un élitisme sans fallies. remarque un entisme sans falles. L'homme politique est typiquement agé, blanc, protestant, de famille aisée et implantée aux Etats-Unis depuis plusieurs générations. Il est né dans une petile ville et diplôme de l'Université. Il appartient au sommet de la hiérarchie sociale. Cette caractéristique en retrouse d'alleurs. caractéristique se retrouve d'ailleurs, dans l'ensemble, au niveau de l'élec-

torat. Comme le note Walter Dean burnaine le note water lean Burnain : « En gros, la moîtié supérieure de la structure de classe américaine participe (aux élections), la moitié injérieure s'abstient (14). »

La circonscription, lorsque cela est possible, est découpée sur mesure. Les grande posities font divilieurs tout La circonscription, forsque cela est possible, est découpée sur mesure. Les grands partis font d'ailleurs tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher la concurrence des tiers partis, et pour protéger leurs sortants de tout défi, notamment intérieur. La corruption est fréquente : elle est d'autant plus frappante qui es êlus en sont à peine conscients. Elle revêt des formes extrêmement diverses, du pot-de-vin parfois déguisé en contribution électorale — les campagnes électorales américaines sont des gouffres financiers — au patronage (nomination de fonctionnaire en dehors des règles de la fonction publique), en passant par les contraits de grands travaux ou d'installations militaires.

Aux dés pipés de la concurrence électorale correspondent les cartes biseautées de l'action gouvernementale. Un président — qui a eu des prédécesseurs quant à ses méthodes, même s'il fut plus systématique qu'eux — a pu détourner, pour des

qualt la souplesse - excessive à son

aré — de M. Kissinger. A l'époque où

il donnait ses consells à M. Carter,

M. Schlesinger ne falsait-il pas un

voyage en Chine? Le candidat démo-

crate semblait faire grand cas de l'opi-

nion d'un homme qui, aux yeux des Russes, s'apparente à M. Strauss. Il

faisait aussi crédit à M. Brzezinski, bril-

lant universitaire qui a prôné, lui aussi,

Le débat télévisé a cependant été commenté avec circonspection à Mosbuts qui lui étaient propres, des cre-dits que le Parlement avait votés dans des objectifs différents : ne pas utiliser des crédits attribués ; pas utiliser des creants attribues; poursulvre une « pacification » qu'il se refusait à appeler guerre puisqu'elle eut été anticonstitutionnelle, car non déclarée par le Congrès, intimider ses adversaires intérieurs et extérieurs, notamment par l'utilisation illégale du F.B.L. et de la C.L.A. et en dernière analyse con-

lisation illégale du P.B.I. et de la C.I.A., et, en dernière analyse, gouverner grâce à l'appul d'une minorité de faveur par l'utilisation sélective mais déterminée du veto.

Face à lui, un Congrès où le pauvoir réside bien souvent entre les mains d'hommes vieillis, autocratiques et peu représentatifs de l'ensemble du pays, en raison de rècles. ques et peu représentatifs de l'ensemble du pays, en ralson de règles
qui semblent, au total, assez peu démocratiques. L'ancienneté, la fiibuste, la commission des règles, le
secret, sans compter une procédure
qui permet tout (y compris de voier
à la fois pour et contre une même
proposition, ce qui est le meilleur
moyen de ne mécontenter personne)
et des méthodes de travail peu satisfaisantes ont longtemps caractérisé
l'institution parlementaire. Malgré
des réformes récentes, ces défauts
persistent plus qu'on ne le croft et
biaisent le processus parlementaire.
Dès lors, comment s'étomner devant
l'abstentionnisme croissant d'un élec-

l'abstentionnisme croissant d'un électorat que la guerre du Vietnam puis le scandale du Watergate semblent avoir, au moins provisoirement, rendu plus méfiant quant aux vertus du système politique américain? Ce scepticisme ne semble pas avoir atteint MM. Gerald Ford et James Carter, qui, lors de leur premier débat, ont communié dans l'admi-ration pour « le meilleur système de gouvernement sur Terre ». S'il en est bien ainsi, il n'est pas certain qu'il faille s'en réjouir.

MARIE-FRANCE TOINET.

PRANCOIS PER

(11) & Turned off. Not Turned out a, Time. If octobre 1976. page 33.
(12) Gosnell (H. F.I., Why Europe votes, op. cit., page 198.
(13) Dahl (R. A.). & Equality and Power in American Society s. in David (S. M.) & Peterson (P. E.) eds. Urben Politics and Public Policy. Pracyce, New-York, 1973, page 58.
(14) Burnham (W. D.). & Fighting the Image War s in The New Republic, 20 octobre 1976, page 21.

Malgré les excès verbaux des candidats pendant la campagne électorale

Le Kremlin est resté prudent devant la compétition

T N 1972, les dírigeants soviétiques n'avaient pas caché qu'ils souhaitaient la victoire de M. Nixon. Ils apprécialent le réalisme du président, oul briqualt un second mendat, et se méfiaient du libéralisme du candidat démocrate, M. McGovern. Pendant la campagne de 1976, le Kremlin a fait preuve de plus de retenue, comme s'il était décontenance par le combat qui se livrait aux Etats-Unis. Ou comme s'il n'attendalt de ce scrutin aucun change-

Le temps n'est plus où les leaders soviétiques prenaient pour argent comptant tout ce que disaient et écrivalent les personnages importants de l'autre sances, affiné leurs analyses tout en restant abasourdis par certaines réactions d'un système aussi différent du leur. En 1973, par exemple, ils ne soupçonnaient pas l'ampleur de l'affaire du Watergate. Comment d'ailleurs pouvaientils imaginer que le président de la première puissance du monde aliait être

réduit à néant par une histoire d' - écoutes - ? Par la suite, ils ont eu parfois quelque peine à comprendre M. Ford, mais ils ne furent pas trop affectés par le changement de président puisque c'est surtout avec M. Kissinger, dont les mécanismes de pensée et les méthodes leur étaient devenus familiers, qu'ils traitaient.

Pendant toute la première partie de la campagne électorale, M. Brejnev et vateur . Sans doute préféralent-ils le maintlen d'une administration républi-

La mission de M. Harriman

M EME le débat télévisé des deux candidata consacré à la politique étrangère suscita l'embarras plus que la colère de Moscou. Les dirigeants du Kremlin n'auraient-ils pas dû féliciter hautement M. Ford d'avoir affirmé que les pays d'Europe orientale étaient 'Indéson étrange et l' « entourage » du candidat démocrate éveillait leur méfiance. ils se gardèrent pourtant de diffuser les commentaires que l'on aurait attendus en d'autres temps. Ils ne mirent guère en contraste la prudence du chef d'Etat coexistence pacifique, et l'ardeur de son

pendants ? Et blamer M. Carter d'avoir

promis qu'il serait beaucoup plus ferme

dans les négociations ? Les Soviétiques

ont sans doute décelé dans les discours

du candidat démocrate l'influence de

M. Schlesinger, qui, lorsqu'il était mi-

nistre de la défense de M. Ford, criti-

Par BERNARD FERON

caine à laquelle ils sont maintenant

accoulumés. Et puis les propos de

M. Jimmy Carter rendalent pour eux un

cou. Les Soviétiques se doutsient certainement que M. Ford serait amené à corriger des propos mai reçus par une bonne partie de l'électorat. Il ne faliait donc pas se hâter de lui tresser des couronnes. Il importait aussi de ne pas prendre au pied de la lettre tout ce que disalt son adversaire. M. Brejnev a vraisemblablement retenu la lecon de politique américaine que M. Harriman (démocrate) est venu lui administrer au début de l'automne. L'ancien ambassadeur des Etats-Unis à Moscou s'était

une attitude ferme.

fixé pour têche ou avait reçu pour misaion de rassurer les Soviétiques en leur fournissant un mode d'interprétation du cartérisme. Il convient, disait-II, de distinguer entre le langage de l'aspirant à la charge suprême et celui de l'homme d'Etat investi de responsabilités.

M. Brejnev ne demandait qu'à le croire. Il eût d'ailleurs été imprudent de sa part de faire tirer à boulets rouges sur l'homme qui pouvait être à Etats-Unis. Après les élections, le dialogue entre les deux Super-Grands peut être plus difficile qu'il ne l'était il y a un an puisque la campagne a révélé l'écho que trouvaient dans l'opinion américaine les dénonciations de la faiblesse, voire de la « capitulation », à l'égard de Moscou. Mais les changements de ton ne traduisent pas nécessairement des bouleversements quant au fond

On s'est apercu que les polémiques d'il y a un quart de siècle aux Etats-Unis entre partisans de l' « endigue-

(Suite de la page 17.)

Deux grands problèmes internationaux donnent particulièrement prise au jeu des groupes ethniques: ceux de Chypre et du Proche-Orient. Dans l'affaire de Chypre, l'électorat grec américain a protesté avec vigueur contre la politique de M. Henry Kissinger, dénonçant l'assentiment du Pentagone au « coup » des colonels grecs contre le régime Makarios, puis la passivité des Etats-Unis devant l'intervention turque et le partage de facto de l'île. Sur le Proche-Orient, la paissance de l'électorat juif américain a été souvent décrite. Para-doxalement, le « sionisme » des juifs américoins est relativement récent : pour les « pères fondateurs » du judaïsme américain, la vérifondateurs » du judaïsme amé table « Terre promise » n'était-elle pos le Nouveau Monde ? Au début du dix-neuvième siècle, le presbytérien William Davis Robinson préconise l'installation des juifs persécutés à travers le monde dans les territoires du Mississippi et du Missouri ; et le juif américain Mor-Unis à Tunis, dresse les plans d'un Etat juit à créar — à la manière de l'établi mormon dans l'Ouest — à Grand-Island, près de Beffalo, et qui serait dénommé Ararat. Les puissantes organisations juives réformées récusent, même après la déclaration Balfour de novembre 1917, l'idée de la création d'un Etot juif en Palestine — expressément désap-prouvée par la conférence des robbins américains de 1897, sur la proposition de son pré-sident, Isaac Wise. Seules la montée du nazisme et l'antreprisa d'extermination du judaïsme européen modifieront le comporte-ment de la communauté juive américaine. Encore qu'une froction minoritaire s'en tienne au « non-sionisme » des origines : à Atlantic-City, en jain 1942, vingt-quatre rabbins réfor-més publient une « déclaration de principes des rabbins non sianistes » et créent l'A Council for Judaism, dont les effectifs ne dépasseront Jamais quinze mille membres, mais dont les positions susciteront un vif intérêt dans le monde arabe...

11:

Le conflit du Proche-Orient a provoqué une rivalité entre groupes ethniques. Les « Arabes américains » sout, certes, moins nombreux que leurs concitoyens juifs ; mais l'immigration du dix-neuvième siècle — un quart de million de chrétiens syro-libanais, petits agriculteurs dans

les Etats du Sud, ouvriers dans l'industrie autoobile à Chicago et à Detroit, commerçants à mobile à Chicago et a Detroit, commerçume o New-York et dans l'Est — a été renforcée par plusieurs milliers d'intellectuels polestiniens et ens, arrivés depuis 1948; et l'aide financière des Etats pétroliers est acquise. Des organisations représentatives des Américains d'origine arabe apparaissent donc, désormais, qui ambitionnent de modifier la sympathie instinctive de l'ensemble de l'électorat américain pour la cause israélienne : et la première semblée annuelle de la National Asso of Arab Americans, à Detroit, en juix 1973, était présidée par M. James Abourezk, sénateur du Sud-Dakota, Américaia d'origine libanaise, qui appelait la convention « à s'identifier à l'héritage arabe et à s'organiser en groupe ethnique afin de jouer un rôle effectif dans le processus politique ».

En réalité, sur la politique américaine au celle des organisations constituées que des individus influents, qui ont un accès direct à la Maison Blanche, ou département d'État, ou Congrès : bailleurs de fonds des compagnes présidentielles et sénatoriales, amis personnels du président, voire simplement Américains connus. Le mythe de la toute-puissance « sioiste» doit être détruit : le vote juit désormais « coupé » en deux lors des différentes compétitions électorales, l'identification au parti démocrate josant moins que par le passé ; sons doute une déclaration publique de coutien à Israël est-elle la bienvenue... mais les deux candidats à la présidence la fant réquièrement ; et, si elle est spectaculaire, l'action des organisations juives est efficacement équi-librée par celle, plus discrète, du « lobby pétrolier ». La préoccupation pour la sécurit d'isroël est, certes, commune à la quasi-totalité de l'opinion américaine, mais elle ne dicte pes de décision spécifique dans le poli-

Un grand absent parmi les groupes ethniques : la communauté noire. Son intérêt pour les affaires africaines, très vif à partir de l'indépendance du Ghana, s'est turi du foit même de la multiplication de ses contacts avec les nouvelles républiques ofricaines et de sa prise de conscience d'une identité noire américaine. La protestation, en 1967, de Martin Luther King contre l'engagement américain au

Vietnam apparut, au sein même da mouvement noir, comme un changement de cap dans le combat pour les droits civiques, et comme une erreur tactique. Seul le Black Caucus, qui regroupe les élus noirs du Congrès, monifeste ua intérêt évident pour l'évolution de l'Afrique australe et met en garde l'administration contre tout geste de soutien aux régimes d'apartheid. De manière générale, les Noirs américains sont plus « libéraux » en politique étrangère que leurs concitoyens blancs, mais leur influence sur la diplomatie américaine n'est guère supérieure a celle des autres minorités a périphériques » — Indiens, jeunes, mouvements féministes... Et si les Noirs new-yorkais ont massivement pris parti, lors de la « primaire » démocrate de septembre, contre la nomination de M. Patrick Moynihan comme candidat au Sénat, ils entendaient condamner non la comportement « anti-tiers-mondiste » de l'ancien ambassadeur aux Nations unies, mais les rapports sur la communauté noire qu'il rédiges, neguère, pour M. Richard Nixon.

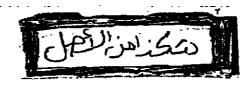
Le jeu des puissances économiques

DEUT-ON encore parler ici de pression sur le processus d'élaboration de la politique étrangère américaine? N'atteint-on pas plutôt le source essentielle d'inspiration de la diplo-matie des Etats-Unis? Nel doute pour Karl Deutsch : dans son modèle du « système national de décision » américain, par lequel il entend rendre compte de l'exsemble des facteurs sociologiques internes qui influent sur la prise de décision de politique etrongère, il décrit cinq « paliers » : a) l'élite socio-économique, les 2 à 3 % de la population qui détiennent les principaux leviers économiques et dominant le société américaine; b) l'élite politique et gouvernementale, le « classe politique » compo-sée des membres de l'exécutif et da Congrès, de la haute fonction publique et des appare des partis; c) les moyens d'information de masse; d) les « notables », ces 5 à 10 % de la population qui suivent de près le débat politique et servent de « relais sociologique » ; e) l'ensemble des citoyens qui prennent part c/ l'ansemble des troyens que prennent part aux scratins. Chaque palier transmet des mes-sages et exarce une action sur les autres paliers. Le flux principal est descendant... à partir de l'élite socio-économique.

Au-delà de ces considérations théoriques, l'action internationale des grandes forces économiques est difficilement discernable, car peu spectaculaire... Elle varie, évidenment, selon les régions du monde et la nature de l'activité des firmes concernées : à Cuba, en 1959-1960, l'United Fruit, bostile à la réforme agraire, contribue à la détérioration des rapports américano-cubains, alors que d'autres milieux d'affaires souhaitent participer à l'industrialisation de l'île. Sous la présidence de Lyndon Johnson, après l'échec relatif de l' « Al-liance pour le Progrès », les labbles économiques semblant avoir pris une influence excesmiques semblent avoir pris une un une service sur l'élaboration et l'exécution de la politique latino-américaine de Washington. Sur le Proche-Orient, les grandes compagnies pétro-lières excluent tout appel à l'opinion publique et au Congrès et concentrent leur action sur le département d'État, le Pentagone, la Maison Bianche : leur but est de tempérer les positions américaines par une attention accrue aux rapports non avec les États arabes radicaux, mais ovec les régimes d'Arabie Saoudite, du Koweit,

Faut-il distinguer de l'action des grandes firmes nationales celle des entreprises multinationales? Pour M. François Perroux, une firme ne serait multinationale que par sur-craît ; elle est d'abord l' « alliée inévitable du gouvernement de son pays. Elle est d'intérêt quasi politique, mais avec un statut privé, fort commode ». Collusion particulièrement nette dans le cas des multinationales d'origine oméricaine : leurs dirigeants e sont issus d'un groupe culturel toujours bien défini, différent de l'ensemble de la population américaine », écrit M. Stephen Hymer; les liens entre les pouvoirs publics américains et les firmes « découlent en partie de l'appartenance à l'establishment, à la même promotion d'une université, à la même association professionuniversité, à la même association profession-nelle », renchérit M. Jack Behrman. Les stra-tégles des firmes à dominante américaine s'ins-criraient donc dans une stratégie globale des Frats-Unis, le gouvernement de Washington tentant de réaliser par l'intermédiaire du sec-teur privé ce qu'il n'a pu obtenir par la diplo-matie, voire de diffuser, par ce biais, selon M. Eric Jantsch, l'ensemble des « valeurs dominantes de la société capitaliste avancée »...

CHARLES ZORGBIBE



ment » de la puissance soviétique et avocats du « refoulement » n'avaient peut-être pas eu l'importance qu'on leur attachait. Pratiquement, l'administration démocrate de Truman qui s'inspiralt pourtant des thèses de l' « endiguement = fut plus = ferme = que l'administration républicaine d'Elsenhower. Il suffit de rappeler ses réactions lorsque Staline décida le blocus économique de Bertin-Ouest ou quand les Coréens du Nord franchirent la ligne de démarcation.

En revanche, J.F. Dulles, le secrétaire d'Etat d'Elsenhower, qui avait ses sym-pathies pour la doctrine du « refoulement », ne chercha pas vralment à appliquer ses théories. Ainsi, lorsque les Hongrois proclamèrent leur neutralité et que les troupes soviétiques rétablirent l'ordre, les dirigeants américains constetèrent qu'ils ne pouvaient aider concrètement les insurgés. La doctrine du « refoulement » n'avait pas résisté à l'épreuve des événements de 1956.

·Les lois de la nécessité

P LUS que par les propos de camentre les deux grandes pulssances sont marquées par la nécessité. Une règle querre mondiale est respectée : l'Europe est partagée en zones d'influence. La monde, où les Etats-Unis et l'U.R.S.S. essaient néanmoins de ne pas s'affronter directement. Tel partenaire peut prendre plus de risques. Khrouchtchev avait misé gros lors de la crise des fusées à Cuba. Kennedy misa plus encore et gagna. Cette épreuve de force - ou de bluff - qui aurait pu toumer à la catastrophe permit paradoxalement d'améliorer les rapports des deux super-

Moscou et Washington se rendirent comple qu'il ne suffisait pas de communier dans l'horreur de la guerre nucléaire. Il fallait préciser les modes de concurrence, puis établir une coopèration - mutuellement avantageuse -. En dépit de leur aversion idéologique, des sèrent aux marchès de l'Est. D'Innombrables débouchés étaient à explorer. La collaboration était Intéressante aussi pour l'autra partie : les ressources de sont loin d'être toutes exploitées. Pour atteindre par sea seuls movens les objectifs qu'elle se donne, la direction soviétique devralt imposer à la population une austérité redoublée. C'était possible pendant la période stalinienne, lorsque toute revendication était étouffée dans l'œuf par le terreur.

M. Breiney conserve à toutes fins utiles l'appareil répressif, mais il cherche à l'utiliser avec une relative discrétion. Pour mettre plus rapidement en valeur les richesses, il table sur la technologie plus industrialisés. Du fait de leur puissance politique et économique, les Etats-Unis viennent en tête des partenaires de ('U.R.S.S.

Le seul choix possible autre qu'une politique de bonnes relations avec les Etats-Unis, c'est l'autarde de la communauté socialiste qui, dans l'état actuel est difficilement concevable. L'exemple polonais est significatif à cet égard. Les dirigeants de Varsovie sont incapables d'imposer aux consommateurs les res-Irictions -- par la hausse des prix -ou'appellent les nécessités économiques. S'ils font le moindre faux pas, ils mettent le régime en péril. L'Union sovié-tique n'a pas les moyens de donner à sa voisine et alliée tous les produits dont elle a besoin. Alors la Pologne

consomme à crédit des marchandises venues de l'Óccident. Ce cas est le plus spectaculaire parce que des troubles en 1970 et en juin 1976 ont montré combien la situation était explosive. Il n'est pas unique. L'endettement de l'ensemble des pays de l'Est à l'égard de l'Ouest donne à réfléchir.

M. Breiney disait, if y a queiques années, que la politique étrangère était devenue le problème numéro un de la politique intérieure de son pays. Il qui en effet quelque peine à faire admettre à tous ses collègues le bien-fondé de relations étroites avec les pays occidentaux les plus développes. Des dirigeants plus sansibles à l'idéologie ugent inconvenante la coopération avec l'impérialisme et entendent accentuer la crise générale du capitatisme. Cependant, les hommes qui ont plus directe ment la charge des intérêts de l'État ne peuvent trop s'encombrer de considérations doctrinales. L'adversaire de classe qu'ils dénoncent est aussi un complice. Jusqu'à preuve du contraire, ils sont persuades que les péripétles d'une campagne électorale n'auront das modifié nées fondamentales des relations soviéto-américalnes.

BERNARD FERON.

• Une très remarquable bibliographie, consacrée aux élections présidentielles américaines, est publiée par le Centre de documentation Benjamin Franklin (i, place de l'Odéon, 75006 Paris). Elle recense non seulement les publications qui concernent directement l'affrontement entre MM. Gerald Ford et Jimmy Carter, mais aussi les études plus générales sur le système électoral, le financement des campagnes, les élections primaires, les conventions des partis, les comportements des électeurs, etc. des électeurs, etc.

 RECTIFICATIF. — Une erreur
a été commise dans l'article de
Jean-Pierre Cierc intitulé « Vers un
rapprochement entre l'Unité populaire et la démocratie chrétienne » the Monde diplomatique, octobre 1976, page 171. Ce n'est pas M. Gabriel Valdes, ancien ministre des affaires étrangères du président Frel, mais son fils, Juan Gabriel Valdes, qui participait en septembre à la réunion organisée à New-York avec des membres de l'Unité populaire. Cette mise au point ne modifie nullement l'analyse du rapprochement qui s'effectue entre les forces de l'oppo-sition.

FRANÇOIS PERROUX ET L'«AGENT» RETROUVÉ

— Un nouvel examen de la théorie de l'équilibre général

PRES nous avoir rappelé l'importance des A relations de a pouroir a dans le jeu écono-mique (1), François Perroux nous invite à rexaminer les fondements memes de la théorie de l'équilibre général (2). Déve-loppée sous une forme différentielle avec les travaux de Léon Walras et Vilfredo Pareto (à la fin du dix-neuvième et au début du vingtième alècie), la théorie de l'équilibre général a ru. depuis une vingtaine d'années, accroître sa rigueur mathématique avec les formulations renouvelées d'Arrow et Debreu. Mais malgré l'amélioration — incontestable — des formali-sations mathématiques nouvelles, nous ne pouvons ignorer que les concepts qui sont à leur base sont les mêmes qu'auparavant.

Or, comme nous le rappelle avec force Or, comme nous le rappene avec luries F. Perroux, « l'important, le décisif n'est pas la sorte des formalisations, mais le choix des acepts ». Pour juger d'un point de vue économique, et non mathématique, de l'adéquation de la théorie de l'équillbre général, nous ne devous pas considérer la seule rigueur formelle, mais juger de la validité des concepts et représentations de base sur lesquels est fondée la théorie. Du point de vue de l'action, cela est essentiel, car la théorie de l'équilibre général est à la base de la micro-économie et du calcul économique. Or nombre de décisions — qu'elles se rattachent au secteur privé (le choix des investissements notamment), à l'Etat (rationa-lisation des choix budgétaires) ou au secteur public (tarification; cholx des investissements)

— reposent précisément sur l'utilisation du

Or, que voyons-nous à la base même des formulations de l' « équilibre général »? Une économie non seniement éloignée de la réalité. mais incompatible avec elle, comme nous le rappelle avec à-propos F. Perronx dans son sivre récent sur les « unités actives ». Le monde de la théorie walraso-parétienne est, à viul dire, un monde blen abstrait : la concurrence « pure et parfaite » y règne souverainement. Celle-ci détruit les fonctions mêmes des « agenta » Ceux-cl sont passifs; ils n'agissent plus : ils sont des «sujets», des «sosies» perdus dans une foule de « sosies ».

Chaque sosie : ne reçoit d'information que par le prix, il ne communique d'aucune manière ni à aucun degré avec d'autres agents. Il est tota-

lement impulssant à l'égard du marché et du prix, sa dimension est telle qu'elle n'influe aucunement sur l'offre totale ni sur la demande totale. Ne sachant rien des autres sujets ni de la façon dont le marabé se forme et dont il forme le prix, le sujet est allergique à la coalttion ou au conflit. Mais, chose curieuse, il connaît parfaitement les biens qui satisfont sea besoins (désirs) ; sur leur nature et leur étendue, il n'hésite pas. Il est capable de calculer en termes de prix de biens homogènes et divisibles. de besoins (désirs) saisis à un instant donné. Plus précisément, il est hors du temps et de l'aspace; assez étrangement, la foule des soales dont il est membre est tout entière et unifor-

lisées aux prix d'équilibre sans s'intéresser aux variables dont élles sont dérivées Pour le commissaire-priseur, l'information relative aux conditions extérieures du marché est sans intérêt » (François Perrons, page 37). Cela ne corres-pond qu'à des marchés vraiment très particuliers, trop particuliers, et la réalité, oligopolistique ou monopolistique, à l'information incomplète ou déformée (par la publicité), est bien différente. Enfin. dans le modèle walrasien, l'agent n'agit pas... sur l'agent, ni sur le milieu. Mais là encore la réalité est tout autre. Les bases mêmes de l'édifice walraso-parétien sont de sable. Il s'agit d'une belle construction intellectuelle, mais c'est

tout, Certes, l'introduction par Arrow de la

Par RAYMOND COURBIS*

mément dotée de comportements correcteurs si l'équilibre est troublé ; la correction est instan-

Si nous avons reproduit ce long passage de F. Perroux (page 32), c'est qu'il met lumineu-sement en évidence les bases mêmes du modèle abstrait, irréci, de Wairas et Pareto.

A rfalité est bien loin de cette représentation avec ses phénomènes de concentra-L'équilibre ne se réduit pas à un simple équi-libre par les prix. « L'évolution historique rappelle aujourd'hui aux plus distraits les faits d'organisation, les stratégies économiques des monopoleurs et des travailleurs, les sous-ensembles structurés à la fois moteurs et freins dans le développement industriel. Surtout l'échec des régulations par le mécanisme des prix et des quantités fait désirer une régulation consciente qui manque encore de connaissances assez précises et de moyens éprouvés » (François Perroux,

Quelle représentation bien différente de la réglité est également celle du mécanisme des prix dans l'analyse walrasienne ! Si les offres et demandes totales ne s'égalisent pas, « intervient alors M.... le très fameux commissaire-priseur : Il ne retient que les offres et les demandes éga-

concurrence imparfaite dans le modèle de l'équilibre général témoigne «d'une brillante et rigou-reuse ingéniosité» de l'utilisation de la topologie et des mathématiques différentielles (François Perroux, page 59), mals les limitations de la représentation sont encore trop contraignantes. Une reformulation des bases mêmes de l'analyse de l'équilibre général s'impose donc si on vent décrire la réalité, et c'est l'objet de la deuxième partie — non moins stimulante pour la réflexion et la plus étendue - de l'ouvrage de François Perroux. Pour cela, il faut tout d'abord réintroduire l'agent, l'agent en tant qu'organisation, individualité, et décideur : « les sociétés et la société dont il est membre sont, pour lui, des fabricants d'externalités... [Elies] supposent toutes, à quelque degré, cette relation d'ordre qu'est la relation hiérarchique et

qu'exclut, de principe, le marché parfait » (François Perroux, page 86). Il faut ensuite réintroduire le fait (déjà cu par Pareto mais négligé souvent depuis) que les relations et les échanges ne sont pas toujours égaux, mais introduisent en fait des asymétries qui modifient les rapports entre agents et l'échange. Cela réintroduit en particulier la

Professeur à l'université de Paris-X Nan-terre, maître de conférence à l'école polytech-nique.

concurrence imparfaite (« qui détruit radicalement l'ordre du tout économique par le prix ») (François Perroux, page 163), la domination ou

L'unité devient une unité active capable de modifier son environnement. Dans ces condi-tions, « l'équilibre entre agents munis d'unités actives, dans une suite de temps, ne peut être déduit d'une mécanique simple : prix-quantités. Il dépend de conditions spécifiées concernant les unités artives et le milleu dans lequel elles opérent » (François Perroux, page 122). De là, des modèles renouvelés et généralisés du mono-

N peut à partir de là mieux comprendre dans la réalité les équilibres partiels et l'équidans la reante les equinores parties et requi-libre général. La conception de l'équilibre général s'éloigne de la mécanique prix-quantités et devient praxéologique. L'équilibre résuite d'équi-tibrations successives, c'est-à-dire d'eachsine-ments de décisions et d'actes; l'agent réagit aux perturbations de son programme et de son acti-vité. U en est de même des groupes économiques et «sociaux» formés par les agents et il en résulte des «régulations dans les sous-ensembles et entre les sous-ensembles, par vole d'anticipations et de réactions » (François Perroux, page 148).

« Les équilibrations sont le fait d'agents, Leurs actions, et réactions, leurs anticipations de situa-tions, s'opèrent dans des milieux structurés et sous des conditions inégales. Bien sûr, ce n'est TEL individu, ce n'est pa fait le prix. Mais certains SOUS-ENSEMBLES font le prix plus qu'ils ne le reçoivent ; certains autres le recoivent, plus qu'ils ne le font. Les CAPACITES DE REGULATION sont inégales et les résultats, à l'échelle du tout, portent la marque de ces inégalités » (François Perroux, page 203). François Perroux nous ramène ainsi à la

réalité des structures économiques et nous invite à une rénovation de l'analyse de l'équilibre. Avec lui, l'agent « perdu » est enfin « retrouvé ».

(1) P. Perroux. Pouvoir et Economie. Bordes, 1873; voir le compte rendu dans le Monde diplomatique, décembre 1973.
(2) P. Perroux. Unités actives et mathématiques nouvelles, Edit. Dunod, Paris, 1975, 274 p.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

D'ALLEM AGNE

(Elections législatives du 3 octobre 1976) Nombre d'électeurs inscrits : 41 958 768 ; nombre de votants : 38 175 869, soit 91 %; suffrages valablement exprimés : 37 824 048 ; bulletins nuis : 351 821.

37 824 048; bulletins nuis: 351 821.

Répartition des voix et des slèges entre les différents partis: Parti social démocrate (S.P.D.): 16 088 632, soit 42,6 %.

213 sièges; Union chrétienne démocrate (C.D.U.): 14 368 613, soit 32 %, 191 slèces; Union chrétienne sociale (C.S.U.): 4 4027 981 voix, soit 10,6 %, 35 sièges; parti libéral démocrate (F.D.P.): 2 995 160 sièges, soit 7,9 %, 39 sièges; parti national démocrate (M.D.P.): (22 428 voix, soit 0.3 %; parti communiste silemand (D.K.P.): 118 482 voix, soit 0.3 %;

(septembre 1976) Président de la République : Mgr Maite-

Ministro des affaires étrangères : M. Ionnis Cl. Christophides : (inances : M. Andreas Paisaldes : intérieur et défense : M. Christodoulos Veniamin ; justice : M. George Ionnides : sante : Dr Andreas Mikellides : acriculture et resources naturelles : M. Entos Colofas ; communications et travaux publics : M. Georges Tompazos ; travail et securité sociale : M. Marcos Spanos ; commerce et industrie : M. Antonios Pérides ; éducation : M. Chrysostomos Sofienos.

KOWEIT (6 septembre 1976)

Premier ministre : cheikh Jahr ciAhmed Al-Jahr Al-Sabah : vice-president
du conseil et ministre de l'information :
cheikh Al-Ali Al-Salem Al-Sabah ; ministre
de l'éducation : M. Khaled Al-Marouk ;
habitat : M. Hamad Mouberat Al-Mar;
travaux publics : M. Hamad Youssel AlNissel ; affaires sociales et travail : cheikh
Salem Al-Sabah Al-Salem Al-Sabah;
défense et intérieur : cheikh Saca AlAbdullah Al-Sabah ; affaires juridiques et
administratives : M. Salman Al-Ducige
Al-Sabah ; communications : M. Soleman
Hamond Al-Zeid Al-Khaled : affaires
etrangères cheikh Sabah 4.-Ahmed
Al-Jabir Al-Sabah ; finances : M. Abdul
Rahman Al-Attici ; santé publique :
Dr Abdul Rahman Abdullah Al-Aradi ;
ministre d'Etat suprès du conseil des
ministres : M. Abdul Arts Sussem ;
justico : M. Abdulch Ibrahm Al-Jiofarrége ; eaux et électricité : M. Abdulch
Youssel Ahmad Al-Ghanem ; commerce et

Industrie: N. Abdul Wahab Youssef Al-Netest; plan: M. Mohammed Youssef Al-Adassant; sifaires Islamiques: M. Youssef Jassem Al-Hajl

MALTE

(Elections iégislatives des 17 et 18 septembre 1976)

Nombre d'électeurs inscrits : 217 724 : nombre de votants : 208 843, soit 98.3 %; suffrages valablement exprimés : 205 440, soit 98.7 %.

Nombre de voix récuellise par chaque parti : Parti travailliste maliais (M.L.P.) parti : Parti travaliliste maltais (M.L.P.) : 103 854 voix, solt 51.53 %, 34 altges ; Parti nationaliste (N.P.) : 99 551 voix, solt 48.46 %, 31 steges ; Indépendants : 35 voix.

(Gouvernement formé le 25 septembre 1976) Premier ministre. ministre du Commonwealth, des affaires strangères et do l'intérieur : H. Dominic Mintoff; ministre
de la justice, des terres, du logement et
des affaires parlementaires : M. Joseph
Cassar ; blen-être social, travail et
cuiture : Hme Agatha Barbara; finances,
douanes, investissements populaires :
M. Joseph P. Abela; tourisme : M. Daniel
Piccopo: travaux publics et sports :
H. Lorry Sant ; éducation : M. Philip
Miscat : developpement, ènergie, affaires
port u aire s et tèlécommunications :
H. Wisira Abela; industries parastatules
et industries populaires : M. Fredde
Micallel; commerce : Dr Patrick Holland :
santé et environnement : Dr Vincent
Mora; industries, péchories et agriculture : M. Danny Cremona.

SEYCHELLES (Pays ayant accède à l'indépendance le 28 juin 1976)

Président de la République : M. James R. Mancham. R. Mancham.

Premier ministre, ministre des travaux publics et du développement des tertes : If. F.A. Rance : finances : M. C. Chetty; tourisme et aviation civile : M. J.G. Joudent : santé et bien-ôtre social : M. J. Praquillen : attaires portuaires et de la marine : M. P. Moulinté : agriculture, pêcheries et al i montation : M. A. Usice : éducation et développement social : M. G. Sinon : travail et sécurité sociale : M. J.D. Ferrer; ministre sans portefruille, charpé d'affaires près le bureu du premier ministre : M. R. Delorie : ministre sans portefeuille, charpé d'affaires près le bureu du premier ministre et près le ministre de la santé et du bien-être social : M. G. 20ffay : avocat du gouvernement : M. J.A. O'Brien Quinn.

SUEDE

(Elections législatives
du 19 septembre 1976)

Nombre de votants: 5 45779;
nombre de votants: 5 457793, soit 91.78 %;
bulletins nuis: 19 295, soit 0.35 %; suffrages valablement exprimés: 5 437748,
soit 99.65 %.

Répartition des voix et des sléges entre les différents partis ; parti conservateur:
347 872 voix, soit 15.58 %. 55 sièges;
parti du centre: 1 309 669 voix soit
24.08 %, 86 sièges; parti libéral: 601 556
voix, soit 11.66 %, 39 sièges; parti socialdémocrate: 2 324 603 voix, soit 42.74 %,
152 sièges; parti de gauche communiste:
258 422 voix, soit 473 %, 17 sièges; Union
démocratique chrétienne: 73 844 voix, soit
1.35 %; communistes de Suède: 17 309
voix, soit 0.31 %; divers: 4 663 voix,
soit 0.68 %.

Gouvernement formé le 8 octobre 1976)
Premier ministre: M. Thorbium Falldm; vice-premier ministre et ministre du
travali : M. Per Ahlmark; ministre du
travali : M. Per Ahlmark; ministre des
affaires étrangères; Mme Rain Söder;
justice : M. Szen Romanus; développement international : M. Ola Ulisten;
défense : M. Eric Erönmark; affaires
sociales : M. Rune Gustausson; adjoint
au ministre des affaires sociales
M. ingegârd Troedsson : communications
M. Bo Turesson; budget : M. Ingermar
Mundebo; économie : M. Gösta Bohman;
éducation : M. Jan Erik Wikström;
adjoint au ministre de l'éducation :
Mme Britt Mogaard; agriculture : M. Anders Dohlgren; commerce : M. Staffan
Burenstam Linder; logement : Mms Elny
Olsson; adjoint au ministre du logement : Mme Elnyît Friggebo: industrie :
M. Nils G. Aasling; énergie : M. Olol
Johansson; communes : M. Johannes
Antonsson;

TRINITE ET TOBAGO
(22 septembre 1976)
Premier ministre et ministre det finances: M. Eric Williams; ministre de
la santé et du gouvernement local;
M. Ramaluddin Mohammed; agriculture,
terres, pêcherles, industrie et commerce:
M. George Chambers; éducation et
culture: M. Joseph Cuthbert; travaux
publics, transports et communications:
M. Hector McLean: sécurité, affaires
itrangères: M. John Stanley Donaldson;
travail, coopératives et sécurité sociale:
M. Desmond Cartey; justice et ministre
des affaires judiciaires: M. Seldwyn
Richardson; pétrole et mines, ministre
près le ministère des finances: M. E. Mahabir; ministres près le ministire des
finances: MM, Overand Padmore et Merryn de Souza. TRINITE ET TOBAGO

COMBAT POUR LA LIBERTÉ ET LA DIPLOMATIE

A LORS que la sauvegarde de la liberté individuelle aux Etats-Unis est une « A batalle constante et que beaucoup de combats restent encore à livrer, notre plus grande vertu, notre loi en la liberté individuelle d'expression ne constitue pas une pertie intégrante de notre politique étrangère... La vigitance don! nous taisons preuve chez nous s'arrête à nos frontières, et nous soutenons en fait, avec notre argent, certains gouvernements qui créent des torts beaucoup plus graves que ceux contre lesquels nous hous battons chez nous... Pendant que nous déployons nos énergles pour rester libres, nous permettons à notre gouvernement — au nom des "intérêts" des Elats-Unis — de nous présenter à l'étranger comme peu concernés par le sort d'individus persécutés par des gouvernaments répressils. » Ces propos lucides et courageux ont été tenus à New-York le 14 octobre demier par M. Robert L. Berstein, président de la maison d'éditions Random House, qui recevait la médaille de la New York Civil Liberties.

Le prix de 1 000 dollars accompagnant cette médallle a été partagé au profit de quatre personnes « qui ont combattu pour la fiberté humaine ». Ces quatre personnes sont MM. Kim Chl Ha, poète sud-coréen, condamné à la prison à vie : Mikhail Mihajlov (Yougoslavie) : Nelson Mandela (Afrique du Sud), et Vladimir Boukovsky (Union soviétique). Sur ces quatre pays, les Etats-Unis n'ont de responsabilité directe que dans le maintien de la dictature aud-coréenne. Il est surprenant que M. Robert L. Berstein n'ait pas songé à venir en aide aux victimes des dictatures Installées en Amérique latine par les Etats-Unis. Le combat pour la liberté s'arrêteralt-il sur les rives du rio Grande ?

Le Monde_ de l'éducation

numéro de novembre

LES ÉTUDIANTS SONT-ILS DE FUTURS CHOMEURS?

Le numéro : 5 F - Abonnements (11 numéros par an) France: 50 F - Étranger: 68 F

Le Monde de l'édocation », 5, rue des Italiens, 75427 PARIS

Comment, sur un vaste territoire. la course aux richesses énergétiques oppose depuis cinq ans une grande firme multinationale, des tribus indiennes, les syndicats et le gouvernement du Québec.

L'AFFAIRE DE LA BAIE JAMES

Par PIERRE DOMMERGUES

La Bale James, c'est d'abord un territoire immense : 350 000 kilomètres carrés de montagnes, de forêts, de mines, de lacs et de rivières — le cinquième de toute l'étendue du Québec, 60 % de la

Situe au nord de la province du Quebec, ce territoire s'étend du 49° parallèle au sud (environ 450 kilomètres de Montreal) au 55° parallèle nord. Cinq rivières le traversent d'est en ouest et se jettent dans la Baie James : La Grande, l'Eastmain et, plus au sud, un groupe de trois rivières : la Rupert, la Broadway et la Nottaway. On compte six établissements indiens, quatre sur la côte (dont Fort-George), deux à l'intérieur en bordure des lacs Waswanipi et Mistassini, ainsi que quelques petites villes minières à population majoritairement blanche qui ont surgi depuis une cinquantaine d'années. L'ensemble du territoire est habité par environ six mille Indiens, des Cris pour la plupart, mais aussi quelques centaines d'Esquimaux (les Inuits) et des métis.

N avril 1971, M. Robert Bourassa, premier ministre du Québec, an-nonce sa décision d'entreprendre le développement économique de la Baie James. Aucune étude sérieuse le développement économique de la Baie James. Aucune étude sérieuse n'existe aux plans économique, écologique, social, ou humain, mais le temps presse : le candidat du partilibéral s'est fait élire, l'année précédente, sur une plate-forme qui promet la résorption du chômage (a cent mille emplois nouveaux par an ») et le développement d'une économie indépendante. Au Québec, donc, de développer son potential énergétique, ses ressources hydro-électriques et ses richesses minières. « Le monde commence aujourd'hui », proclame M. Bourassa lorsqu'il fait adopter, le 14 juillet 1971, la loi qui sanctionne « le projet du siècle ». « Le développement des ressources du territoire de la Baie James, écrit-il dans son livre sur la Baie James, publié au cours de la campagne électorale de 1973, offre un nouveau défi à tous les Québécois. La Baie James, c'est la jeunesse du Québec à la conquête de son avenir. »

L'affaire de la Baie James est impor-L'affaire de la Baie James est impor-tante parce qu'elle offre un raccourd exemplaire des problèmes posés aussi bien en Amérique du Nord qu'en Europe ou dans les pays du tiers-monde par la mise en place de gigan-tesques programmes économiques, coordonnés par un Etat qui se dit au service du public, alors qu'il sert essentiellement les intérêts des sociétés multipationales qu'il esceptit pape multinationales, qu'il asservit sans retour l'économie nationale, et qu'il détruit tout espoir d'indépendance économique, politique et culturelle. Les

victimes immédiates de ce projet sont les Indiens qui perdent leurs terres, leurs droits d'occupation d'un territoire où ils ont toujours vécu, mais aussi les Québécols, traditionnellement senles Québécols, fraditionnellement sensibles à la « colonisation» américaine et anglo-canadienne. Le peuple du Québec, comme l'Indien, est « floué » au pian économique (il finance un projet dont il ne profite pas) et au plan culturel : n'est-il pas décide, par exemple, que, étant donné le nombre de pilotes ontariens et américains, la langue de communication radio sera l'anglais sur ce territoire canadienfrançais ?

L'affaire de la Bale James offre

L'affaire de la Baie James offre également un exemple de la « toiérance repressive » des démocraties occidentales qui fournissent à leurs victimes des institutions, en l'occurrence judiciaires, permettant, dans un cadre inoffensif pour les intérêts ultimes du système, de donner une impression d'égalité : c'est ainsi que les Indiens Cris et Inuits obtiennent en novembre 1972, après un procès d'un an, la suspension des travaux entrepris à la Baie James afin que leurs droits soient recomnus. Une semaine plus tard, ce jugement historique est non point cassé, ce qui eût montré de façon trop visible les pressions économiques et politiques sur un système judiciaire dépendant de l'exécutif, mais « suspendu » par la Cour d'appei de Montréal, qui, avec l'aide de la Cour suprème du Canada, pourrait faire en sorte que la justice démocratique soit rendue aux Indiens par les plus hautes interestations des la cour sur la pourrait faire en sorte que la justice démocratique soit rendue aux Indiens par les plus hautes interestations des la cour sur la cour d'appei de la cour sur la pourrait faire en sorte que la justice démocratique soit rendue aux Indiens par les plus hautes interestations des la cour sur la la pourrait faire en sorte que la justice democratique soit rendue aux Indiens par les plus hautes interestations des la cour sur la la purise de pour la purise de la cour sur la pour la purise de pour la purise de la cour sur la purise de pour la purise de la cour sur la purise de purise de purise de la cour sur la purise de purise de purise de la cour sur la purise de purise de la cour sur la purise de la cour sur la purise de purise de la cour sur la purise de la cour de la la cour de la cour de la la cour de la la cour de la la cour de la la cour de rendue aux Indiens par les plus hautes instances judiciaires dans quatre ou cinq ans... une fois que les travaux seront terminés.

L'univers des Cris et des Inuits

CE qui ressort des témoignages des aborigènes interrogés par leurs avocats au cours des audiences de ce procès, ainsi que des dépositions des ethnologues convoqués par les avocats, c'est que, maigré les contacts avec la civilisation blanche, l'essentiel du mode de vie indien a été préservé dans ce territoire

territoire.

Mais le projet gouvernemental risque de compromettre définitivement cet équilibre : pour mettre en place le complex e hydro-électrique de La Grande, il va falloir tripler les superficies mondées; quant au bassin de drainage nécessité par l'ensemble du projet, il couvre plus d'un tiers du territoire.

territoire. Les dégâts ponctuels sont déjà sen-sibles : dès 1970, on découvre un indice sibles : dés 1970, on découvre un indice élevé de mercure dans le sang d'un Indien hospitalisé. L'enquête révèle qu'une usne à papler moderne, construite au mépris des normes antipoliution, déverse chaque jour six kilos de mercure dans la rivière et deux kilos dans l'almosphère. Solution : les Indiens sont invités par le gouvernement fédéral à s'abstenir de boire de l'eau. La même enquête apprend que ment fédéral à s'abstenir de boire de l'eau... La même enquête apprend que cette usine déboise systématiquement les concessions forestières qui lui ont été octroyées, ce qui entraîne la disparition des originaux dont se nourrissent les Indiens de cette région, alors qu'une coupe sélective, préservant par exemple quelques grands arbres aux bords de la rivière, permettrait d'accroître leur population.

On insiste généralement sur le rapport privilégié de l'Indien avec son

environnement : « La terre offre ses environnement : « La terre offre ses richesses, les Cris et les Inuits les reçoteent. La terre est un jardin dont ils récoltent les fruits et dont ils considèrent qu'ils font partie, puisqu'ils sont nés sur la terre, qu'ils ont grandi sur la terre, comme les plantes, les arbres et les animaux. » L'Indien ne se considère ni comme maître, ni comme essesse de la peture: il comme essesse de la peture il comme esses de la peture il comme essesse de la peture il comme esse de la peture il comme essesse de la peture il comme esse de la peture il c se considère ni comme maître, ni comme esclave de la nature: il se perçoit comme « participant dur événements ». Les animaux, les vents, la neige ressemblent à des personnes qu'il faut consulter lorsqu'on doit avoir des rapports avec eux. L'un des témoins, l'anthropologue Harvey Fren, remarque que « les chasseurs vasvantpis disent qu'ils attrapent un animal seulement quand il leur est donné. Ils disent qu'en hiver le vent du Nord, chuetenshu, et les animaux eux-mêmes leur donnent ce dont ils ont besoin pour vivre. (...) Le corps des animaux que le chasseur regoit le nourrit, mais l'âme retourne pour renaître, de jaçon telle que les hommes et les animaux telle que les hommes et les animaux ne diminuent pas. L'équilibre est réci-

ne diminuent pas. L'équilibre est réci-proque ».

Mais cette réciprocité ne crée pas la dépendance de l'Indien — bien au contraire. L'indépendance se sit u e d'abord au niveau de la famille qui se constitue en groupe de chasse auto-nome, ensuite dans l'acte du chasseur qui opère généralement seul, enfin dans ce qu'on pourrait appeler la politique de chasse de l'Indien. En effet, loin de subir la chasse, l'Indien l'organise : il laisse certaines zones en jachère pendant une ou plusieurs années, il pratique un système de

BIBLIOGRAPHIE

e LIVRES:

— Collectif de la Société pour vaincre la pollution, la Baie James, cest grave, grave, grave, Bdition québécoise, Montréal. 1972.

— Boyce R I C H A R D S O N, Baie James : Sans mobile légitime, L'Etincelle, Montréal. 1972. et Strangers Devour the Land, MacMillan, 1976.

— Collectif du Comité de défense de la Baie James, James Bay Forum, McGill, University Press, 1973.

— Robert BOURASSA, la Baie James, Edition du jour, Montréal, 1973. — Albert MALOUF, la Buie James indictune, texte intégral de la décision du juge Albert Majoul, Editions du jour, Montréal, 1973.

— Erte GOURDEAU, le Processus décisionnel dans la conception et la réalisation du développement nordique du Canada: Un cas d'espèce, la Bais James, publication du Consell des aciences du Canada, t. 2, décembre 1974. Albert MALOUF, la Baie James

 La convention de la Bate James et du Nord québécois, Editeur offi-ciel du Québec. 1976. · REVUES :

— Etudes Amérindiennes, numéros spèciaux, décembre 1971 et novembre 1972, 417, St. Pierre suite 49, Montréal, Canada H2Y 2M4, L'ast Post, janvier 1974 et mars 1974.

· DOCUMENTS : — Aktresasne Notes, Mohawk Nation, via Rooseveltown, New-York, 13683.

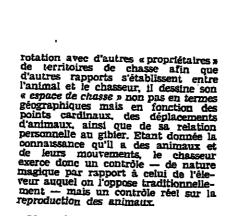
13683.

— Documents de prese : la Bais

— Documents de prese : la Bais

Jamas, publication bi-annuelle,
Centre de documentation, ministère
des communications, 675 Est Bd St
Cyrille, Québec, Canada GLA 447.

— Rapports annuals de la S.D.B.J.
et S.E.B.J. 800 Est Bd de Maisonneuve, bureau 2200, Montréal, Québec, HML 41.8.



L'un des axes de la plaidoirie indienne a été la conception que les Indiens ont de la terre comme élément de cohésion culturelle, mais aussi comme source de subsistance. Avec témolgnages à l'appui, les avocats font valoir : 1) que, pour vivre, une forte proportion d'Indiens dépend presque exclusivement de la chasse et de la pêche (64 % des Indiens Mistassini chassent à plein temps); 2) qu'une proportion encore plus élevée s'adonne à la chasse et à la pêche en fin de

Le « projet du siècle »

D LUS que jamais. M. Bourassa est C convaincu de la valeur de son projet : la crise de l'énergie lui a donné raison. Au moment où les réserves mondiales s'épulsent, où la dépendance des pays occidentaux à l'égard des pays producteurs de pêtrole s'accroit, où le pêtrole brut et le charbon d'origine non canadienne représentent 11 ° des importations du Québec, le choix est parfaitement justifié Le 7 juillet 1974, le premier ministre réaffirme : « Il jaut absolument développer la Baie James pour jaire face à la demande québécoise en électricité au cours des années 80. Quelle est en effet la solution de rechange? Doit-on annuler ce projet et, en 1980, éclairer à la chandelle, jermer des hôpitaux et des services publics? »

mer des höpituux et des services publics? »

En août dernier, une nouvelle étape dans l'escalade des besoins supposés du Québec est franchie, cette fois par le président de l'Hydro-Québec (l'E.D.F. québécois) : selon M. Giroux, qui s'appuie sur « l'historique de la demande québécoise ainsi que sur l'évolution socio-économique », la croissance annuelle de la consommation est de 7.75 %. A ce rythme, le Québec consommera 30 millions de RW en 1935 (alors qu'il n'en produit que 14 millions aujourd'hui), et 75 millions en l'an 2000. Avec ses 10 millions de kilowatis et l'installation la plus puissante au monde, la Baie James ne fournira alors que 13 % des besoins québécols. Ce n'est donc pas une, mais cinq ou six hales James qu'il convient de construire si le Québec veut conserver son autonomie énergétique. La panique est créée : les Québécois vont accepter l'augmentation démesurée du coût de la Bale James et se préparer à investir encore davantage dans des projets encore plus grandices.

En des termes qui masquent mal l'irritation et le dépit, le premier ministre et ses grands commis continuent à asséner sur une Assemblée nationale et un public mal informés des assertions fortement contestées. Le recours exclusif à l'énergie hydro-électrique préconisé par le premier ministre est-il préférable à une combinaison harmonieuse avec l'énergie thermique et nucléaire, proposée notamment par le partir de la Consommation moyenne, ces estimations sont fondées sur la consommation de pointe qui ne dure que 2 % de l'année et qui inclut les exportations d'électricité vers les Etats-Unis ; ces dépassements pourraient être réglés par une politique d'échange puisque la période de pointe se situe en êté pour l'Etat de New-York et en hiver pour le Québec, un taux d'accroissement de la consommation électrique de 4.5 % et non de 7.75 %. Il n'y a donc pas péril en la demeure. Mais le premier ministre recourt à la stratégie combinée du secret. de l'urgence et de la menace.

Le projet comprend un double programme hydro-électrique celui de 3 En août dernier, une nouvelle étape dans l'escalade des besoins supposés du Caniapiscau, Grande Baleine et Opinaca, ce qui accroît de 30 % la
puissance initiale du cours d'eau et
assure une production de 10 millions
de KW (à titre de comparaison, la
puissance de Churchili Falls, le complexe le plus important en Amérique
du Nord, est de 5,5 millions de KW).
Plus humble, le second projet prévoit
l'aménagement des trois rivières du
sud (la Rupert, la Broadway, et la
Nottaway) pour une puissance d'environ 3,5 millions de KW. Le premier

semaine, lorsque la saison bat son plein et que les enfants n'ont pas encore repris l'école (90 % de la bande Memaska); que cette proportion tend à s'accrolire parmi les jeunes; 4) que la vente des animanx à fourrure constitue une source de revenus non négligeable.

Les gros poissons mangent les petits.

jeunes; 4) que la vente des animaux à fourrure constitue une source de revenus non négligeable.

Au contraire, les avocats de la Société de développement de la Baie James (S.D.B.J.) minimisent la « dépendance de la terre ». Leurs témoins (non-indiens) affirment: 1) que les achats en épicerie constituent 80 % de la consommation; 2) que les Indiens de Fort-George ont un revenu annuel moyen de 10 200 dollars; 31 que l'assimilation des Indiens est fort avancée (donc le projet n'apportera pas de modification culturelle profonde): ne mangent-ils pas, « comme nous », du chocolat, des chips, des sardines en boîte, des œufs, du pain, des gâteaux, ainsi que le rappelle un témoin ? Ne s'habillent-ils pas « comme tout le monde »? Et puis, précise le témoin, les Indiens sont très friands de cinèma. La salle est toujours pleine. Ils reviennent voir le film jusqu'à quatre fois de suite... Oui, des westerns.

ministre opte pour le premier projet qui a l'avantage d'ouvrir le Grand Nord aux industries minières et de leur offrir une route, construite avec les deniers de l'Etat, qui donne accès aux concessions minières convoitées par les grandes sociétés. Ce n'est guère qu'en mai 1976 que l'on reparle du second projet : l'aménagement des trois rivières du Sud, actuellement au stade de l'étude, coûterait 10 milliards de doilars pour une production égale à la moitié de celle de la Grande. La décision serait liée aux réactions hostiles soulevées par le projet de construction de onze centrales nucléaires dans la vallée du Saint-Laurent.

Le « projet du slècle » connaît blen

Le c projet du siècle » connaît blen des avatars aux plans techniques, éco-nomique et financier. Estimé à 35 mil-liards de dollars en 1971, le coût passe officiellement à 58 millione (1993) à 11,9 milliards (1974) et à 16,2 mil-liards en août 1976. Certains parient de 20, voire de 25 milliards — 125 mil-liards de nos francs.

te 20, voire de 25 miniards — 125 milliards de nos francs.

L'explication officielle? L'inflation.

L'inflation, précise le président de la Société d'énergie de la bale James (S.E.B.J.), est le principal facteur d'augmentation. Au cours des dix-huit derniers mois, l'inflation subie par l'industrie de la construction lourde au Québec a été de 31 %. Il s'agit là d'un taux de près de 20 %. Nos prévisions se situaient à 9 %. Compte tenu de ce taux exceptionnel et des prévisions révisées à la hausse pour les années jutures, le nouveau taux moyen pour la période de 1974 à 1985 passe à 12 %. » Il n'en demeure pas moins que, pour plus de 30 %, l'augmentation est due à des réajustements a techniques » qui auraient pu être évités par des études moins hâtives et plus complètes. Les planificateurs n'ont pas suffisamment tenu compte de la protection de l'environnement (pourtant proclamée dans les brode la protection de l'environnement (pourtant proclamée dans les brochures nublicitaires de la S.E.B.J.), ni des droits indiens, ni des impératifs de construction — que l'on appelle

aujourd'hui des c surprises ». Le pre-sident de la S.R.B.J., M. Boyd, recon-naît certaines erreurs d'estimation qu'il chiffre à 162 millions, alors que les experts considérent généralement qu'un milliard de dollars aurait pu être économisé depuis le début du chantier par une planification et une gestion plus rigoureuses. L'objectif n° 1 de M. Bourassa était de faire face, c en ternes québecres ».

L'objectif nº 1 de M. Bourassa était de faire face, a en termes québécois a, à la crise internationale de l'énergie. Son second objectif : développer l'économie provinciale et plus particulièrement celle du Grand Nord. Son troisième objectif : mettre fin à la crise du chômage. Sur ces trois plans, qu'en ext. 11 2

du chômage. Sur ces trois plans, qu'en est-il?

1º L'emploi : le premier ministre annonce, en avril 1971, la création de 188 000 emplois ; à la fin de l'année, il se rétracte et ne parle plus que de 55 000 emplois ; le Bureau fédéral de l'emploi comptabilise 23 000 emplois nouveaux. En mai 1973, une enquête menée par l'Echo abitien (de Vald'Or) dénombre 1 400 travailleurs sur le chantier, en mars, avec une prévision de 3 400 en été. Le dernier rapport d'activité de la S.E.B.J. fait état, pour 1975, d'un effectif maximum de 5 180 personnes en juillet, 2 430 en janvier et 1 249 en décembre — dont plus de 600 employés au siège social. En fait, ainsi que l'ont montré les économistes du Comité de défense de la baie James, dès 1974, le c projet du siècle » consacre la structure du chômage au Québec : le les effets d'entrainement prévus ne se justifient par aucume théorie et par aucum précédent historique; 2º le coût de chaque emploi créé dans le cadre du développement hydro-électrique est démesuré, et ruineux pour la province : le coût moven d'un emploi temporaire à la baie pement hydro-électrique est démesuré, et ruineux pour la province : le coût moyen d'un emploi temporaire à la baie James est de 298 000 dollars, de 5,8 millions pour un emploi permanent puisque, selon les statistiques officielles, mille personnes suffiront à faire fonctionner les centrales — alors que l'investissement moyen pour la création d'un emploi dans le domaine de l'industrialisation classique varie entre 30 000 et 35 000 dollars.

2º Le développement économique de la province, et plus particulièrement du Nord-Ouest québécois : contraire-

du Nord-Ouest québécois : contraire-ment aux promesses du premier mi-nistre, les retombées économiques sont inégalement réparties, même au plan géographique : a Montréal emporte le gâteau. » Le siège social de la S.E.B.J. est à Montréal. Lorsqu'elles ne sont pas américaines, les firmes-conseils sont installées à Montréal. Les entrepreneurs viennent majoritéries t auébécois : contraire.

ne sont pas americaines, les firmesconseils sont installées à Montréal. Les
entrepreneurs viennent majoritairement de Montréal. Grâce à un système de patronage téléguidé des
bureaux mêmes du premier ministre,
un ouvrier sur trois vient de Montréal,
alors que le chômage est encore plus
algu dans le Nord-Ouest chez les
Blancs et chez les indigènes.

3) Une dimension est absente des
chiftres officiels: qui va d'abord tirer
profit de l'énergie ainsi créée? Qui
perçoit les intérêts des emprunts réalisés par la S.E.B.J. et l'Hydro-Quèbec
— et garantis par le gouvernement?
Selon les plus récentes estimations, le
service de la dette dépasse les 4 milliards de dollars (20 milliards de nos
francs), soit 20 % du coût total de
la construction Peut-on dans ces
conditions parler d'une solution « québécoise » au problème de la crise internationale de l'énergie?

L'hypothèque publique

A LA mi-janvier, les responsables A lancent un emprunt privé de 1 milliard de dollars. Un mois plus tard, le 18 février, l'Elydro-Québec encaisse un chèque de 855 millions de dollars, le solde devant être versé avant la fin de l'année. Trente-six institutions financières — américaines pour la plupart — souscrivent à l'emprunt mis en place par les courtiers de la First Bostom Corporation, la Salomon Brothers, Merril Lynch, entre autres. « Un milliard vite emprunté sans douleur », titre le Soleil du 30 avril 1976.

Le climat est à la confiance à New-york et dans le monde entier. Lorsque sont émises les premières obligations (« bonds ») de la bate Jamés — en anglals : les « James Bonds », — M. Bourassa est sélectif, car les amateurs ne manquent pas : « Le Québec, déclare-t-ll au cours d'une tournée en Grande-Bretagne en décembre 1972, ne vient pas ici en disant aux financiers européens : aidez-nous à financer la baie Jamés. Ce sont les investisseurs qui veulent participer au financement du projet. Nous leur demandons alors de soumettre leurs offres. J'ai déjà reçu des offres de financement des plus grandes maisons financères internationales. Nous choisissons les mell-leures. »

leures. »

Le premier ministre oublie de signaler qu'il s'est déplacé dans le cadre
d'une offensive magistrale lancée par
le Consell général de l'industrie du
Québec, qui avait délégué son étatmajor au grand complet : présidents de
banques et d'entreprises québecoises,
mais aussi représentants des sociétés
multinationales installées au Québec

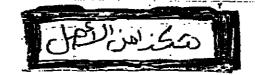
telles que I.B.M., B.P., Union Carbide, etc. Objectif officiel: «Vendre le Québec dans un contexte canadien» / Le résultat de cette opération de charme ? Les Allemands sont intéressés (mais inquiets de la loi que le gouvernement fédéral prépare sur la propriété des capitaux étrangers); les Français ne réagissent pas (malgré les sollicitations du premier ministre qui déplore que la France soit, parmi les Six, le dernier client du Québec, très loin derrière l'Allemagne de l'Ouest); un instant séduits, les Japonals se retractent (la baie James est décidément trop loin du Japon). Ce sont les Soviétiques, friands de devises canadiennes pour équilibrer leurs achats de bié, qui s'intéressent le plus vivement à la baie James: M. Bourassa dément à plusieurs reprises que des contacts aiemt été établis avec Moscou, puis il annonce, au cours du printemps 1974, qu'une mission économique pourrait déboucher sur la création d'un « bureau canadien» en U.R.S.S. Il rappelle que les constructeurs soviétiques ont déjà enlevé à leurs concurrents canadiens les constructeurs soviétiques ont déjà enlevé à leurs concurrents canadiers deux importants contrats de turbines hydro-électrones

17.55

. . . .

enieve a leurs concurrents canadieris deux importants contrats de turbines hydro-électriques.

Le premier ministre oublie également de signaler les incidences de la detée publique sur le peuple québécois. Pourtant, dès le lancement du projet, en 1971, M. Jacques Parizeau se demande comment le Québec pourra supporter la situation: la province emprunte — à l'époque — 325 millions par an et l'Hydro-Quèbec 300 millions; même si ce dernier chiffre est réduit, l'emprunt annuel total passera à 500 ou 300 millions pendant une période de dix ans. Où trouvera-t-on l'argent pour les





autres développements économiques de la province et pour les programmes sociaux? Le coût des travaux ayant officiellement plus que qu'intuplé depuis cette estimation, la question de l'économiste du parti québécols est plus

l'économiste du parti québécois est plus que jamais pertinente. La baie James, c'est aussi l'hypothèque du siècle.
Aujourd'hui, les milieux officiels euxmêmes s'inquiètent de l'endettement public : au cours de la dernière commission parlementaire consacrée à la baie James, les craintes du ministre des richesses naturelles rejoignent sur ce point celles du chef de l'opposition. Le ministre Cournoyer rappelle que l'onva bientôt investir dans le domaine de l'ènergie 5 milliards par an, soit la moitié du budget actuel de la province, que le temps viendra où les proque le temps viendra où les pro-grammes d'empront de l'Hydro-Québec hypothèqueront la capacité d'empront

de l'ensemble du secteur public québécois.

L'inquiétude soulevée par la dette
publique est d'autant plus justifiée
qu'une partie de la production de la
bale James est destinée à l'Etat de
New-York et que le premier ministre
envisage très sérieusement une exportation indirecte sous forme d'uranium
enrichi. Les obstacles à la construction
d'une telle usine sont multiples. Côté
provincial: une opposition politique
(parti québécois) et technique (HydroQuébec) à un projet qui consommerait
le tiers de la production totale de la
bale James. Côté fédéral: le projet
nécessiterait une quantité d'uranium
brut trois fois supérieure à la production canadienne et, par suite, des
importations en provenance du Gabon,
du Niger ou de l'Afrique du Sud; le
coût de l'entreprise, qui devrait être
financé par des capitaux étrangers
(1 milliard par an pendant six ans),
influencerait le dollar canadien vers la
hausse, compromettant atusi la compétivité de la production canadienne hause compromettant ainsi la compé-titivité de la production canadienne sur les marchés internationaux : enfin, en favorisant le développement de la technique de diffusion gazeuse, le pro-jet porterait préjudice au système canadien, où l'on utilise de l'uranium

naturel (non enrichi) dans les centrales

mucleaires de type CANDU.

Malgré ces obstacles, M. Bourassa encourage un premier projet de construction d'une usine d'uranium enrichi des 1972. Ce projet ne voit pas le jour car sa rentabilité exige le soutien total du gouvernement : or, le gou-vernement fédéral est réticent et, à cette époque, le gouvernement provin-cial est encore trop timide pour l'im-

En 1974, M. Bourassa fait une seconde tentative, cette fois, de Fou-vernement à gouvernement. Le 25 juil-let, une entente est signée entre la S.D.B.J., la Seru Nucléaire (une filiale du Comunissariat français à l'énergie) de Comunissariat français à l'énergie) et Cominco Canadian Investments (ces trois sottistés vont financer une étude préliminaire des possibilités d'implantation d'une usine d'enrichissement selon le procédé de diffusion gazeuse (projet Canadif). A la même époque, la S.D.B.J. crée une entreprise conjointe chargée d'explorer les réserves d'uranium dans la zone de la Grande-Rivière. En mars 1975, on annonce la découverte d'uranium à la baje James par un autre groupe et Cominco Canadian Investments (ces annonce la découverte d'uranium à la baie James par un autre groupe — l'International Rickel, par l'intermédiaire de sa fillale d'exploration Canico, en association avec la S.D.B.J. Entre-temps, en novembre 1974, M. Bourassa rencontre à Paris le président Giscard d'Estaing: fort prudent, le communiqué commun publié à l'issue des conversations fait état de la nécessité d'évaluer de part et d'autre les avantages d'un tel projet pour les économies respectives des deux pays. La France a besoin d'uranium enrichi, ne serait-ce que pour accroître ses La France a besoin d'urantum enrichi, ne serait-ce que pour accroître ses distances à l'égard des Etats-Unis, et l'usine de Tricastin (projet Eurodif) ne répondra que partiellement à ses besoins dans les années 80. Le Québec accueillerait volontiers des capitaux étrangers qui permettraient l'ouverture de nouveaux chantiers de construction, et le premier ministre, soudain conver-ti au nucléaire, soudaiterait rehausser son prestige en lançant un projet de classe internationale.

gigantesque pont cent cinquantetrois vols pour transporter le carburant et 11600 tonnes de marchandises nécessaires à la poursuite des

travaux.
Le 5 novembre,
Jack Keable revèle dans Quebec Express le contenu d'un contrat secret passe entre la S.E.B.J. et la firme de San-Francisco: 11 la gérance est confiée à Bechtel; 2) celle-ci touchera la part du lion : 150 millions de doiiars au minimum, versés en début de travaux pour évi-ter tous les risques, et sans clause de résiliation; 3) trois des six directions des six directions du Comité de gé-rance sont aux mains de Bechtel et dans les direc-

et, dans les direc-tions moins impor-tantes de la S.E.B.J. où l'Hydro-Québec occupe le poste 1, c'est Bech-tel qui nomme le

numero 2.

Il fant attendre deux ans pour que soit communiqué à l'Assemblée nationale, en novembre 1974, le texte de l'entente passée entre la S.E.B.J. et l'Hydro-Québec d'une part, Bechtel d'autre part — et encore le texte est-il, dans un premier temps, expurgé des paragraphes corcernant les honoraires de la firme américaine. Selon l'article 3 du protocole d'accord, a Bechtel-Québec sous leur direction et contrôle, son assistance dans l'exécution et la coordination de tous les services d'ingédination de tous les services d'ingé-nieric nécessaires ou utiles à la réali-sation du projet. » En fait, c'est le vice-président, un homme de la Bechtel, qui prépare le budget et les « manuels de procédure » concernant les appels d'offres, l'octroi et l'émission des contrats. « Bechiel, a-t-on pu dire, ne décide peut-ètre rien, mais elle contrôle tout. » Pour ce qui est des honoraires. Bechtel reçoit, en plus d'une fraction importante des 10 % du coût de base réservé à la gérance, des frais d'administration et le rembour-sement des salaires des employés prêtés à la SEBJ. Détail révêlateur : prétés à la S.E.B.J. Détail révélateur : chaque fois qu'elle emprunte un ingénieur Bechtel qui perçoit par exemple un salaire de 40 000 dollars, la S.E.B.J. doit rembourser la somme de 81 400 dollars, soit 203,5 % du salaire réel. alors qu'elle ne paie que 16 % de commission lorsqu'elle emprunte un ingénieur de l'Hydro-Quèbec.
L'histoire de Bechtel est instructive: en 1935, Stephen Bechtel Srhérite d'une affaire de travaux publics estimée à 20 millions de dollars; dans les années 50, elle vaut, selon Fortune, entre 100 et 200 millions de dollars; aujourd'hul, Bechtel est l'une des plus importantes entreprises du monde. Son

aujourd'hul, Bechtel est l'une des plus importantes entreprises du monde. Son développement spectaculaire date de l'accord passé avec la société Kaiser pour la construction des « liberty ships » pendant la seconde guerre mondiale, avec la collaboration de John A. McCone qui, par la suite, occupe des postes de directeur au commissariat de l'énergie atomique américaine, à la C.I.A., à I.T.T., enfin au comité public, dont l'autorité s'étend sur le corps diplomatique. McCone facilité les contacts Bechtel, McCone facilité les contacts Bechtel notamment en Asie du Sud-Est.
Bechtel se distingue par des travaux
prestigieux tels que le pont de la baie
de San-Francisco, construit un premier pipe-line au Canada pour alimenter les bases américaines qui y

sont installées. Depuis, Bechtel a construit 90 % des pipe-lines cana-

diens.

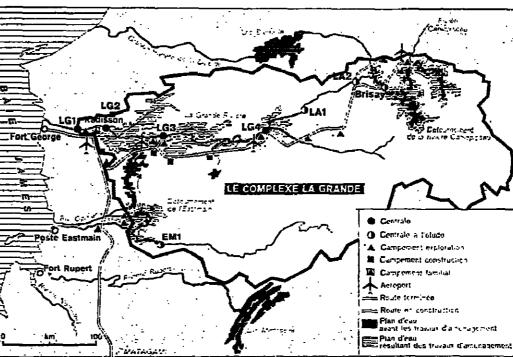
Bechtel emploie vingt-cinq mille personnes à travers le monde (dont dix mille ingénieurs) et recourt au service occasionnei de trente-cinq mille autres. Bechtel dirige actuellement cent dix-neuf projets importants dans vingt-quatre pars du monde. Aucun de ses chantiers n'est inférieur à 25 millions de dellars et missieure. Aucun de ses chantiers n'est interieur à 25 millions de dollars et plusieurs dépassent le milliard. La valeur totale de ses chantiers est estimée à 40 milliards de dollars. Les clients de Bechtel sont les gouvernements et les multinationale

Bechtel connait quelques scandales: un contrôle de routine fait découvrir, à la fin des années 50, que la firme a offert un pot-de-vin de 110 000 dollars à deux fonctionnaires du New-Jersey afin d'obtenir l'autorisation de construire des citernes de stockage sans procéder aux auditions publiques d'usage. Bechtel est condamné à verser une amende de 20 000 dollars — une somme près de six fois inférieure à celle offerte aux fonctionnaires écroues.

A Washington, Bechtel refuse d'employer le quota légal d'ouvriers noirs dans une ville où la population est noire pour plus de 70 %. Bechtel détient l'un des records dans le nombre d'accidents graves survenus sur ses

d'accidents graves survenus sur ses chantiers.

S. Bechtel Sr. est l'un des conseillers de la Banque américaine d'importexport, où il siège aux côtés de Victor Rockhill, de la Chase Manhattan; ancien membre du Comité de direction de la banque Morgan, il est aussi un des directeurs de General Motors, de la Société minière Hanna, de la Banque National Crocker; il a fait parti du comité sur le coût de la vie au temps du président Nixon. Ses intérêts dans la société Hanna le lient au groupe Hanna-Humpfurey dont la puissance remonte à l'époque où George Hum-Hanna-Humphrey dont la puissance remonte à l'époque où George Hum-phrey, ministre du Trésor sous l'admi-nistration Eisenhower, élimine Cyrus Eaton du monde de l'acier, acquiert le contrôle de l'ancienne société Hanna, s'adjoint Consolidated Coal et absorbe Chrysles Dans les années con absorbe Chrysler. Dans les années 60, la société Hanna et Coz la societe hanna et consolidatet coar se regroupent avec Continental Oil... contrôle par le groupe Morgan et secondairement par la famille Mellon (Gulf Oil). Ainsi s'est constitué le plus important consortium énergétique du monde occidental.





les tribunaux qui réintègrent l'homme et la femme. A quelques centaines de mètres des dortoirs ouvriers, les cadres sont logés avec leur famille, dans des roulottes confortables, et ils ont le droit de recevoir leurs amies. Ils ont également droit — symbole de leur statut aux yeux des manuels — de consommer de la hière « en canette » alors que seule la bière-pression est servie dans la taverne commune. Les travailleurs ont le sentiment de vivre une forme nouvelle de la lutte des une forme nouvelle de la lutte des classes : leur hostilité à l'égard des cadres ne se situe pas en terme de salaires (sensiblement égaux) mais de qualité de vie.

a Nous roulons modeler notre aventr. Nous voulons établir les règlements qui nous guideront. Nous voulons mettre en place les règlements qui nous gouverneront. Nous voulons appliquer ces règlements. En nous etablissant nous-mêmes, dans notre propre territoire, et en metiant en place une institution reconnue par le paute une institution reconnue par le gouvernement provincial et le gouver-nement fédéral, nous voulons contrôler noire évolution sociale, politique et économique. Nous voulons garder la possession de nos terres afin que nous. et les autres, puissions vivre du fruit de ces terres. Nous ne voyons aucune raison pour laquelle nous devrions abandonner nos droits à la terre. Nous considérons que nous pouvons utiliser nos droits pour participer au développement de ces terres aussi bien que toute autre personne. » Cette déclaration d'Andrew T. Deslile, président de l'Association des Indiens du Québec, peut paraître bien platonique : que peuvent six mille Indiens Cris et Inuits face à la maison des Rotschild, la société Bechtel et la S.E.B.J.?

Il est une histoire que les Indiens aiment raconter : un jour, un criquet dut affronter un lion en combat sin-gulier. D'un coup de patte, l'animal royal aurait pu écraser l'insecte. Mais le criquet pensa qu'il pourrait tirer profit de sa petite taille. Aussi se glissa-t-il dans l'oreille du lion, et gissa-t-il dans forelle du lion, et bientôt il attelgnit le cerveau de l'ani-mal. Le lion devint fou, il se mit à se gratter, puis à se déchiqueter jusqu'à ce que mort s'ensuive. Alors le criquet sortit tranquillement de l'oreille du

Dans les luttes qui les opposent au pars les intres qui les opposent au gouvernement américain (procès de Wounded Knee) ou québécois, les aborigènes marquent des points même si leurs buts sont loin d'être atteints. Ils se battent dans le cadre des insti-Ils se battent dans le cadre des insti-tutions démocratiques et des traditions nord-américaines que nul gouverne-ment n'oserait nier directement. Ils ont signé avec les Canadiens et les Américains des traités qui assurent aux Blancs la cession de la plus large fraction de la terre et aux Indiens la garantie fédérale de la propriété de leurs réserves ainsi qu'une aide perma-nente dans certains domaines comme nente dans certains du'une aute perma-nente dans certains domaines comme ceux de la santé et de l'éducation. L'objectif premier des Indiens dans l'ensemble de l'Amérique du Nord est donc d'obtenir le respect des traités qui, à leurs yeux, sont toujours valables puisqu'ils n'ont jamais été officielle-ment transus par l'ente qu'illeurs ment rompus par l'une ou l'autre

(Lire la suite page 22.)

L'«Etat-manager»

«T L n'est plus acceptable, écrit Robert Bourassa dans son livre sur la Baie James, de laisser les grou-pes particuliers, les coteries, les chapelles, gaspiller en guerres stériles les richesses de la collectioité. Bien au contraire, il faut que nos ingénieurs, nos architectes, nos écologistes fon-dent leurs talents et leurs ressources dent leurs talents et leurs ressources personnelles les uns sur les autres. Le Québec, en effet, ne peut plus attendre du destin quelque seconde chance plus ou moins aléatoire. Les sommes d'argent impliquées, les énergies dépensées, les talents et les ressources humaines investis sont limités et doivent être utilisés avec le plus grund rendement possible. Voilà le but, et la raison d'être, de la Société de développement de la bais James. (....) C'est l'occasion de ruffermir la prise en main de nos ressources tout en imaginant des moyens inédits d'intégration des principaux leviers de commande de notre avenir. »

« Intégration » — voilà hien le mai-

« Intégration » — voilà bien le maitre mot. Pour le premier ministre, intégration veut dire en premier lieu coordination de toutes les activités de développement d'une réglan (économie, écologie, facteurs humains, etc.); en ecologie, facteurs humains, etc.); en second lieu, prise en charge de la coordination par l'organisme susceptible d'assumer le mieux cette tâche dans l'intérêt général, c'est-à-dire l'Etat, ou plutôt une société créée par l'Etat et responsable devant lui. Il est un troisième aspect de l'intégration que le premier ministre se garde bien de souligner: cette coordination, assurée par l'Etat, s'insère, par l'intermédiaire des sociétés multinationales. diaire des sociétés multinationales, mieux « équipées », plus « efficaces », plus « puissantes », plus « compéti-tives » que les entreprises nationales, dans l'économie internationale. L'intégration nationale dui aurait pu per-mettre de développer une certaine autonomie économique fait place à l'intégration mondiale qui contribue encore à enrichir le « sur-impérialisme » américain.

me » americain.

Sans doute est-il difficile de développer une économie indépendante
dans le cadre actuel. Néanmoins ce qui dans le cadre actuel. Néaumoins ce qui frappe dans la politique de M. Bourassa, c'est sa volonte mécipitée de servir l'intégration mondiale. C'est lui qui prend les devants: le premier, il contacte Rockeféller, la maison des Rothschild, la firme Bechtel et Rio Tinto Zinc. Avec l'énorme potentiel énergétique dont il dispose au moment où les Etats-Unis vivent la crise de l'énergie, il n'a pas su créer des conditions qui lui solent favorables, même en termes capitalistes.

Le principal mérite du premier ministre est d'avoir conçu — sur le plan technique et juridique — une structure originale de développement intégré. On s'était habitué aux diverses moda-

technique et juridique — une structure originale de développement intégré. On s'était habitué aux diverses modalités d'intervention de l'Etat : planification indicative ou concertée, accroissement sélectif des dépenses de l'Etat, son soutian direct ou indirect à des opérations prestigleuses, participation dans des sociétés mixtes. M. Bourassa fait une synthèse magistrale de ces tendances qu'il pousse encore plus loin : il confie la concaption, la coordination, l'intégration du gigantesque projet à un organisme presque invisible et pourtant tout-puissant, où l' « Etat-manager » est présent sans l'être, où l'entreprise privée est omniprésente mais sans monopole apparent puisqu'elle collabore avec les services gouvernementant, où les décisions sont prises par une minorité difficile à localiser. « La Société de développement de la bate James de développement de la baie James (S.D.B.J.), précise M. Bourassa, est un

organisme de conception, d'organisa-tion, de gérance, de contrôle. C'est en d'autres mois un organisme de « ma-nagement ». Ce qui veut dire que sa philosophie n'est pas de se structurer en personnel ou en equipement pour exécuter elle-même les trapaux. Elle réglies es phientits en trapaux elle réalise ses objectifs en établissant une collaboration entre le gouvernement.

des structures para-gouvernementales et l'entreprise privée. s Conformément à la loi de 1971, la S.D.B.J. peut agir directement ou par l'intermédiaire de ses filiales, responl'intermédiaire de ses filiales, respon-sables de quatre secteurs principaux : électricité, mines, forèts et tourisme. La première filiale créée est la Société d'énergie de la baie James (S.E.B.J.) en association avec l'Hydro-Québec qui acquiert progressivement la totalité des actions. Les trois autres filiales sont établies avec le concours d'orga-nismes d'Etat. Par la suite, d'autres filiales ont été créées. Dans chaque ces la S.D.B.J. doft conserver la ma-

filiales ont été créées. Dans chaque cas, la SDBJ. doit conserver la majorité des actions.

Dans le projet initial du premier ministre, il y avait deux autorités également importantes : la SDBJ, responsable des services publics, qui chapeautait l'ensemble du projet, et la SBBJ tatte des services publics, qui chapeautait l'ensemble du projet, et la S.E.B.J., responsable des travaux hydro-electriques. Mais progressivement l'in-fluence de la première s'amenuise au profit de la seconde à laquelle elle sert de couverture. La S.E.B.J. s'approprie les pouvoirs réels parce que c'est elle qui établit les projets de construction, dispose du budget, choisit les entre-prises. L'Etat-manager cède le pas devant l'entreprise-manager. Le rève devant l'entreprise-manager. Le reve du premier ministre s'effondre. De plus, la S.E.B.J. doit progressivement partager les décisions avec l'Hydro-Québec est celui qui a « ses entrées » dans les milieux financiers de New-York. C'est M. Giroux qui choisit de confier une partie de la gérance à la société Bechtel. En mai 1975, le rapport Gourdeau.

Rn mai 1975, le rapport Gourdeau, publié sous les auspices du Conseil des sciences du Canada, analyse le pro-cessus de décision par lequel le projet a été mis en place. Sa conclusion est sans équivoque : « Il ressort de l'exa-men des faits que le processus déci-sionnel s'est déroulé en déhors du cadre rigoureux de la collégialité. » Les ministres intéresses ne sont pas consultés, ni les ingénieurs de l'Eydroconsultés, ni les ingénieurs de l'Hydro-Québec, ni les spécialistes du Nord-Ouest, ni les écologues, ni les Indiens. Les décisions sont prises à hui clos par le premier ministre, son conseiller spécial, le président de l'Hydro-Québec et le président de la S.E.B.J. Le mépris est absolu à l'égard des experts : les commissaires de l'Hydro-Québec recoivent de M. Bourassa l'ordre de lui faire parvenir un avis favorable concernant l'opportunité du projet. Le rapport révèle par ailleurs la création — après les événements d'octobre 1970, l'enlèvement de James Cross et l'assassinat de Pierre Laporte, ministre du l'enlèvement de James Cross et l'assassinat de Pierre Laporte, ministre du travail — d'un « comité secret » chargé de concevoir un projet économique susceptible de redonner conflance aux Québécois, « y compris au cabinet des ministres eux-mêmes, dont plusieurs vipaient sous la peur ». Le rapport révèle enfin la dépendance du premier ministre à l'égard des puissances financières : « On s'explique difficilement, est-il précise, que M. Bourassa ait laisse tomber aussi facilement ses objectifs de départ (...) si l'on n'attache pas d'importance au fait que la Compagnie Bechtel et d'importants financiers américains, dont ceux de la jamille Rockefeller, ont ensemble des relations étroites. »

Une parenthèse : les travailleurs

L'ATTENTION ne se porte guère sur les travailleurs qu'à partir du 21 mars 1974, à l'occasion du sac d'un 21 mars 1974, à l'occasion du sac d'un chantier perpétré par des ouvriers syndiqués de la F.T.Q (Fédération des travailleurs du Québec) qui est, avec la C.S.N. (Confédération des syndicats nationaux), l'un des syndicats les plus nationaux), l'un des syndicats les plus puissants de la construction. Des générateurs électriques sont détruits ainsi que des réservoirs de fuel, provoquant un retard de près d'un an dans le calendrier des travaux et une perte de 35 millions de dollars. Opèré, semble-t-il, avec la complicité de la direction syndicale de Montréal, ce saboteur ne s'erplique que par la consabotage ne s'explique que par la con-jonction explosive de plusieurs élè-ments : la volonté monopoliste des syndicats, du patronat et du gouver-nement en ce qui concerne l'embauche, le climat de répression imposé aux travailleurs, les conditions de vie sur

Chacun revendique le monopole de l'embauche: le ministère du travail, la S.E.B.J. mais aussi la F.T.Q. parce que c'est un moyen d'éliminer la centrale concurrente et d'imposer—grâce à la force de ses « fiers-à-bras »—sa loi aux patrons et aux syndiquès à la manière des syndiquès a partières des syndiquès au manière des syndiques des syndiques des syndiques des syndiques au manière des syndiques des syndiques au manière des syndiques au manièr à la manière des syndicats américains auxquels elle est d'ailleurs affiliée. Dans tous les cas, les travailleurs sont manipulés.

Créée à la suite du sabotage, la commission d'enquête présidée par le juge Cliche dévoile le jeu des collu-sions. Un ingénieur de la Kiweit Construction reconnaît que sa société versait mensuellement la somme de 500 dollars à un délégué F.T.Q. chargé de recruter les travailleurs dont elle avait besoin — a c'est, ajoute-t-il, une assurance contre les arrêts de travail et les actes de sabolage ». A la suite d'une plainte déposée par un syndique C.S.N., un inspecteur du ministère de C.S.N., un inspecteur du ministère de la justice vient enquêter sur les lieux; il est reçu par un « comité d'accuell » F.T.Q. qui lui signifie : « Mon Christ, tu ne mettrus pas les pieds icitte! » Tout cela sous les yeux des agents de sécurité de la société Bott Construction qui ne jugent pas utile d'intervenir. La commission Cliche révèle que des négociations senrètes — visant à des négociations secrètes — visant à mettre au point un contrat de travail de dix ans sans droit de grève pour

les ouvriers de la baie James en échange d'un monopole syndical au profit de la F.T.Q. — se sont déroulées entre décembre et août 1972 avec la F.T.Q. — à l'exclusion des autres syndicats de la construction ; que ces négociations ont débuté dans les bureaux montréalais du premier ministre, M. Bourassa, et sur l'invitation

Après les événements de mars, chacun s'accorde à dire que la répres-sion patronale s'est substituée à la anon paronne s'est sussituée à la « dictature » syndicale : les délégués élus des deux centrales ne peuvent pénétrer sur le chantier qu'avec un laissez-passer. Les inspecteurs du mi-nistère du travail ne sont autorisés à fonctionner que trente-quatre heures par semaine — et jamais la nuit alors que le chantier tourne vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Les rapports dénonçant les infractions patronales à la sécurité sont interceptés avant d'atteindre les tribunaux. Les travailleurs tentés de ce plaindre sont conduits à tentés de se plaindre sont conduits à l'avion de la compagnie Nord-Air, qui les rapatrie à Montréal. Un règlement de l'Association des employeurs inter-dit aux syndiqués de changer d'em-ployeur sans sortir du territoire pendant au moins trois mois. Cité révée pour les patrons ! Avant d'être renvoyé pour port et usage d'armes, le chef de chantier déclarait : « Les gars viennent ici pour gagner de l'argent. Ils ne veulent pas se faire écœurer par les syndicais. La C.S.N., la F.T.Q., le cancer, la syphilis, c'est la même chose, tu en meurs si tu n'es pas soigné à temms. temps. »

« Camp de concentration », « camp williaire s, « bagne s — tels sont les commentaires fréquents de ceux qui visitent les chantiers de la baie. La misère n'est pas matérielle: la paye est bonne — 8 000 à 10 000 F par mois pour une semaine de soixante heures; la nourriture est excellente, « meilleure que chez soi »; les chambres à deux sont propres et confortables; on a récemment construit une aire de loi-sirs. Les relations hétéro-sexuelles sont interdites, les travailleurs revendiquent le droit de recevoir leurs épouses ou leurs amies pendant les week-ends. En novembre dernier, la S.E.B.J. renvole un couple déclare coupable de relations sexuelles. L'affaire est portée devant

STERN GRAVEVR . depuis 1840

cartes de visite, invitations La distinction

d'une grasuce traditionnelle

nouveau département "Sociétés" pour cartes et papiers à lettres de belle qualité

Atelier: 47 Passage des Panoramas PARIS 20 - Tel. 236.94.48 - 508.86.45

Interlude : Bechtel Story

L E 22 septembre 1972, le président L de la S.E.B.J. avait déclaré : « La gérance des transaix n'est pas et ne sera pas cédée à des intérêts privés du Québec ou d'ailleurs, mais elle est entièrement assurée par la S.E.B.J. et l'Hydro-Québec. » On apprend trois ans plus tand que l'Hydro-Québec se concentrera dans les prochaines années sur divers programmes d'expansion prevus en dehors de la baie James, que

l'exactitude dans la prévision des coûts n'a jamais été son fort, qu'il n'y a pas au Québec « les ressources administratives et techniques » essentielles à la réalisation d'un complexe comme celui de La Grande, alors que la gestion du Churchill Falls, confiée à Bechtel, a été un succès. La firme américaine avait su par exemple limiter les dégâts d'une grève de chemin de fer en 1969 en organisant un

(Sutte de la page 21.)

ement la souveraineté des nations indiennes, les militants indiens ont tenté au cours des dix dernières an-nées de porter leurs différents devant des institutions internationales comme la Cour de La Haye et l'Organisation des Nations unies. Ces dernières leur ont toujours opposé un refus au nom du mincipe de non-intervention dans ont toujours oppose un refus au nom du principe de non-intervention dans les affaires intérieures d'un pays, ce qui souligne une fois de plus l'inefficacité de la convention pour la prévention du crime de génocide puisqu'elle n'a jamais été suivie de la création d'un tribunal international

ous la juridiction des Nations unies. sous la juridiction des Nations unies.
Les Indiens doivent donc mener leurs combats auprès d'instances judiciaires nationales qui sont à la fois juge et partie. C'est ainsi que les Indiens du Québec, lassés par l'inertie du gouvernement Bourassa qui fait traîner les négociations, déposent en 1972 une requête près du tribunal de première instance de Montréal afin que les travaux de la baie James soient interrompus jusqu'à ce que leurs droits légaux aient été définis.

La situation des Indiens du Québec est compliquée par le fait que le gou-vernement provincial n'a jamais signé de traités avec les Indiens, malgré les recommandations du gouvernement fédéral. Au centre du débat juridique se trouve le problème de la preuve: les avocats de la S.D.B.J. soutiennent que les Indiens n'ont aucun droit et qu'il leur incombe de prouver leurs droits s'il y a lieu. Les avocats des Indiens soutiennent au contraire que le gouvernement fédéral a toujours reconnu leurs droits et qu'ils en jouissent aussi longtemps que ces droits n'ont pas été « éteints » par le gouvernement fédéral : c'est donc au gouvernement qu'il incombe de fournir la preuve que les droits des Indiens Cris et Inuits n'existeralent plus. Or, dans la mesure d'il l'histoire et la dans la mesure où l'histoire et la jurisprudence confirment les thèses des avocats des Indiens, dans la mesure aussi où, selon les spécialistes fédéraux eux-mêmes, il n'y a aucune trace d'extinction des droits indiens dans la région de la baie James, les Indiens sont toujours possesseurs de leurs droits.

Encore faut-il préciser la nature de ces droits : le « titre indien » ne sau-rait être confondu avec le droit de souveraineté ; c'est un droit d'occupasouveraineté; c'est un droit d'occupation et d'usufruit qui relève de la
législation fédérale et ne peut en
aucun cas être abrogé par la législation provinciale. Dès le début du procès, le gouvernement fédéral considère
que le dossier des Indiens est solide,
et il conseille au gouvernement Bourassa de négocier avant qu'il ne soit
trop tard. Par une de ces ironies
caractéristiques des démocratles nordaméricaines, le gouvernement fédéral,
tuteur des Indiens, se trouve dans
l'obligation de financer le procès que
les Indiens intentent au gouvernement
provincial. Et, sans doute parce que le
gouvernement québécois n'a pris au
sérieux ni les avertissements fédéraux
ni les actions intentées par les Inni les actions intentées par les Indiens, le juge Malouf, dans un jugement sans précédent au Canada, reconnaît le 15 novembre 1973 les

droits indiens, et donne l'ordre de suspendre les travaux à la baie James.

suspendre les travaux à la baie James.

Mais, huit jours plus tard, le 22 novembre 1973, le jugement est suspendu par la cour d'appel de Montréal et les travaux reprennent à la baie. En décembre, la Cour d'appel refuse aux Indiens l'autorisation de faire appel du jugement de suspension. Et, en novembre 1974, la cour d'appel infirme la décision Malouf — en faisant peu de cas de la jurisprudence et du droit coutumier, et en considérant comme acquise la constitutionnalité de la loi qui crée la S.E.B.J. dans des conditions juridiquement contestées. Théoriquejuridiquement contestées. Théoriquement, les Indiens auraient pu, à cette époque, obtenir l'autorisation d'entamer une autre procédure, mais il aurait failu quaire ou cinq ans avant qu'elle aboutisse. Pressé par le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial propose une entente de principe que les deux parties signent en novembre 1974. L'entente devient définitive en novembre 1975. A la demande des Inuits, elle est soumise à un référendum; en mars 1976, elle est ratifiée par les Cris et les Inuits qui s'abstieniuridiquement contestées. Théoriquepar les Cris et les Inuits qui s'abstien-nent massivement dans un vote orga-nisé avec la précipitation habituelle.

Selon le gouvernement, cet accord « historique » est le plus généreux de l'histoire nord-américaine, plus favorable aux indigènes que l'accord passé entre le gouvernement américain et les habitants de l'Alaska : les Cris et les Inuits recoivent une compensation par tête de l'ordre de 37 500 dollars, par tere de luture de 3.500 contre 10 000 dollars en Alaska. Outre le fait qu'une partie de la compensa-tion (un tiers environ) est financée par la S.E.B.J. qui répercute cette

somme dans le coût total de l'opéra-tion, payé en dernier ressort par les contribuables et les consommateurs québécols, et qu'un autre tiers cortes-pond sensiblement à l'aide que les gouvernements fédéral et provincial dessiont de toute facen fournir sur gouvernements reneral et provincial devaient de toute façon fournir aux Indiens, les Cris et les Inuits ont l'impression d'avoir subi le traditionnel traitement: un peu d'argent contre beaucoup de terre. Car, en fin de compte, que représentent les 225 millions donnés à titre de compensation? Un peu moins d'un demi pour cent du coût settre des travaux en contre en actuel des travaux en cours en

Quant à la terre, elle est divisée en trois catégories : la première — moins de 1 % de l'ensemble du territoire — revient aux Indiens qui s'engagent néanmoins à céder, sans compensation, le terrain nécessaire aux services publics et, contre compensation, le droit d'exploiter le sous-sol. La seconde catégorie — moins de 10 % du territoire — est en principe un « no man's land »: les indiens y ont un droit de chasse et de pêche exclusif, mais le gouvernement peut à tout moment désigner ces terres à des fins de mise en valeur (il est vral en les remplaçant) et les sociétés minières sont autorisées à effectuer des relevés techniques à condition qu'elles ne gènent nas « outre mesure » les actile terrain nécessaire aux services gènent pas « outre mesure » les acti-vités des indigènes. La troisième catégorie de terre — près de 90 % des superficies totales — est accessible également aux Québécois et aux Indiens, désormals considérés comme des citoyens québécois : les uns et les autres pourront chasser, pêcher, explo-rer les sols, exploiter les ressources

naturelles. Chargé par M. Bourassa de mener les négociations, le député libéral John Clacci ne réussit pos à convainnre les Indiens que des terres leur ont été « données », qu'ils sont désormais « autonomes », qu'ils sont acquis du « pouvoir », qu'ils sont enfir « responsables », et que l'ère du paternalisme est dépassée. nalisme est dépas

nalisme est dépassée.

Les Indiens de la base se sont révoltés contre leurs représentants officiels. Car, en dernière analyse, les Indiens ont été trompés. La classe politique elle-même a été le jouet des forces multinationales qui ont contraint son représentant suprême à renoncer à son projet de développement économique intégré. L'affaire de la bale James a néanmoins permis une renoncer à son projet de développement économique intégré. L'affaire de
la bale James a néammoins permis une
réflexion sur la nature du pouvoir,
me remise en question des institutions
démocratiques, une clarification des
rôles. Les questions sont posées publiquement: qui prend les décisions
engageant de façon irréversible l'avenir économique et social du Québec?
Comment et pourquol? Les Quebècois
savent maintenant qu'ils n'ont reçu
que les miettes du « projet du siècle ».
« Pour le travailleur québècois, explique l'un d'eux, la baie James, ça ressemble un peu au scénario suitent :
emprunter de l'argent pour s'acheter
une grosse limousine. Se mettre au
voiant en tenue de chaujfeur pour
conduire un boss (sic). Se dépêcher de
le conduire à la Bourse pour qu'il ne
rate pas une affaire en or. Attendre
à la porte qu'il revienne payer la
course pour pouvoir, alors, courrir le
première traite, ou au moins donner
un acompte sur les intérèts. »
PIERRE DOMMERGUES.

PIERRE DOMMERGUES.

IMPÉRIALISME ÉCONOMIQUE, IDÉOLOGIE ET CULTURE

« L'aliénation linguistique », d'Henri Gobard

V OILA une contribution importante au débat trop peu nourri sur l'Impérialisme culturel et les armes dont peuvent disposer ceux qui ne veulent pas se résigner tout bonnement à le subir (1). La langue, en tant que gage de à le subir (1). La langue, en tant que gage de l'identité eniturelle d'un peuple et d'une nation, est au centre du propos. Henri Gobard, dans un llivre passionnant qui tient de l'essai et du pamphlet, met le doigt sur les menaces que représente pour la survie du français et du patrimoine cuiturel de la France la dynamique de l'internationalisation du capital qui se traduit des la demaine l'inguistique par l'invaduit, dans le domaine linguistique, par l'inva-sion de l'anglais. Ou plutôt de l'anglo-américain. Car si la langue de Shakespeare voit son immortalité consacrée, ce n'est pas grâce au Marchand de Venise mais à ceux de Wall Street! Le vocable même qui désigne l'emprise des Etats-Unis sur des contrées de plus en plus nombreuses, l'amé-ricanisation, n'est-il pas déjà une imposture? Ne laisse-t-il pas en effet dans l'arrère-boutique les faits et langues et gestes particuliers de maints peuples de part et d'autre des frontières des Etats-Unis, dans l'hémisphère américain : Gobard préférera employer le néologisme d' « usalsa-

S'imposant dans le sillage de la puissance impérialiste, l'anglo-américain se reut la langue synthétique par excellence, celle qui résume et cilite tous les contacts et toutes les expériences et triomphe des Babels antérieures. Le mythe de la fin des idéologies, de la mort du politique légié dans cette langue particulière qui doit au fait d'avoir accompagné les destinées d'un projet impérial le droit de prétendre à l'universalité. Ne nous y trompons pas. Il n'est pas dans l'intention de l'auteur de dédouaner le français

de la part qui lui revient tout au long de l'histoire dans l'oppression de langues natio-nales et régionales. Mais aujourd'hui, avec d'autres langues (il n'est besoin que de lire certains textes de Pasolini), le français risque, à son tour, de faire les frais de cette neuvelle étage de l'accumulation du capital.

A force de la réflexion d'Henri Gobard vient du fait qu'il sait fort blen de quoi il parle et que le lieu d'où il parle cautionne la justesse de ses propos. Enseignant au département d'anglo-américain de Vincennes, fi a pu observer

Il suffit d'être attentif à cet indice de la langue pour noter autour de soi maints cas, ou plutôt maintes exicatures, de « déterritoris-isation » de in langue autochtoue : depuis cette offre d'emploi d'une firme multinationale établie à Paris précisant qu'il n'est exigé des candi-dats que des rudiments de français, devenu clangue facultative», jusqu'à cette pratique ludique, dans des lycées parisiens, qui consiste à rehaptiser les enfants, avant de les initier à l'anglais, en les dotant de leur prénom angli-cisé. Quand le prénom résiste trop, on en impose un autre. L'enfant peut croire qu'il

Par ARMAND et MICHELE MATTELART

de près à la fois la complicité et l'ingénuité heate de ces « néo-berlitzoides » qui entrevoient dans le statut dominant de la langue qu'ils ont dans le statut dominant de la langue qu'ils ont pour mission d'enseigner l'assurance de leur utilité sociale. Dans des pages pleines de drôleries paradoxalement austères, l'auteur décrit et dénonce l'attitude ethnosuleidaire de ceux qui, au sein même de l'Université, préparent le terrain à l'envahisseur. Ce livre devrait donc être particulièrement utile aux enseignants d'anglais, il contient d'ailleurs des remarques judicieuses sur la façon de se préserver des ties et des déformations professionnelles (oui font partie déformations de l'idéologie de la profession) et une thérapeu-tique pour s'immuniser contre la contamination d'une langue hégémonique quand on la côtole, quand on la pratique, quand on Futilise tous

s'agit d'un jeu, alors qu'en fait c'est la simu lation d'un projet réel.

L'invasion économique et l'invasion linguis-

tique sont, on s'en doute, liées. Mais il est légitime de souligner l'importance du second front, lié au combat culturel, car la vitalité linguistique d'un peuple est en rapport direct avec son pouvoir d'engendrer sa propre histoire. Les langues nationales et régionales ne portentelles pas la trace des conflits, des luttes qui ont marqué la passé des gens qui les parlent et déterminent leur présent? Les fascismes tradichant, par une démarche beaucoup plus sinueuse et diffuse, à saper la mémoire, à bannir l'his-toire, le projet de développement multinational ne représente-t-il pas un danger encore plus

C EPENDANT, pour rendre au front culturel la place stratégique qu'il occupe dans l'affrontement des classes, aux niveaux interna-tional et national, il fant faire éclater les frontières du début linguistique et essayer de perce-roir comment, dans tous les domaines de la vie quotidienne, s'imposeut, sans en avoir l'air, sans recourir à l'anglais, au franglais, au franglish. ni à quelque sabir atlantique que ce soit, des m a querque moir attantique que ce soit, des genres, des thèmes, des modès d'organisation, des techniques et des modèles inspirés par les exi-gences et la logique de l'accumulation interna-tionale du capital qui s'opère sous la bannière étoliée. Car ces modèles qui effritent un peu pius chaque jour notre identité et notre vitaité culturelle, en faisant pénétrer insidieusement une façon bien particulière de concevoir la vie, assument souvent le plus parfait a naturel n, débarquent et s'affirment comme s'ils aliaient de soi, comme s'ils correspondaient à l'ordre normal et banal, autrement dit à l'évolution

C'est sous cette même logique que s'abrite Hachette pour justifier la « défrancisation » de sa production et la présence de 40 % de titres en langues étrangères dans son catalogue d'édien langues estangeres dans son catalogus d'en-tion pour conquérir les marchés perdus par le français. Quelle part premi dont le bourgeoisle « nationale », qui continue à administrer la culture « nationale », en projet de domination multinational ? C'est une question qui permet-tate d'élever la débet et qui empénherait que la lutte anti-impérialiste ne se laisse tenter par

(1) Henri Gobard, l'Allénation linguistique, Jammarion, Paris, 1976, 298 pages, 48 F.

 L'ambassadeur de la République démocratique allemande et Mme Werdemocratique allemante et Rime vi-ner Fleck ont offert une réception le 6 octobre, à l'occasion du vingt-septième anniversaire de la Répu-blique.

A l'occasion de leur départ, l'am-bassadeur de la République populaire

CITE UNIVERSITATRE

< PAVILLON DU LAC >

Fermeture annuelle

Ouvert en décembr

Terrasse chauffée

568-38-52

29, rue Gazan (Parc Montso

de Bulgarie et Mme Ivan Boudinov ont donné une réception le 6 octobre dans les salons de l'ambassade

 Le colonel Tarek Montasser, atta-ché militaire près de l'ambassade de la République arabe d'Egypte, a donné une réception le 6 octobre. • L'ambassadeur de la République

socialiste fédérative de Yougoslavie et Mme Radomir Radovic ont donné un cocktail le 12 octobre.

• A l'occasion de la venue en France d'une délégation parlementaire in-dienne, l'ambassadeur de l'Inde et Mme R.D. Saihe ont offert un cocktail le 13 octobre en leur résidence.

 Mile Jacqueline Gonzalez Cuinta-nilla, chargée d'affaires al. à l'am-bassade du Mexique, a donné une réception le 13 octobre à l'occasion de la réunion à Paris de la commission mixte franco-mexicaine et du séjour en France de M. José S. Gallastegui, secrétaire d'Etat mexicain aux affaires étrangères. Sous la présidence de M. Javer Malo, ambassadeur de la République populaire d'Albanie, une projection du film «les Routes blanches» a eu lieu le 25 octobre à la maison de l'UNESCO.

• A l'occasion de la fête nationale, M. Otto Eiselsberg, ambassadeur d'Au-triche, a offert une réception le 26 octobre.

L'ambassadeur d'Iran et Mme Amiz Chilaty ont donné une réception le 26 octobre à l'occasion du cinquante-septième anniversaire du chah.

Nécrologie

On annonce le décès de MM. Mo-hamed Sathi, attaché près l'ambas-sade de Tunisie, et de Mohamed Hanedi, vice-consul de Tunisie à Bobi-goy, survenu accidentellement le 10 octobre.

M. Gaston Leclerc. consul de France à Francfort-sur-le-Main, est

Correspondance

Un gaullisme posthume

A la suite de l'article de Robert Biel a Vingt ans après l'expédition de Suez, la pénétration de l'in-fluence américaine », M. Jan Ula-louski, de Roquebrune (Charente-Maritime), nous adresse la lettre suivante :

Comment un Anglais, sept ans après la démission du général de Gaulle, arrive-t-il au gaullisme ? Car la thèse de l'indépendance du tiers-monde indispensable à l'Indépendance de l'Europe que nous pré-sente M. Bial est une thèse gaullienne. La croirait-il plus actuelle aujourd'hui qu'il y a dix ens?

M. Siel suppose qu'on anrait pu éviter que les pays du tiers-monde, au lieu de devenir indépendants et coopérer avec l'Europe, tombent « sous la coupe de quelque superpuissance qui userait de cet avantage pour établir aussi sa domination aussi a rara dévalognée à sur les pays développés 2.

La superpuissance visée dans ce texte n'est autre que l'Amérique, et elle seule. Capendant, la guerre froide, au cours de laquelle les pays du tiers-monds perdaient leur indépendance (si souvent à peine gagnée), ne profitait pas seulement aux Etat-Unie. aux Etats-Unis.

Or, la décision de Nasser d'accenter, en

Ur, la decimon de Nasser d'accepter, en 1936 (un an après Bandoung, où la Chine esquissait déjà son schisme), l'alliance soviétique était cruciale : c'est à ce moment-là que le tiers-monde se mit à la disposition du système américano-soviétique, sous préterie d'anticolonis-lisme : de Suex à l'OPEP mêne un droit chemin. Pris su plèse de l'anticolonis-lemme : de Suex à l'OPEP mêne un droit chemin. Pris su plèse de l'anticolonischemin. Pris au plège de l'anticolonia-lisme, le tiers-monde a de ses propres mains désarmé et ligoté l'Europe, le seul partenaire avec lequel il aurait pu défen-dre son indépendance coutre le système. M. Biel, au contraire, trouve la décision de Nasser « sage ». Ainsi il veut nous faire de Nasser « sage ». Ainsi il veut nous faire oublier que Nasser était poussé dans les bras de Moscou par le retrait de la sub-vention américaine à la construction du barrage d'Assouan. S'il l'admettait, il devrait nous rappeler que Fidel Castro aussi fut poussé par les Américains dans les bras de Moscou (et que Allende était ensuite abandonné par Moscou, ce qui était la logique même).

En d'autres mots, en faisant semblant de s'attaquer à l'impérialisme américain qui détruit l'indépendance à la fois du tiers-monde et de l'Europe, M. Biel cher-che à masquer une réalité que les Amé-ticulus aux-manage des les Américains eux-mêmes, depuis Nixon, ne tiennent plus à dissimuler : leur compli-cité avec les Soviétiques, on plutôt celle de ces derniers avec eux.

A quoi mêne une telle campagne d'in-A quoi mene une teue campagne d'in-toxication (car c'en est une: elle fut lancée par les historiens américains « révi-sionnistes »)? Quand l'Anglais Attiee se précipita en 1951 à Washington pour implorer Truman de révoquer ce fou de MacArthur qui voulait bombarder la Caine et provoquer ainsi Armagedden, Raymond Aron appelait cela « une déli-cleuse comédie de la peur ». Ce neutraliste de droite n'était pas dupe de la guerre froide. Ceux de gauche ne le sont pas non plus. Ces nostalgiques de la deuxième guerre mondiale et de l'alliance russo-américaine ont toujours rêvé du condominium américano-soviétique, « la plus formidable puissance depuis que l'homme est apparu sur la Terre », comme dit Jean Daniel.

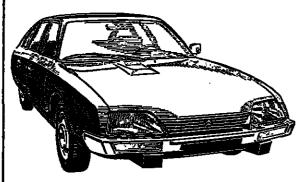
Regretter en 1976 l'échec de de Gaulle, qu'on a tout fait pour précipiter, c'est de l'hypocrisie ou de la dérision.

– (Publicité) –

PETROLE ET GAZ ARABES

Seul bullstin en franțais spécialisé dans les affaires pétrollères du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord : pé-trole, gaz, projets industriels, finances... Bimensusi publis par l'ARAB PE-TROLEUM RESEARCH CENTER en deux éditions (française et anglaise) sous la direction de Nicolas SARKUS. Précieux instrument d'information et de travail adopté par des militers d'entreprises dans le monde.

Abonnement annuel: FF 1,600 Spécimen sur demande Bureau de Paris: 7, av. Ingres, 75016 Paris.

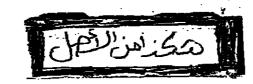


Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ-de-Mars, créé, particulièrement, à l'intention de Messieurs

les Membres du Corps Diplomatique et des Organismes Internationaux, se tient à leur entière disposition pour tout renseignement qu'illeur plairaif d'obtenir.

FILIALE DE S.A. A.-CITROËN 6-10, me de la Cavalerie,

CITROEN CX



La Belgique en mutation

E toutes les régions de la francophonie, laquelle est la plus anciennement attestée, la plus contemporaine des origines mêmes de la France ? Laquelle a « parlé français » avant les Français eux-mêmes? Sans doute la Wallonie, terre romane, accolée à l'aire de culture germanique par une frontière qui ne connaît pas de comparaison ailleurs en Europe. Aucune donnée physique ne la commande, en effet, ni fleuve, ni montagne, ni bras de mer. Mais, au long des plates étendues, une ligne au nord de laquelle règne le flamand, et au sud le

Sur ce bornage, vieux de mille ans, deux régions se forment depuis la guerre : la Flandre et la Wallonie. Le processus de maturation de leurs identités se discernait de longue date, mais il a été entamé au lendemain du conflit, et la révision de la Constitution belge en 1971 l'a inscrit dans les faits. Désormais, dans ce royaume en principe unitaire, où fut tentée en 1830 une expérience de centralisation qui reposait en fait sur l'hégémonie culturelle d'une fraction de la population, il n'est plus subversif de penser « fédéralisme», ni d'accorder la priorité aux intérêts et aux sentiments d'une ethnie.

Le patriotisme belge n'en a pas pour autant perdu toute réalité. La « belgicité » inspire au moins des réflexes, à défaut de passion. Progressivement, le sentiment d'appartenance à une même communauté de destin s'est atténué, pour faire place à l'allégeance à une communauté ethnique, culturelle, en devenir poli-

Les mutations profondes de la Belgique n'ébranlent pas l'Europe ni son équilibre. Elles se font sans violences, mais d'un mouvement irrépressible. Quelle est aujourd'hui l' « identité de la Wallonie »? C'est le thème de ce supplément, qui complète celui que le Monde a consacré (4-5 octobre 1976) à la « Wallonie, terre romane», tout en reprenant à l'intention des lecteurs du Monde diplomatique certains articles de personnalités wallones parlant de leur pays et n'engageant que leur ferveur pour lui et leur responsabilité politique propre.

Dans la large évolution qui voit naître ou renaître les réalités régionales en Europe occidentale, les deux régions belges offrent la particularité de n'être pas périphériques, mais de constituer les noyaux mêmes de la nation, tout en exprimant, dans un affrontement direct et une coexistence nécessaire, les deux civilisations, latine et germanique, qui font l'esprit européen.

L'analyse de cette situation déborde donc son cadre strict. Et, au-delà de la Belgique, c'est dans l'ensemble de la Communauté européenne qu'il convient de la replacer.

- Après les élections communales -

La coupure des forces politiques ne décalque pas les oppositions régionales

Por ANNE-MARIE LIZIN --

A Beigique est-elle définitive-ment divisée entre trois pôtes aux préoccupations sociolodésenchantées des vainqueurs socialistes d'une ville wallonne proche de Liège, forsqu'ils apprirent les résultats obtenus par leurs cama- les seuls à enregistrer une pro- s'étendre également au P.S.C., rades flamands et bruxellois, sux gression. Même en tenant compte membre actuel de la coalition gouélections communales du 10 octo- d'une surestimation certaine due

L'impression d'être mai secondés. l'incompréhension à l'égard des résultats des deux autres régions dominaient. C'est, en somme, presque à cause d'eux qu'on ne pourra pas faire de la progression socialiste wallonne un grand mou-vement national. D'où la tendance accrue au repli sur sol-même, la volonté de ne considérer que sa propre région pour tirer des conclusions. Au moins, là, le socialisme

progresse, on est bien chez sol.
Pourtant, cette impression première, affective, impulsive, il faut la nuancer en s'appuyant sur deux tendances généralisées en Flandre et en Walfonie : l'affaibilissement du sur le parti fort dans la région, repli que l'on peut justifier, entre autres, fiste P.S.C. présentait un candidat par le climat économique critique. En deuxième lieu, il serait simpliste d'analyser les résultats se réalise presque entièrement au

tante pour qu'on la considère parti catholique a bénéficié égale-comme une victoire, par rapport ment du recui libéral et du Rassemaux buts que les socialistes glques différentes? On aurait pu le s'étaient donnés pour cette cam-croire en assistant aux réactions pagne : démontrer l'opposition au gouvernement C.V.P. de M. Tin-

> aux méthodes de comparaison par rapport aux élections de 1970, où duction de cette volonté de repli le P.S.C. était souvent, en Wallo-sur les partis forts, que l'on constate

> > Une campagne antisocialiste

sion des volx catholiques n'a guère bénéficié aux listes démocrates-chrétiennes, mais bien aux listes P.S.C. qui, souvent, représentalent le courant droitier (parfois organisé au sein du CEPIC). C'est types de considérations. Tout notamment, le cas à Liège-ville, où d'abord, il y eut, en fait, deux Jean-Pierre Grafs a remporté un tendances généralisées en Flandre confortable succès alors que la liste dissidente démocrate-chrétienne n'obtenait même pas un naire plutôt que la liste démocratie siège. Et, indice inquiétant, cette

Le succès de la liste catholique wallons comme un succès socialiste détriment du parti libéral, partiqu'elle a été suffisamment impor- grâce à una de ses rares person- sentants de la bourgeoisie locale.

dent. M. P.-H. Gendebien. Cela déuniquement dù à un réflexe oppo-Mais les socialistes n'ont pas été sitionnel qui, des lors, aurait du membre actuel de la coalition gouvernementale et partenaire privilégié du C.V.P. Il apparaît comma la tranie, « masqué » sous la dénomina- dans les deux régions importantes tion « intérêts communaux ». Le du pays.

Si l'on prend comme exemple la nalités, M. Jean Gol, secrétaire région liégeoise, cette progres- d'Etat à l'économie régionale. On pourrait trouver, en Walionie, type, où la progression socialiste s'accompagne d'une progression du P.C.C., qui, pour être réelle, n'en est pas moins supérieure à ce que officiels de ce parti. Beaucoup plus souvent, il s'agira de la fiste cathochrétienne.

Proche de Liège, la ville de Huy en est un exemple : si les socia-listes emportent enfin le siège qui leur faisc" défaut pour obtenir la majorité absolue, la liste P.S.C. unilatéral. Il est vrai que la pro-gression attendue s'est réalisée, et tionnellement le R.W. se maintient faisant réélire les principaux repré-

crate chrétienne, bien qu'échevin dans l'actuel collège de la ville, ne Et cette avance du P.S.C. hutois perceptible pendant la campagne des deux ou trois demières tents socialistes et catholiques, raidissement au cours duquel on a vu réapparaître, avec une force quelque peu oubliée, les conflits philosophiques at de classe.

(Lire la suite page 26.)

Les partis politiques

- Parti social chrétien (P.S.C.). Rassemblement wallon (R.W.).
- Parti communiste belge
- Parti socialiste belge (P.S.B.). Front démocratique franco-phone (F.D.F.).

CEPIC : Centre politique des indépendants et des cadres chré-

La coopération des régions d'Europe

Par ALFRED CALIFICE * -

Par la révision du 24 décembre 1970, le pouvoir constltuant a consacré l'existence de trois régions en Belgique et posé la principe de l'attribution aux futurs organes régionaux de la compétence de régler certaines matières. Par la loi du 1st août 1974, le pouvoir législatif a créé des institutions régionales (consells régionaux et comités ministèriels des affaires régionales), à titre préparatoire à l'application de l'article 107 quater de la Consti-

Toutefols, ni l'article 107 queter ni ia loi du 1" août 1974 n'ent explicitement prévu l'Intervention de la région dans les relations internationales.

Pourtant, la mise en œuvre de l'article 4 de la loi du 1 août 1974 (déterminant les matières pour lesrenciée se justifie en tout ou en partie) a démontré que, dans pluappelée à jouer un rôle dans les relations internationales et notamment frontallères. En effet, dans divers domaines. les mesures prises par l'autorité régionale, essentiellement par le comité ministériel des affaires régionales, peuvent s'avérer incomplètes, inefficaces ou inutile-ment coûteuses en raison de l'exisqu'elle implique : rupture de l'unité d'une zone à aménager, d'une réserve naturelle, d'un réseau de circulation; inaccessibilité d'un service ou d'un équipement pourtant proche ; disparité des règles de protection d'un même environnement : défaut de coordination des proactions de promotion économique ou

Prenons un exemple parmi d'autres, celui de la politique de l'eau, laquelle figure parmi les matières énumérées à l'article 4 de la loi cune politique de l'eau n'est prati-cable à l'échelon régional sans tenir compte de la dimension européenne. La Wallonie se trouve en effet, par la configuration de ses bassins hydrographiques, en liaison avec trole partenaires importants de la Communauté européenne : la France en amont l'Allemagne et surtout la Hollande en avai. Elle contribue en de la région bruxelloise et de la région flamande. Cette situation amène la Wallonie au dialogue obligé et privilégié avec les régions voi-eines, et es politique de l'eau est

tation interrégionale. Encore faut-li trouver un juste équilibre. L'autonomie des organes régionaux ne serait-elle pas réduits à peu de chose dans le domain à la négociation duquel la région wallonne n'aurait eu aucune part, venait régier les débits et les prélè-vements, fixer un délai pour la construction de barrages de soutier de l'étiage, préciser les volumes et les moments de décharge des réserves constituées derrière les barrages, fixer des objectifs de qua-lité des eaux et les délais pour les atteindre? Où seralt encore dans cas conditions l'autonomie de la

D'autre part, on ne pourrait davantage admettre qu'un traité ou un règlement international impose à une région des normes de qualité plus sévères sans prévoir au moins un mécanisme de compensation. Il ne cerait pas équitable que l'essor d'autres régions fût en fait payé par la Wallonie, qui se verrait imposer de iourdes servitudes quant à la gestion de ses eaux et aurait de plus à eacrifier certains de ses sites les

Ministre des affaires wallonnes, président du comité ministériel des affaires wallonnes.

A régionalisation est en marche, du 1^{ex} août 1974, il est évident qu'au- plus beaux à la construction de

Il est donc indispensable de trouver un équilibre qui tienne compte également des intérêts des uns et des autres, et c'est cet équilibre que. pour as part, le comité ministériel des affaires wallonnes recherche

Les difficultés présentes tiennen

notamment au fait que le système

actuel de régionalisation ne donne pas encore aux régions la compétence nécessaire pour négocier et coopérer par-dessus les frontières, cette compétence restant quasi exclusivement réservée au décartement des affaires étrangères: il en découle que toute solution d'un problème de coopération transfrontalière dans les matières régionales relève non point de ceux qui cont techniquement en mesure de la résoudre, mais d'un ministère dont les attributions traditionnelles et les Intérête sont naturellement tournés vers la politique étrangère et les affaires Internationales de caractère général. Il faut à cet écard faire preuve d'imagination et introduite dès que possible dans la législation nationale les modifications nécessaires pour faire disparaitre les obstacles à la coopération interrégionale, comme la recommande d'ailleurs une résolution du comité des ministres du Conseil de l'Europe du 27 février 1974 (résolution nº 74/8).

Pour notre part, nous croyons que le vote de la loi sur la régionalieation définitive, en exécution de l'article 107 quater de la Constitution, devrait être l'occasion de donner aux régions belges les moyens de jouer un rôle plus actif dans la concertation et la coopération entre les régions européennes.

D'une communauté

— Par MARCEL THIRY * .

T A communauté -- le mot, la notion et la chose — aura connu dans l'histoire contemporaine une fortune assez remarquable. Au siècle dernier, l'invention de cette relative communauté d'intérêts et d'attachements nuancés que, d'un terme solgneusement équivoque on appela Commonwealth, vint à la fols pallier et conforter la descente înexorable d'un empire. Puis nous vimes l'Europe mettre en commun entre de richesses naturelles, avant de se forger une communauté économique qui tendit bientôt à se vouloir politique. Dans un des Etats, la Belgique, de cette Communauté européenne une profonde crise a fait apparaître d e u x communautés intérleures ; constitutionnellement limitées jusqu'ici au domaine culturel, elles ont vite été poussées vers un pouvoir politique : elles feront la base d'un fédéralisme dont on ne cherche plus que la formule.

La communauté culturelle francaise de Belglaue, reconnue en 1970. élément le plus nombreux en population et le plus vaste en territoire : elle englobe les francophones de Bruxelles ; c'est ce qui fait son polds et permet d'entrevoir une Belgique qui soit équilibrée, condition essentielle de sa survie. Mais la Wallonie. actuelle région administrative dans la communauté culturelle, est aussi en réalité humaine, partie d'une autre communauté : d'une communauté avec la France; d'une des communautés auxquelles participe la

Car il y en a plus d'une : leur ensemble fait toute une riche biologie politique. Elles se superposent en plusieurs plans, comme dans un atlas on voit représenter un pays sur plu-sieurs cartes, d'après ses différents tient à la communauté par la langue, étendue sur plusieurs continents, la francophonie ; elle lui appartient avec la France est encore de ces commucartographe auralt besoin de plus d'une nuance pour marquer les degrés de l'affinité - celle-ci étant autrement intense avec un Jura bernois qu'avec Jersey, noble cousinage archaique.

Mais la communauté France-Wallonie peut se réclamer d'une personnaité particulière. L'ancienneté de sa tradition délà ful est un gage de solidité. On pourrait s'étonner d'entendre parler de tradition ancienne à propos d'un pays à qui le poète Albert Mockel n'a révélé son nom qu'il y a tout juste quatre-vingt-dix ans, et qui n'a commencé à se constituer en nation que par une assez récente réaction à la poussée de la communauté fiamande numérique-

Ce serait méconnaître que les

Wallons et les pays wallons exis-talent, et le sentiment wallon pour France avec eux, bien avant que la Wallonie fût conçue comme une entité. Si c'est Llège - Liège et Dinant, « petite France de Meuse » qui manifeste au quinzième siècle. face à la « parricide maison de Bourgogne -, cette fidélité passionnée à la France et à son roi qui étonne tendrement Michelet et qui va jus qu'à des témérités impolitiques, c'est que seule la démocratique principauté de Liège est alors indépendante en fait, malgré le lien formel d'allé geance à l'Empire, au milleu de la mossique féodale des marquisats et duchés : c'est sussi que l'évolution culturelle et industrielle y était alors en avance et permettait une plus vive et libre expression des idées populaires. Mais le sentiment français était alors aussi profondément enraciné individuellement dans le Hainaut, par exemple, qu'en • petite France de Meuse », et il l'est resté. Quel souvenir n'ai-je pas des chansons françaises (alors que la langue

rancopnonie ; sus iui apparbent avec

* Membra de l'Académie royale
cette Wallonie et avec Bruxelles. Et de littérature française.

nautés marginales où le lavis du j'y entendis dans mon entance ! Sur fond de complaintes comme celle du roi Renaud, c'était le cycle napoléonien ou blen les lamentations su l'Alsace-Lorraine, voire sur Drevfus, semble même que ma mère chantait encore à Charleroi l'Île du Diable ou que les autres provinces françaises avaient du passer de longtemps à un autre répertoire. Cet arriérisme la frontière fait filtre, ou écluse, et retarde l'avènement du nouveau peut avoir son avantage. C'est celui d'une stabilité. L'opinion, en l'espèce le courant affectif qui remonte vers la France le fii du fleuve et des rivières, en devient plus réfléchle, plus constante, Au temps du Front populaire, la réaction devant l'expérience fut bien moins vivement effarouchée dans nos villes wallonnes. alors en général assez modérément progressistes, que dans les villes françaises de même coloration politique. Et c'est d'abord sans doute que le fover réformiste qu'on voyait s'allumer était loin, la frontière ici faisant écran : mals c'est aussi qu'agissait l'instinct profond de confiance, et dut cet instinct se tromper quelquefols, dans une finale clairvoyance française. On put assister à un phénomène analogue, mais agissant dans l'autre sens politique et sur une autre couche du public. quand certains vifs coups de barre du général de Gaulle vinrent désorienter l'européanisme : sauf les protagonistes du mouvement, les Wallons pro-européens prirent en général l'événement avec un certain calme et une tendance à peser le pour et le contre avant de condamner le geste d'une France -- représentée par un tel Français - qui - ne pouvait mal

(Lire la suite page 28.)

Les voies de la diversification industrielle

Par JEAN-PIERRE PAUWELS *

ance moins explosive que certaines régions européennes d'industrialisation plus récente, il l'acquis et la potential industrials wallons, ainsi que la qualité du capital humain, constituent une base idéale pour amplifier l'effort de diversification entrepris depuis une décennie dans des secteurs tels que la pétrochimie à Feluy, la construction mécanique à Charleroi et, à Liège, la chimle et l'élec-

La région wallonne doit continuer et amplifier la diversification de son économie. En effet, elle constitue la seule voie, lorsque certaines le pas ou sont astreintes à des rationalisations, pour maintenir leur compétitivité à l'échelle internationale. Plusieurs régions en Europe sont confrontées avec un problème analogue, et le remède proposé n'a rien d'original. La diversification de structures industrielles est néanmoins une opération de politique économique parfois plus difficile à réussir que le défrichement industriel d'une région moins développée. Elle permet d'abord de maintenir et ensuite de développer l'emploi, et de mieux faire face aux fluctuations conjoncturelles et autres impulsions de l'économie mondiale. à condition d'insérer la région dans des filières industrielles qui sont à sa portée et dont les perspectives sont prometteuses, toutes contraintes Intérieures et extérieures

La diversification économique d'une région n'implique d'aucune manière l'abandon des activités traditionnelles rentables, qui sont à même d'assurer à moyen terme un important volume d'activités. C'est le cas en Wallonie pour l'industrie sidérurgique, dont le renforcement doit être poursulvi. Néanmoins, la tâche importante et tion industrielle.

sources entre la diversification industrielle et le renforcement de certaines activités traditionnelles dans le passé par la planification

Dans quelle direction l'économie wallonne doit-elle se diversifler et de quelle manière le processus paut-il être amplifié?

Comme pour toute région européenne, les activités productrices de la Wallonie se développent à quatre niveaux : le marché régional, le marché national, les échanges avec l'Europe des Neuf et les munauté. La Wallonie, en tant que région européenne de movenne dimension, constitue donc une entité économique très ouverte et très intégrée dans son environnement belge et européen.

Les activités traditionnelles de fabrication de demi-produits (produits sidérurgiques, ciment, verre) ont pu être expliquées par le fait qu'un petit pays dispose d'un avantage comparatif lorsqu'il se spécialise dans des produits qui sont standardisés internationalement. Il bénéficie ainsi d'un élargissement immédial de son marché national,

La Wallonie a épuisé cet avantage comparatif en fabriquant de nombreux demi-produits. Pour l'avenir, elle devra donc amplifier son effort de diversification dans la direction des fabrications élaborées, c'est-à-dire des produits, biens d'équipement ou systèmes dont la conception nécessite un important effort de recherche et de développement et fait appel à des technologies avancées.

Les caractéristiques principales des fabrications élaborées sont. selon le cas, la qualité, la fiabilité. la spécificité, ou les trois ensemble.

C1 la Wallonie a connu une crois- délicate de l'affectation des res- Dans une perspective de dévelop- jour, et la littérature économi pement industriel à long terme, la spécialisation dans des produits ris. E. Penrose) que française (A élaborés est très favorable et cor- Cotta) a fait preuve d'un intérêt économique et social de la Wallonie : région de dimension réduite, disposant, certes, de ressources naturelles (eau, bols, charbon pouvant être gazéifié à l'avenir), mais

surtout d'un acquis industriel et

d'un capital humain de qualité. Avec la fabrication élaborée on masse ou de très grandes séries dans lesquelles les grands pays disposent d'un avantage absolu. Par ailleurs, en se spécialisant dans les Industries scientifiques », on ne produit plus ce que tout le monde peut. à son tour, au prix de quelque effort, produire rapidement. La région se crée ainsi des avantages comparatifs, tant par rapport aux grandes nations industrielles que par rap-

port aux pays en voie d'industria-

La diversification de l'économie d'une région peut être le fait d'apports extérieurs ou être entreprise par le potentiel industriel propre de la région. Les investissements étrangers, parmi lesquels les Investissements françals occupent la seconde place après les américains, ont contribué, dans le passé, et contribueront vralsemblablement l'avenir de manière importante à la diversification des activités productrices en Waltonie.

L'autre voie consiste à accèlérer le processus en utilisant le potentiel industriel, national et régional, en greffant des activités connexes sur des entreprises existantes de la région, en faisant appel à leur savoir-faire pour entreprendre, au sein d'entités séparées, des activités nouvelles. La croissance de l'entreprise dépend pour une bonne part de sa propension à diversifier ses productions. La réalité industrielle nous le confirme chaque

tant américaine (i. Ansoff, R. Mar-Cotta) a falt preuve d'un intérêt mène dynamique de la diversifica

Si les pouvoirs publics sont à même de jouer un rôle important, et au développement que par une participation au risque inhérent à

de nouvelles activités industrielles, s'écarte souvent de la production de il n'en est pas moins certain que le processus de réorientation en faveur des fabrications élaborées ne peut être mené à bien que par le talent des entrepreneurs, privés ou

> Il implique une action volontariste de longue haleine, nécessitant beaucoup de conviction et de courage, faisant appel à des moyens relativement importants, dont la valorisation s'opère souvent à terme, et comportant indéniablement des risques d'échec. C'est là toutefois la seule voie possible, si l'on veut accélérer et amplifier la diversification économique de la Wallonie.

> Cette volonté est présente, tant au sein des pouvoirs publics, qui mènent depuis de nombreuses аллées une politique de redéploiement industriel, qu'au sein des forces vives de la région, par le truchement du Consell économique régional (C.E.R.W.). Conscients de ce que toute entreprise de diversification des structures economiques constitue une opération à moyen et long terme, le secrétariat d'Etat à l'économie régionale et le Conseil économique régional envisagent d'entreprendre un vaste programme de recherches en vue d'activer le redéploiement industriel de la région. Cette initiative ne peut qu'influencer favorablement le processus de mutation économique qui est le sort de toutes les régions du charbon et de l'acier en Europe.

Les données du déséquilibre

A révolution industrielle a pris très tôt son essor en Belgique et s'est d'abord développée en Wallonie, à partir des mines de charbon et des industries du fer et de l'acier. D'autres activités, principalement dans la construction mécanique, se sont ensuite développées. Les secteurs de la métalurgie non-ferreux, du verre et du ciment ont complété cette struc-

La spécialité de la Wallonie dans des secteurs industrie's à haute intensité de capital et fabriquant des demi-produits, dont la demande est très sensible aux fluctuations du commerce international, s'est maintenue jusqu'à nos jours. Cette prépondérance s'est toutefois réduite au fil du temps.

La part de la Wallonie (32 millions d'habitants) dans le produit intérieur brut belge (P.I.B.) s'élevait en 1974 à 28,5 % contre 55,6 % pour la Flandre (5,5 millions d'habitants). Le taux moyen de croissance en Wallonie a atteint 4,4 % pendant la période 1970-1974 et était inférieur au taux moyen du royaume (5 %).

Si l'emploi a régressé en Wallonie de quelque neuf mille unités entre 1953 et 1960, il a, par contre, augmenté de sept mille sept cents unités pendant les années de haute conjoncture à partir de 1960. Pour l'heure le taux de chômage est toutefois plus élevé en Wallonie (10,9 %) qu'en Flandre (9,1 %) ou à

En 1974, le secteur secondaire produisit 48,5 % du produit régional brut (P.R.B.) en Wallonie; il se trouvait à égalité avec le secteur tertiaire. La contribution du secteur primaire ou agricole se limita à 3,8 %. La structure du produit régional brut est quasi identique en Flandre et en Wallonie, tandis qu'à Bruxelles, capitale et centre administratif du pays, le secteur tertiaire est prédominant.

Pour ce qui concerne le secteur secondaire, la métallurgie (10.2 % du P.R.B.) constitue la principale branche industrielle en Wallonie, suivie, en ordre décroissant, par les secteurs des fabrications métalliques (8.2 %), de la construction (7.7 %), de l'alimentation (4.5 %) et de la chimie (2,6 %).

Selon le ministère des affaires économiques, le produit régional wallon, en 1971, a été réalisé, par des secteurs dont la croissance était inférieure à 45 %, tandis que pour 63,5 %, le produit régional résultait, pour 15 % seulement, de l'activité de secteurs avec un taux de croissance supérieur à 5,3 %.

de secteurs avec un taux de croissance superieur à 5,3 °c.

Le caicul des coefficients de W. Isard indique pour la régional wallon, en 1971, a été réalisé, par des secteurs dont la métallurgie, les produits céramiques, les activités extractives et les fabrications métalliques. La structure de la spécialisation est moins équilibrée en Wallonie et à Bruxelles qu'en Flandre pour des raisons historiques, institutionnelles (Bruxelles capitale) et pour des raisons géographiques (la distance par rapport à des ports de mer polyvalents). Ce qui étonne, c'est l'absence de spécialisation agro-industrielle, lorsque l'on sait la suprématie wallonne par rapport aux autres régions en terres cultivées

Quant aux investissements, ils se concentrent dans la métallurgie et les fabrications métalliques, principaux secteurs de l'activité industrielle. Le taux d'investissement en région wal-lonne correspond à celui de la Flandre et à la moyenne de la

En 1972, la Wallonie a exporté 45,8 % de sa production industrielle. La part wallonne dans les exportations belges s'élève à 29.1 %. Les branches exportatrices sont, par ordre d'importance, la métalliurgie, les fabrications métalliques, l'industrie chimique, le verre et le ciment. Pour ce qui concerne le commerce inter-regional, la balance commerciale de la Wallonie, tout comme celle de la Flandre, est déficitaire.



HOTELS AMIGO

BRUXELLES

1-3, rue de l'Amigo Tél. (02) 511.59,10

Télex: 21.618

MONS (Masnuy-St-Jean) Chaussée de Brunehault

Tél. (065) 72,87.21 Télex: 57.313

VERVIERS Rue Heria, 1 Tél. (087) 22.11,21 Télex: 49.128

NAMUR Citadelle Téi. (081) 22.26.30 Télex: 59.097

Au cœur de la ville, dans le cadre prestigieux de la Grand-Place

Dans un site boisé, à 1 km de l'autoroute Piscine chauffée

Dans un parc de verdure Aux portes de l'Eifel Piscine chauffée

Dominant la Vallée de la Meuse Piscine et tennis

Les Hôtels AMIGO vous offrent :

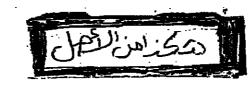
- un service de premier ordre;
- chambres et suites de grand confort;
- salons pour conférences et banquets;
- facilités pour l'organisation de séminaires.



En vente en Belgique dans les meilleures maisons d'alimentation

COMPAGNIE GÉNÉRALE DE CHEVRON

Téléphone: (086) 43-33-37



spoducs de L'A des vitales po

L'idée que l'Etat puisse trouver avantage à s'associer, dons le cadre

belges « dépourvus de bases scien-

Immobiliers ou financiers - est

toujours les socialistes

ECONOMIE

- du desequilh

■ Supplément Wallonie

Une crise structurelle qui débouche sur un choix de société

Par JEAN BENOIT _

"Il. fallalt, comme Guizot — restreint, la Beigique a dû Intensifier aux apparences, tout îrait
pour le mieux dans la Wallonie
d'aujourd'hui. Maigré les usines
abandomées, la plupart des moteurs
abandomées, la plupart des mo tourment, et l'argent semble abon-dant, même si cette partie du pays accompil : en 1831, le production

qu'ils soient économiques, sociaux ou démographiques, sont de natura structurelle, ce qui, pendant des terres cultivées, l'accroissement de longues années, les a rendus peu de la production agricole s'est fait perceptibles à l'opinion publique. ils tiennent essentiellement au ment du troment passant toutefois de 1 435 kilos à l'hectare en 1846

Lorsqu'elle conquit son indépen-

dance, en 1830, la Belgique occu- secieurs de production montre d'industrialisation, une situation pri-vilégiée. Ce petit Etat, doté d'une a fait, de 1830 à 1930, la richesse côte assez longue par rapport à de la Belgique, alors que la Flandre, la superficie du territoire et d'un port sur l'estuaire de l'Escaut, était autrefois fondement essentiel de la caractérisé, comme aujourd'hul, par de courtes distances entre les stade. aggiomérations. Ajoutons-y l'étendue relative des terres arables, l'étroitesse du pays — favorisant les surtout en Flandre, et les riches gisements houillers situés, pour la plupart, en Wallonie, et nous aurons défini les traits principaux de l'économie beige au siècle demier. Rien ne serait pourtant plus éloigné de la réalité actuelle que ce tableau en raccourci, qui ne tient compte ni du fait colonial ni des changements profonds intervenus dans de

3 750 000 environ en 1830, la population beige est passée à près de 8 millions d'habitants en 1930, atteipouvoir subsister sur cet espace et à 477 658 en 1920.

est moins sensible à une relance annuelle de charbon ne dépassait conjoncturelle parce que son écono-mle, fondée sur l'industrie tourde et peine l'extraction de trois ou quatre les produits semi-finis, fournit rela-tivement peu de biens de consommation. Pourtant, la région wallonne a plus que décuplé. Au cours a particullèrement souffert de la de la même période, la production récession.

de la même période, la production d'acter est passée de 100 000 tonnes à 4 millions de tonnes. Abstraction C'est que les problèmes wallons, faite des délrichages (324 000 hec-lu'ils soient économiques, sociaux tares de terres incultes en 1846, 100 000 en 1910) et de l'amélioration des terres cultivées, l'accroissement beaucoup plus lentement, le rendeà 2 429 kilos en 1928. La comparaison entre cas deux

déjà que, dans l'ensemble, la Wal-lonie, en développant son industrie, largement vouée à l'agriculture, vie économique, restait au même

transports avent ou après débarquement, - avait privilégié l'essor des usines de dégrossissage de ma-tières premières et celui des industries lourdes ou des entreprises à façonnage restreint. D'où la part relativement peu élevée de produits fabriqués dans l'ensemble des exportations nationales.

Autre handicap, né d'une évolunombreux comeines.

D'abord, la démographie. De pile sous un régime de grande cause d'una grave crise agricole dont les conséquences furent peutgnant aujourd'hui quelque 10 mil- être ressenties plus durement que ilons d'habitants. Ce phénomèna a celles de la première guerre mon-déterminé, en grande partie, l'évo-diale. C'est ainsi que la population lution des économies régionales au agricole active a chuté de 1 075 032 cours du dernier demi-siècie. Pour personnes en 1846 à 518 817 en 1910

La crise charbonnière

la deuxième guerre mondiale : la démographie wallonne, 1962). dans la proportion de 17,50 %.

Anvers subit, comme Liège, le bom- De 1947 à 1959, l'effectif wallon Autre indice de déclin : le rythme bardement des V-2, mals, des 1941, au travail diminue de 93 800 person- de croissance de l'économie

barbelés. De 1947 à 1960, la popu- gers. Un example : de 1959 à 1962, vieillir. Les deux régions souffri- solxante-cinq ans d'iminue de d'origine extérieure n'ont concern

Les gazoducs de L'AIR LIQUIDE: des artères vitales pour l'Industrie.

C'est la régression de l'emploi ouvrier qui entraîne celle de l'effectif global de la Wallonie. Elle résulte, pour une bonne part, de la crise charbonnière. De 1953 à 1962, le nombre d'ouvriers travaillant dans les charbonnages wallons passe en effet de 114 907 à 51 423, soit une diminution de 63 484 personnes. Les mineurs congédiés n'ont pas tous trouvé place dans les autres secteurs de l'économie. Les farmetures de charbonnages réalisées dans le cadre de la CECA connaissent des répercussions dans l'économie locale. Elles se traduisent, en fin de compte, par une perte de plus de 100 000 emplois.

Le rôle du charbon, lié à l'histoire de la Wallonie, est-il donc terminé? Actuallement, les demlères mines que 6 000 ouvriers, contre 127 000 en 1950. Comme allieurs en Europe, d'autres industries sont frappées par le déclin : les carrières, le verre, la chimie, la chaussure, le taxtile, la céramique. Longtemps, les gouvernements belges ont tenté de gagner la « batallie du cher-- par une politique de subventions qui a lourdement hypothéqué le budget national. Mala cette stratégle n'a pas été accompagnée des

Dans une région où la pénurie de main-d'œuvre est endémique, l'investissement joue un rôle préductivité des industries existantes, soit pour en créer de nouvelles. En Wallonie, de 1955 à 1959, les inves-tissements ont représenté 46,3 % du volume investi par les secteur nationaux correspondants, dont les industries wallonnes ont assumé, su cours de la même période, % de la valeur ajoutée créée (1). Ces chiffres sont apparemment positifs. Its le sont moins si l'on en soustrait les immobilisations de la métallurgie. En réalité, les données correspondantes pour les autres secteurs Wallons s'établissant respectivement à 36,6 % pour les investissements et à 40,2 % pour la valeur ajoutée. Celle-ci est donc supérieure à ceux-là.

ments industriels 143 000 unités (rapport Sauvy sur les quatre provinces wallonnes que la démographie wallonne, 1962). dans la proportion de 17,50 %.

teurs accions et y pratiquant l'inves- teur privé. - Le holding, affirmaient tissement dit de rationalisation, par les socialistes wallons, est en effet la suppression d'emplois ; des entre- une structure de pouvoir et non prises non dépendantes, dont le pas d'initiative industrielle. Cette nombre et la base scientifique sont structure est capable de capturer insuffisants pour assurer la création d'un nombre d'emplois au moins égal mals non d'en créer. » à celul que les holdings sup-

Car c'est d'emplois précisément que la Wallonie e besoin quantitativement et cualitativement. Même la tilique et de recherche » - ce qui sidérurgie, qui conserve tout son expliquerait leur échec industriel plois nouveaux. L'Etat belge envisage, certes, de développer les jugée « particulièrement dange-constructions mécaniques, métalli- reuse ». Le secteur public du crédit constructions mécaniques, métalli- reuse ». Le secteur public du crédit ques cu électriques, la chimie et la et de la finance ne sera-t-il pas pétrochimie (qui représentaient, en 1975, 18 % des créations d'emploi), d'investissements du type le plus l'industrie alimentaire, l'industrie du bois, etc. Mais tous les beaux pro-jets de holdings publics ou d'en-rer la chimie de masse », notent treprises mixtes du gouvernement toujours les socialistes wallons, central sont jugés sévèrement quant alors que, dans des entreprises à leur efficacité, dans la mesure où mixtes, le grand capitalisme belge i's transposent dans le secteur pu-blic un type de structure économique 80 % de l'influence.

A cet égard, les Wallons ne manquent pas de mettre en accusation les pouvoirs publics, lesquels ont pris trop tard, disent-ils, la problème à bras-le-corps, et avec des moyens d'ailleurs insuffisants pour le résou-

daux autres régions du pays. La

produit intérieur brut par habitant

est le plus élevé du pays (l'écart est de l'ordre de 40 %), — elle est,

des trois grandes régions, celle dont

le rythme d'expansion est le plus élevé ou, tout au moins, comme celui

de la Flandre, supérieur à la moyenne

du pays. Que conclure de tout ceci,

sinon qu'à l'inverse du bassin flamand du Limbourg, les bassins charbon-niers wallons ont raté leur recon-

version, le départ de la main-d'œu-vre minière les ayant privés du mo-

teur indispensable pour la réussir?

dre. Après avoir été longtemps à la pointe du progrès économique, la Wallonia a souffert d'une série de vieillissements. Le Consell économique wallon notait, en 1963, que si l'Etat belge avait été - plus lucido », s'il avait moins tergiversé, la reconversion de toutes les régions minières aurait été réussie, le cauchemar de la dépopulation auralt été neutralisé, l'immigration organisée efficacement, la recherche technologique encouragée et une politique de l'énergie depuis longtemps définie pour que la Wallonie aborde, avec le maximum de chances, sa seconde révolution

Les socialistes wallons, réunis en cengrès en septembre demier dans la banileue de Liège, ont brossé un tableau réaliste des structures de lisation de ce plan d'action implique, leur région : - De grandes liliales évidemment, la régionalisation des

industrielle (2).

de holdings attardées dans les sec- qui s'est révélé stérile dans le sec-

Un choix de société

Suède, de l'Ailemagne fédérale et de la Suisse vers la production de biens d'équipements et de produits chimiques hautement spécialisés. Cette voie, qui correspond aux nouvelles conditions du marché mondial, perplois dans deux types d'entreprise : d'une part, les entreprises privées non dépendantes, « que l'Elat a traitées jusqu'ici en parent payvre » : d'autre part, les entreprises publiques proprement dites, qui seraient prises en charge par un groupe indus-triel public dont la Société de développement de Wallonie serait le point de départ.

Ces options débouchent, on le voit, sur un choix de société. L'ensemble de la politique industrielle programme de travail du futur exécutif de la future Assemblée de la région wallonne. Mais la régiona-

(PUBLICITE)

C'EST pourquoi les Wallons pré-fèrent une politique d'industrie légère, orientée comme celles de la legère, orientée comme celles de la Située entre les grands pôles francals, d'une part et allemend, de l'autre, la Wallonie peut encore jouer un grand rôle en Europe à une époque où les distances n'ont plus l'importance qu'elles détenaient jadis. Encore paraît-il urgent de repenser l'infrastructure wallonne dans une océanique, et de reconnaître l'indépendance des économies liées par

> dication : « Ce n'est plus seulement Bruxelles et Anvers qui déterminent notre économie, proclamaient déjà, dans les années 60, les disciples d'André Renard, mais Dunkerque,

(1) Institut national de la statis-(1) Institut Battons de la State-tique de Belgique, Etudes scienti-fiques et économétriques, n° 2, 1962. Investissement brut des entreprises occupant plus de cinq ouvriers. (2) Rerue du Conseil économique vallon, n° 65, 1963.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE

Constitute ao 1822 à l'initiative du roi Guillaume les des Pays-Bas, la « Société Générale des Pays-Bas, la invertiser l'industrie Nationale », l'actuelle Société Générale de Baigique, for la pramière société de développment créée dans la modé. La bot poursoiré à l'épaque était l'industrialisation des provinces mérifiquales des Pays-Bas et la mobilisation des capitant nécessaires en vue de constituer des entroprises mortelles et de déve-

lopper celles qui existaient déjà.

A travers toute son existence et en dépit des aléas de l'histoire et de la efforts.

Historiquement et du rait de la présence de sources d'ésergle dans le sud du pays, c'ast vers cette région qu'elle a porté en premier fisu ses dépit des aléas de l'histoire et de la efforts.

conjoncture, la Société Bénérale de Belgique a mainteau sa vocation fi-mancière et industrielle.

Elle est anjound'uni le ceutre d'un groupe de sociétés à la laute admi-uistration desquelles elle prend une part active et dont son action ne peut être dissociée. Elle valile à assurer la cohésion de cet eusemble en respec-tant l'autonomie et la vocation propre des entreprises qui le composent.

Historiquement et du fait de la

C'est ainsi qu'elle a participé acti-venent à le constitution et à l'ex-pansion d'un ensemble d'entreprises à vecation industrielle telle C.B.R., Cocke-rill, Culvre et Zinc, UNERE, Pianx Franki, Prayon, PBB, SRA, Vieille Montagne...

sergique, la Société Genérale de Ber-gique a apporté des concours impar-tants au développement de l'économie wallouse et 2 de sombreuses patites et moyennes entreprises.

Refigned herstal est restife fielde à la vectifip que hal evel deche sun environnement sec activités dans le demains des armes et des munitions militaires, elle s'est rapidement diversifiés vers le section des armes et des munitions militaires, elle s'est rapidement diversifiés vers le section des armes et des sont des munitions de chasse et de speri ainsi que dans calui des véhicules à deux et guarire rouss. L'armunerie sabsiste depuis les arigines, mais la labrication des véhicules a tait place, il y a enviren vingt-cinq ans, à celle des furbo-riacteurs, ce qui fait de la Pinterior de vindicules a tait place, il y a enviren vingt-cinq ans, à celle des turbo-riacteurs, ce qui fait de la Pinterior des véhicules a commercialisées par l'entreprise; les centres de profit de la Fin s'articuleut en cinq sections aparationnelles : nectues aux activités principales : nectues quaritis de productions nenvelles : nectues de profit de la Fin s'articuleut en cinq sections de profit de la Fin s'articuleut en cinq sections de profit de la Fin s'articuleut en cinq sections un principale de la confere de la Fin s'articuleut en cinq sections de profit de la Fin s'articuleut en cinq sections de s'articuleut en cinq sections de s'articuleut en cinq sections de la fin s'articuleut en cinq sections de profit la Fin s'articuleut en cinq sections de s'articuleut en cinq sections de profit la Fin s'articuleut en cinq sections de s'articuleu

Fondés à Herstal II y a près de quarte-vingt-dix ans, en pien cour d'une région traditionnellement experte en mécanique de précision, la Fabrique la vecation que nu la variat dictée su la S.P.I. (Sports Promo-variannement socio-économique).

Inaugurant ses activités dans le des activités dans le dessaine des armés et des appointnesses et des a

torme, le traitement et l'utilisation de matériaux métailiques:

— La Division Equipements indus-l'elles regroupe les activités textile et bydraulique de la FM, notamment celles de la société Dumont-Schrigmaux S.A. de Seilles, spécialisée dans la production et la vande de matériel bydraulique et de bennés pour immondices:

— La Division Moteurs voit, vingtichiq aus après l'intréduction de la fabrication de turbo-moteurs à la FM, se consolider ses perspectives favorables d'expansion. L'événément capital a été évidemment le chois commun par la Belgique, le Baquenari, la Norvège et les Pays-Bas de l'avieu f 15 comme remplaçant du F 104 G.

La FM se définit de plus en plus comme une entreprise de mécanique de précision au service de la sécurité, de l'industrie et des loisirs, soucleuse d'offrir à son persennel alossi qu'à sou relations cummerclaies et exterieures une loage à la hanteur de ses potencialités bechniques entrersellement reconques.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DES MINERAIS

Cette structure les a perais d'obteair un contact permanent avec les exploitants des primeipales sources de matières premières, ainsi qu'avec les grands centres consumenteurs de méteux. Occupant plusieurs centrales de personnes à son sièpa de Bruzelles, la S.S.M. possède à Anvers une agence maritime. Celle-ci se charge de l'important terminal le long du nouvean hassin-canel. Equipé de portiques de déchargement parmi les pies poissants et les plus modernes du manée, ce terminal est particulièrement bles

SOCIÉTÉ DE TRACTION ET D'ÉLECTRICITÉ

Traction et Electricité a développé ses activités de participations en France au travers de sa fillaie française INEG, industrielle de l'eau et de la chimie, plus particulièrement dans les sectours de la chimie de l'eau, de l'extreprise de travaux publies, de la distribution d'eau et de chautige urbain.

ies spécialités de l'engintering, notam-mant : contrales étectriques, modéaires et thermiques, hydranliques, de pumpage, hurbe-jets ; saus-stations et lègnes de transmission ; idémygle, spécillos, tra-vanz d'intrastructures ; automation ; engi-dinsi, en collaboration avec Péchiney

est l'une des plus importantes de ca genre en Europe.

A de aumbreuses reprises, le burçau d'études de la Société à travaillé pour d'importantes sociétés industrielles dans le Sad de pays, parai lesquelles il con-vient de citre les sociétés Cockerill et Usines Cehre et Zinc, ou pour l'Univer-sité de Llège au Sart-Timan.

Enfin, la société de Traction et d'Elec-tricité à tuniques pourseiv une politique d'investissements dans le domaine de l'électricité. Elle participe automment aux contrales de l'hange et de Choez qui sout des contrales aucléalres franco-beiges, et la contrale de pompage des Ardennes située à Coo-Treis-Ponts.

Fruit d'un remarquable effort d'investissement, le réseau Nord des cana lisations de L'Air Liquide (680 km d'oxyduc, 175 km d'azoduc) constitue l'un des plus importants réseaux mondiaux.

Les oxyducs, entièrement interconnectés, irriguent les zones de forte densité : industrielle de Belgique, des Pays-Bas et du Nord de la France.

D'une capacité de production d'oxygène de 10 000 t/j dont 40 % installée en Wallonie, ils apportent aux industriels une sécurité d'approvisionnement et une souplesse exceptionnelles.

L'AIR LIQUIDE Division belge . Av. Blonden 50. Boite OTL 4000 Liege. Tel. 04152 9935

Service Maria Commence of the Commence of the



LES RÉALITÉS POLITIQUES

La classique opposition Nord-Sud s'exprime dans le heurt de deux nationalismes

nous déclare M. Lode Claes, sénateur de la Volksunie

Le souvenir des grands heuris de 1950, du climat de guerre civile qui tendait à s'instaurer entre Belges, appartient il seulement à l'histoire? Les évolutions profondes de la Belgique n'ont pas été freinées par la réforme de la Constitution de 1971. Mais les communautés dialoguent et leur coexistence aboutit

parfois à des convergences sur les orientations fédérales.

La définition de l'identité de la Wallonie serait incomplète, si l'analyse de ses partenaires — certains disent : adversaires. les Flamands, no figurait pas dans cea pages. Nous avons demande à l'un des protagonistes les plus anciens du mouve ment flamand, M. Lode Class, sensieur de Bruxelles pour la Volksunie (parti flamand extrémiste), de dessiner la réalité wallonne, par comparaison et contradiction avec celle de la Flandre. On verra qu'il le fait sans polémique et que ses propos englobent aussi ce qu'il nomme - le nationalisme belge ».

« Que signifie aujourd'hui le jait wallon, le mot « Wallonse », dans le contexte psychologique, politique, culturel, de la Belgique, après la réforme de la Constitution de 1971?

— La Wallonie est une ethnie en constitution, peut-être une en constitution, peut-etre une nation en formation. Il y a parallélisme entre l'évolution du pays fiamand et celle du pays wallon, parallélisme qui n'existe pas pour la troisième région, Bruxelles, communauté urbaine, dépourvue des mêmes possibilités de se constituer en granue et horieure. tituer en groupe ethnique. Elle est biculturelle, quoique le groupe flamand y soit minoritaire.

flamand y soit minoritaire.

» Mais le parallélisme est marqué de diachronie : la prise de conscience du pays flamand, en tant que groupe ethnique, nation ou groupe socio-culturel, est de plus vieille date. Il se pourrait d'ailleurs que les antithèses régionales, au sein du pays wallon, solent plus considérables qu'au sein du pays flamand.

» La première explication, c'est

» La première explication, c'est que la Wallonie, pendant long-temps, s'est très fortement identifiée avec une certaine Belgique.
Pas lieu donc pour elle d'en
arriver à une prise de conscience,
puisque la communauté belge
était à prédominance française. était à prédominance française.

La Wallonie, du point de vue économique, était en ple in e expansion pendant le dix-neuvième siècle, et même le premier quart du vingtième siècle. Elle n'éprouvait pas le même besoin de se constituer en entité politique proprie tique propre.

» Les relations entre la Flandre

et les Pays-Bas d'une part, entre la France et la Wallonie d'autre part, ne sont pas comparables. L'hinterland culturel et linguisplu considérable que l'hinterland de la Flandre, limité aux Pays-Bas. La Flandre a trouvé plus facilement un équilibre vis-à-vis des Pays-Bas que la Wallonie vis-à-vis de la France Pour le noment, nous nous sentons de plus en plus équivalents sux Pays-Bas. Nous formons une

dans les relations France-Wallo-nie, mais l'Idée constante, jusque dans les préjugés, les stéréotypes, c'est que la Wallonie au fond devrait faire partie intégrante d'une vaste communauté culturelle, et même politique, française.

» Au point de vue culturel, la Wallome a peine à se constituer en entité distincte du côté de sa frontière méridionale. La Flandre, au contraire, y est mieux parve-nue. Les liens ethniques entre la Wallonie et la France sont autres. Wallonie et la Francité, un certain régionalisme est en train d'apparaître. La constitution de la Wallonie comme entité propre ne peut qu'en être facilitée.

Au-delà de l'opposition Nord-Sud

— Les Flamands considè-rent-ils qu'ils ont encore quelque chose de commun avec les Wallons?

Le mouvement flamand, prise de conscience surtout culturelle, s'exprimant surtout sur le terrain s'exprimant surfout sur le terrain linguistique, a trouvé sur son chemin d'abord la minorité francophone en pays flamand, minorité de 5 ou 10 %, mais élitaire et importante. Il s'est opposé à ces « Fransquillons », comme on les appelait, aux Flamands francisés en Flandre Puis ce meurement appetatt, aux Flamands francisés en Flandre. Puis ce mouvement s'est fortement opposé à Bruxelles et à l'envahissement territorial, à la francisation des et a renvanissement territorial, à la francisation des Flamands de Bruxelles et à l'expansion, à la tache d'huile, comme on disait dans le mouvement flamand.

y Une vraie opposition directe, une lutte ethnique, de Flamands contre Wallons? Non. ce n'est pas l'aspect primordial du pro-blème belge. Feut-être même en est-elle absente. Il n'empêche que la Walionie a été longtemps solila Wallonie a été longtemps soli-daire des francophones de Bruxel-les et de ceux du pays flamand, non par volonté de les appuyer, mais par pesanteur, par le fait qu'ils appartenaient au même groupe linguistique.

> Volià un quart de siècle, lors-

qu'il fut de plus en plus net que le problème beige n'était pas d'abord linguistique et culturel,

mais qu'apparaissaient deux ré-gions, deux nations en formation, les autres antithèses entre pays flamand et wallon se marquèrent

flamand et wallon se marquèrent de pius en plus. Ces deux régions, langue et culture mises à part, ont en depuis lors une évolution très asymétrique. Les problèmes économiques, démographiques, les prépondérances politiques, ne sont pas les mêmes en Wallonie et en Flandre. Dire cela, c'est presque nécessairement en conclure qu'il y a opposition d'intérêts.

2 Au point de vue psycholoy a opposition d'intérêts.

> Au point de vue psychologique, il n'y a pas de heurts directs. Pas encore maintenant. L'homme de la rue, en pays flamand, vous dira : « Mais, avec les Wallons, on pourrait inen s'entendre. Ce sont des gens qui n'ont pas de préjugés à notre égard, ce sont des Belges comme nous. »

* Malheureusement, l'homme de

» Malheureusement, l'homme de la rue n'est pas seul. Ceux qui appartiennent à la classe poli-tique, les journalistes, les leaders de l'opinion, doivent constater qu'aucun problème important ne peut se poser en Belgique depuis dix ans, même la lutte contre l'in-flation, l'achat d'avions de com-bat, les travaux publics bien bat, les travaux publics, bien entendu. la politique d'expansion économique, une très longue liste, sans qu'à chaque fois, apparaisse un clivage entre le comportemen la politique, du Nord et du Sud.

Les trois patriotismes

 Un cliché court en Bel-- On cluste court en Ber-gique et en Europe : le Wallon est un homme de gauche et le Flamand un homme de drotte. Le Wallon est un laïc et le Flamand un catholique.

– Il y a un fond de vérité. En bref, la Wallonie s'est industriali-

sée au dix-neuvième siècle, alors que la Flandre connaissait une autre histoire économique, sociale, sociologique, politique. La Wallo-nie était auparavant restée longtemps rurale : le Luxembourg belge a longtemps connu le même type de développement que la Flandre.

Fiandre.

» Depuis la deuxième guerre mondiale, et surtout depuis vingticinq ans, le taux de croissance économique en pays flamand et d'ailleurs à Bruxelles — car n'oublions pas que Bruxelles, toute francisée qu'elle soit, est du côté flamand — a été beaucoup plus fort qu'en pays wallon. Le pays flamand s'est donc trouvé dans un climat néo-libéral.

» Du côté wallon, une forte tradition socialiste est née de l'industrialisation. Le Wallonie cherche le remède à ses problèmes

» Même si les résultats des dernières élections communales ont
marqué des changements modestes, le clichage des différences
politiques s'est renforcé.

» Bien entendu, les idées politiques françaises sont plus diffusées en pays wallon. Le jacobinisme l'a longtemps inspiré, et
d'ailleurs la Belgique a été fondée
sur cette idéologie, non pas sur
celle de la décentralisation. Cela
a empêché la Wallonie de procéder à une prise de conscience
ethnique.

céder à une prise de conscience ethnique.

Desaucoup de Flamands, pour leur part, sont devenus jacobins sans le savoir et prônent, contrairement à ce qui devrait être leur philosophie politique fondamentale, mais dans un réflexe de défense hien dépassé, l'unité de la Flandre face à une Wallonie unie.

La question s'est posée à l'occasion de la création des sociétés de développement régional. La Wallonie a opté pour une seule société, dans une certaine tradition jacobine. La Flandre a fini par créer cinq sociétés, se prononcant ainsi pour le vrai régionalisme, presque provincial Mais ce n'a pas été sans mal.

Dans cet ensemble quel belge, pas simplement exprimes cemme arguments pragmatiques, mais également comme sentiments. Certains de ses partisans m'ont dit : « Nous sommes des sans-abri » C'est assez curieux, car formellement cet abri existe : les institutions belges sont extent sans-abri » C'est assez curieux, car formellement cet abri existe : les institutions belges sont sommes des sans-abri » C'est assez curieux, car formellement cet abri existe : les institutions belges sont sommes des sans-abri » C'est assez curieux, car formellement cet abri existe : les institutions belges sont restées assez largement unitaires. Mais iis n'out pas ou peu de porte-parole. Ils sont un peu partout, à Bruxelles surtout bien entendu, mais en partie en pays flamand, en partie en pays vallon.

The contains de ses partisans m'ont et abrient comme sentie. Certains de ses partisans m'ont et abrient comme sentie : « Nous sommes des sans-abri » C'est assez curieux, car formellement cet abri existe : les institutions belges sont restées assez largement unitaires. Mais iis n'out pas ou peu de porte-les institutions belges sont existe : les institutions belges sont restées

Dans cet ensemble, quel est le sens et le destin de la

monarchie?

— La monarchie ne fait pas partie du contentieux communautaire. Il s'en est fallu de peu en 1950. Tout au plus l'antithèse Nord-Sud la question communautaire, l'incitent-elles à une plus grande prudence, à une non-immixition accrue dans l'évolution territoriale du pays.

» Le problème est un peu autre.

Il y a en Belgique au moins trois

» Elle ne se pose pas non plus nationalismes. Des centaines de nationalismes. Des centaines de milliers de personnes s'identifient sans réserve à une communauté flamande, d'autres centaines de milliers s'identifient sans réserve à une communauté wallonne. Mais aussi des centaines de milliers s'identifient sans réserve à une communauté belge. Ce groupe-là est important, il a un dossier à plaider. Il a pour fondepe-là est important, il a un dos-sier à plaider. Il a pour fonde-ment la monarchie. Tous ceux qui se sentent Beiges devraient se grouper autour de la monarchie. Comment situer un patriotisme beige, alors que dans ce pays il y a deux autres patriotismes?

y a deux autres patriotismes?

» La monarchie, et pas seulement ce rol-ci, a toujours essayé de faire une certaine synthèse entre les trois sentiments. Quand l'Allemagne a envahi la Belgique en 1914, le roi Albert a dit:

« Fiamands, rappellez-vous la bataille des Eperons d'or, Wallons, rappelez-vous la bataille des Franchimoniais. » Il faisait done appel, pour suscitar un patriotisme appel, pour susciter un patriotisme belge contre l'envahisseur alle-mand, à deux autres patriotismes, le flamand et le wallon.

s Donc la synthèse était peut-ètre possible. Mais les nationalis-tes flamands, les nationalistes wallons, sont allès chacun de leur côté vers des types de fèdéralisme différents. Pour les Flamands, l'autonomie devait être surtout culturalle et pour les Wellers culturelle; et. pour les Wallons, surtout économique, du type diri-giste. Le patriote belge, quant à lui, a livré un combat d'arrière-garde, pour essayer de freiner la garde, pour essayer de freiner la marche vers l'autonomie ou de la vider de son contenu. J'aurais préféré qu'il prône clairement une autre vision et se déclare patriote belge. Prenez la fête des vingt-cinq ans de la dynastie. On en a fait quelque chose où le sentiment national belge était curieusement à l'arrière-plan. On a très neu célèlyé une vraie coma très peu célébré une vraie com-munauté. Par prudence peut-être.

— Où se situe ce sentiment national belge? Dans quelle classe? Dans quelle formation

 Depuis 1830, l'appareil de l'Etat a fonctionné dans le sens d'une assimilation de l'entité flamande dans une vaste entité d'expression française. L'indiffé-rence envers une nation belge est très répandue en pays flamand, et bien au-delà du nationalisme flamand traditionnel cer par un sentiment de solidarité par partis ou par classes, ce n'est pas la même chose. Les Wallons se sont de temps en temps iden-tifiés avec une nation belge. La prise de conscience wallonne sur le plan politique se manifeste parfois par des accents antibelges partois par des accents antibelges presque plus marqués, et proba-blement moins justifiés, que ce qu'on retrouvait dans la littéra-ture politique traditionnelle du côté fiamand.

» Le nationalisme belge se trou-» Le nationalisme belge se trouve à Bruxelles. Une capitale, c'est ce qui s'identifie le plus facilement, par sentiment et par intérêt, avec l'ensemble d'une nation. La chose surprenante, c'est donc le tournant qu'a pris l'opinion publique bruxelloise vers le fédéralisme à trois.

3 Des sacrifices ont été fournis pour le ceuse du nationalisme.

pour la cause du nationalisme belge. Des groupes sociaux sont attachés professionnellement à l'existence d'une entité nationale, les cadres de l'armée, la magisres caures de l'armee, la magas-trature, les fonctionnaires. Il faut en tenir compte. Et j'aimerais avoir le nationalisme beige plus explicitement comme partenaire. La solution du problème commu-

nautaire serati plus nette.

3 J'ai dit partenaire, mais je pourrais aussi bien dire : adversaire valable, clair, qui augmente la valeur de la lutte, correcte hien entendu. J'aimerais bien avoir devant moi le nationa-lisme wallon et le nationalisme belge, pas simplement exprimes comme arguments pragmatiques

en partie en pays wallon.

» Ce nationalisme belge, du type classique, fin du dix-neuvième siècle, est surtout bourgeois. Le nationalisme flamand était surtout petit-bourgeois, face à la haute bourgeoisie francisée. Le bouillon de culture du mouvement flamand a été la classe intermédiaire, les vicaires, les intellectuels, les instituteurs, les avocats, les porteurs du renouveau culturel.

» Le nationalisme wallon est plus difficile à situer, mais, comparé aux deux autres, il a bénéficié surtout de l'apport du monde ouvrier. Rappelez-vous Re-

malheureuse révision de la Cons-titution, mais l'évolution des so-ciétés dans les trois régions, qui a rencontré l'évolution des struc-tures au niveau des partis. La constitution des deux alles chez les spagure-prétiens ou au sein les sociaux-chrétiens, ou au sein du monde libéral, a été rapide. Si du monde libéral, a été rapide. Si le parti socialiste maintient une certaine unité d'action et nous a surpris voilà quelques mois par la présentation d'un plan de règle-ment des problèmes communau-taires, il est parcouru, quand on y regarde de près, par les mêmes forces centrifuges.

» La tradition de solidarité prolétarienne lui a permis pendant longtemps de maintenir une unité, quoi qu'elle ait én mal à dépasser les oppositions des nationalismes. Dans la plupart des cas, même quand ceux-ci ne parviennent pas à percer nettement, à modifier les structures des partis ou de l'Etat, ils sont suffisamment

forts pour immobiliser l'évolution normale du monde socialiste beige, par la nécessité continuelle de composer entre Flamands socia-

composer entre Flamands socialistes et Wallons socialistes; la
même chose pour les autres familles politiques.

» L'op position sentimentale
entre Flamands et Wallons
n'existe pas, mais la conscience
d'être différents est très grande,
alors qu'ils vivent dans le mème
pays. La tentative de creer une
nation belge s'est soldée par un
échec. Il y a un patriotisme belge.
L'échec n'a donc pas été complet.
Meis la volonté de faire une nation flamande n'avance pas. Le
besoin d'autonomie, flamande ou tion flamande n'avance pas. Le besoin d'autonomie, flamande ou wallonne, résulte d'un effet de groupe de pression. Le vrai senti-ment de prendre son propre sort en main, ce qui constitue une nation, n'émerge pas. » Propos recueillis por JACQUES NOBECOURT

La coupure des forces politiques

(Suite de la page 23.)

Le P.L.P. hutois, qui s'était refusé à une propagande antisocialiste, a été le grand perdant de ces élections. Si elle lui donne un éclairage particulier, cette analyse du renforcement relatif du P.S.C. en Wallonie ne doit cependant pas faire perdre de vue l'ampleur de

Elle a été générale à Liège, bastion privilégié, exceptionnelle dans plus souvent à la présence de le Namurois, solide dans le Hai- leurs ministres (encore que M. Oi-

naut. Si l'on excepte dès lors le vier, ministre P.L.P. des travaux pu-Brabant wallon, où M. Pierre Fa- blics, ne résiste pas à l'avance lize perd Braine-le-Château, et P.S.C. de Bastogne), et qui tiendront Waremme, où M. Emond Leburton, le temps que durera encore leur vieille figure socialiste locale et participation au gouvernement. On peut penser, dès lors, qu'il y aura nationale, enregistre un recul de 6 % le P.S.B. est le vainqueur du chez eux peu d'intérêt pour scrutin et confirme sa position de remise en cause de ce demier. chez eux peu d'intérêt pour la

alors les principaux appuis du C.V.P. pour la poursuite de l'expémentale actuelle. A moins que ne se dessine, au sein du premier, une tendance délensive, prévoyant les prochaines élections égislatives et demandant le retour à l'opposition. La comparaison entre celle du F.D.F., resté dans l'opposition, pourrait les y inciter, mais ce parti est-il encore capable d'un tel sursaut? S'il avait pu bénéficier, au bian national, du courant qu'il actuelle. Ce n'est matheureusen oas le cas en Flandre, ni surtout à Bruxelles, et, dès lors, ces demières élections communales apparaissent à beaucoup comme un coup d'épés dans l'eau, une parenthèse qui risque de rester sans conséquence pour la vie du gouvernement.

dont l'une serait « rouge » et laique, et l'autre catholique et droitière, c'est plutôt sur la radicalisation à

premier parti wallon. Il est suivi par le P.S.C., renforce et radicalisé à droite.

nent nettement l'échiquier politique wallon, où, désormals, le Rassemblement wallon et le Parti pour la liberté et le progrès font piètre figure et peuvent difficilement êtra encore considérés comme des partis l'avance socialiste dans cette région. de masse. Ils conservent un cer-

Conséquences nationales

E R.W. et le P.L.P. deviendralent faut se pencher. l'évolution électorale du R.W. et en commun avec les socialistes, Alors, un pays coupé en deux?

Plutôt que d'opposer deux régions,

droite du mouvement chrétien qu'il

Dominant et populiste en Flandre. progrès en Wallonie, le mouvement catholique détient les clès du gouvernement du pays. Et son évolution wallonne ne permet guère d'espérer qu'il voie d'un bon œll la gestion contrairement à ce qu'eût pu réaliser une democratie chrétienne ren-

Oul, mais pas uniquement dans le ralement les commentateurs de la situation politique beige. Il existe désormals deux forces en Belgique. dont l'une entend maintenir l'autre dans une situation d'opposition, contre la volonté de cette demière. En renforçant chacun des deux mouvements, les élections municipales n'ont rien clarifié. Elles risquant d'algrir l'opposition socialiste, et vont sans doute prolonger

ANNE-MARIE LIZIN



GALBEST

tôle galvanisée

Phenix Works

FLEMALLE-HAUTE BELGIQUE

estetic

skinplate

tôle prépeinte tôle plastifiée

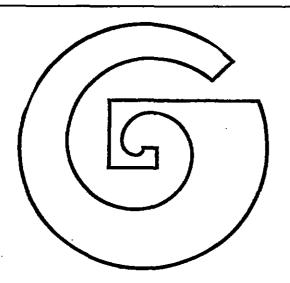
zincrométal

primaire soudable

DECRAMASTIC tuiles métalliques

Commercialisation: Eurinter

Quai Hoover,1,8 4110 Flémalle-Haute/Belgique Tél.: International + 32 41/33 4830-Telex: 41210



Première banque belge, la Société Générale de Banque met à la disposition de ses clients son réseau national de 1115 agences, en contact

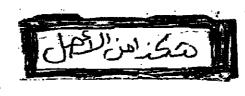
journalier avec tous les secteurs de l'économie son réseau international, comprenant quelque
 points d'implantation répartis, sun les cinq

En France: BANQUE BELGE (France) S.A. Paris: 12, Rue Volney - 75002 Paris

Lille: 96-98, Rue Nationale - 59000 Lille Tél. (20) 57.57.42



Société Générale de Banque





TES POLITICAL

NORTH

the forces politique

SIDERURGIE

Construction Mécanique

COCKERILL

Supertenax E

Aciers à haute limite élastique

jantes, voiles de roues, longe-

rons de camions, matérie

ferroviaire,agricole, de travaux

COCKERILL

Soudotenax E

récipients, soumis à haute

COCKERILL

dières, pots d'echappement

conteneurs, réservoirs, silos

planchers d'étables, viroles de

bles recouvertes d'une cou

che de zinci: machines à laver

chauffage, mobilier metallique

© COCKERILL

Jouvencel-cuivre

tant à la corrosion, pour carros-

COCKERILL

Töles destinées à l'emaillage

COCKERILI

B 4100 SERAING/BELGIQUE

félex : 41 225 CKL SG 9

series automobiles.

chrome

Zincor

LA CAPITALE RÉGIONALE

de Mozart et des élections. municipales. Couverte d'affiches mulmunicipales. Couverte d'affiches multicolores, sillonnée par de bruyantes
voitures haut-parieurs, la ville aura
pourtant blen devantage vibré pour
les concerte du Fastival de Wallonie
que pour les joutes positiques qui ne
semblalent Intéresser que les étatemajors des partis. Pourtant les
élections du 10 petabre furent détanélections du 10 octobre furent déterminantes pour l'avenir d'une ville sur laquelle pésent blen des vicissitudes. Elles ont, en effet, donné à la métropole wallonne ses nouvelles dimensions en consecrant la naissance du « Grand Llège ».

Par l'absorption de huit communes suburbaines et de plusieurs fau-bourgs périphériques — ce qui fera tripler sa superficie — Liège va voir sa courbe démographique s'infléchir vers le haut pour la première fois depuis une quinzaine d'années. De 155 000 en 1961, le nombre d'hebitants de la ville est tombé à 145 000 en 1970 et à 140 000 aujourd'hui. Sans cet apport soudain de 100 000 néo-Liégeois >, elle allait bien finir par perdre son étiquette de grande ville. Plus grave : la population active la désertait dans des proportions plus importantes (12 % entre 1961 et 1970), la condamnant au vieillissement et à un déclin accéléré (on y dénombre actuellement plus de 30 000 retraités). Encore le chiffre de la population l'égeoise est-il artificiellement gonflé par un important afflux d'immigrés. La ville est une des plus cosmopolites d'Europe pulsqu'on y dénombre 29 000 étrangers (25 % de la population). Après la fusion, le « Grand Liège » comptera 43 000 immigrés, et la province dans son ensemble en abrite près de 80 000. La Belgique mêne à l'égard des immigrés une politique originale : elle a institué des conseils communaux consultatifs élus par les résidents étrangers.

Après trois ans et demi d'existence, l'expérience liégeoise n'est toutefois pas jugée extisfaleante par les reeponsables municipaux, qui estiment que le conseil a tout juste servi à la transposition des luttes existant dans les pays d'origine des étrangers. Les élections du 18 mars 1973 furent, notamment, le prétexte à de violents affrontements entre Espaçnois pro et

Pour rendre la cité attractive, le conseil communal — à maiorité socialiste et libérale -- entreprit d'agir sur plusieurs terrains : logament, circulation loisirs, amploi. En bien des endroits, la ville apparaît comme un vasta chantier. Des quartiers cont percés de vastes excavations

IEGE aura vécu au mois de dentiels. Les Liégeois se plaignent trois quans. Mais, si les lotissements écraser sous l'argent, pas sous la souvent de cette situation qu'ils de maisons individuelles ont fisuri doivent pour une large part au passage d'un des leurs, M. Jean De-traigne, au ministère des travaux publics à Bruxelles. Ces grands travaux coûtent aussi fort cher : sur un budget de 13,8 milliards de francs belges, on a consacré 1,3 milliard collège en place a cru que la aux investissementa, et, selon le renommée d'une ville se mesurait à bourgmestre, M. Bailly, ce chiftre la hauteur du béton -, observe, crisera porté à 2 milliards au cours des six prochaines années, - pour aligner les Intrestructures des com-munes tusionnées sur celles de tion d'immeubles — dont aucum

Liège, aux avant-postes de la francophonie

Trop d'autoroutes?

A même préoccupation condui-suit les reaponsables municipaux à lancer un vaste programme d'infra-

Aujourd'hul, sur les quarante mille d'étages — pouveit seule permettre logements que compte la ville, la d'étages — pouveit est l'insalubrité, moîtié ont été construits depuis de rendre à Liège son caractère résidentiel et de redonner vie à une le parc aura été renouvelé pour les communauté menacés d'extinction.

structures routières. Vue de la cita-

delle qui la domine au nord du

haut de ses quaire cent sept mar-

ches, la ville semble prisonnière

d'un carcan complexe de voies

rapides, de radiales et de rocades qui l'encercient et la percent de

toutes parts jusqu'en son cœur. Si ce discracieux entrelacs vaut à Llège

d'Ignorer à peu près totalement les

Il n'en a pas moins grignoté 10 hec-tares de terrain en dix ans et suscité

« Si la ville était restée la même

qu'il y a vingt ans, on n'y circulerait

plus, rétorque M. Georges Goldine,

échevin des affaires économiques.

Non seulement elle risquait la para-lysie économique et sociale, mais une

telle politique équivalait à dénier à

la masse le droit de se servir de

sible de tuer ce phénomène. La seule

attitude reisonnable consiste à adap-

de ses habitants. Il fallait trouver un

équilibre entre la volture et la ville

en créent des voles de pénétration

pour éviter au maximum les bou-

chons et des parca de stationnement

porté sur les transports en commun

- un plan de 20 kilomètres de par-

cours en site propre est en cours de

heure) dépasse celle enregistrée dans

bien des grandes villes européennes

- et sur les « piétonniers », alnsi

qu'on appelle ici les zones piéton-

nombreux et proches du centre.»

amment larges et nombreuses

ter la ville eux aspirations profonde

un nouveau grief de l'opposition.

sur les coteaux de la Meuse, la

rénovation des quartiers du centre

n'a pu échapper à une architecture verticale que l'opposition — notam-

ment le parti social-chrétien - juge

dépassée et déshumanisante. « Le

la hauteur du béton -, observe, cri-tique, M. Jean-Pierre Grafé, leader liégeois du P.S.C. Mais, pour le

ne dépasse d'ailleurs une dizaine

ponsables communaux souhaitalent non seulement faciliter la circulation

locale, mais du même coup faire de

Liège un nœud autoroutier suscep-

tible de perpétuer sa vocation de car-

relour suropéen et d'éviter le drame

des cités qui, telles Louvain et Has-seit, refusant l'autoroute, ont pro-

gressivement sombre dans la léthar-

gie. L'isolement signifiait la mort

certaine pour une ville déjà confron-

tée au difficile problème de la recon-

version industrielle. Le charbon, dont

elle avait cru pouvoir tirer une pros-

périté éternelle, lui valait dans les

années 60 une crise sociale extrême-

ment algue. Frappée de plein fouet par une vague de chômage qui préci-

pitalt l'exode de la main-d'œuvre vers

pensait pouvoir e'appuyer sur la sidé-

rurgie pour redresser une situation

qu'on se refusait encore à juger

désespérée. C'était compter sans

monde. Aujourd'hui, 1 tonne d'acier

lanonais arrivant à Anvers coûte

3 000 francs belges de moins que

celle qui sort des hauts fourneaux de

Seraing, un faubourg du sud de

demeure actuellement le port, le troi-

ceux de Duisbourg-Ruhrort et de

Paris, avec un trafic annuel d'environ

15 millions de tonnes. Etendu sur

part, son activité au canal Albert. cui

permet aux petits navires de mer et

vers à Liège sur 127 kilomètres.

Mais on a conscience ici du carac-

tère artificiel d'une prospérité repo-

cont seulement sur des échanges

commerciaux tributaires de facteurs

- La région pout encore faire illu-

sion, à cause d'anciennes fortunes

qui continuent de produire des divi-

dendes, observe M. Goldina. Mais

auront disparu dans une vingtaine

d'années, Aujourd'hui, la province groupe 10 % de la population beige

et entre pour une proportion égale dans la production nationale. Nous

nous situons donc dans la juste movenne — après avoir été longlemps

bien au-dessus. Mais nous le devons

pour beaucoup à des secteurs fragi-

les - le sidérurgie, le textile -

peuvent être balayés en cinq

La crise économique traversée par

la plupart des pays développés est venue, ici, s'ajouter à ces difficultés

bilan. En cette rentrée. la chômage

active, principalement parmi les fem-mes et les jeunes diplômés (avec

vent des débouchés avant même le

fin de leurs études). L'échevin aux

affaires économiques refuse pourtant

de désespèrer : « Nous pouvons sau-

ver notre économie par une action dans trois directions :

productions à plus haute valeur ajou-

tée : leminage, aclers spécieux,

mécanique, éléments de construction de maisons, etc. Nous pouvons

redresser ce secleur grâce à l'ad-

jonction de matière grise à l'acler

sance. Il faudralt créer un centre

de technologies nouvelles suscepti-

bie de prendre des objectifs de

produits nouveaux qui nous permet-

traient soit une production sur place.

soit une exportation de notre - savoir

faire ». Bien des pays peuvent nous

- Orienter la sidérurgie vers des

touche 12 à 13 % de la populati

totalement étrangers à la région.

Liège.

En même temps, un gros effort a sième port fluvial d'Europe après

des petites et moyennes entreprises. de grandes entreprises, solution de de la sous-traitance dans l'activité dépasser 30 %. Pour y parvenir, il faut aider ces maisons à installer des unités de production, leur fournir à l'occasion des terrains, et surfout développer leur dynamisme commercial grâce à la création d'une société provinciale d'exportation, car l'actuel Office belge du com-merce extérieur s'est avéré lasuttisant dans ce rôle de promoteur. -

- De gros investissements seront nécessaires pour sortir de ce mau-vais pes, conclut M. Goldine. Mais, je suls optimiste. Il y a dans cette égion toute une jeune génération

qui n'a pas envie de mourir. -Les vicissitudes n'ont pas entamé la lierté du Liègeois. Indépendant, entreprenant, railleur et raleur, il concitoyens — y compris les autres Wallons, — qui supportent mal ce de supériorité. Le Liégeois passe trop de temps à se lamenter sur son passé de grandeur. Il se nourrit trop de nostaigie », déplore M. Robert Maréchal, directeur des affaires culturelles de la ville. Ce droit à la différence exaspère parfois, et bien des Wallons prétèrent être gouvernés par des Flamands que par

ne fait men pour dissiper cette image saas ouange de lui-même. Vue d'ici, la Wallonie n'est qu'un concept une pure utopie. L'habitant de l'ancienne principauté ne se sent guère d'attaches avec celui de Charleroi ou de Namur, Beige, certes, Wallon, pourrait être sa devise.

L'héritage de l'histoire pèse de tement - Il y a près de deux siècles que la principauté de Liège a dis-paru après presque mille ans d'indépendance. Pourtant, elle n'a jamais été plus vivante qu'aujourd'hut dans le cœur des Liégeois », remarque M. Goldine, qui s'interroge sur la signification profonde de cet - inconscient collectif -. Nourri -- victime. diront certains - d'un irrédentisme intellectuel particulièrement vif, le Liègeois, sans être anti-Belge, voudrait blen être accepté comme membre d'une entité particulière, différente des autres et qui lui rend souvent difficilement supportable qu'il refuse énergiquement l'obéissance aveugle. Sans renier un pays toujours prêt à se sacrifier - il l'a encore montré lors de la demière guerre - le Liégeois a donc le sentiment d'appartenir à une communauté culturelle séparée.

 Nous sommes des extrémistes par tempérament, dit M. Goldine. Il importe de le savoir quand on veut gouverner la ville. - Car le caractère liégeois déborde bien entendu sur le terrain politique pour faire de ce citoyen l'enfant terrible du pays. Bien des gouvernement belges se sont détaits entre Meuse et Ourthe. Evoquant l'écueil liégeois, un ancien premier ministre, M. Achille Van Acker, un Brugeois, a dit un jour : « La Belgique est composée

Une animation culturelle intense

INTELLECTUELLEMENT aussi, le éclosion culturelle correspond à un Liégeois a peine à croire à la besoin pour une population abritant réalité de la Wallonie qui ne présente même pas une unité cultu-relle. Le Festival de Wallonie, né festations éparses et qui fétera l'an prochain son vingtième anniversaire, est la seule tentative d' « intégration » réussie dans ce secteur. Encore ne concerne-t-il que la musique, ignorant le Festival du jeune théâtre qui se déroule parailèlement. Liège connaît une ani-mation culturelle intense, favorisée servir de lien. L'école flamande de par une infrastructure développée : peinture n'a jamais trouvé d'équivasept théâtres, un opéra, une troupe lent ici. L'école liégeoise de violon théâtrale permanente, un orchestre n'a pas survécu à celul qui avait de quatre cents artistes et techni- entier, Eugène Isaye, dont le studio ciens permettent de présenter une a été lidèlement reconstitué dans les qualité et une quantité de spectacles inhabituelles dans une ville de cette importance - qui consacre il est la culture, soit 4 250 F par habitant, sans compter l'aide de l'Etat pour tice. « Le wallon était un dialecte les investissements et certains frais

de fonctionnement. L'exaltation du riche passé lièreois est également entratenue par une floraison de musées - une quinzalne - tandis que la municipalité s'attache à restaurer les hôtels et maisons des clècles passés ayant résisté aux destructions qui furent

renommée au-delà de la province l'université de Llège accueille neu mille sept cents étudiants et mille cina cents chercheurs.

Cette richesse contribue encore à distinguer Liège des autres grandes villes wallonnes. Charlerol l'Industrielle et Namur la guerrière. La Belgique rement à la Flandre, un héritage de cent musiciens, un centre lyrique porté son renom dans le monde locaux du Conservatoire. De César Franck à Georges Simenon, les artistes natifs de Liège sont allés ailleurs conquérir leur célébrilé. L'identité pas une langue, disent les Liégeois c'est la romanité, la latinité, » = Fina lement, la communauté francophone ne se retrouve guère que tace à l'entité tlamande Bernimolin, chef du protocole et des reste du temps, le Liégeois préfère

《Francité》 et 《francolâtrie》

'AFFIRMATION de la «francité» tre ans plus tard, la ville témoignail prend ici une signification sai- une nouvelle fois de sa terveur en sissante, parlois même excessive, accueillant les pays de langue fran-

nour aller voir Cyrano de Bergerac à la Comédie-Française. Tout ce qui est français parle au nirs napoléoniens attira cent

la francophonie pendant un mois, du 15 septembre au 14 octobre 1973. Concerts, expositions, représentations folkloriques, théêtre, congrès et colloques réunissant dix-sept pays faisaient vivre la ville dans une

pas seulement l'expression d'une minorité dirigeante. Chacun lei se souvient de la mésaventure survenue à un homme politique local qui n'avait pas cru bon, au cours d'une cérémonie publique, de se lever pendant l'exécution de la Marseillaise dans l'orchestration d'Hector Berlioz - estimant que ce n'était pas l'hymne national français. Sur le plan électorel, il a mis trois ans à se relever de ce faux pas. - Notre amitié pour la France est réelle, même si elle n'est pas partagée. C'est un mythe à respecter sous

enioncé dans le monde germanique. »

des Liégeois. En retour, le Liègeois vague, et même, aux yeux de certains peut-être, Liègeois avant tout : telle

souvent le lot de la ville. Cette tourner son regard vers la France.

provocante aux yeux des adversaires, oul la qualifient de « françolâtrie ». Première ville non trancaise à avoir reçu la Légion d'honneur pour son comportement lors de l'Invasion de la Belgique en août 1914, Liège célèbra chaque année le 14 juillet avec davantage de faste et de liesse que la fête populaire belge, une semaine plus tard. « Nous nous alimentons en permanence à la culture, à la vie trançalse, explique M. Bernimolin, L'autoroute nous a encore rapprochés de la France, » C'est ainsi que des colonies de Liégeois font 350 kilomètres

cœur du Liégeois. En 1969, le cinquantenaire de la remise à la ville de la Lègion d'honneur fut fêté pendant quinze jours. Une exposition de -- Développer un e recherche mille visiteurs, et une autre, consa-scientifique appliquée pour battre les crèe à « la France d'aujourd'hui et pays industriellement meilleur mar-ché sur le terrein de la conneis-che sur le terrein de la conneismille visiteurs, et une autre, consatrouvé place à une représentation de la Comédie-Française falllirent déclencher une émeute, - On paut traduire cetta amorce de contastation par un impératif : ne nous sevrez pas de culture française», écrivit peu après la Gazette de Liège. Qua-

fond pour tous produits, email lès d'un faconnage délicat COCKERILL Planemei (3 oles pour émaillage de panneaux avec garantie de pla-COCKERILL Radia fage central. COCKERILL SLS truction et le matériel roulant fermes et pannes de toitures colonnes et portiques chássis de maisons préfabriquées ou Cockerill joints DBC, Cockerill ambiance de fête permanente. Cerclatil, Cockerill Nomatil Le militantisme francophone n'est Magnetil BC, Cockerill joints pleins, il n'est pas une application de l'acier pour laquelle COCKERILL n'ait cherché étudié, imaginé et, finaleme tion Mécanique ou Rudolf Diesel surveilla en personne le montage d'un de ses presée, outre ses fabrications tra ditionnelles de locomotives de manœuvre, de chaudières

pelno de se faire balayer de la vie publique », avoue M. Goldine. - Liège est la ville francophi plus septentrionale, renchérit non sans orgueil M. Bernimolin. A 15 kilomètres d'ici, on parle tiamand, à 25 kilomètres, hottandais, à 30 kilomètres, ailemand. Nous sommes un avant-poste, un coin de la romanité

PACIFIX MOI FLEMALLE-HAUTE / BEL



BANQUE NATIONALE DE PARIS

Siège Social: 16, Boulevard des Italiens 75009 Paris

Un kaléidoscope

ECEMMENT, divers groupements et autorités organisèrent à Liège des journées économiques baptisées « Portes ouvertes sur la France ».

En prenant une telle enseigne, les organisateurs faisaient la preuve qu'ils savaient ce que litote veut dire. Tant il est clair que jamais porte ne s'est fermée entre la Wallonie et la France, qui habitent d'ailleurs un peu la même maison.

Un long passé commun une langue trançaise dont les Wallons. paraphrasant Albert Camus, pourraient dire qu'elle est une de leurs patries, une façon presque identique de sentir les choses de l'esprit et de goûter celles de la vie, un souci permanent des libertés Individuelles et collectives démontré à l'unisson dans un passé encore fort présent à notre sensibilité commune : l'inclination est naturelle. Chez nous, en Wallonie, elle s'exprime régulièrement d'une façon spontanée

Mais la France nous connaît-elle vralment ? Salt-elle notre spécificité ? Entrevoit-elle les extraordinaires possibilités que peut lui Offric dans le cadre de l'Europe en construction, une région qui au sein du Benelux, aux portes de l'Allemagne, à l'intersection des grands courants industriels, commerciaux et culturels européens est sa voisine par la géographie, mais sa sœur par le cœur et l'esprit?

Les industriels, les financiers, les commercants français, ont-lls mesuré les diverses possibilités d'échanges d'investissements et d'innovation que leur offre une coopération active avec leurs homologues de la région wallonne?

Dans le cadre d'une Belgique qui reconnaît désormais la spécificité de ses régions et tente de les organiser politiquement, la Wallonie se doit de présenter à ses voisins, à ses partenaires économiques, sa

Mais suffit-il d'une carte de visite lorsqu'il s'agit de présenter la Wallonie à la France ? Non, certes.

C'est pourquoi j'ai pensé qu'il serait utile que, dans ce supplément du journal le Monde consacré à notre région, et indépendamment des articles rédigés par les collaborateurs habituels du Monde, sous leur responsabilité, diverses personnalités wallonnes de divers horizons et aux fonctions très différentes fassent le point sur les multiples facettes de l'activité économique et sociale de la Wallonie.

M. A. Califice, ministre des affaires wallonnes, a bien voulu faire précèder d'un message ces diverses collaborations.

Seront abordés les sujets suivants : - L'intervention des pouvoirs publics en faveur des nouveaux Investissements -. par M. R. Charlier :

Les institutions financières et le renouveau de la région », par « Diversité et harmonie », par M. A. Hautot :

« La deuxième industrialisation », par M. J. Delruelle ;

La concertation sociale -, par M. A. Grandjean. MM. M. Thiry et J. Lejeune ont accepté de replacer ces diverses contributions dans le cadre de la communauté d'histoire, de pensée et d'intérêts de la France et de la Wallonie.

Au travers de ce kaléidoscope peut-étre le lecteur saisira-t-il comme un scintillement la volonté d'une terre ancienne et d'une race fière et ingénieuse de sortir d'une récente torpeur et de se hisser à la mesure des exigences et des mutations qu'exige l'Europe du dernier

JEAN GOL

secrétaire d'Etct à l'économie régionale wallonne.

Les institutions financières et le renouveau de la région

renouveau de la Wallonie, il faut

 Les uns, qui s'expriment dans les mécanismes des lois d'expansion économique ;

- Les autres, consentis plus particulièrement par le système bancaire, lequel d'ailleurs joue aussi un rôle important dans la mise en œuvre de ces lois.

1) La Belgique s'est donnée un sion économique » qui se sont révélées tout à la fois un excellent tutions privées et publiques de en Belgique.

sante et une situation géographi-

que favorable - pouvait se tour-

ner d'emblée vers des secteurs

plus dynamiques, nés des récentes découvertes scientifiques, en chi-

mie et en electromécanique, par

Or l'industrie wallonne lourde

exige des entreprises de grande

dimension, où les produits nou-

veaux remplacent plus difficile-ment les produits traditionnels à

longue durée de vie et à faible

rentabilité. On le voit, le passé

industriel de la Wallonie est aussi

souvent un passif. Le vieillisse-

ment structurel s'ajoute aujour-

d'hui aux effets de la crise

Mais les enseignements du

passe conjugués à la prise de

conscience engendrée par la ré-

cession assureront à la Wallonie

un second souffle économique,

d'autant que la région dispose

d'atouts suffisants pour assurer

Située au cœur du Marche

commun, la Wallonie se trouve

également au centre d'une région

son tissu industriel.

conjoncturelle internationale.

épingier deux ensembles d'efforts: forme de subsides en intérêt ou de garantie. Les crédits peuvent être accordés dans le cadre de ces lois soit par des institutions publiques d'investissement ou de crédit, soit par des organismes internationaux, soit enfin par des orga-nismes privés de crédit, c'est-àdire la plupart des banques établies en Belgique.

De 1959, date de la mise en ensemble de lois dites « d'expan- vigueur de la première loi d'expansion économique, à 1975, la Wallonie s'est vu attribuer près instrument de développement de 40 % du total, pour cette régional et un moyen efficace de période, des projets d'investisconjuguer les efforts des insti- sements étrangers et nationaux

INVESTISSEMENTS PREVUS	En millions de francs beiges à prix courant	En %
Wallonie	225 652	39,6
(Hainaut)	102 078	(17,9)
(Liège)	80 208	(14,1)
(Luxembourg)	6 678	(1,2)
(Namur)	17 047	(3)
(Brabant wallon)	19 640	(3,4)
Plandre	330 996	58
Bruxelles-Capitale	13 688	2.4

S i l'on veut mettre en évidence crédit. Ces lois ont pour but de le rôle joué par les institutions (inancières dans le les créations d'emplois. Elles préles créations d'emplois. Elles pré-voient une aide de l'Etat sous été projetés dans les industries dérablement accrue depuis 1972 : de 12 % environ à 56 % en 1975.

INVESTISSEMENTS	En % du total en Belgique					
PREVUS	1972	1973	1974	1975		
Wallonie (Hainaut) (Liège) (Luzembourg) (Namur) Brahant (wallon) Flandre Bruxelies-Capitale	11,9 (2,2) (5,6) (3,6) (9,5) 63,8 24,3	33,4 (11,3) (6,8) (13,2) 	42.5 (23.2) (16.2) (1,3) (8,6) (1.2) 51.3 4.2	\$5,9 (23,6) (19,7) (9,2) (3,3) 44,1		

les secteurs devaient se financer des recours aux marchés financiers (et. en particulier, aux banques privées) et le reste par financement interne (en Flandre: 44 %, à Bruxelles : 62 % et 46 % pour l'ensemble du royaume).

De ces quelques statistiques, il ressort manifestement que depuis plusieurs années tous les organismes financiers, publics ou prives, consentent un effort considerable pour le renouveau de la

La restructuration du tissu in-

dustriel wallon passe encore par

le développement de branches

d'activités nouvelles ou existan-

tes, en expansion rapide, faisant

appel à des technologies de

pointe, valorisant et amplifiant par là le potentiel régional de

recherche-développement et assu-

rant des emplois hautement qua-

nouveaux débouchés commer-

ciaux, la Wallonie a entamé ces

dernières années le processus de

sa deuxième industrialisation. Les

créneaux en sont déterminés, les

principales orientations d'une poli-

tique industrielle pour la région

wallonne ont dégagé les critères

de sélection des projets d'inves-

Grace à des investissements

liflés.

2) L'ensemble des grandes banprévus de 1959 à 1975 dans tous ques beiges et de nombreuses hanques de taille moyenne sont pour 48 % en Wallonie grace à représentées de puis longtemps dans toutes les parties du pays par un réseau extrêmement dense de sièges et d'agences qui satisfont aux besoins non seulement des particuliers, mais des entreprises de toute taille de chaque région. Ainsi, la Wallonie beneficie des services de plus de mille implantations bancaires, qui vont de l'agence (occupant deux ou trois personnes en moyenne), localisée dans les petites communes, au siège bancaire roccupant deux cents à trois cents personnes), situe dans les grandes villes. Ces banques disposent de movens

financiers importants grace notamment à un taux d'enarre appréciable de la part des parti-

Les banques privées ne s'occupent pas seulement de l'octroi et de la gestion de crédits. Elles mettent progressivement à la disposition des entreprises un ensemble de services nouveaux ou qui existaient déjà autrefois, mais qui n'étaient pas assez systematiquement rendus ou développés.

Les banques qui disposent d'un réseau international participations ou de correspondants étrangers s'elforcent d'aider les entreprises en les mettant en contact avec des fournisseurs, des clients et des partenaires étrangers potentiels. Dans ces domaines, bien des choses sont possibles:

- Groupement de fournisseurs, notamment pour la vente de biens d'équipements à l'étranger : - Information plus large visant

à mettre en contact des offres étrangers, notamment à des in- et des demandes tant commerciales que financières ; - luse à la disposition des

entreprises d'informations d'ordre juridique, économique et financier, notamment en ce qui concerne les pays lointains;

- Développement des activités de fusions et d'acquisitions à l'échelle nationale et internatio-

Mais là ne s'arrête pas le rôle actuel des banques :

- Elles peuvent offrir aussi des services d'analyse de gestion financière sous toutes ses faces. depuis des études qui facilitent l'accès aux marchés des capitaux jusqu'aux problèmes d'offres publiques d'achat, en passant par des études d' « engineering financier;

- Elles peuvent développer des techniques plus ou moins nouvelles de « renting », de « factoring » et de « leasing », voire une aide en matière d'informatique, de calcul

de paie et de comptabilité. Sans que ceci implique en quoi que ce soit un désintéret pour les grandes entreprises, on peut dire que les institutions financières aldent, plus encore que dans le passé, les petites et moyennes entreprises. En Wallonie, II y a dix-huit mille entreprises de ce type, groupant chacune de cinq à quatre-vingt-dix-neuf travailleurs Ces efforts sont largement justi-

- Les petites et moyenne entreprises, on l'a signale bien souvent, disposent de moins de moyens pour se défendre et pour accèder aux marchés des capitaux;

— Mais ceux qui les dirigent sont souvent parmi les meilleur entrepreneurs, au sens schumpétérien du terme ; ils constituent toujours l'essentiel d'une classe moyenne, facteur important de

stabilité dans toute société. Certes, on ne peut pas dire que tous les problèmes de la Walionie, terre de vieille industrialisation, soient en voie de solution ni que les seules interventions des insti-tutions financières soient susceptibles de les résoudre. Mais les premiers signes d'un renouveau wallon se laissent déjà entrevoir et les investissements et les aídes qui ont été consentis pour la Wallonie ne sont certes pas étrangers à cette évolution.

> R: HENRION ancien ministre des finan professeur à l'université Ubre de Bruzelies.

D'une communauté

(Suite de la page 23)

Et sans doute cette têtue fidélité au fover central d'une civilisation est-eile un attribut natural des pays de marches : ce sont les zones en bordure, et surtout si elles sont en bordure du côté le plus historiquement exposé, qui sentent avec le plus d'urgence le besoin d'une solidarité avec le centre. Sans doute aussi, pas plus qu'il ne suffit de bons sentiments pour faire de la bonne littérature, il ne suffit pas de attraction pour en faire la base d'une bonne colitique suprenationale ou transnationale. A considérer cependant le rôle et les destins de ce cap des provinces de langue trançaise qui s'avance extrêmement au nordnord-est entre Flandre, Pays-Bas et Allemagne, on apercoit ce qu'il y a de naturelle nécessité dans cette communauté France-Wallonie, communauté que l'histoire, une configuration geographique, la langue et la culture. une semblable conception de la

société moderne comme des devoirs

el des plaisirs de la vie, ont de très longtemps faconnée.

Mais si ce tissu d'une civilisation intimement tramé par les siècles, la diplomatie et la loi n'ont pas su tirer toute la leçon de l'atavique est coopération culturelle entre France et communauté culturelle de Belgique (et donc Wallonie) est resté longtemps en souffrance.

Or cette communauté, œuvre très complexe de la nature, du temps et des hommes, nous avons besoin d'elle, aussi étroite que possible. Nous: non seulement nous Wallons. qui vivons essentiellement d'une certaine vie française et ne voulons pas laisser altérer celle-ci, mais aussi l'Europe, donc la France.

La vocation européenne est de supprimer ces cloisons, les frontières. Quant à la Belgique, le décloisonnement s'est fait largement du côté Hollande, notamment à travers le Benefux. Il reste à décloisonner, le plus totalement possible et dans tous les domaines, côté France.

Depuis 150 ans un des noms les plus prestigieux

du monde merveilleux de la cristallerie

MARCEL THIRY

niques et électriques), on a voulu ERRE d'histoire et de maritime desservie par un imculture, région de folklore portant reseau d'autoroutes, de raffiner les productions : en plus et de tourisme, la Wallonie chemins de fer, de voies navigades barres d'acier, on produit des tôles minces, magnétiques, prépossède aussi une longue tradibles intérieures et d'aéroports tion d'industrialisation : dès la commerciaux stratégiquement sipeintes; en plus du verre plat, première moitié du dix-neuvième tues. La qualité de ses réserves on produit des verres de couleur, de main-d'œuvre alliée aux avansiècle, celle-ci se développait sur à haute résistance, doubles isola base des mines de charbon et

tages d'une infrastructure adédes industries du fer, du ciment, quate, l'équipement de ses zonings du verre, des métaux non ferreux industriels, l'accueil réservé aux investisseurs locaux et étrangers. et des constructions mécaniques. les différentes formes d'interven-A la fin de la seconde guerre tion de l'Etat pour encourager le mondiale, la région wallonne a développement d'activités nourepris ses activités traditionnelles velles, tout cela contribuera au renouvéau économique et social dominées par l'industrie lourde, tandis que la Flandre — moins de la Wallonie, industrialisée au départ, mais servie par une démographie crois-

La deuxième industrialisation

Porte - parole des employeurs des secteurs industriel et tertiaire de la région. l'Union wallonne des entreprises entend favorisant et en encourageant le dynamisme des dirigeants d'entreprise et en suscitant un dialogue constructif avec les institutions régionalisées nouvellement

D'ores et déjà les entreprises privées ont réalisé une reconversion interne pour adapter leur outil de production aux nouveaux besoins du marché et aux possibilités de la technologie moderne. C'est ainsi que, a partir des industries de base anciennes et réputées (sidérurgie, verrerie, constructions métalliques, méca-

ements à encourager. L'initiative est aujourd'hui aux investisseurs wallons et étrangers. J. DELRUELLE président de l'Union wallon

des entreprises.

Diversité et harmonie

EPUIS la fin de la deuxlême lonie a découvert sa véritable vocation touristlave. .

C'est maintenant par milliers que vacanciers, promeneurs, excursionnistes, découvrent et savourent ses mérites. Un effort considérable d'équipement s'y développe, soutenu par des pouvoirs publics attentifs, d'une part, à l'apport socio-économique de cette activité à la région, et rèsulte pour l'harmonie de vie de

Ce qui sédult par-dessus tout. c'est l'exquise diversité du pays d'aspects et de caractères. Pavs d'ample douceur en Hesbaye, de charme tendre en Hainaut, de rochers, de lumière et d'eau le long de la Meuse namuroise et llégeoise, spectaçie âpre et profond des hautes Ardennes, c'est bien de richesses qu'il faut parler ici, sans qu'on puisse ignorer le par l'industrie.

C'est dans ce double aspect, beauté multiple de la nature et puissance de l'homme, que la Wallonie s'affirme aussi originale

Rien de plus facile que de pas-ser de la vision des hauts fournesux à la paix des rivières, de

la poussière des fours à la beauté des forêts. Et les corps jamais très loin de châteaux ravissants, de demeures attières de plus en plus ouvertes aux curlosités bénévoles des tou-

Pays de tradition, d'où le folklore et la lanque des aïeux n'ont jamais disparu. C'est aussi, aux marches de la France, un pays du plus haut goût de vivre et de vie de plus haut goût : il n'est que d'essayer la cuisine de ce pays pour savoir ce qu'est le ratnent d'une table dont les juges les plus sévères avouent sans barguigner les mérites émi-

Située à ce carrefour des peuples qui lui valut dans le passé d'être si souvent mise en danger, à ce carrefour aussi d'influences et de civilisations qui ont nourri en tout temps sa est aujourd'hul encore carrelour, mais de travail, d'Intelligence, de beauté et d'harmonie. C'est la sans doute son apport original à une Europe touristique, dont les tes se veulent d'harmo-

> A. HAULOT, commissaire général au tourisme.

manufacture de cristaux du une qualité de la vie, une qualité pour la vie!

Agent général pour la France: PORCELAINES THARAUD - Limoges
Bureau et exposition: rue de Paradis, 51. Paris 75010.Tél.770.92.90

OPINIONS ET ANALYSES WALLONNES

L'intervention des pouvoirs publics en faveur des nouveaux investissements

A Wallonie, une des trois régions belges, est surtout caractérisée, sur le plan économique, par l'existence d'une industrie résultant de la révolution industrielle du dix-neuvième

Dès après la première guerre mondiale, certains signes d'essouf-flement se manifestèrent pour toute une série de raisons. Ces faiblesses s'amplifièrent encore après 1945. Les autorités nationales et régionales décidèrent dès lors de pratiquer une politique de reconversion tant au niveau de la structure industrielle qu'à celui des équipements collectifs d'in-frastructure.

Les autorités belges restent bien conscientes du fait que les entre-prises nationales, réputées pour leur dynamisme et l'esprit de productivité de leur personnel, ne peuvent à elles seules atteindre les objectifs sectoriels, technologiques et régionaux du Plan, seuls susceptibles de surmonter avec succès les handicaps actuels. Les investisseurs étrangers sont dès lors accueillis favorablement en Belgique, pays qui, de tout temps, a adopté une attitude libérale à l'égard des implantations étrangères. Dans cet esprit, une approche active des investissements étrangers fut mise sur pied dès 1955, et elle se poursuit toujours, grâce à une étroite coopération

entre les milleux économiques nationaux et régionaux Les or-ganismes financiers installés en Belgique épaulent de manière efficace et constructive l'action officielle. Rien ne permet de dire que cette position doit changer

prochainement, bien au contraire. Les efforts de diversification résolument entamés requièrent un important volume d'investissements. Dans cette optique, le gou-vernement a, dès 1959, tradult sa volonté d'industrialisation et de reconversion industrielle dans des lois favorisant le développement de nouvelles entreprises ou l'extension de firmes existantes.

En 1970, une nouvelle loi a revu complètement l'encadrement juridique du système, qui repose notamment sur :

- Un pilier régional ; - Un pilier industriel ;

— Ainsi ou'un piller d'aides à l'infrastruci La possibilité d'aides dans d'autres parties du pays reste ouverte notamment pour le développe-ment des petites et moyennes entreprises, qui peuvent bénéfi-

cier d'aides non négligeables. Dans chaque système légal, les incitants financiers directs consistent en une intervention financière, liée à la valeur des (terrains, bâtiments, équipements et investissements immatériels),

dont l'intensité est fixée en fonction des mérites propres du projet sous l'angle de l'emploi, de l'exportation on de la technologie par exemple. L'aide de l'Etat peut revêtir la

forme d'une prime en capital ou d'un subside en intérêt : - Prime en capital lorsque les investissements sont financés par

fonds propres : - Subside en intérêt en cas d'appel au crédit, c'est-à-dire une réduction du taux d'Intérêt à naver à l'organisme de crédit agréé (public ou privé).

L'intensité maximale corres-pond à une réduction du taux d'intérêt de 5 % pendant cinq ans sur un montant ne pouvant dépasser les trois quarts de la valeur des immobilisés. Lorsque les circonstances conjoncturelles le rendent souhaitable, ce qui est le cas actuellement, il est prévu que l'intensité de la réduction peut passer à 7 %, soit donc une aide totale brute de 21 % du volume investi. Il existe aussi une possibilité de financement, par avance récupérable mais sans intérêt, des travaux de recherche et de mise au point, de proto-types, de produits et de procédés nouveaux. L'intervention peut ici atteindre 80 % des coûts.

Des incitants fiscaux sont attribués, comme les incitants financiers ; on y retrouve :

- L'exonération, jusqu'à cinq ans, du précompte immobilier (impôt annuel sur les revenus des immetables); - L'exonération du droit d'en-

registrement de 1 % dû sur les apports en capital (augmentation et apport initial); - La possibilité de pratiquer, pendant trois ans, des amortissements doubles (en cas d'amor-

tissements linéaires).

A côté de ces incitants directs, il ne faut pas négliger les inter-ventions indirectes couvrant l'aige à la création des infrastructures industrielles d'accueil. Des sociétés

d'équipement économique sont habilitées à exproprier des terrains et à les aménager pour les mettre à la disposition des industriels. A l'heure actuelle, l'ensemble de la région wallonne est pourvue de quatre-vingt-quatre parcs industriels équipés, judicieument répartis selon les disponibilités de main-d'œuvre et les exigences techniques. Il est possible d'acquerir ces terrains à des prix intéressants.

Tout ceia, brièvement résur fait ressortir la volonté gouverne mentale de surmonter, dans cette région, les problèmes actuels. L'important arsenal des mesures disponibles en fait fol

En outre, les services officiels belges sont outillés pour documenter rapidement et complètement les industriels étrangers sur la Belgique. Ils sont équipés pour organiser des visites de terrains industriels. Les chiffres connus des investissements étrangers en Belgique font ressortir l'attrait qu'exerce la Belgique sur les investisseurs étrangers. Entre 1959 et 1975, des investissements étrangers pour 180 milliards de FB ont été recensés. En prenant les chif-fres des trois dernières années, on arrive, pour les investissements étrangers dans les industries ma-nufacturières uniquement, à un total de 40 milliards de FB dont 17.3 milliards de FB pour la

La proximité de la France et de la Belgique, et de la Wallonie en particulier, est telle que tout ce qui est dit ci-dessus peut être vérifié sans perdre de temps, par des visites sur place, par des contacts avec les industries établies, par des entretiens avec les autorités officielles. L'expérience mérite d'être tentée, il convient de la tenter.

. R. CHARLIER

(PUBLICITE)

France et Wallonie

Parmi les frontières, en est-il une qui paraisse automodit. moins naturelle que celle qui sépare la Wallonie de la France? Louis XIV ne l'a d'ailleurs reconnue que sous la contrainte de « parler belge » ? Que poude l'Europe : mieux que ses victoires, elle rappelle ses défaites. Et celles-ci auraient pu être pires. Mariembourg, Philippeville et Bouillon seraient restées francaises sans le retour de l'Aigle et sans Waterioo. Mais ce ne sont là que « cicatrices > de l'histoire militaire et diplomatique. Entre la chaine des « évènements », l'histoire profonde -- celle de tous et de tous les jours - continue à tisser sa trame, comme Péné-lope sa toile en attendant le retour d'Ulysse. Et elle la tisse pardessus cette frontière, dans les mêmes plaines, sur les mêmes coteaux, dans les mêmes Ardennes, le long des mêmes rivières : Escaut, Sambre et Meuse. Les mêmes cultures ont occupé les jours des hommes et façonné leur mentalité. Picard, wallon et, vers le sud champenois et lorrain, tels sont leurs dialectes. Et. par-dessus la frontière, une seule et même langue règne : celle de

La même langue! (Comme tous les autres peuples, les Français ont longtemps cru que « le génie de chaque nation (...) est surtout dans sa langue ») (Michelet). La défaite de Sedan et la perte de l'Alsace ont tout changé. Ni <u>Renan, ni Fustel de Coulanges,</u> ni Lavisse, ne pouvaient admettre que la langue justifiat, si peu que ce soit, l'appartenance allemande de l'Alsace. La victoire de 1918 a dissipé cette hantise. Depuis lors, Ferdinand Lot, Marc Bloch, René Grousset, ont reconnu usage d'une « langue vulgaire », à la langue le rôle qu'elle avait celle-ci eût été. pour la partie eu (parmi d'autres facteurs) dans la cristallisation des consciences nationales. Le simple peuple n'en avait jamais douté. Chaque nation

ayant «sa» langue (les Anglais, une qui paraisse aujourd'hui l'anglais, les Allemands, l'allemand, etc.), les Belges devalent avoir la leur. Combien d'amis français ne nous ont pas demandé vions-nous répondre ? Sinon que, comme eux-mêmes et avec l'accent de notre province, nous ne parlions que le français.

Il eût été impertinent d'ajouter que nos ancetres avaient adonté cette langue bien avant nombre de provinces françaises. Et cepen-

Nous sommes au treizième siè-cle, peu après 1230, trois siècles avant l'ordonnance de Villers-Cotterets. Le vainqueur de Bouvines est mort. Son fils a partiellement hérité du Languedoc. Son petit-fils va sanctifier son règne. A Liège, pour la première sols des seigneurs français sont appelés à régir l'évêché et le pays. L'évêque est suffragant de Colo-gne : le pays, fief d'empire. Tout semble les orienter vers l'Allemagne. Mais le dialecte roman (nous disons aujourd'hui : a wallon a), qui s'est fixé dans toute la moitié méridionale du diocèse de Liège, le lie au monde d'oil, plus particulièrement au monde picard dont il partage certains traits dialectaux. Aussi, lorsque à l'universite de Parls, alors en plein essor, la faculté des arts se divise en « nations », la plupart des cleres liègeois s'inscrivent naturellement dans la « nation picarde ». Ils y rencontrent les étudiants des diocèses picards de la grande province ecclésiastique de Reims. On aurait donc pu croire que, en ce moment ou la renaissance de l'écrit et la laicisation de la culture invitaient les chancelleries et les greffes à saire romane du diocèse, le « roman liègeois » ou le « picard », dont l'audience était large et la littérature, riche et diverse.

Or, il n'en fut rien, L'un des premiers actes liégeois que nous avons conservés en langue vulgaire (1236) affirme dans sa morphologie « une allure tellement française déjà qu'elle évoque à peine le walion » (L. Remacle). D'emblée et sans contrainte, les Liégeois ont adouté la langue que la France d'oîl se créait par-dessus la diversité et la rusticité de ses dialectes et de ses patois. Cette option, qui fut également celle intellectuel des terroirs romans de Belgique. Elle a facilité leurs rapports avec la France et, par elle, avec le monde — mêie leurs sculpteurs, leurs peintres, leurs graveurs, musiciens, aux créateurs de l'art français — généralisé la diffusion des principes de la Révolution. Finalement, elle a précipité Liège et la partie wallonne de sa République française (1793).

En 1830, l'élite sociale et politique qui représentait la nation belge (1 % environ de la population) était toute française de culture. Cent ans plus tard, cette situation était complètement bouleversée. La Flandre s'était donné une langue par-dessus ses patols. La dualité des cultures a triomphé en Belgique avec le suffrage universel. C'est seulement au sud de la frontière linguistique que l'enseignement se fait intégralement en français. Mais, d'autre part, tous les Wallons le recoivent.

Depuis 1914, l'enseignement primaire est devenu obligatoire, une trentaine d'années après la République, et avec les mêmes résul-tats. Si un Gaston Bonheur wallon recueillait les textes de dictées, les pages d'anthologie et la plus grande partie des manuels qui jour après jour et durant des années, ont composé notre être mental, il constaterait que les Wallons ont été formes selon l'esprit et la lettre des écoles de Jules Ferry.

Sans doute faut-il ajouter à ce premier bagage ce que, de Tournai à Liège et de Nivelles à Bouillon, ia vie nous a appris et qui nuance nos diverses communautés et les distingue plus ou moins de telle province française et de Paris, notre capitale spirituelle commune. Néanmoins, en dehors de l'Hexagone, les Français ne trouveront nulle part « un morceau de France » qui leur soit à ce point semblable et à ce point fidèle.

> JEAN LEJEUNE professeur à l'université de Lièps.

La concertation sociale

naires sociaux s'est parti-culièrement développée en Belgique depuis la seconde guerre mondiale. Pendant près d'un quart de siècle, elle se limite ependant au niveau national, tant sur le plan économique au travers du Conseil central de l'économie et de ses conseils professionnels que sur le plan social par l'intermédiaire du Conseil national du travail et des commissions paritaires.

La loi du 15 juillet 1980 portant organisation de la planification et de la décentralisation économique, en créant les conseils économiques régionaux, va instituer cette concertation au niveau d'emploi et de formation, d'ex-régional. Mais elle va instaurer pansion économique, de politique une innovation en doublant la sociaux d'une concertation entre l'aménagement comme l'équipecenx-ci et les hommes politiques

de la région. est en effet d'associer plus étroitement les régions à l'élaboration de la politique économique et à son execution, et de veiller à une participation plus large et plus directe de l'ensemble des milieux

C'est ainsi que le Conseil économique régional de Walionie (C.E.R.W.) est composé pour moitié de représentants des milieux socio-économiques — les repré-sentants des organisations repré-sentatives des travailleurs y siègent paritairement avec les représentants des entreprises, des classes moyennes et de l'agriculture — et pour moltié de mandataires politiques : parlemen-taires de la région représentant proportionnellement les différents partis et mandataires provinciaux représentant les différentes pro-

vinces de Wallonie. Les conseils économiques régio-naux sont essentiellement des assemblées consultatives dans le domaine economico-social. Ils ont une compétence d'avis et une compétence générale de recommandation. Certains avis sont préalables à la décision du gouvernement : c'est notamment le cas en ce qui concerne la répartition des principaux crédits budgétaires qui concernent l'expansion économique régionale et leur affectation. Cette compétence recouvre deux domaines d'intervention. Le premier concerne les crédits localisables des budgets inistériels et, dans ce cadre, le C.E.R.W. est appelé à donner un avis sur les programmes prévus pour la Wallonie en matière d'infrastructure économique et sociale, notamment les travaux publics, les communications, l'aménagement du territoire, les equipements socio-collectifs. Le second domaine dintervention concerne les fonds à vocation regionale dont il s'agit de dégager la destination et d'obtenir l'engagement : fonds d'expansion économique, fonds de solidarité nationale, fonds européen de développement régional.

Le CERW. donne également

A concertation entre parte- un avis préalable sur les projets et propositions de lois aux règlements généraux relatifs au développement régional

La mission essentielle des conseils économiques régionaux est certes l'adoption du projet du plan régional. C'est à l'unanimité de ses membres que le C.E.R.W. a ainsi défini dès juillet 1974 les priorités fondamentales qui devraient être celles de la communauté wallonne d'ici à 1980 et opéré les choix de base portant sur les principaux moyens et politiques permettant la réalisation la plus satisfaisante des grands objectifs proposés pour la Wallonie, que ce soit en matière pansion économique, de politique industrielle, ou en ce qui concerne ertation entre partenaires les transports, l'environnement, ment du territoire.

C'est unanimement que le L'objectif essentiel de cette loi C.E.R.W. vient également de refuser d'adopter le projet de plan 1967-1980 qui était proposé par le gouvernement dans la mesure où son application ne permet pas un développement équilibré des diverses régions du pays.

Le dialogue qui s'est établi au sein de notre conseil nous a éga-lement permis de dégager les mesures de sélectivité régionale à prendre en matière budgétaire et de crédit comme les éléments d'un programme wallon de défense et de promotion de l'emploi.

La concertation an niveau régional a d'autant plus d'impact qu'elle reflète la position de l'ensemble des forces vives d'une région. Bien que le pouvoir central ne prenne pas toujours les mesures que l'on serait en droit d'attendre, elle permet cependant res d'infléchir la politique nationale dans un sens beaucoup plus favorable aux intérêts de la région. Il ne faut cependant pas déduire des nombreux exemples d'unanimité une constante simultanéité d'opinion entre partenaires so-ciaux : celle-ci est mise à rude épreuve par les difficultés que nous traversons. Outre que le dialogue s'avère souvent constructif, son résultat est surtout le reflet d'une solidarité wallonne face à un pouvoir central qui n'attache encore qu'une impor-tance secondaire aux réalités régionales ; la concertation a aussi d'autant plus d'intérêt qu'elle permet l'élaboration d'une conception giobale du développement de la région et constitue, dans ce cadre, un apprentissage des responsabilités régionales à venir.

Il faut que la réforme de la Constitution, achevée fin 1970, trouve rapidement son aboutlesement dans une décentralisation politique véritable au profit des régions.

L'expérience du Conseil écono mique régional le désigne natu-rellement pour être alors le principal organe de concertation sur le plan régional

> ALBERT GRANDJEAN secrétaire pénéral du Consell économique régional wallon.

INVESTIR **EN WALLONIE**

Pourauoi ?



Des aides financières substantielles et des avantages fiscaux sont accordés aux investisseurs.

- assistance financière pour la formation professionnelle ;
- régime fiscal favorable pour les dirigeants et cadres étrangers ;
- rapatriement libre des capitaux et dividendes ;
- aide financière à l'exportation hors Marché commun ;
- 🗣 avance de fonds sans intérêt pour la mise au point de prototypes;
- zones industrielles parfaitement équipées;
- assistance aux industriels lors des contacts avec l'administration.

Pour tous reaseignements, contacter :

Le Secrétariat d'État à l'Économie Régionale Wallonne, avenue des Arts, 19 H - boîte 3 1040 BRUXELLES Tél.: 02/219-46-20

les lières du mors

« LE BON PLAISIR », de Claude Manceron

Par YVES FLORENNE

ES hommes de la liberté peints par l'un d'eux (1): ES hommes de la liberte peints par l'un d'eux (1):
voilà Claude Manceron et son livre. Et quelle
libre peinture! La vie, la fougue, la passion qui
s'y dépensent ont séduit et entraîné dès le premier
volume. Sans doute aussi parce que cette passion est
toujours généreuse : Claude Manceron ne semble pas
pouvoir haïr. C'est que cet historien est romancier, non
seulement par le don du récit, mais parce qu'il a pour
ses personnages les yeux du créateur : c'est comme
s'il les avait faits.

s'il les avait faits.

Quoi! dira-t-on, vous nous parlez de personnages et de récit? Le roman d'aujourd'hui, déjà, ne les saurait sonffrir. Mais l'Histoire! Eh! oui, Claude Manceron a tout l'air d'ignorer notre Terreur intellectuelle. Tout homme de gauche qu'il soit, il ne sauvera pas sa tête. Mais peut-être pense-t-il qu'il ne s'en portera pas plus mal. Toujours est-il qu'il la « nouvelle histoire », à l'histoire au microscope et à l'histoire anonyme il lance un double défi : il revient à la fresque, et il semble bien croire que l'histoire est faite aussi, tout de même, par des individus. Sans doute, le peuple bouge au fond et en dessous, comme la mer qui les porte. Mais, enfin, ce sont ces figures, grandes, illustres, parfois simplement bruyantes ou médiocres, qui agissent et parlent sur ce théâtre.

La dimension de l'ouvrage et son souffle emporté

La dimension de l'ouvrage et son souffle emporté appelaient le mot « fresque ». Au vrai : un immense tableau d'histoire dont tous les personnages sont des portraits. Au bout de son déroulement, qui n'est pas portraits. Au bout de son déroulement, qui n'est pas encore à moitié, il apparaîtra probablement comme un « Sacre de la Révolution ». A cela près que notre peintre n'est pas guindé comme David, et qu'il met souvent au premier plan les savants, les artistes, les écrivains. Aussi le tissu de cette « histoire biographique entrecroisée » est-il traversé par Goya. Laclos. Sade. Diderot finissant. Schiller, et on ne s'étonnera pas que Beaumarchals tienne le devant de la scène : s'il s'éclipse. C'est pour faire une entrée plus éclatante. C'est d'ailleurs sur une comédie que se lève le rideau de ce troisième volume. Nous sommes en 1781. Le public reprend en chœur des couplets tels que celui-ci :

Vivent notre reine et notre roi ! Chacun d'nous les aime plus que soi.

L'auteur est un comédien ambitieux, un certain Collot d'Herbois. Devenu conventionnel et terroriste, il chantera une autre musique. Déjà, le biographe nous avait montré un enfant sage, bien vêtu, un peu gourmé, offrant un bouquet au jeune Louis XVI. Le roi n'avait sans doute pas entendu et sûrement pas retenu le nom de cet innocent en sain : Maximilien Robespierre. Il y a de quoi donner aux puissants et aux régnants des frissons dans le cou.

Chude Manceron se plait à mettre en évidence ces fils croisés du destin qui font l'histoire et la tragédie. Par exemple : un petit prince nommé Louis-

Philippe que tout exclut de l'espoir même du trône, au moment où nait le dauphin dont on prévoit qu'il y montera vers 1830... Au même instant entre à l'Ecole militaire, première marche vers un trône autrement retentissant, un neveu très imprévu et posthume du couple royal, et qui porte un prenom incongru :

I L va sans dire que l' « entrecroisement » des vies a l pour contrepoint celui des événements. Nous qui connaissons la suite et la fin, nous voyons partont la Révolution en transparence. Mais pas la seule révolution politique. Dans cette trame incroyablement riche, l'avenir se peint, à la fois avec humour, et tout brûlant de la prochaîne fièvre romantique. Vollà le mot lâche : avec le ballon du physicien Charles. Lequel vient de se colleter — au sens propre — avec l' « illustre médecin Marat ». Mais Marat tombe — pour quelques années — dans la trappe, cependant que Charles monte au ciel. Or, une petite fille est sur le point de naître, que le savant épousera vingt ans après, et qui sera l'Elvire de Lamartine, la première muse da romantisme français.

du romantisme français.

Ne nous y trompons pas : l'aérostat, que Beaumarchais appelle joliment « aérambule », la montgolfière, c'est plus que l'événement de ce temps : une des grandes aventures de l'humanité. Comparable à notre conquête de la lune, et même plus importante, puisque c'est la première fois — en dehors des mythes — que l'homme quitte la terre. Changement de ton : un autre chapitre du fivre s'intitule « l'Excessive mégalité des fortunes ». Un refrain — et une vérité — que nous entendons bourdonner partout autour de nous, de M. Marchais à M. Barre. Et voilà justement ce qui nous frappe dans ce livre na da romantisme francais. justement ce qui nous frappe dans ce livre, par l'éclairage qu'y trouve l'histoire : comme ce jeune hier ressemble à notre vieil anjourd'hui!

PAREILLEMENT, tout craque, sans que personne l'casse vralment rien, ni sache au juste pourquoi, ni trouve les moyens de l'empêcher. Et quelque chose commence, qu'on ignore, espère et redoute. Commencement qui n'est jamais recommencement; anssi ce sont moins les faits et les doctrines qui nous touchent, que l'air et les lumlères du temps, le mouvement dans l'esprit des hommes, le frémissement de la terre sous leurs pieds. Et pourtant, quelle différence! Ces hommes-là croyaient non seulement à la liberté, mais à la vie et au bonheur, et même à l'immortalité! L'obsession de l'absurde et du néant ne les détroisait pas. Claude Manceron leur ressemble. Il est réconfortant. Avec un prétexte à sérieuse méditation, il nous donne, par dessus le marché, ce « bon plaisir »— au meilleur sens — qu'on sent qu'il a pris à écrire son livre. C'est pourquoi ce livre-là, lui anssi, est bon.

(1) Les hommes de la liberté. Ill : Le bon plaisir. Robert Laffont, Paris, 1976, 1 vol. relié, 456 pages, 59 P.

AFRIQUE

REPORT FROM SWANENS HILL, EDUCATION AND EMPLOYMENT IN AN AFRICAN COUNTRY. — Patrick van Rensburg

★ Fondation Dag Hammarskjoeld, Almqvist & Wiksell, Uppsala, 1974, 235

Créer de toutes plices, en milleu ru-ral atricain, une école secondaire adaptée aux besoins de la société et de l'économic de subsistance : si la question se pose aujourd'hul avec acuité à certains diri-geants africains soucieux de préparer les conditions favorables à un e autre » développement, ce n'était encore qu'un dessein fort rare en 1962, hors des régions contrôlées par des mouvements révolu-tionnaires de libération.

controlees par des mouvements revolutionnaires de libération.

C'est pourtant la tuche à laquelle
s'est attelé à l'époque Patrick van Rensburg, un Sud-Africain estilé au Botswana
— qui n'était encore que le protectorat
britannique du Betchousnaland. Pratiquement sans argent, sans avoir inmême aucune expérience de l'enseignement et sans le concours de ces précieux experts rompus aux méthodes occidentales. Mais c'est précisément ce
manque de moyens qui l'a conduit à une
autre conception de l'école. Dés le départ,
les problèmes de financement l'ont
incité à associer les élèves à la construction des hétiments, à l'aménagement des
services, et même à l'approvisionnement en produits alimentaires. Très vite,
touts la communauté s'est trouvée impliquée dans le projet : l'école n'était plus
cet ilot coupé de la population et de
ses aspirations que produit immanquabiement la formule occidentale. Elle dispensait, certes, les éléments traditionnels du savoir, mais en accordant une
grande place à la formation pratique, à
l'apprentissage des techniques de base
(construction, agriculture, etc.), dont la
maîtrise servirait ensuite au développement de l'économie locale.

Le sucès de l'école de Swaneng Hill,

ment de l'économie locale.

Le succès de l'école de Swaneng Hill, des q brigades > de formation qui se multiplièrent autour d'elle, montre quelle peut être la véritable fonction d'une école qui ne cherche point à former des élites coupées du peuple, on de futurs chômeurs candidats à l'émigration rurale. Patrick van Renaburg raconte, après dix ans d'expérience, comment il a trouvé les moyens de surmonter les difficultés de son entreprise avec le concours actif des élèves et de l'ensemble de la population. De cette expérience riche d'enseignements, il tente ausai de dégager les éléments d'une stratégie faisant de l'école l'instrument de prédilection d'une politique de développement autonome au service des communautés rurales.

AFRIQUE DE SUD : YERS LA DECOLONISA-TION? QUELLE INDEPENDANCE POUR LE TRANSKEI? — Alexandre Kirby

* Centre Europe-Tiers-monde, Genère, 1976, 77 pages.

En une soixantaine de pages très denses, cette brochure fait le point de la situation au Transkei su moment ou il socède à l'indépendance. Ou plutôt il pose la question : quelle indépendance? La répartition des terres, les migrations de populations, le rôle des industries frontsilères blanches, l'organisation du pouvoir à l'intérieur du bantoustan et la dépendance économique du terrinoire sont les principaux points du territoire sont les principaux points étudiés ici. L'auteur, qui a rédicé cet ouvrage à la demande du Conseil meumenique des Eglises, ne dissimule pas la pauvreté des informations s'alistiques pauvreté des informations alatistiques disponibles, mais sa démonstration s'appule sur les études les plus sérieuses qui ont été menées à ce jour sur le problème des bantousians en rénéral, et du Transkei en particulier. Sa publication en français par les soins du Centre Europe-Tiers-monde de Genève, permettra au public de langue française de disposer d'une documentation sustincte mais d'autant plus appréciable que les mais d'autant plus appréciable que les ouvrages sur l'Afrique australe sont géné-ralement le fait d'auteurs angiophones.

TIERS-MONDE

FRANTZ FAHON. — Irène Gendzier

★ Le Seuil, coll. « L'histoire immèdiate ».

Paris, 1876, 222 pages, 39 F.

Irène Gendzier ne nous donce pas sculement une biographie complète de
Frantz Fanon, étayée sur de précedents
ouvrages consacrés à la vie de l'écrivainmilitant martiniquais et sur les témoignages qu'elle-même a recueillis auprès
de ceux qui l'ont connu. Elle s'applique
aurtout à suivre le cheminement d'une
pensée plus complexe qu'on ne la presente généralement en s'en tenant à
la réputation de Fanon, prophète de la
violence dans la lutte des moutements
de libération du tiers-monde. (Voir dans
le Monde diplomatique d'août 1972 :
critique que Juliette Minces a consacrée
à cet ouvrage qui vensit alors d'être
publié à New-York aux éditions Fantheon
Books)

AMÉRIQUES

LE BRESIL DES TRAVAILLEURS

★ C.F.O.T. - Information, Paris, 1976, 64 pages. a Au Brésil, le capitalisme a pris le militaire. Mais c'est le même capita-lisme qui, dans tous les pays qu'il do-mine, exploite les travailleurs et les empêche d'être les responsables de leur propre destin.

Extraites de la conclusion de l'ouvrage, ces phrases expliquent pourquoi la C.F.D.T. sans enlever la responsabilité de cs texte aux militants brésillens qui l'ont écrit (comme le souligne René Salanne dans son introduction), a décidé d'en assurer la publication. C'est là une excellente initiative. Elle témoigne d'une appréciation plus réaliste, de la part de certains syndicalistes français, de l'insertion actuelle de la France dans le capitalisme international. Elle offre, en outre, à un public qu'on espère large, une présentation du Brésil dense, claire, complète sur l'essentiel et accessible à tous. Encore ne s'agit-il pas seulement du Brésil en tant que tel (on relèvera néanmoins que la mortalité infantile est passée de 57 0/00 à 93 0/00 à Sao-Paulo de 1964 à 1973; ou que les enfants de plus de dix ans sont considérés par le recensement comme faisant partie de la population active) que du Brésil en tant que champ de manœuvre des entreprises étrangères, notamment françaises, qui ne peuvent s'empécher d'applaudir bruyamment la productivité, les bas salaires, « la discipline, l'ardeur au travail, l'enthousiasme des ouvriers brésiliens ». Extraites de la conclusion de l'ouvrage,

Hubert Beuve-Mery

ASIE

REGARDS FROIDS SUR LA CHINE. — Ouvrage collectif

★ Editions du Seuil, coll. « Politique »,

Paris, 1976, 318 pages, 15 F.

Ce livre regroupe une série d'articles rédigés par différents sinologues français. L'essentiel des contributions est consacré au développement économique de la Chine populaire et à son évolution politique. L'article de M. Ciaude Aubert intitulé : « Un décollage économique difficile » est d'un grand intérêt. Solgneusement documenté et tout en nuances, il éclaire tant l'originalité du mode de développement chinois que les difficultés rencontrées. Un autre texte, rédigé conjointement par Marianne Basrédigé conjointement par Marianne Bas-tid et Jean-Luc Domenach, retrace les événements qui ont marqué la vie poli-tique chinoise depuis 1969. Agréablement présenté et bâti aur une périodisation rigoureuse, cet article donne un aperçu de ce que pourrait être une simplorie de ca que pourrait être une sinologie française qui s'éléverait au niveau de celle des pays anglo-saxons

Nous en sommes loin et plusieurs des articles du recueil paraissent mai coincider avec le souci de sereine objectivité que suggère le titre choisi. Des rancunes tenaces semblent même encombrer l'esprit de quelques-uns de nos spécialistes. Ainsi, l'ouvrage débute par des propos de « table ronde » tenus en 1972, polémique sans grandeur contre le Monde et Mme Macciochi, coupables, ai nous avons bien compris, de nourrir des illusions sur la Chine.

ÉCONOMIE

NOUVELLE CRITIQUE DE L'ECONOMIE POLITIQUE ★ Calmann-Lévy, coll. a Perspectives de l'économique e, Paris, 1976, 290 pages, 39 F.

Les traveux de la nouvelle école cam-bridgienne, conduits par Joan Robinson et Piero Sraffa depuis une quinzaine d'années, sont l'objet d'un mouvement d'intérêt assez récent en France, notam-ment sous l'influence de C. Benetti. Ils se caractérisent par une exigence de rigueur dans la formalisation, un retour aux sourres de la pensée classique (Sraffa aux courres de la pensée classique (Sraffa a édité les œuvres complètes de Ricardo), et une tentative d'intégration de la pensée marxiste. Les textes réunis ici en

GUERRE

WAR IN EUROPEAN HISTORY. - Michael

* Oxford University Press, Londres, 1976, 165 pages, 3,5 livres. * Oxford University Press, Londres, 1975, 165 pages, 3,5 livres.

Tratter en quelque cent cinquante pages de l'évolution de la technologie militaire et de la piace de la guerre dans la société européenne depuis le Moyen Age était véritablement une gageure. L'auteur a pourtant tenu son pari, sans négliger les phénomènes sociaux, politiques ou technologiques qui ont déterminé cette évolution. Ainsi perçoit-on d'emblée, sans être invité à tenir compte des subtilités de la politique ou de la polémologie, que la guerre n'est pas un accident de l'histoira mais qu'elle set intimement liée, et le plus banalement, aux rapports entre les hommes, les peuples ou les nations. Que certains en tirent leurs conclusions définitives quant à l'inéluctabilité des conflits armés, c'est une autre affaire. Ce survoi rapide de la guerre en Europe a en tout cas le mérite de montrer que la civilisation n'à jamais hésité à se saisir des moyens les plus nouveaux offerts par la science et la technologie pour permettre aux nommes de mieux s'entretuer, dans la plus parfaite ignorance de la progression des idées ou des doctrines. Du jugement de Dieu à la bombe d'Hiroshims, on peut facilement deviner qui l'a emporté, de la technologie ou de la philosophie.

M. P.

EUROPE

THE GUARDIAN DIRECTORY OF PRESSURE GROUPS AND REPRESENTATIVE ASSOCIA-TIONS. - Peter Simpley (éd.)

★ Wilton House Publications, Londres, 1976, 266 pages, 7.50 livres. * Wilton House Publications, Londres, 1976, 286 pages, 7.50 livres.

Sans être officiellement reconnus et enregistrés comme aux États-Unis, les groupes de pression jouent un rôle important dans la vie politique britannique. C'est à eux, en particulier, que l'on doit les modifications importantes de la législation sur l'avortement, l'homosexualité, la peine de mort à la fin des années 60. Dans cet ouvrage fort utils pour connaître la réalité britannique son t donnés tous les renseignements souhaitables (avec historique, adresse, noms des responsables, publications, etc.) concernant plus de trois cent cinquante organisations allant de la Confédération de l'industrie britannique au Trade Unions Congress (T.U.C.), en passant par l'Association des femmes mariées, l'Association nationale pour l'eau pure, les Amis du Lake District et les divers groupes ou groupuscules politiques, culturels, écologiques. Une étonnante prise de contact avec la diversité de la société britannique.

B. C.

volume portent sur deux thèmes : capital prix et répartition » (articles de J.C. Harcourt, J. Robinson, A. Badhur) et « le retour des l'echniques »

dhur) et « le retour des techniques »
(P. Garegnani, L. Pasinetti, M. Nutti).
L'avant-propos de Christian Schmidt
appelle, notamment, à une « meilleure
prise en considération » de la relation
étioite entre Sraifa et Wittgenstein, qui
permettrait d'éclairer « une question fondamentale pour la critique de l'économie
politique : la critique de l'économie politique dout-elue impliquer le rejet ou, au
contraire, se fonder sur l'utilisation du
positiumme logique? » Cette « nouveauté »
intellectuelle (le positivisme logique),
oui sembie venir d'outre-Atlantique, n'est
malhaureusement pas définie. F. L.

SOCIÉTÉ

DEGAGE, ON AMENAGE. - J. de Legge et

* Edition « Le Cercle d'Or », Les Sables-d'Olonne, 1976.

d'Olonne, 1976.

Le titre dit assez qu'il s'agit d'une critique sans... ménagements, de l'aménagement du territoire ou, plus exactement, de l'arbitraire de certains choix et de la désinvolture de certaines méthodes dont le principe est le fait accompil. Les auteurs, l'un est psychologue, l'autre agronome, à travers un cas local précis et précisément étudié — celui de l' « aéroport international ouest-atlantique » — entendent dénoncer une agression non seulement française mais universelle : celle d'une civilisation urbaine et technocratique contre une civilisation rurale « condamnée sans appel » par la première. Y. F.

CINÉMA

LECTURES DE FILMS. — Jean Collet et autres, préface de Christian Metz

* Editions Albatros, coll. u ca cinema ", 'aris, 1978, 240 pages, 30 F. Voir un livre attendu par tous ceux qui, dans le sillage de Christian Metz. reconnaissent à la sémiologie le mérite d'avoir instauré quelque rigueur dans rétude du discours filmique.

rétude du discours filmique.

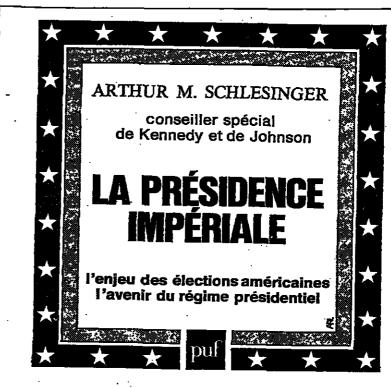
Jean Collet, Michel Marie, Danie! Percheron, Jean-Paul Simon et Mart Vernet, les cinq auteurs, ont repéré un certain nombre d'éléments discrets indispensables à une lecture plus fine des films et lis les déploient avec intelligence dans le souci légèrement diactique de favoriser une propédeutique à l'analyse du cinéma. Dans les vingt-sept articles qui marcellent ce livre, ils abordent pèlemèle l'économie du cinéma, son histoire, les genres, la technique, quelques concepts sémiologiques, sans jamais recheroner l'exhaustivité et en évitant la pédanterie. Ils parviennent à circouscrire l'état actuel de la théorie du film en conservant le mouvement même de la recherche, ses errances et ses palpitations.

Dans son introduction, Daniel Perche-

recherche, ses errances et ses paipitations.

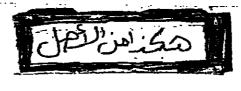
Dans son introduction. Daniel Percherm déclars : « Les articles fentent surtout de remplir une double tâche : d'une purt, taure le point, apporter des éléments d'information, votre des pièces nouvelles au dossier ; de l'autre, faire fonction de relais, de tremplin, de porte ouverte à des recherches à venir, plus gourmandes, mais hésitantes. »

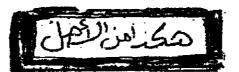
Alore que l'édition cinématographique se caractérise souvent par son ronronnement, un tel ouvrage offre des perspectives bien excitantes · il sère et carichit la tecture habituellement réductrice des films; · li élargit le texte filmique et arme les spectateurs pour une vision piurième de n'importe quel film.





Ainsi, la voix d'André Fontaine est-elle l'une de celles qui peuvent et osent encore affirmer le primat de la vérité, fût-elle amère, contre le mensonge, fût-il séduisant, de la liberté contre l'oppression, du renoncement nécessaire aux privilèges les plus scandaleux. Que ces voix soient enfin entendues des peuples et de leurs chefs et peut-être nous sera-f-il donné de vivre l'inespéré.





L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

· See William

. .

CINEM

 $\mathbb{R}^{n_1} \times \mathbb{R}^{n_2}$

RESIDENCE

James Carres gent el

PERIALE

TOPPER TO

Au Conseil de sécurité: trois vetos contre un embargo sur les ventes d'armes à l'Afrique du Sud

A YANT repris, le 28 septembre, son débat sur la Namibie, entamé le 31 août, le Conseil de sécurité a terminé l'examen du problème le 19 octobre, en rejetant le projet de résolution qui lui avait été présenté par sept de ses membres (Bénin, Guyana, Libye, Pakistan, Roumanie et Tanzanie). Le texte, prévoyant un embargo impératif sur les ventes d'aumements à Pretoria, a été approuvé par dix pays, mais les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont voté contre. Deux pays se sont abstenus : l'Italie et le Japon.

Les travaux de l'Assemblée géné-

L'Assemblée générale des Nations unles, pour-suivant les travaux de sa trente et unième session à New-York, a terminé son débat géné-ral qui s'était ouvert le 27 septembre. An total, cent trente et un délégués y ont participé.

cent trente et un delegues y ont participe.

Le 31 octobre, l'Assemblée a voté par cent
deux voix contre une — France — (avec vingthuit abstentions) en faveur d'un projet de
résolution présenté par le Cameroun et
condamnant la France pour sa politique à
Mayotte, île demeurée sous l'autorité française
alors que le reste de l'archipel des Commes a
accèdé à la souveraineté. Le texte demande au
convernement français a des retires immés gouvernement français a de se retirer immé-diatement de Vile comorienne et d'eniamer immédiatement des négociations avec le gouver-nement comorien pour la mise en application des dispositions de la présente résolution ».

M. KURT WALDHEIM, SECRETAIRE GENERAL DE L'ONU, a juit savoir le mois dernier qu'il accep-terait le renouvellement de son mandat si l'Assem-blée générale en exprimati le souhait.

DROITS DE L'HOMME AU CEILL. — Dans son rapport à l'Assemblée générale publié le 14 octobre, la mission de diplomates chargée d'enquêter sur les droits de l'homme au Chui estime que le gouvernement chilien na cessa d'étendre sa répression. Les atteintes aux droits de l'homme frappent maintenant de nouveaux secteurs de la population, dont les sindicats, l'Eglise et les professions lograles. Les diplomates invitent la communauté internationale à appliquer des sanctions économiques contre le Chili pour obliger la junts à renoncer à ses pratiques de détention arbitraire, de tortures et de déportation.

FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPSEMENT AGRICOLE. — La commission préparatoire du Fonds international de développement agricole a tenu sa première session à Roma du 27 au 30 septembre. Plusieurs pays ont annoncé des contributions, l'Iran, en puriculièr, qui aurait décidé de porter sa quoie-part à 124,75 millions de dollars. À la fin de la réunion, le total des contributions annoncées s'élevart à 965 millions de dollars. Le Fonds a été créé officiellement en juin 1976 et doit réunir un milliard de dollars pour entrer en activité.

milliard de dollars pour entrer en activité.

APARTHEID. — Le comité spécial contre l'apartheid a adopté le 5 octobre son rapport annuel d'intention de l'Assemblée générale des Nations unies. Il y recommande en particulier la consocation d'une conjèrence mondiale contre l'apartheid l'am procham, « tans la capitale d'un Etat africain entièrement voué à la libération de l'Afrique du Sud » La réunion pourrait se tenir au Nigéria.

— Le sous-comité du comité spécial contre l'apartheid d'adopté, de son côté, le rapport du sous-comité des pétitions et de l'information sur les activités des Nations unies en matière d'information sur la lutte contre l'apartheid. Il y est demandé priorité pour les informations sur l'apartheid et l'installation d'un centre d'information des Nations unies sur l'apartheid dans un pays voisin de l'Afrique du Sud.

CONDITION DE LA FEMME. — La commission

CONDITION DE LA FEMME. — La commission de la jem ne a terminé le 30 septembre l'examen du programme de la décennie des Nations untes pour les femmes ajant pour thème : égalité, dévelop-pement et paix. L'ensemble du programme a été approude par consensus.

approuvé par consensus.

Par seize voix contre six et deux abstentions, la commission a adopté, dans le cadre de la résolution 3519 (XXX) de l'Assemblée générale une proposition tendant à rechercher dans quelle mesure les femmes pourraient contribuer davantage su développement de leur pays et à la lutte contre le colonialisme et le racisme. Après adoption de cetts proposition, les délégations du Damemark, de la Suède, de la Grèce, du Royaume-Uni, des Etats-Unis, de la France et de la Belgique ont déclaré que, bien qu'ayant appuyé le projet, elles étaient opposées à toute référence à la résolution 3519 (XXX) de l'Assemblée générale.

FORMATION ET RECHERCHE. — M. Hans-Joery Geiser (Suisse) a été nommé directeur, chargé du bureau de Genéve de l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche à partir du

JOURNEE DES NATIONS UNIES. — La Journée des Nations unies a été célébrée le 24 octobre dans le monde entier. Comme d'habitude, le serétaire général a dijjusé un mesage à cette occasion.

REFUGIRS. — A la vingt-cinquième session réunie à Genève du 1 au 12 octobre, le comité exécutif du programme du Haut Commissariet pour les réjugies a approuré un programme représentant 16,7 millions de dollars pour 1977.

lé, múlions de dollars pour 1977.

Le courtié a vat le point de la protection internationale des réligiés à la lumière de la recrudescence des violations des droits des réligiés. L'attention s'est concentrée sur la conférence de plénipotentiaires qui se tiendra à Genève du 10 fanvier eu 4 février 1977 ains d'adopter une convention sur l'assis territorial. Pour la première lois, une telle convention en tant qu'instrument furidique contraignant, interdirait le rejoulement à la frontière des personnes cherchast aule. Ce principe se trouve défà dans la déclaration sur l'assis territorial adopté par l'Assemblée générale en 1967 sans avoir toutefois force obligatoire.

e COUR INTERNATIONALE DR JUSTICE. — Dans l'ajfaire du plateau continental de la mer Egée, le président de la Cour internationale de justice (CJJ) a fixé la date d'expiration des délais de dépôt des viéces de la procédure écrite portant sur la compétence de la Cour pour connaître du différend, au 18 avril 1977 pour le mémoire de la Grèce et au 24 octobre 1977 pour le contre-mémoire de la Turquie.

e ENFANCE. — Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF ou FISE) a fourni au mois d'octobre pour 640 000 dollers de couvertures, d'aliments et d'autres marériels de secours aux enfants victimes du conflit libenais, ce qui ports à plus d'un millon de dollers le total de l'aide de l'UNICEF depuis le début des hostilités.

COMMISSION ROONOMIQUE POUR L'AFRI-QUE.—Le comité exécutif de la commission écono-mique des Nations unies pour l'Afrique a siégé à Alger du 12 au 15 octobre. Il a formulé des resom-mandations pratiques pour mener à bien la stratégie de développement élaborée par la Commission, et les plans à long terme qu'elle a préparés pour mobiliser les ressources nécessaires à l'instauration d'un nouvel ordre économique international. A propos des moyens de financement, le rôle de la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique a été examiné. Le comité a estimé enire 4 et 5 milliards de follars les besoins de enire 4 et 5 milliards de follars les besoins de enire 4 et 5 milliards de follars les besoins de enire 4 et 5 milliards soient journis par la commu-que 3 à milliards soient journis par la commu-neuté internationale, le reste par les pays arabés, dont la Banque déjà cités.

UNESCO

Au conseil exécutif

Les quarante membres du conseil exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) se sont réunis à Paris au mois d'octobre pour préparer la conférence générale qui s'est ouverte à Nairobi (Kenya) le 28 octobre. Le conseil a ainsi procédé à l'étude finaie du projet de pian d'activités à moyen terme pour 1977-1982 dans la perspective de l'instauration d'un nouvel ordre économique et social international et formulé une recommandation sur le budget du programme proposé pour 1977-1978 (2244 millions de dollars, soit une croissance de 42% en termes réels). Le conseil a approuvé les mesures proposées par le directeur général pour faire face aux difficultés financières actuelles ; il a appuyé la candidature de la République populaire d'Angola à l'Organisation et exprimé sa profonde inquiétude devant les atteintes aux droits de l'homme au Chili.

— L'UNESCO a célébré, le 15 octobre, à Paris, le trentième anniversaire de sa création.

F.A.O.

Fourniture d'engrais à onne pays

O NZE pays en voie de développement parmi les plus durement touchés par les problèmes de balances de palements (P.D.T.), vont recevoir une aide de 45 000 tonnes d'engrais (d'une valeur de 10 millions de dollars) fournie par le programme international d'approvisionnement en engrais de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.). Cette décision, annoncée le 5 octobre par M. Edouard Saouma, directeur général de l'organisation, a donné lieu à la signature des accords prévoyant ainsi la répartition de l'aide : à l'Afghanistan (2000 tonnes), à l'Ethiopie à l'Afghanistan (2000 tonnes), à l'Ethiopie (3000 tonnes), au Chana (4000 tonnes), au Honduras (2000 tonnes), au Lesotho (1000 tonnes), au Nepal (5000 tonnes), au Pakistan (11000 tonnes), à la Sierra-Leone rasistan (1000 tonnes), au Sri-Lanka (8 000 tonnes) au Sri-Lanka (8 000 tonnes) au Soudan (3 000 tonnes), et à la Tanzanie (3 000 tonnes). L'opération sera financée grâce à une contribution de 6 millions de livres sterling promise au fonds commun du programme par le Royaume-Uni.

Aide alimentaire au Vietnam

Un accord prévoyant le fourniture d'une aide alimentaire d'une valeur de 35.3 millions de dollars pour des projets de réinstallation au Vietnam a été signé le 27 septembre, à Rome, entre la République socialiste du Vietnam et le Programme alimentaire mondial ONU-F-A-O. (PAM). Cette assistance (consistant en farine, huile comestible et viande en conserve) sera consacrée à quatre projets nourriture-travail, qui font partie d'un programme gouvernemental de transfert de populations. Un nombre important de chômeurs actuellement concentrés dans les grands centres urbains seront transdans les grands centres urbains seront trans-férés vers des zones rurales particulièrement éprouvées pendant la guerre. Cent treize mille éprouvées pendant la guerre. Cent traize mille cinq cents travailleurs employés à l'execution de ces projets recevront une aide alimentaire, ainsi que leurs familles (en tout cinq cent soixante huit mille sept cent cinquante personnes). Ces quatre projets ont été préparés à la demande du gouvernement du Vietnam du Sud par une mission commune du PAM, de l'ONU et de la FA.O., au cours d'une visite dans le pays en mars dernier; ils ont été approuvés par l'organe directeur du programme lors de sa session de mai.

QUATRE AIDES ALIMENTAIRES D'URGENCE. —
Une aide alimentaire d'urgence, d'une valour de
1,355 millions de dollars, a été acheminée au début
du mois d'octobre par le Programme alimentaire
mondiel vers Madagascur; récomment éprouvée par
des extastrophes naturelles qui oni proroqué une
grave pénurie de disponibilités alimentaires. Trois
autres dons ont été approuvés par le directeur
général de la P.A.O. : le 21 septembre, une side
alimentaires d'urgence au Pakistan d'une valeur
approximative de 3 millions de dollars ; le 13 octobre,
une side de 15 millions de dollars au Sri-Lanka;
enjin une side de 2 millions de dollars d'aliments
aux lles du Cap-Veri.

VIANDE. — Le groupe intergouvernemental F.A.O. sur la viande, réuni à Rome du 4 au 8 octobre, a udopté les lignes d'orientation pour une coopération internationale dans le seateur du bétail et de la viande, dont l'objectif est d'ascurer l'expansion équilibrée de la production, de la consommation et du commerce des viandes, en particulier dans les pays où existe un déficit en protéines animales.

JUTE. — Vingt-sept pays et plusieurs organisa-tions internationales ont participé, du 18 au 20 octobre à Bome, sur travaux du groupe inter-national sur le jute, le kenaij et les jibres appa-rentées. Une nouvelle gamme de prix indicatijs a été jusée pour le jute du Bangladesh : elle corres-pond à l'ancien prix indicatij de 155 plus/moins è livres sterling. Les prix sont maintenant exprimés en dollars et non plus en livres sterling, le marché mondial ayant adopté la devise américaine.

LUTTE CONTRE LES SAUTERELLES. — Le criquet pèlerin, qui dévaste les récoites en Afrique du Nord, au Proche-Orient et dans le Sud-Ouest asiatique, ne constitue pas en ce moment un réel danger, mais la ménace pourrait prendre des proportions catastrophiques et les pluies anormales, qui tombent actuellement sur ses aires de reproduction, devaient continuer. Des experts de la lutte unit-agridenne sont arrivés à cette conclusion à l'iseue d'une réunion de la commission pour la lutte contre le criquet pèlerin dans le Proche-Orient, réunie is mois dernier à Rome. Cette commission est l'un des cinq organes régionaux auti-acridiens qui fonctionnent sous les auspices de la F.A.O.

Agence internationale de l'énergie atomique

A la conférence générale : mise en cause de la politique nucléaire de l'Afrique du Sud

l'Afrique du Sud

I Es travaux de la vingtième session de la conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (ALEA), qui se sont déroulés du 21 au 23 septembre à Rio-de-Janeiro (Brésil), ont été dominés par la division des cent neuf délégations sur les problèmes palestinien et surtout sud-africain. De nombreux pays appartenant au groupe des non-alignés ont demandé l'expulsion de l'Afrique du Sud de l'Agence, considérant que le régime de Pretoria n'est pas représentatif de la population sud-africaine et que, en se dotant de centrales nucléaires, le gouvernement de M. Vorster entend acquérir un armement atomique et constitue une menace pour l'Afrique Modifiant par la suite leur attitude, ces pays se sont contentés de demander que le régime sud-africain ne soit plus membre du conseil permanent du conseil des gouverneurs de l'ALEA, pour la région de l'Afrique; cette question sera examinée au cours de la prochaine assemblée.

A la suite de ces débats, plusieurs délégués ont exprimé leurs craintes devant la c politisation » de l'Agence. Parmi les autres sujets à l'ordre du jour figuralent l'examen du budget ordinaire pour 1977 (43,5 millions de dollars) et du programme pour 1977-1962, ainsi que le renouvellement des membres du conseil des gouverneurs.

gouverneurs.

RECHERCHES SUR LA PUSION NUCLEAIRE CONTROLEE. — Plus de cinq cents spécialistes de trente-cinq pays et de trois organisations internationales ont pris part à la conférence sur la physique des plasmas et la recherche sur la jusion nucléaire contrôlée, organisée du 6 au 13 octobre à Berchtesgaden (Allemagne de l'Ouest).

ACCORDS DE GARANTIES AVEC LE CANADA, L'ESPAGNE ET LES ETATS-UNIS. — Le 17 septembre, le conseil des gouverneurs de l'Alf.A. c approuvé un accord prévoyent l'application des geranties de l'Acènee dans le cadre de l'accord de cooperation nucléaire entre le Canada et l'Espagne. Le même jour, le conseil aveit appouré un accord du même type conclu entre la France et l'Ajrique du Sud. (Vors le numéro d'octobre du Monde diplomatique.)

• TRAVAII.. — Le chômage des gens de mer continuera d'ausmenter au cours des prochaites années dans la plupart des pays maritimes développés si les tendances actuellement observées dans les transports maritimes le confirment (excédent du fonnage disponible en pétroliers et en transporteurs, position concurrentielle des flottes marchandes des pays d'Europe de l'Est, multiplication du nombre de navies battent partillon de complatance). Telles sont les principales conclusions du rapport préventé par M. Frances Blanchard, directeur général du Bureau international du travail (BIT), é la conférence marctime de l'Organization internationale du travail (O.I.T.) qui s'est tenue à Genère du 13 au 29 octobre.

• SANTE. — Le docteur I.D. Ladnyi (Union soviétique) vient d'être nommé sous-directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.). Il aura outorité sur les divisions suivantes : maladies transmissibles, paludisme et autres meladles parasitaires, biologie des recteurs et lutte antirectorielle.

— L'O. A.S. a convoqué à Londres, du 18 au 21 octobre, un groupe de travail chargé d'examiner les effets biologiques et les autres dangers sanitaires résultant de l'emploi de la lechnique des ultrasons en médecine et dans l'industrie, d'étudier les moyens de prolection sanitaire existant ou qui devraient être créés, et de passer en revue les réplementations actuellement en vigueur.

— Dans le cadre des trenaux de la ringt-huitième Assemblée mondiale de la santé (1975) consacrés aux aspects sociaux et sanitaires des maladies transmises par vote setueile, un rymposium sur la surreflance et la lutte contre ces maladies s'est tenu à Vienne du 21 au 25 septembre.

• NAVIGATION MARITIME. — Le 23 septembre, M. Hussain (Pakistan) a été investi des jonctions de consellier régional de l'Organisation intergouver-nementale consultative de la navigation maritime (OM.C.I.) pour l'Aste et le Pacifique. Il s'agit de la première nomination de cet ordre dans la région. la première nomination de cet ordre dans la région.

— La première réunion consultative des parties contractantes de la convention sur la prévention de la poliution des mors résultant de l'immersion de déchets (convention de Londres, signée en 1972 et entrée en viqueur le 30 août 1975) a eu lieu au siège de l'O.M.C.I. à la jin du mois de septembre. Ont participé à la réunion quatorze parties contractantes, ainsi que les représentants de vingi-trois autres Etats qui ont signé la convention ou ont annoncé leur intention de le faire.

L'Assemblée annuelle des conseils des gouverneurs du Fonds monétaire et de la Banque mondiale

La trente et unième session de l'Assemblée anquelle des conseils des gouverneurs du Fonds monétaire interational (F.M.I.) et de la Banque mondiale a eu lieu à Manille du 4 au 8 octobre. Comme d'habitude, ce fut national (F.M.) et de la Banque mondrale a en lieu a Manulle du 4 au 8 octobre. Comme d'habitude, ce fut l'occasion pour les ministres des fivances et présidents des Banques centrales d'échanger leurs vues sur la situation économique mondrale. Les débats aut été dominés par le souci de lutter contre l'inflation dans les pays riches et par les difficultés du système financier international. Les pays en voie de développement, quant à eux, ont insisté sur les problèmes de la dette et de l'occès aux ressources financières nécessaires à leur développement. Aucune décision n'a été prise quant à l'augmentation du capital de la Banque mondrale et à la reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement.

La session des conseils des gouverneurs avait été précédée par les réunions du « groupe des Vingt-Quatre » et du comité intérimeire (le 2 octobre) et du « groupe des Dix » (le 3 octobre). Le comité du développement a siégé, lui aussi à Manille, le 6 octobre.

L'évênement attendu, au Fouds monétaire, reste l'entrée en vigueur du deuxième amendement aux statuts du Fonds, qui interviendra après ratification des trois cinquièmes des pays membres disposant des quatre cinquièmes des voix. Le deuxième amendement, qui avait été adopté en janvier dernier à Kingston, a été approuvé le 3 mai par le conseil des gouverneurs du Fonds monétaire.

Fonds monétaire international

Révision de taux de rémunération Le Fonds monétaire international (F.M.I.) a annoncé le 21 septembre dernier sa décision de réviser le taux de rémunération applicable aux positions dans la supertranche-or et le taux d'intérêt du droit de tirage spécial (D.T.S.). Pour une période de trois mois à dater du le octobre dernier, le taux de rémunération actuellement fixé à 3.75 % sera porté à 4 %. Pendant le même lans de temps le taux d'inté-Pendant le même laps de temps, le taux d'inté-rêt et les commissions relatives aux D.T.S. ont également été portées à 4 %, car, conformément aux termes du statut du F.M.I., ils ne peuvent être plus élevés que le taux de rémunération quand celui-ci dépasse 2 %.

ADRESION DES COMORES. - Les Compres ADRESION DES COMORES. — Les Comores sour devenues, le 21 septembre, membres du Fonds. Leur quote-part s'élève à 1900 000 droits de tirage spéciaux (D.T.S.). L'adhèsion de ce nouveau pays porte le nombre des membres à 129 et le total des quotesparts à 29 213 300 000 D.T.S.

QUATRIEME VENTE D'OR. — Le 37 octobre, le Fonds a procédé à sa quatrième vente d'or par adjudication. Une quantité égale à celles mises en vente lors des trois adjudications précédentes a été ofjerte aux adjudicateurs; elle s'élère à 780 000 onces d'or.

Groupe de la Banque mondiale

Cinq prêts de la BIRD

A Banque internationale pour la reconstruc-tion et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a accordé cinq préts le 23 septembre : — A l'argentine : 115 millions de dollars des-tinés à améliorer le réseau électrique desservant la région de Buenos-Aires;

13, ree Soufflot, 75005 PARIS

 A la République de Corée : 20 millions de dollars affectés à un programme de crédits à l'agriculture :

- A la Malaisie : 35 millions de dollars destinés à un projet d'amélioration de l'enseigne-ment par la construction ou la modernisation d'écoles primaires ;

 A la Bolivie : 12 millions de dollars, qui financeront des investissements dans des entre-prises minières de petite dimension ; - A la Société financière sénégalaise pour le

développement de l'industrie et du tourisme (Sofisedit) au Sénégal : 4,2 millions de dollars pour aider les entrepreneurs sénégalais à financer des projets industriels et touristiques.

NOUVRAU MEMBRE. — La République socialiste u Vietnam a été admise le 23 septembre en tant que membre de la Banque mondiale.

CREDITS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT AU ZAIRE. — L'Association internationale de développement (IDA) a accordé, le 23 septembre, un crédit de 8 millions de dollars au Zaire pour le rétablissement de la production de coton dans les régions d'Ubangi et de Mongala. PRET DE LA SOCIETE PINANCIERE INTERNA-TIONALE. — La Société financière internationale (SFI.) a consenti, le 6 octobre, à la société indus-trielle indienne Escorts, un prêt de 6 600 000 dollars pour financer la construption d'une nouvelle usine et permettre à cette société, spécialisée dans les activités industrielles et commerciales diversifiées, d'une part, de doubler sa production et, d'autre part, d'améliorer sa technologie.

Banque asiatique de développement

Prêts à la République de Corée et au Népal

A Banque asiatique de développement a accordé le 23 septembre les deux prêts

- 32 millions de dollars à la République de Corée, à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-sept ans et à 9,10 %; ce prêt financera le plan de développement agri-cole de la région de Namgang;

— 4.8 millions de dollars au Népal, à l'alde des ressources du fonds spécial, pour qua-rante ans à 1% l'an, pour la réalisation du tronçon routier Hetauda-Narayangarh dans la

NOUVEAU MEMBRE. — La République socialiste du Vietnam est devenue, le 2 juillet dernier, membre de la Banque asiatique.

ÉDITIONS A. PEDONE DROIT AÉROSPATIAL

par Nicolas MATESCO-MATTE

Evolution octuelle du droit aérospatial : l'exploitation économique internationale.

Premières opérations de financement de la B.E.I. dans le cadre de la convention de Lomé...

Les premières opérations de financement de la Banque européenne d'investissement dans le cadre de la convention de Lomé ont été effectuées en faveur de la Haute-Volta le 29 septembre dernier. Agissant en qualité de mandataire de la Communauté économique européenne la Banque a octroyé deux prêts d'une contre-valeur totale de 4428 000 unités de compte (soit 1155 F C.F.A.) destinés à l'extension d'un complexe sucrier à Banfora, dans le sud-ouest du pays : d'une part, 1428 000 unités de compte (pour vingt ans à 2 %) pour le financement partiel de l'augmentation de capital de la Société sucrière voltaique (SOSUHV) : d'autre part, 3 000 000 d'unités de compte pour treize ans, à 2 % pendant les sept premières années et à 5,50 % au-delà.

... et prêts à l'Italie, à la Grande-Bretagne et au Danemark

Une serie de prêts de la B.E.I. ont été annon-

— 9 milliards de lires, eoit 9,7 millions d'unités de compte. le 30 septembre, à la société AGIP (pour douze ans et à 9,50%). destinés à la mise en valeur d'un gisement d'uranium découvert dans le nord de l'Italie, à Novazza, dans la province de Bergame;

 Deux prêts d'un montant de 10.25 millions de livres, soit 16.6 millions d'unités de compte, accordés le 11 octobre à la British Steel Corporation pour l'extension de la production des la production de la production acièries de Consett, à Duhram, et de Dalzell (Ecosse). Ces prèts ont êté consentis pour hult ans au taux de 9 % l'an;

— Sept prèts d'un montant total de 37940 millions de lires (39,7 millions d'unités de compte) ont été attribués le 13 octobre en faveur de projets industriels dans le Mezzogiorno italien : trois prèts de 30 milliards de lires (pour douze ans) contribueront au développement d'industries de pretite et moveme dimension. douze ans) contribueront au développement d'industries de petite et moyenne dimension; octrorés à la Cassa per il Mezzogiorno, ces prêts ont été rétrocédés à l'Istituto per lo Sviluppo Economico dell'Italia Meridionale (15 milliards de lires), à l'Istituto Regionale per il Finanziamento alle industrie in Sicilia (10 milliards de lires) et au Credito Industriale Sardo (5 milliards de lires). D'autre part, quatre prêts ont été consentis en faveur de projets industriels impliquant de nouveaux investissements fixes d'un montant total de 30.6 milliards de rriels impliquant de nouveaux investissements fixes d'un montant total de 30.6 milliards de lires (pour huit ans et à 9 %): Ente partecipazioni e Finanziamento Industria Manifatturiera (25 milliards de lires), Istituto Mobiliare Italiano (2 milliards de lires et 1.6 milliard de lires). Cassa per il Metzogiorno (1.84 milliard de lires rétrocede au Credito Industriale Sardo);

- Un prêt d'une contre-valeur de 23.5 millions — Un prêt d'une contre-valeur de 23.5 millions de couronnes, soit 3,6 millions d'unités de compte, le 14 octobre (pour dix ans et à 9,75 %), consenti à la société Rockwool A.S., au Danemark, pour la construction d'une nouvelle usine spécialisée dans la production de laine minérale :

— Un prêt d'une contre-valeur de 4.5 milliards de litres poit 4.7 milliane d'unités de contre-valeur de 4.5 milliards de litres poit 4.7 milliane d'unités de contre-valeur de 4.5 millianes de litres poit 4.7 millianes d'unités de contre-valeur de 4.5 millianes de litres poit 4.7 millianes d'unités de contre-valeur de 4.5 millianes de litres poit 4.7 millianes d'unités de contre-valeur de 4.5 millianes d'unités de compte de contre-valeur de 4.5 millianes d'unités de compte de la contre de la cont

de lires, soit 4.7 millions d'unités de compte pour huit ans et à 9 %), attribués, le 18 octobre, à l'Ente Nazionale Idrocarburi, en Italie, pour le financement d'ouvrages destinés à renforcer la capacité du réseau de gazoducs en Italie méridionale.

NOMINATION. — Le conseil des gouverneurs de le Banque européenne d'investissement a nommé, ie 30 septembre, M. Haurits Esselens vice-prési-dent du comité de direction de la Banque. Il suc-cède à 31. Siocrd Boomstra, qui a quitté son poste en septembre dernier.

Banque interaméricaine de développement

Prêts au Nicaragua, à la Colombie et au Honduras

TROIS prêts de la Banque interaméricaine de développement ont été accordés à l'aide du fonds d'opérations spéciales pendant le mois de septembre en faveur des pays suivants :

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Allie au prestige de ses monuments anciens l'énergie souriante d'une jeune cité qui, dans un élan sons relache, construit son avenir. ELLE VOUS OFFRE :



(Ph. ATZINGER.)

LE PALAIS DES PAPES; LE PONT SAINT-BENEZET, popularisé à travers le monde par la légende et la chanson : ses nombreux édifices divise et religieux;
 LES TRESORS DE SES MUSEES;
 DE MAGNIFIQUES EXCURSIONS À TRAVERS LA PROVENCE;
 SON FOLELORE (danses et visilles traditions):

UN PESTIVAL DRAMATIQUE (15 juillet 15 août: Théâtre chorégraphie cloéma, mu-

is août: Théatre chorégraphie cinéma, musique:

DES SALLES DE REUNION;

DES SERVICES REQULIERS DE TRAINS e autos-couchettes a iller et retour au départ de PARIS, ETAPLES (Le Touquet). BOULOGNE LIEGE, ERUXELLES, AMSTERDAM, DUSSELDORF, HAMBOURG, KARLSRUHE;

SON IMPORTANT MARCHE QUOTIDIEN DE FRUITS ET PRIMEURS;

DES SATISFACTIONS GASTRONOMIQUES et des vins de grands crus (Châteauneuf-du-Fape, Côtes-du-Rhône, Gigondas, Tavel, etc.);

LE PALAIS DES EXPOSITIONS avec son équipement pour toutes les manifestations et congrés see grandes et luxueuses salles de conférences, de restaurant, soo i m m e n se parking

parking Visitez AVIGNON « La Sonneuse de joie i... » ments : Muson du Tourisme, cours Jean-Jausès.

— Nicaragua (23 septembre): 16,8 millions de dollars (pour quarante ans à 1% pendant les dix premières années et à 2% au-deià) des-tinés à financer la construction de réseaux d'adduction d'eau et de systèmes d'égouts dans les villes et communes du pays;

Colombie (23 septembre): 64 millions de dollars (pour trente ans et à 2 %) pour la réali-sation d'un projet de développement rural inté-gré dans les provinces de Boyaca et de San-

— Honduras (30 septembre): 12 millions de dollars (pour quarante ans à 1 % l'an pendant les dix premières années et à 2 % au-delà) pour financer l'extension et l'amélioration des réseaux

Corporation andine de développement

Crédits à quatre entreprises publiques de Bolivie

L A Corporation andine de développement (C.A.F.) a accordé, le 25 septembre, une série de crédits à quatre entreprises publiques

— 4500 000 dollars à l'Empresa Nacional de Fundiciones (ENAF) destinés à financer ses nouvelles installations de raffinage de l'étain; — 400 000 dollars à la Corporacion Minera de Bolivia pour la réalisation d'une étude sur la construction d'installations destinées à l'extrac-tion du cuivre de minerais oxydés par le pro-cédé de lixiviation;

 480 000 dollars à Yacimientos Petroliferos — 480 000 dollars à Yacimientos Petrolieros Fiscales Bolivianos pour le financement d'une étude de justification économique d'un complexe pétrochimique pour la fabrication des produits assignés à la Bolivie dans le cadre des programmes sectoriels de développement industriel de la Commission de Cartagena;

250 000 dollars à la Corporacion Rural de Electrificacion de Santa-Cruz, affectés au finan-cement d'une étude de pré-investissement.

Fonds européen de développement

Sept nouvelles décisions de finan-

A LA suite de l'avis favorable émis par le A comité du Fonds européen de développement, à l'issue de sa cent neuvième réunion, le 21 septembre, la Commission de la C.E.E. a approuvé, le 27 septembre, sept nouvelles décisions de financement au titre des aides non remboursables du quatrième FED:

— He Maurice. — Réparation de dégâts causés par les cyclones: 3 millions d'u.c.e.;

— République du Rwanda. — Subvention exceptionnelle de 4 millions d'u.c.e. pour aider ce pays à faire face à une situation difficile provoquée par des difficultés d'approvisionnement et produits d'importation de première nécessité;

- République democratique de Somalie. - République démocratique de Somaie.

Etudes hydrauliques et agricoles pour la réalisation du programme Saakow dans la vallée du Djouba : 1 400 000 u.c.e.;

- République démocratique de Madagascar.

- Etude de l'alimentation en eau potable dans le Sud : 500 000 u.c.e.;

- République du Niger. — Développement rural du Badeguicheri : subvention de 1 million 286 000 u.c.e.;

266 000 u.c.e.;

— République du Sénégal. — Poursuite de l'opération arachide de bouche : subvention de

4 200 000 u.c.e.;

— République de Guinée-Bissau. — Amélioration des moyens agricoles de production pour satisfaire aux besoins nationaux en produits vivriers; subvention de 162 000 u.c.e.

• BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT. —
Un don de 1 million de dollars a été accordé per les États-Unis le 30 juin dernier à la Banque africaine de développement pour financer son programme le lutte contre l'onchocercose (cécité des rivières!

— D'autre part, équlement le 30 juin, un accord de coopération a été conclu entre la Norrège et le groupe de la Banque africaine de développement et du Fonds africain de développement pour le jinancement de divers projets de développement dans les pays membres (dans les domaines de l'agriculture, de l'éducation, de l'alimentation...).

dans les pays membres, en août dernier, a été de 0.5 % (comme en juillet). Cela ramène à 7 % le taux annuel du premier semestre de 1976 et à environ 3 % le taux annuel calculé par rapport à août 1975.

RECENTES PUBLICATIONS

RECENTES PUBLICATIONS

• Rapporta de l'O.C.D.E. sur l'environnement :

Les redevances de pollution ; essai de blum
(82 pages) ; La mesure économique des dommages dans le domaine de l'environnement
(161 pages) ; Réglementation concernant la présence de composés chimiques dans l'environnement, contrôlés avant et après commercialisation
(93 pages) ; Le contrôle du commerce des
l'axiques (14 pages).

e L'agriculture vace aux politiques d'utilisa-tion du soi : données statistiques de l'utilisation du soi dans les pays membres, facteurs com-mandant les transferts de terrains d'une utili-sation à une autre, effets de la diminution du territoire agricole sur la production, définition d'une politique globale d'utilisation du soi; 94 pages; 1976.

Le Chili se retire de l'organisation

La Commission du Groupe andin s'est réunie les 4 et 5 octobre pour tenter de trouver une solution à la crise ouverte par le refus du gouvernement chilien de ratifier le protocole additionnel à l'accord de Cartagena (qui avait

Le gouvernement chilien avait souscrit au pro-tocole avec des réserves soulevant, en réalité, des problèmes de fond portant sur le pro-cessus de l'intégration. Il s'agit, en particulier, du régime commun applicable aux capitaux étrangers, dont le Chili considère qu'il entrave son développement économique, et du tarif extérieur commun, jugé trop protectionniste.

extérieur commun, juge trop protectionniste.

Un accord était intervenu au terme de la réunion de la Commission le 5 octobre, portant essentiellement sur la procédure de négociation et sans faire de la ratification du protocole en question par Santiago une condition préalable à la reconnaissance d'un régime spécial pour le Chill. Le ministre chilien des affaires étrangères a pu alors faire état de grands progrès, tandis que ses collègues du Groupe andin ne cachaient pas que de graves divergences subsistaient sur les conditions de la ratification, sur le régime commun applicable aux capitaux étrangers et sur le tarif extérieur commun. Cependant, au cours d'une nouvelle réunion le 30 octobre, le Chili a annoncé qu'il cessait de faire partie du Groupe andin.

LA TRANSFORMATION EN ENTREPRISES MIXTES DES FILIALES DES BANQUES ETRAN-GERES EN COLOMBIE. — La filiale à Bogota de la First National City Bank de New-York, devenue la « Citibank », a communiqué officialement au gouvernement colombien sa décision de se pileraux dispositions de la loi nationalisant les banques, les établissements de crédit et les institutions financières. La Citibank rejoint ainsi la poetiton des autres banques opérant dans ce pays. La loi colombienne sur la nationalisation avait été adoptée dans le cadre des mesures d'application de la décision. * 24 de la Commission de l'accord de

fait l'objet d'une décision de la Commi

Groupe andin

Curtagena sur le récime commun applicable aux capitaux étrangers. Décormais, les fânaies des banques étrangères désurant poursuivre leurs activités en Colombie devrout adopter (à partir du 31 décembre de l'aunée en cours) le statut d'entreprise mixe. Le transfert de leurs actions aux invertiseeux progressifs et représentera, à la date du 31 décembre 1975, 51 % au monts de leur capital.

WANTES .

progressis et representera, la date la si elemante 1875, 51 % an mons de leur capital.

PROJETS MULTINATIONAUX DE RECHERCHE.

— Un groupe d'experts du Groupe andin, relicable la commission executive de l'accord Andrés Bello, s'est réunt dans la capitale colombiumne le 15 septembre sous les auspices el addite commission et de l'UNESCO. Il a adopté un programme d'estima destiné à mettre en chantier une série de provisionalituationaux de recherche concernant trots grands secteurs d'activilé classin en ille des priorités économiques de la sous-région : a) prospection de ressources naturelles non renouvelables; b) industries chimiques, de la machine-outil, én pétrole et du gaz, et de l'alimentation : e) décloppement de cultures é haute teneur en protéines, destinées à la consommetion intérieure. La commission pour la celence et la technologie de l'accord Andrés Sello serait chargée de la réalisation des projets en lialiem avec les organismes nationaux et régionaux compéteurs.

Marché commun centraméricain

La révision des instruments communautaires

L'à l'économie des cinq pays membres du Marche commun centraméricain (MCCA) 2 eu lieu à Guatemala du 6 au 8 octobre. Elle 1 eu lieu à Guatemala du 6 au 8 octobre. Elle a été, en grande partie, consacrée aux implications juridiques et économiques de la révision (en fonction de données essentiellement régionales) de l'accord centraméricain sur les encouragements fiscaux au développement industrie. Les trataux ont aussi porté sur la révision et la mise au point des instruments communautaires : les secrétaires d'Etat se sont penchés sur le texte de réglement de l'article 9 du traité général d'intégration ainsi que sur les projets de réglement des articles 19. 23 et 57 du premier protocole à l'accord sur le régime des industries centraméricaines d'intégration. Enfin, au chapitre proprement économique, les secrétaires d'Etat ent débattu des accords bilatéraux fonctionnant dans le cadre des échanges régionaux, de la fixation des quotas d'importation du lait, de la recryanisation de l'industrie de la chaussure, etc.

LA PREPARATION DU NOUVEAU TARIF EXTE-BIEUR COMMUN. — Le secrétarint de l'intégration (SIECA) a organisé à Gusérmala, du 4 au 5 octobre, un céminaire sur les problèmes de la dévintion de la valeur en douare, réunion qui était placée dans le coder des trasaux de révision de la politique tarifaire commune

Organisation internationale du café

Entrée en vigueur de l'accord 1976

'ACCORD international 1976 sur le café est L'ACCORD international 1876 sur le café est entré en vigueur le 147 octobre dernier. Soixante et un gouvernements, représentant quarante et un pays exportateurs et vingt pays importateurs y sont parties. L'entrée en vigueur est intervenue au cours d'une réunion du Conscil international du café, du 27 septembre au 2 octobre, pendant laquelle ont été approuvées les règles d'application du système de certificats d'origine (toute exportation de café devra être accompagnée d'un certificat : les pays importaaccompagnée d'un certificat ; les pays importa-teurs se sont ençagés à en faciliter la vérifi-cation). Le Conseil a également approuvé les dispositions concernant la vérification des stocks de café détenus par les pays exporta-teurs et la mise en œuvre d'un système de prix indicatife

• ASSOCIATION EUROPEENNE DE LIBRE-ECHANGE. — Le comité consultatif de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.), compacé notamment de représentants de l'industrie, des vin-dicats, des employeurs et des chambres de commerce, s'est réunt d'Genève les 11 et 12 octobre pour pro-céder à un échange do vues sur la situation écono-mique dans les pays membres et examiner les activités de l'A.E.L.E., au cours de l'exercice pré-cédent.

eddent

• ASSOCIATION LATINO - AMERICAINE DE LIBRE-COMMERCIE. — Après une réunion au sège de la Réserve fédérale à l'occasion de l'introduction à la Bourse de New-York des ecceptations bancaires latino-américaines, les présidents des banques certules des onze pays membres de l'Association l'atino-américaine de libre-commerce (ALALC) se sont retroupés du 23 au 29 septembre à San-Francisco pour participer à la quatoritéme session ordinaire du conseil de politique financière et monétaire de l'Association. Ils ont discuté des mesures à prendre sur le plan technique pour adapter à l'évolution de l'économie les mécanismes de l'inancement de l'Association : système de compensation des soldes et des crédits réciproques, et accord de Saint-Dominue.

et des crédits réciproques, et accord de SaintDominue

Les participants ont accueilli avec satisfaction
la décision du Venezuelle de proroger fisqu'au
il décembre 1977 sa contribution extraordinaire de
30 millions de dollars au Fonds établi par l'accord
de Saint-Domingue.

— Au cours d'une réunion ordinaire à Montevideo
les 14 et 15 octobre, le comité exécutif permanent
de l'ALALC s'est prononcà à l'unanimité en faveur
de la convocation du conseil des ministres des
alfaires étrangères, instance suprème de l'Association, sans toutelois fixer de date. La convocation
du conseil des ministres répond à la nécessité de
débloquer le jouctionnement des institutions de
l'Association.

e CONSEIL D'AIDE ECONOMIQUE MUTURLLE. —
Le programme d'intégration économique des pays
de l'Est et les relations entre le Conseil d'aide
économique mutuelle (CALM. ou Comecon) et
la Communauté économique européenne out été à
l'ordre du jour de la session du conseil exécutif
du COMESON; réunie cu niveau des vice-présidents,
qui s'est tenué au début du mois d'octobre à
Moscou.

Moscou.

• CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN. —
Le Conseil international de l'étain a tenu le 12 oclobre 3 L-mdres la seconde réunion consacrée au
cinquième accord international de l'étain. A l'heure
actuelle, cuatre pays producteurs (Indonésie, Malaisie, Nige-iu et Thailande), totalisant sept ent
trente-eniq poite, et neut pays consommateurs
(Canada, Danemark, Allemagne occidentale, Hongrie,
Inde. Japon, Roumante, Crante-Bretagne, Union
soviétique), totalisant quatre cent trente-sept voles,
ont déposé les instruments de ratification ou
d'approbation de l'accord; les conditions requises
pour son entrée définitive en vigueur ne sont donc
pas encore réunies du côté des puys producteurs.
Au 30 juin 1976, les stocks régulateurs se montaient
à 2 EZZ tonnas de métal.

er tokkaristana

Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

Première réunion préparatoire sur le cuivre, dans le cadre du programme intégré pour les produits de base

A réunion préparatoire sur le cuivre — pre-mière d'une série de rencontres similaires devant mener à des négociations internatio-nales sur différents produits de base (confor-mément aux décisions relatives au programme intégré pour les produits de base adoptées par la conférence de Nairobi en mai dernier) s'est déroulée du 27 septembre au 1° octobre

Le secrétaire général de la CNUCED a été chargé de convoquer un groupe intergouvernemental d'experts qui se réunira aussi souvent qu'il sera nécessaire pour formuler des recommandations à l'intention de la prochaine réunion sur le cuivre (au plus tard en mars 1977). Le mandat du groupe d'experts porte sur : 1° les mesures et les techniques nécessaires pour atteindre les objectifs du programme intégré ; attendre les objectus au programme integre;
2º leurs conséquences financières;
3º l'examen
de la situation du marché du culvre, le rassemblement et l'analyse des informations statistiques qui s'y rapportent;
4º toute mesure provisoire qui pourrait paraître utile. Vingt-huit
pays (quatorze producteurs et quatorze consommateurs), le secrétariat du Conseil intergouvernementel des pays exportations de culvire nemental des pays exportateurs de cuivre (CIPEC) et la Communauté économique euro-péenne désigneront des experts.

AU CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVE-LOPPEMENT. — Le Conseil du commerce et du développement a tenu sa seixième session à Genève du 5 au 22 octobre. On trouvera un brei résumé de ses travaux dans le prochain numéro du Monde diplomatique.

diplomatique.

SYSTEME GENERALISE DE PREFERENCES. —
La CNUCED a réuni, du 11 au 21 octobre, à
Berlin-Ouest, un séminaire à l'intention de fonctionnaires de pays en voie de développement, qui
ont ainsi pu recuellir des données récentes sur
les divers schémas de préférences généralisées. La
rencontre leur a aussi permis de passer en revue
les moyens d'assurer le bon fonctionnement et la
pleine utilisation du Système généralisé de préférences (S.G.P.). dont les arrangements ont été
adoptés par la CNUCED en 1970. Ce séminaire
s'inscrivait dans le cadre du projet de la CNUCED
concernant la formation et les services consultatifs
relatifs au S.G.P., qui est financé par le Programme
des Nations unies pour le développement (PNUD).

O. C. D. E.

Adhésion des Etats-Unis à l'Agence pour l'énergie nucléaire

Les Etats-Unis ont annoncé, le 12 octobre, leur décision d'adhèrer à l'Agence pour l'énergie nucléaire (A.E.N.) de l'Organisation de copération et de développement économiques (O.C.D.E.), en qualité de membre de plein exercice. L'adhèsion a pris effet le 1° octobre. Auparavant, les Etats-Unis participalent aux travaux de l'Agence (depuis sa création, il y a dix-neuf ans) en qualité de membre associé. Avec l'adhèsion des Etats-Unis, l'A.E.N. regroupe vingt-trois des vingt-quatre pays membres de l'O.C.D.E.

LA DETTE EXTERIBURE DES PAIS DE L'EST.

— Le comité exécutif de l'O.C.D.E. a tenu à Paris, au début du mois d'octobre, une réunion officieux consacrée à l'examen de la dette des pays de l'Est vis-2-vis des pays occidenteux (estimée à enuyron 38 milliards de dollars). Un tel examen avait été proposé en fuin dernier par H. Henry Rissinger au cours de la conférence annuelle des ministres de l'O.C.D.E. (Voir le numéro de fuillet du Monde diplomatique.) Le secrétaire d'Etat américain avait alors indiqué que le commerce Est-Duest pourrait elre utilisé par l'Union soviétique comme un moyen de presson politique sur les partenaires des Riats-Unis; et souhaitait que l'O.C.D.E. sott le cadre d'une définition d'une stratégie commerciale commune à l'égard des pays de l'Est.

PBLE À LA CONSOMMATION. — Selon l'O.C.D.E.

PRIX A LA CONSOMMATION. — Selon l'O.C.D.E., hausse moyenne des prix à la consommation

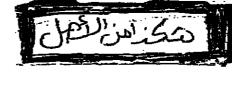
Vient de paraître dans la Bibliothèque de Droit International : « L'ENQUETE INTERNATIONALE DANS LE REGLEMENT DES CONFLITS »
règles juridiques applicables

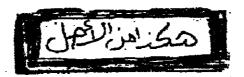
par Tabrizi BENSALAH docteur en droit, maître-assistant associé à l'université d'Arniens 1976, un volume 15,5 × 24 cm, 269 pages Prix de vente: 85 F. Franco: 91 F.

Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence

M, rue Soufflet, 75005 PARIS. - Téléphone : 633-89-85.







Marché commun

the training the

QCMISTION.

L'Europe verte mise en péril par la chute de la livre

Les ministres de l'agriculture des Neuf ont du Les ministres de l'agriculture des Neuf ont dû s'ên préoccuper, toutes affaires cessantes, le 4 octobre à Lanembourg, reportant à plus tard un débat sans doute moins urgent sur l'organisation du marché du mouton dans la C.E.E. Le mécanisme qui conduit à cette dégradation financière provient en fait d'un « sousi de bien faire » : pour éviter que les fiuctuations monétaires ne vienment altèrer l'unicité des prix des produits agricoles dans le Marché commun, le dispositif des « montants compensatoires » monétaires subventionne les pays dont les monnales sont faibles lorsqu'ils importent et leur impose des taxes lorsqu'ils exportent (pour qu'ils ne fassent pas de dumping sur les marchés étrangers).

La chute persistante de la livre sterling a conduit ainsi le Fonds agricole européen à verser des subventions de 22,7 % sur toutes les importations de produits agricoles en Grande-Bretagne et de 24,3 % en Irlande. De la sorte, les consommateurs hritanniques ne sont pas lesés par la crise monétaire que traverse leur pays et ils penvent continuer à acheter avec autant de facilité du blé et des produits laitlers du continent.

Les ministres se sont séparés le 5 octobre sans

Les ministres se sont séparés le 5 octobre sans être parvenus à s'entendre sur les moyens d'aménager le système des montants compensa-toires. M. Pierre Lardinois, commissaire euro-péen chargé des affaires agricoles, avait suggéré péen chargé des affaires agricoles, avait suggéré que la « livre verte » britannique soit dévaluée de 45 % et la « livre verte » irlandaise de 7.5 %. Finalement, les ministres ont décidé de dévaluer la seconde de 7,5 %, ce qui revient à une réduction de 10 % des montants compensatoires, assortie d'une hausse des prix agricoles irlandais de 10 %. Le taux de la « livre verte » britannique demeurait, lui, inchangé.

> L'avenir de la pêche et de la politique énergétique

Les 18 et 19 octobre, à Luxembourg, les ministres des affaires étrangères des Neuf ont vainement tenté de trouver un dénominateur commun sur deux des trois problèmes soulevés par l'avenir de la pêche européenne : extension à 200 milles de la zone communautaire et ouverture des négociations avec les pays tiers. La Grande-Bretagne était très pressée d'obtenir une feu vert à communautaire pour l'ouver-La Grande-Bretagne était très pressée d'obte-nir un « feu vert » communantaire pour l'ouver-ture de négociations entre la Commission de la C.E.E. et l'Islande. L'accord, qui a mis fin à la guerre de la morue entre Londres et. Reykjavik, expire, en effet, le 30 novembre. Mais l'Irlande, qui veut sauvegarder les intérêts d'une industrie de pêche dynamique et en pleine expansion, a toutefois exigé qu'avant toute négociation avec les pays tiers, les Neuf lui donnent un certain nombre de garanties et de concessions particulières, notamment pour-ses pêcheurs côtiers. Sur la question de l'énergie, également à

ses pêcheurs côtiers.

Sur la question de l'énergie, également à l'ordre du jour, les ministres de l'énergie des Neur ont décidé, le 19 octobre, à Luxembourg, de se concentrer désormais sur les « dossiers concrets » et de faire passer à l'arrière-plan la discussion générale sur les objectifs et les orientations d'une ambitieuse politique commune

En raison du blocage des questions « poli-tiques », comme le principe d'instaurer un prix minimal de sauvegarde pour le pétrole importé, réciamé par la Grande-Bretagne et refusé par la France, les Neur examineront désormais les dossiers où un accord paraît possible, tels des prêts Euratom pour le financement des centrales nucléaires, le financement des stocks de charbon, ainsi que la mise sur pied de projets communs d'exploration des hydrocarbures.

nydrocaroures.

Il apparaît, en effet, que les intérêts des divers partenaires sur une conception globale sont trop divergents. Un accord sur un ambitieux programme de financement des sources d'énergie de remplacement — centrales nucléaires — apparaît peu probable, personne n'étant décidé à fournir les fonds.

LA COUR DE JUSTICE EUROPHENNE a désigné le 8 octobre M. Hans Kutscher (R.F.A.) comme nouveau président pour trois ans. Il remplace M. Robert Lecourt (France), président depuis 195. La Cour a désigné un nouvel avocat général à la place de M. Trabucchi (Italia). Il s'agit de M. Francesco Capatorit (Italia), qui était jusqu'à présent juge. Le remplaçant de M. Capotorti — M. Giacito Bosco — a immédiatement prêté serment.

Bosco — à immendiente prophé le 15 octobre à Bruselles, est le premier d'une sèrie avec les pays de l'Est méditerranéen, la Syrie, la Jordanie et enfin le Liban La C.E.E. a par allieurs déjà conclu un accord avec Israël.

accord apec Israel.

AIDE AL DEVELOPPEMENT. — Les apports de la Communauté économique européenne au titre de l'aide au développement ont augmenté en 1975, pour atteinure 722 millons de dollars, annouce le comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

de coopération et de development et sontinuque.

REEVALUATION DU DEUTSCHEMARE. — La Commission des Communautés européennes a exprimé le 18 octobre le regret que la procédure de consultation fizée par décision du Conseil des Communautés en iévrier 1974 n'ait pas été appliquée dans le car du dernier réaménagement des taux d'interpention au sein du « serpent » (réévaluation du deutschemark).

CECA

La Commission jouera le rôle essentiel dans le plan anticrise de la sidérurgie

La sidérurgie

La dégradation accélérée de la conjoncture sidérurgique 2 rendu plus actuelles, en octobre, les propositions du « plan anticrise » préparées par M. Simonet au nom de la Commission européenne (voir nos précédents numéros). Les derniers chiffres connus n'incitent guère les maîtres de forges et les gouvernements à l'optimisme : les commandes de produits laminés enregistrées en août par les usines des Neuf ont atteint leur point le plus bas (si l'on excepte le mois de la dépression record d'août 1975) : 5,89 millions de tonnes enregistrées, contre 7,36 le mois précédent et une moyenne de 7,19 en 1975 (9 millions par mois en 1974).

La production, qui avait progressé aux deux premiers trimestres, permettant de porter le taux d'utilisation des capacités des usines de 60 % l'an passé à 70 % en mai dernier, recommence à faillir, ramemant ce taux d'utilisation à 65-66 % seulement maintenant. En septembre, les Neuf ont coulé 12 millions de tonnes d'actier brut, soit à peine plus qu'en août, mois affecté

par les congès payès, et moins qu'en mai der-nier. Ce qui, pour l'ensemble des neul premiers mois de l'année, limite à 5,9 % le progrès par rapport à la fort mauvaise periode comparable

Pas de mesure de sauvegarde...

Alors que, depuis quelques mois, la production et les livraisons dépassent de nouveau les commandes reçues et que les carnets de com-mandes ne sont pas mieux garnis qu'au cours mances ne sont pas mieux garms qu'ai cours de l'été 1975, les prévisions pour le quatrième trimestre sont assez maussades : consommation intérieure d'acier inférieure à celle d'il y a deux ans (30,75 millions de tonnes, au lieu de 31,18), importations supérieures, exportations beaucoup moins fortes, 6,4 millions au lieu de 9,8), donc production assez faible : 34,7 millions de tonnes au lieu de 3,2 au dernier trimestre de tonnes, au lieu de 39,2 au dernier trimestre 1974 et 29,8 au quatrième trimestre 1975.

Du coup, les firmes sidérurgiques de la Communauté s'orientent de nouveau vers le chômage partiel : les aciéries de Lorraine, celles de la Ruhr, celles de la Sarre annoncent des jours chômes, des réductions d'horaire, voire des licenciements. La concurrence japonaise, qui va en s'intensifiant, inquête de plus en plus les Européens, Certains d'entre eux — et les représentants de la Commission de Bruxelles — ont chenché à obtenir une modification de l'attitude des actéristes nipoons ; sans succès. De sorte que des acièristes nippons; sans succès. De sorte que le club des sidérurgistes européens a finalement demandé à M. Simonet que la Communauté prenne « d'urgence les mesures énergiques de sauvegarde qui s'imposent » à l'encontre des pays tiers.

Le vice-président de la C.E.E. a répondu qu'il Le vice-president de la C.R.E. a repondu qu'il n'en était pas question pour l'instant mais que des contacts C.R.E.—Japon auraient lieu au cours des prochaines semaines pour étudier la situation et tenter d'arriver à un accord d'autolimitation avec les Japonais. En revanche, aucune démarche officielle n'est envisagée envers l'Espagne, dont le volume des importations de produits sidérurgiques dans la C.R.E. inquiète pourtant les milieux professionnels.

... mais un plan précis contre la

M. Simonet compte visiblement utiliser le regain d'inquiétude dans les neuf pays pour faire adopter sans perte de temps son dispositif anticrise. Après l'architecture générale du plan, il a fait approuver, le 21 octobre, par la Commission de Bruxelles, les modalités pratiques d'application du système. Celles-ci confirment le rôle essentiel que compte jouer l'exécutif de Bruxelles dans la mise en œuvre du plan anticrise.

C'est la Commission qui déterminera, en cas de crise, les tonnages de production pour les quelque quatre cents entreprises de la Commu-nanté, les associations professionnelles n'étant consultées que pour une meilleure information de la Commission.

A cet effet, ces méthodes de prévision seront affinées, notamment en ce qui concerne les industries de transformation de l'acier.

Les programmes prévisionnels seron: assortis de taux d'adaptation des livraisons à la demande prévisible. C'est encore la Commission qui déterminera les objectifs par entreprise et qui communiquera directement ces tonnages aux entreprises, ces dernières concernant la faculté produire pour leurs propres stocks en période

Pour les prix minima a de référence », publiés par la Commission avant de rendre publies des prix minima a obligatoires », Bruxelles estime qu'il y a lieu d'observer une grande prudence, our éviter les fausses manœuvres ou les pratiques de cartel ou d'alignement. S'agissant de tiques de cartel ou d'alignement. S'agissant de la politique d'investissement et de crédit, elle dolt, selon M. Simonet, éviter une surcapacité de production, grâce à des discussions régulières sur les résultats des enquêtes annuelles sur les projets d'investissements. Les crédits CECA en la matière devralent contribuer à améliorer la productivité de la sidérurgle com-munautaire, pour atténuer les effets d'une future dépression sur le marché de l'acier.

Enfin, la Commission pense, en matière sociale, que les mesures de réadaptation des travailleurs (aides de transition aux salariés licenciés, encouragement à la réadaptation professionnelle) devront s'accompagner, plus encore que dans le passé, de mesures de reconversion industrielle pour stimuler la création de nouveaux emplois. En ce domaine, la CECA a une expérience assez riche puisqu'elle a au fill nouveaux emplois. En ce domaine, la circa a mue expérience assez riche puisqu'elle a, au fil des ans, aidé quatre cent quarante-neuf mille travallleurs (pour 237 millions d'unités de compte, au total), dont quatre-vingt-treize mille appartenant à la sidérurgle (pour 24,3 millions d'unités de compte).

La parole est maintenant aux neuf gouver-nements. Vont-ils, au-delà d'un coup de cha-peau courtois à l'idée du plan Simonet, en accepter — plus ou moins — les détails? La réponse commencera à être connue ce mois-ci.

EMPRUNTS EN DEUTSCHEMARKS. — Deut emprunts d'un moniant respectif de 125 milions de D.M. (4 7 ans) et de 75 milions de D.M. (4 19 ans) et de 75 milions de D.M. (4 19 ans) et de 75 milions de D.M. (4 19 ans) et de 75 milions de D.M. (4 19 ans) et et de 18 milions de dollers le total des emprunts contractés par le « pool» charbon-acier depuis son origine. Un emprunt complémentaire de 156 milions de dollers sera lancé aux Etats-Unis prochainement, class qu'un emprunt de 30 milions de dollers su le marché international des capitaux.

LE TAUX DU PRELEVEMENT CECA, premier impôt européen, resiera probablement fizé en 1977 à 0,29 % du chiffre d'alfaires des charbonnages et de la sidé-urple. En 1976, Il aura repporté 96 millions d'unités de compte.

LES CREDITS CECA OCTROYES au premier semestre se sont élevés à 785 millions d'unités de compte, dont plus de la moitié (414) au Roycume-Uni. Les deux tiers (532) ont concerné la sidérargie, is solde se partageant entre les houillères (87), les activités de reconversion (39) et la construction de logements (8).

AIDE AU FRIOUL. — La Commission de Bruxelles a accordé un prêt de 5,4 milliards de lires pour la reconstruction de logements aux sidérurplites du

FROM.

PRET AU NATIONAL COAL BOARDS. — Un prêt de 43 millions d'unités de compte a été accordé pour faciliter le financement de sept projets d'investissements dans '' in d'us trie charbonnière du Royaumc-Uni, plus précisément dans les bassins houillers du Yorkshire (sièges d'Ackton Hall et de Brodsworth), du Nottinghamshire Nord et Sud (sièges d'extraction de Benfinck, de Bevercotes et de Silverhill), ainsi que dans le bassin houiller de l'Ouest (sièges de Silverdale et de Bold). Les sept projets contribueront, au toial, à maintenir un potentie d'extraction de charbon d'environ 6,4 millions de tonnes par an et permettront d'accrolire ces possibilités de production de 1,55 million de tonnes par an et permettront d'accrolire ces possibilités de production de 1,55 million de tonnes

LES INVESTISSEMENTS A ENTREPRENDRE dans le secteur énergétique au cours des diz prochaines années s'élèveront dans la CECA à 210 milliards d'unités de compte, dit-on à Brutelles, soit à peu près 25 % du produit intérieur annuel des Neuf.

sur la situation en Afrique australe et en parti-culler en Rhodésie. Cette dernière résolution prévoit notamment l'envoi en Namible d'une mission de cinq parlementaires pour enquêter et faire un rapport au conseil interparlementaire lors de sa prochaine session en avril 1977.

De son côté, le conseil interparlementaire, réuni en session ordinaire, a réadmis au sein de l'Union les Parlements du Panama et du Portugal. Il a aussi créé un comité spécial sur les violations des droits des parlementaires. Il a enfin adopte une résolution enumérant les noms des parlementaires chiliens détenus, disparus, exilés ou expulsés et chargé un groupe de travail de promouvoir la restauration et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans ce pays.

Agence spatiale européenne

Deux nouveaux projets

Deux nouveaux projets

I ORS de sa sixième réunion à Paris les 4 et 5 octobre à Paris, le comité du programme scientifique de l'Agence spatiale européenne (ESA) a approuvé à l'unanimité deux nouveaux projets. Sous réserve d'une conclusion favorable des négociations en cours avec la NASA, l'Agence participera au financement du télescope spatial que les Etats-Unis prévoient de lancer en 1983; la contribution européenne serait de 15 % du coût total (soit environ 30 millions d'unités de compte ou 102 millions de dollars) et, en échange, les astronomes européens se verraient allouer 15 % au moins du temps d'observation total du télescope. L'autre projet concerne la participation européenne (3 à 9 millions d'unités de compte) au projet Géosari, qui consiste à lancer le « modèle de qualification » du véhicule spatial Geos au cours du second vol d'essai du lanceur Ariane de l'Agence, prévu pour décembre 1979.

NOMINATION. — Le 7 octobre, le conseil de l'ESA

NOMINATION. — Le 7 octobre, le conseil de l'ESA a nommé M. Michel Bignier pour cinq ans au posta de directeur du programme Spacelab, en remplacement de M. Bernard Delofre, qui avait démissionné en juin dernier. Responsable de la direction et du contrôle du programme, M. Bignier sera en outre membre du directoire de l'Agence et participera é ce titre à l'examen des principaux problèmes de pestion l'és aux activités de l'Agence.

DEUX CONTRATS. — L'ESA a décidé au mois d'octobre d'attribuer deux contrats d'un montant intal de 42,6 millions d'unités de compte à Messerschmitt-Rôlkow-Blohm (Allemagne de l'Ouest) en tont que contractant vrincipal du consortium de firmes aérospaisues européennes dénomné Cosmos. Les contrats concernent certaines phases de la définition du satellite Exosat.

ORGANISATION DU TRAITE CENTRAL. — Des spécialistes venus des cinq pays membres de l'Organisation du traité central (CENTO) ont par-ticipé, du 3 au 5 octobre à l'éheryie solaire.

PACTE DE VARSOVIB. — Le général soviétique Anatols Gribkov a été nommé le mois dernier chef d'état-major des lorces unifiées des pays membres du pacte de Varsovie. Il remplace à ce poste le général Chtemenko, décédé en coril dernier.

• UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE. — Le différend oréco-ture sur la mer Egée et ses conséquences sur la défense de l'Europe occidentale ont été au centre des débats de la commission des alfaires générales de l'Assemblés de l'Union de l'Europe occidentale (U.E.O.), réunte à Athènes le 7 octobre. Ses conclusions seront soumises à la prochaine session de l'Assemblée à Paris ce mois-cl.

COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. — La seizième conférence du Pacifique sud a ouvert ses travaux le 20 octobre à Nouméa. On en trouvera un brei résumé dans le prochain numéro du Monde.

CROIX-ROUGE. — Pour les quatre prochains mois, le coût de l'action du Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.) au Liban est estimé à 50 millions de france suisses. Pour couvrir ces frais, le C.I.C.R. a lancé au début du mois d'octobre un appel aux gouvernements et aux sociétés nationales de la Croix-Rouge. Outre la poursuite de l'assistance médicale, le comité prévoit une importante action de secours en faveur de quelque quarante mille personnes victimes de la guerre, et en particulier les personnes déplacées.

— La Ligue des sociétés de la Croix-Rouge a lancé te is octobre un appet en rue de financer trois projets d'assistance dans la région du Frioul, au nord de l'Italie, après les secousses sismiques des 11 et 15 septembre dernier : installation d'une can-tine préfabriquée à Gemona et d'un dispensaire préfabriqué à Sequals (province de Pordinone), et reconstruction de logements à Magnagno in Riviera.

◆ OEGANISATION INTERNATIONALE DE PRO-TECTION CIVILE. — L'Algèrie et la Papoussie-Nouvelle-Guinée ont adhéré au cours de l'été 1976 à l'Organisation internationale de protection civile (O.I.P.C.).

• LIQUE DES ETATS ARABES. — Les ministres des affaires étrangères des vingt et un pays membres de .: Ligue des Etats arabes, réunis au Caire le 20 octobre, ont pris connaissance des dispositions de l'accord intervenu le 18 actobre à Ryad sur le conflit libanais entre six chejs d'Etats arabes (le président syrien Hajez el Assad, le président libanais Elias Sarkis, le chej de l'Organisation de libération de la Palestine. M. Vasser Arajat, le président égyptien Anovar El Sadate, le roi Ehaled d'Arabic Sacudite et le chelikh Sabah al-Salem al-Sabah du Eoueit). Les ministres ont décidé de renvoyer l'examen des résultats de la réunion à six à une e conférence élargie » de la Lique arabe, tout en se félicitant de ces résultats qui « contribuent au renforcement de la solidarité arabe ».

La « conjérence élargie » s'est tenue les 25 et 25 octobre au Caire. On trouvera un bref résumé de ses travaux dans le prochain numéro du Monde diplomatique.

Organisation des Etats américains

A l'Assemblée générale de l'Association interaméricaine de presse : liberté de la presse et contrôle des moyens d'information

TA trente-deuxième assemblée générale de l'Association interaméricaine de presse, organisme fonctionnant dans le cadre du système interaméricain, s'est tenue à Williamsburg (Virginie) du 12 au 15 octobre, en présence de M. Alejandro Orfila, secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (O.R.A.), qui a dû s'expliquer devant l'assemblée sur les rapports de cette institution avec deux agences, l'E.F.E. et Latin.

Les sujets les plus divers, allant de l'intégration régionale aux atteintes aux droits de l'homme en passant par les négociations sur le canal de Panama et les déplacements des hommes d'affaires américains à Cuba, ont allmenté les débats. Mais, la trente-deuxième assemblée générale aura été dominée d'un bout à l'autre par la gravité des interventions contre

assemblée générale aura été dominée d'un bout à l'antre par la gravité des interventions contre les entraves à la liberté d'information et la vivacité des réactions à la proposition de l'UNESCO sur la création d'une agence intergouvernementale d'information destinée, de l'avis de la plupart des délégations, à soumettre l'information au contrôle des gouvernements. Dans les analyses de la situation de la presse dans les différents pays du sous-continent, la rigueur des critiques a parfois laissé percer le désarroi. Une fois de plus, l'assemblée générale a manifesté son scepticisme quant aux perspectives de changement à Cuba et au Paraguay; elle s'est émue de la désorganisation de la pectives de changement à Cuba et au Paraguay; elle s'est émue de la désorganisation de la presse au Pérou et des contraintes qui lui sont imposées à Panama et a dénoncé les persecutions dont elle est l'objet au Nicaragua. Enfin, après avoir manifesté son espoir d'une évolution plus favorable au Brésil et au Chili, elle a trouvé des circonstances atténuantes, en raison de l'état de siège, aux mesures frappant le libre fonctionnement des moyens d'information en Arsentine.

en Argentine.

Quant à la proposition de l'UNESCO, le courant d'opposition n'a pas réussi à faire l'unanimité de l'assemblée générale. Les résolutions adoptées à ce sujet exhortent les gouvernements de Caracas, de Bogota, de Mexico et de San-José, favorables à l'initiative de cet organisme, à réviser leur position.

Conseil de l'Europe

Session de la commission des droits de l'homme

A U cours de sa cent vingt-quatrième session, qui s'est tente à Strasbourg du 27 sep-tembre au 8 octobre, la Commission europeenne

des droits de l'homme a examiné quelque cent soixante requêtes individuelles, dont trois requêtes ont été déclarées recevables : les affaires X et Y contre l'Allemagne occidentale (droit de X et Y contre l'Allemagne occidentale (droft de se faire assister gratuitement d'un interprête au cours d'une procédure pénale) et l'affaire X contre la Belgique, droit à un procès équitable dans une contestation relative à un droit de caractère civil). La requête Lynas contre la Suisse, qui concerne l'extradition du requérant aux Etats-Unis et sa détention en Suisse en attendant l'extradition, a été déclarée irrecevable. La Commission a décidé de porter dix-sept requêtes à la connaissance des gouvernements défendeurs respectifs, en les invitant à lui présenter leurs observations écrites et a reoris senter leurs observations écrites et a repris l'examen d'un certain nombre de requêtes déclarées recevables.

LIBERTE ET OBLIGATION D'INFORMER — L'obligation pour les pouvoirs publics de commu-niquer les informations, considérée comme moyen de mestre en œuvre la liberté d'information, a été au centre des débats d'un colloque international organisé é Graz (Autriche) du 21 au 23 septembre dernier par le comité d'experts en matière de droits de l'homme du Conseil de l'Europe.

de l'homme du Conseil de l'Europe.

RESOLUTIONS A CARACTERE SOCIAL. — Le comité des ministres du Conseil de l'Europe vient d'adopter des propositions visant à metire sur pied des régimes de retraite échelonnée suisant les capacités physiques et intellectuelles des travailleurs et à donner aux candidats à la retraite la possibilité d'un chorz réel entre cette solution et la poursuite d'une activité projessionnelle. D'autre part, afin de feuoriser l'insertion des travailleurs migrants dans le monde du travail et d'améliorer la compréhension des droits et des obligations de ces travailleurs dans le pays d'accueil, le Conseil de l'Europe a mis au point un modèle de contrat de travail et de contrat d'introduction uniforme dans les diz-neuf pays membres.

pays membres.

PROTECTION DES CONSOMMATEURS. — Au cours de sa session du 20 au 29 septembre dernier, le conseil des munistres du Conseil de l'Europe a adopté une convention européenne qui établit une responsabilité stricte des producteurs en cas de lésions corporelles ou décès dus à un déjaut de leurs produits. Cette intintive fait suite à l'adoption de textes conce-nant la publicité mensongère, la formation du consommateur et à la charte du consommeteur adoptée par l'Assemblée parlementaire.

Union interparlementaire

Sessions de la conférence et du conseil à Madrid

C INQ cents parlementaires venus de soixante-C ING cents pariementaires venus de soixante-quatre pays ont participé à la soixante-troisième conférence de l'Union interparlemen-taire, réunie du 23 septembre au 1s octobre à Madrid. Les travaux de la conférence ont été marqués par l'adoption de résolutions sur la nécessité de réduire la tension dans le monde et d'établir une réglementation internationale du commerce des armes classiques ; sur l'instau-ration d'un nouvel ordre économique international ; sur la coopération dans le domaine de l'éducation, la science et la culture et l'amélio-ration ultérieure des relations internationales, et





20 000 personnes ; Vingt salies de capacités diverses ; Traduction simultanée ;

Vingt salies de capacités diverses;
 Traduction simultanée;
 Trois cents bôtels totalisant plus de dis mille chambres;
 D'innombrables possibilités d'excursions et de distractions.
 An centre de la Côte d'Asur, desservie par un ascoport international, des liaisons ferroviaires, routières et maritimes la reliant à toutes les capitales.

continues cansons
EN TOUTES SAISONS
NICE EST LA VILLE
MEALE DES CONGRES

OFFICE DE TOURISME SYNDICAT D'INITIATIVE: 32, rus Hôtel-des-Postes — Tál.: 85-25-25/26. Télex: Accuell Nice: 460-42.

Soundash

LE MONDE DIPLOMATIQUE

CONTRE LE TERRORISME

Quelle Europe se dessine?

Par GÉRARD SOULIER*

NDISSOLUBLEMENT liès l'un à l'autre, comme les deux faces d'un même phénomène, terrorisme et répression témoignent, d'abord, de l'évolution des sociétés contemporaines et du type de violence qui les caractérise. Fondant — à tort ou à raison — sa légitimité sur le droit de résistance à l'oppression, le terrorisme est cependant, d'une façon générale, l'accusé, et il tient lleu d'argument dans le discours du pouvoir pour justifier le renforcement de l'appareil de répression.

On pourrait donc s'étonner de la discrétion qui a pu entourer le demier projet imaginé par les Etats européens, sous l'imputsion de la République fédérale d'Allemagne, pour combattre le terrorisme. Il s'agit d'un projet de « convention pour le répression du terrorisme ». Mis au point par le Comité européen pour les problèmes criminels, au cours de sa vingt-cinquième session plénière, dans la semaine du 17 au 21 mai 1976, il devait être signé le 22 septembre à Strasbourg par le comité des ministres du Conseil de l'Europe. Cette signature a été différée en raison, notamment, des réficences de la France (1). Il va donc être rééxaminé et risque blen, tôt ou tard,

d'entrer en vigueur.

Ce projet a un objet immédiat : des mécanismes purement juridiques destinés à « empêcher, dit son bref préambule, que les auteurs de tels actes (de terrorisme) n'échappent à la poursuite et au châtiment ». Au-delà des techniques juridiques, il a une portée plus vaste venant couronner, en quelque sorte, les nouvelles législations répressives mises en place depuis quelques années par l'ensemble des pays occidentaux : !! engage l'Europe vers un système politique dont on ne connaît pas encore le nom (2).

TECHNIQUEMENT. le projet préconise un moyen, considéré comme le plus efficace, pour assurer cette répression : l'extradition. Quoi de choquant ? « L'extradition, selon un spécialiste, est la remise, par un Etat, d'un individu qui se trouve sur son 'erritoire à un autre Etat qui recherche cet individu soit atin de le luger, soit atin de lui faire exécuter la condamnation que ses tribunaux ont d'ores et déjà prononcée (3). « Traditionnellement, l'extradition n'est accordée que pour les infractions de droit commun ; elle est en revanche refusée pour les infractions politiques. La solution luaginée par le projet consiste à supprimer de fait cette seconde catégorie d'infractions. Nous

• Professeur à la faculté de droit d'Amiena.

voilà, dès l'instant, en dehors des conceptions libérales, et il est profondément inquiétant de voir qu'à l'occasion de la lutte contre le terro-risme s'élaborent des Institutions répressives qui sont la négation pure et simple d'une civilisation libérale qu'on prétend justement défendre : précisément, la confusion du politique et du droit commun est une manifestation typique des systèmes totalitaires. Que dit le texte?

Selon l'article premier, « pour les besoins de l'extradition entre Etals contractants, aucune des Infractions mentionnées cl-après ne sera comme une infraction connexe à une infraction politique, ou comme une infraction inspirée par des mobiles politiques », à savoir : les actes de piraterie aérienne, tels qu'ils sont définis par les conventions internationales signées à La Haye le 16 décembre 1970 et à Montréal le 23 septembre 1971 ; les Infractions graves contre les personnes syant un statut diplomatique; les enlévements, prises d'otages et séquestra-tions arbitraires ; les infractions comportant l'utilisation de bombes, granades, lusées, armes à feu automatiques, ou de lettres ou colis piègès. A cette énumération, l'article 2 ajoute - tout acte grave de violence qui n'est pas visé è l'article premier et qui est dirigé contre la vie, l'intégrité corporelle ou la liberté des personnes », el même, « tout acte grave contre les biens (...) lorsqu'il crée un danger collectif pour des personnes » (qu'on peut toujours et très facilement présumer). Toutes ces disposi tions s'étendent à la tentative et à la complicité

Quelle que soit la répugnance que puissent soulever la piraterie aérienne, les prises d'otages, l'utilisation des bombes, il faut bien savoir que ce n'est pas seulement cela que vise le projet: et par conséquent pas seulement les auteurs de tels actes. Si l'on s'en tient à la lettre du texte, on voit bien qu'il ne reste plus rien, pratiquement, de la notion d'infraction politique (en dehors peut-être des délits de presse), qu'en définitive la catégorie a pratiquement disparu. Il eût été plus honnête d'annoncer carrément que cette tradition libérale est abandonnée. Il est parfaitement hypocrite de maintenir, en droit, le principe mais, en le vidant de toute substance, d'anéantir toute possibilité d'application.

ETTE distinction de l'infraction politique et de l'infraction de droit commun a été consacrée, dès le début du dix-neuvième siècle, tant dans les législations internes que dans la pratique internationale. Sur le plan interne, le code penal français, dès son origine, reconnaissait la distinction et prévoyait, notamment, des peines particulières. Consécration de ce traltement spécial, l'abolition, en 1848, de la peine de mort en matière politique (4). Très rapidement, cette distinction trouva son prolongement dans les relations entre Etats, précisément à une époque de grands troubles, où s'effondralent en Europe les sociétés traditionnelles et s'affirmalent les nationalités; et donc les souverainetés. La volonié de défendre, du même coup, les combattants de la liberté, la souveraineté et les valeurs nationales conduisait à fonder, sur cette distinction du politique d'avec le droit commun, le droit d'asile et ce qui est finalement son corollaire inéluctable : le refus d'extradition pour des infractions

Solidement appuyée sur le sens commun qui refuse de confondre l'ordinaire truand et l'opposant politique — useralt-II, parfois, des mêmes méthodes. -- cette distinction soulève des difficultés dans son application. Faut-il, disputent les juristes, retenir un critère - objectif de l'infraction politique, et donc traiter comme telle toute atteinte à l'organisation et au fonctionnement des pauvoirs publics, ou un critère « subjectif » et s'attacher essentiellement aux mobiles de l'infraction ? La pratique, hésitante sur le plan interne, avec une tendance cependant à consacrer plutôt la conception dite - objective -, a toujours été, en revanche. très nette sur le plan des relations entre Etats, conception la plus libérale — qui a toujours été retenue : moyennant quoi, l'extradition a toujours été refusée dans cette hypothèse.

Cette tradition est consacrée par de nombreux textes internes et internationaux. Par la loi française du 10 mars 1927 tout d'abord, qui dispose, dans son article 5, que - l'extradition n'est pas accordée lorsque le crime ou délit a un caractère politique, ou lorsqu'il résulte des circonstances que l'extradition est est donc marquée du meilleur libéralisme puis-qu'elle refuse l'extradition non seulement lorsqu'il s'agit d'infraction politique, mais encore lorsqu'il apparaît qu'elle est réclamée par l'Etat requérant dans un but politique. Sur le plan international, la convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957 confirme rigoureusement, dans son article 3, cette tradition dans ses deux éléments : refus de l'extradition lorsqu'il s'agit d'une infraction politique ou d'une infraction connexe à une infraction politique, ou e lorsqu'il y a des raisons sérieuses de croire que la demande d'extradition a été présentée aux tins de poursuivre ou punir un individu pour des con rations (...) d'opinions politiques ». Sur le plan de la pratique internationale, on peut noter que cette tradition est largement respeciée, et par exemple par des pays comme Cuba : une loi cubaine du 16 septembre 1969 prévoit l'extradition des auteurs d'actes de piraterie aérienne, mais en exclut les nationaux cubains et les délinquants polítiques. Ainsi, et malgré l'absence de convention avec les Etats-Unis, Cuba a extradé plusieurs fois en direction de ce pays des délinquants considérés comme de

Le projet de convention européenne abandonne, de fait, cette tradition. Curieusement, l'article 8, qui prévoit que les Etats contrac tants devront s'accorder « l'entraide judiciaire la plus large possible », stipule également - qu'aucune disposition de la présente convention ne dalt être interprétée comme impliqu une obligation d'accorder l'entraide judiciaire si l'Etat requis a des raisons sérieuses de croire que la demande d'entraide motivée par une des infractions visées à l'article premier ou 2 a été présentée pour poursuivre une personne pour des considérations (...) d'opinions politiques ». Cette disposition, dans le contexte de cette convention, est une absurdité ou une hypocrisie supplémentaire. Appliquée à la lettre, compte tenu de la nature des infractions visées par la convention, elle rendralt finalement inapplicables les articles premier ou 2. Ce qui est absurde. Ou bien c'est la clause de style les termes sont identiques à ceux de la convention de 1957, — et c'est alors une hypocrisle. Cette disposition n'a donc aucun sens si l'on abandonne la notion classique d'infraction politique évoquée plus haut, dont elle est

O N pourrait faire remarquer, sans doute, qu'il existe déjà des conventions interinfractions peuvent donner lieu à extradition sans qu'il soit tenu compte des mobiles politiques, en particulier les trois grandes conven tions multilatérales pour la répression de la piraterie aérienne : convention de Tokyo du 14 septembre 1963, et surtout conventions de La Haye du 16 décembre 1970 et de Montréal du 23 septembre 1971. Ces deux dernières disposent, dans un même article 8, que les infractions comprises comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu entre Etats contractants -. Mais ces textes sont des textes spéclaux, portant sur un type d'infraction assez méticuleusement défini. Au contraîre, et il s'agit là d'un point capital, la projet de convention ne, c'est son inquiétante nouveaute, est un texte de portée générale et recouvre pratiquement toutes les Infractions politiques.

pratiquement toutes les intractions politiques.
D'autre part, on peut considérer que, si cette convention entrait en application, elle porterait gravement atteinte à l'autonomie de compétence des organes internes, spécialement des juridictions. C'est là, semble-t-il, qu'il faut trouver l'explication des réticences de la France, certain courant de la majorité restant extrémement sensible à toute amputation de souveraineté. La définition des infractions est faite en termes tellement généraux que les

juridictions internes perdent pratiquement toute liberté dans la détermination des qualifications.
Il s'agit là de dispositions portant une attointe grave à la compétence nationale qui, seion les auleurs les plus avertis, est assez rigoureu-sement entendue en matière pénaie. S'ajoute à cela un amendement irlandais prévoyant l'obligation, pour l'Etat qui refuserait l'extradition, de poursuivre et éventuellement puni: « toute personne ayant commis sur le territoire d'un autre Etat - l'une des infractions prévues à la convention. Ce mécanisme de compétence subsidialro existe déjà en fait, en droit inter-La Haye et de Montréal, mais il s'explique en raison des particularités de la piroterie aérienne qui rend parfois difficile l'application du principe de compétence territoriale. S'agissant du projet de convention européenne, cette grave remise en cause du principe de territorialité égard à la généralité des termes de la

Enfin cette convention, en niant la spécificité des infractions politiques, en tentant de transformer la pratique de l'extradition en pratique ordinaire, abolit de fait une institution capitale des droits de l'homme, le droit d'asile. « Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'esservir et de dégrader la personne humaine ». proclamait le préambule de la Constitution de 1948, repris par celui de 1958, ce droit recevait la consecration constitutionnelle. La France ne peut y renoncar. Ni politiquement. Ni juridiquement : selon l'article 5 de l'actuelle Constitution, si le Conseil constitutionnel (...) a déclaré qu'un engagement international comporte une clause contraire à la Constitution, l'autorisation de le ratilier ou de l'approuver ne peut intervenir qu'après la révision de la Constitution -. Oui peut l'imaginer? D'eutant qu'il s'agit d'un principe consacré par la Déclaration universelle des droits de l'homme dont l'article 14, en excluent l'asile pour les crimes de droit commun, confirme de façon éclatante la tradition libérale.

Ce ne peut être en vain. Les systèmes ont leur cohérence : toucher tel élément distinctif, c'est pervertir l'ensemble. Voilà qui conduit à s'interroger : ce texte nous engage. Vers quelle Europe?

TETTE convention internationalise la doctrine de la sécurité. Elle est un reflet de cette Europe qui se dessine, et déjà existe: M. Poniatowski rencontre souvent 509 homologue allemand. M. Poniatowski rencontre souvent son homologue espagnol. Il rencontrait encore ce dernier le dimanche 17 octobre pour évoquer les problèmes posés-par la présence de militants basques espagnols en France. Les expulsions, on le eait, vont bon train. Mais les coups de main, mais les meurtres commis en territoire français par la police franquiste n'ont soulevé aucune protestation contre cette violation de la souveraineté. Une internationale de la répression s'organise donc à l'échelle européenne (5), et ce projet de convention n'est que le premier de ses instruments juridiques (6).

(1) Cf. le Monde, 22 septembre 1978.
(2) Cf. notre article « Un fascisme à visage humain? ». le Monde diplomafique, décembre 1975.
(3) Cf. B. Legeala, Juria-classeur international, fasc. 405 B.
(4) Elle a été rétablle par l'ordonnance du 4 juin 1960.
(5) Qu'il s'agisse lei de l'Europe occidentale na doit certes pas faire oublier ce qui se passe ailleurs : « On constate aujourd'hui, en Europe de l'Est comme en Amérique latine, que les gouvernements ont constitué des ententes en matière de répression, vértables conspirations nationales, avec mise en commun de matériele, d'expérience et mime d'hommes. » Amnesty international, dans Libération, 21 octobre 1976. Selon cette organisation humantiaire, les droits fondamentaux de la personne sont transgressés dans cent douze pays et il y aurait, de par le monde, quelque buit cent mille prisonnlers politiques.

(6) Et peut-être y a-tail lieu de grandre que

monde, queique duit cent time printiques.

(6) Et peut-être y a-t-il lieu de craindre que, avant mêms d'entrer en vigueur, elle ne soit, en fait, appliquée : ainsi, l'Allemagne de l'Ouest vient d'obtenir du gouvernement grec l'extradition de Roif Pohle. Elle réclame égalament Petra Kranse, détenue en Suisse, Detief Schultz, détenu à Mulhouse.

Dans ce numéro :

Pages 2 et 3:

DE LA LUTTE CONTRE L'APARTHEID AUX LUTTES DE CLASSES : LA DYNAMIQUE DES CONFLITS EN AFRIQUE AUSTRALE, par René Lefort.

Pages 4 et 5:

LA CHINE GOUVERNEE AU CENTRE? par Jean Daubier. Le journal mural de Li Yi-zhe, J. D. Thailande: Le coup d'Etat donne plus de consistance à l'opposition de gauche, par Kao Tom.

INTERNAT

1/2 pension - externat - de la 6ème aux terminales ABCD

Cours Jean-Jacques Rousseau

établissement privé du second degré DIRECTION : JEAN- MICHEL TAILLEFER

documentation sur demande 7 bd Prince de Galles / tél (93) 81.37.54

nice cote d'azur

Pages 6 et 7:

LE PARTI COMMUNISTE, L'UNION SOVIETIQUE ET LA CRISE ECONOMIQUE, par Jacques Valler. Vers un renouveau du marxisme en économie, par Jean-Marie Vincent.

La Grande-Bretagne est-elle « au bout de la route »? par Bernard Cassen.

Dans les revues...

Pages 8 à 10 :

L'EGYPTE ET L'OUVERTURE POLITIQUE, reportage de Marie-Christine Aulas.

Page 11:

'oge 11:

L'Algérie, de la charte nationale à la consultation électorale, par Raoul Weaxstern.

Page 12:

CINEMA POLITIQUE : Algérie : un peuple et ses images.

Pages 13 à 19:

L'AMERIQUE DE JIMMY CARTER : Une stratégie "frilatérale". suite de l'article de Diana Johnstone.

— Intérêts économiques disparates contre stratégie globale, par Joyce Kolko. — L'abstention massive : un scepticisme profond à l'égard du système politique, par Marie-France Toinet. — L'influence des groupes

économiques et ethniques, par Charles Zorghibe. — La prudence du Kremlin pendant la campagne présidentielle, par Bernard Fécon. François Perroux et l' « agent » retrouvé, par Raymond Courbis.

Elections législatives et nouveaux gouvernements.

Pages 20 à 22:

L'AFFAIRE DE LA BAIE JAMES, par Pierre Dommergues.

« L'aliénation linguistique » d'Henri Gobard, par Armand et Michèle Mattelari.

Pages 23 à 29:

Identité de la Wallonie (supplément).

Page 30:

Les livres du mois,

Pages 31 à 33:

L'activité des organisations internationales.

Le numéro du « Monde diplomatique » d'octobre 1976 a été tiré à 118 500 exemplaires.

Novembre 1976

